

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE N° 12539 -- 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

— VENDREDI 24 MAI 1985

La France et les régimes de l'Est

M. Roland Dumas arrive ce jeudi 23 mai à Prague, où aucun de ses prédécesseurs n'a mis les pieds depuis dix-neuf ans. La veille s'étaient achevées au Quai d'Orsay les « consultations politiques » franco-polonaises, à un fort modeste niveau, mais néanmoins les premières de ce type depuis 1981 et l'instauration de l'état de guerre en Pologne.

Quelques choses seraient-elles en train de changer dans l'attitude des responsables français à l'égard des régimes de l'Est, en particulier de ceux dont l'« image » est la plus mauvaise ? Ce qui frappe plutôt, si l'on considère l'ensemble de ses relations avec le bloc soviétique, c'est la prudence manifestée par Paris, ses hésitations à se prononcer, et en tout cas la lenteur des évolutions entreprises.

M. Mitterrand, en allant à Budapest en 1982, avait commencé par le plus facile — la Hongrie a une bonne presse en Occident. En faisant en juin dernier le voyage à Moscou, il avait sacrifié au désir de renouer le dialogue avec une puissance incontournable, quitte à éroquer, avec le résultat que l'on sait, le cas Sakharov, symbole de tant d'autres incompensables plus tragiques. Bulgares et Roumains, qui attendent depuis des années avec impatience la visite d'un président français, sont apparemment priés d'attendre encore, mais les rapports entre Paris et ces deux pays balkaniques restent dans la norme.

Restent les cas les plus délicats, ceux aussi où les distinctions faites au Quai d'Orsay et ailleurs sont les plus subtiles. N'explique-t-on pas que si M. Dumas va à Prague, c'est entre autres pour bien montrer aux Polonais qu'il ne va pas à Varsovie ? Bien des années ont en effet passé depuis l'échec du « printemps tchécoslovaque », et en dépit des efforts courageux de quelques dissidents, et aussi d'un certain renouveau religieux, la « normalisation » y est au fait. — Le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères a d'ailleurs fait depuis diverses visites en France — sans autre intérêt que protocolaire ou économique. Récemment, plus longtemps, devant un voyage à Prague, au niveau ministériel, n'aurait guère eu de sens aux yeux des responsables français.

Le cas polonais est tout autre : les blessures sont encore fraîches, et ce pays ne s'est toujours pas résigné à un avenir qui ne serait fait que d'obscurrence et de médiocrité. Les visiteurs occidentaux qui reprennent le chemin de Varsovie s'efforcent d'en tenir compte. Dans des styles différents, l'Union soviétique et le Britannique Howe ont tenté d'établir un contact, même symbolique, avec des représentants de l'opposition — ou de la « société », comme on dit en Pologne (Sir Geoffrey a d'ailleurs adopté la même attitude à Prague). Le Belge Vandenberghe, mis dans l'impossibilité de rencontrer qui bon lui semblait, a préféré remettre son voyage.

Les Français sont encore plus réticents. Ce sont des Polonais qui ont dû faire le voyage de Paris. Le vice-ministre des affaires étrangères, M. Kucza, n'a même pas eu la satisfaction protocolaire, qu'il réclamait, d'être invité par le ministre français, et il n'a eu à Paris aucun interlocuteur du rang gouvernemental. Mais pour tous le problème de fond reste le même. Comment faire preuve de réalisme sans paraître cautionner un régime qui semble n'avoir d'autre ambition que de faire perdre toute « illusion » à ses administrés ? L'exercice est d'autant plus compliqué que le général Jaruzelski ne peut plus guère passer pour un « moindre mal », comme certains l'avaient espéré dans un premier temps, mais qu'il se révèle bien être un normalisateur éternel et obstiné. Le nouveau procès qui s'ouvre ce jour même à Gdansk, les efforts déployés sans relâche pour gouverner tout ce qui peut rester des acquis de l'état polonais, diverses affaires policières aux relents très inquiétants, et aussi l'agressivité verbale manifestée par Varsovie à l'égard de la France ne peuvent qu'inciter à la plus grande réserve. Que M. Walesa puisse ou non venir en France pour un colloque sur les droits de l'homme ne change pas grand-chose au problème.

(Lire nos informations page 6.)

Les chiïtes ont enlevé Sabra et Chatila

Soixante morts dans l'explosion d'une voiture piégée à Beyrouth-Est

De notre correspondant

Beyrouth. — L'effroyable drame de Beyrouth-Est (secteur chrétien), où l'explosion d'une voiture piégée a fait, mercredi 22 mai, 60 morts et 172 blessés, dont beaucoup d'enfants — l'attentat ayant coïncidé avec le passage d'un car de ramassage scolaire — s'est produit alors que faisait rage à Beyrouth-Ouest, pour la troisième journée consécutive, la sanglante bataille des camps (le nombre de morts atteindrait les deux cents et celui des blessés plus de huit cents).

L'événement majeur dans cette bataille des camps a été la double série de salves tirées, à midi puis à 16 heures, à partir des positions tenues par les Palestiniens pro-syriens dans la montagne druze. Après un moment de confusion, le PSP (druze) attribuant les tirs à une provocation des forces libanaises, la milice chiite — Amal — d'abord, puis des sources palestiniennes, ont confirmé que les tirs étaient bien d'origine palestinienne, « destinés à desserrer l'étau d'Amal autour des camps (...) un premier avertissement qui pourrait être suivi de coups plus durs ». Ce serait soit le FDLP de M. Nayef Hawatmeh, soit le Fath dissident d'Abon

Moussa, qui aurait tiré, un point au-dessus duquel se trouve une demeure sans grande importance, l'un et l'autre étant étroitement liés à Damas.

La Syrie soutenant le mouvement Amal et son chef, M. Nabih Berri, cette affaire demeure mystérieuse, bien qu'on en donne une explication parfaitement plausible à Beyrouth. Dans une manœuvre « route syrienne », Damas rechercherait, à travers la bataille des camps, à briser les « arafatistes » et à les éliminer dans un premier temps de la capitale.

Mais pour mieux contrôler la situation, il ne suffit pas de briser Arafat, il faut encore lui substituer Abou Moussa et le Front de salut national palestinien. Il s'agirait donc de donner à Abou Moussa et à ses alliés le label de « défenseurs des Palestiniens, quoi qu'il en coûte », même s'il faut pour cela combattre Amal, un des piliers de la politique syrienne au Liban.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 4 et page 3 un entretien avec M. Forouk El-Chareh, ministre syrien des affaires étrangères.)

Mesures pour désencombrer tribunaux et prisons

Les infractions au code de la route ne relèveront plus de la correctionnelle

Réduire la durée des instructions pénales et, par là-même, celle des détentions provisoires des inculpés, décharger les tribunaux correctionnels des affaires d'infractions routières de nature contraventionnelle, leur donner la possibilité d'accorder le sursis pour des condamnés à des peines inférieures de moins de six mois de prison qui demeurent en liberté, telles sont les grandes lignes du projet de loi de M. Robert Badinter, adopté mercredi 22 mai par le conseil des ministres.

Pour avoir été présenté peu de jours après les incidents survenus dans plusieurs maisons d'arrêt, ce texte n'est pas une conséquence de ces agitations. Il avait été mis à l'étude depuis plusieurs mois. Mais il est vrai qu'il a pour objet une réduction de la population pénale que d'autres réformes antérieures n'avaient pas parvenues à concrétiser.

Le projet de loi est motivé par deux constatations : un encombrement des cabinets d'instruction et des juridictions correctionnelles ; un relatif échec du recours aux peines de substitution telles que le travail d'intérêt général ou l'octroi, en cas

de peine de prison de moins de six mois, du régime de la semi-liberté.

Du côté des magistrats, il est vraisemblable que les mesures proposées pour simplifier l'instruction seront accueillies favorablement. Elles risquent, en revanche, de susciter des réactions chez les avocats, bien que le texte ait pris soin de préciser que la réforme ne portait pas atteinte aux droits essentiels de la défense.

Si les juges correctionnels ne seront pas fâchés d'être déchargés des affaires de conduite sans permis, sans assurance ou sans carte grise, il reste à savoir l'usage qu'ils feront des possibilités que la nouvelle loi va leur accorder de réduire certaines condamnations par défaut, après un nouveau « défaut » du prévenu.

C'est pourquoi il serait bien hâtif et imprudent de conclure que le texte de loi va aboutir à la libération de plusieurs milliers de détenus. Entre les effets espérés d'une réforme et ses effets réels, l'expérience a montré, depuis longtemps, que le fossé pouvait demeurer profond.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(Lire nos informations page 30.)

Un nouveau baccalauréat professionnel

M. Laurent Fabius a annoncé, mercredi 22 mai, au cours de l'émission télévisée « Parlons France », que le gouvernement préparait « une loi-programme sur cinq ans pour l'enseignement technique ». Selon le premier ministre, il s'agit de favoriser « un gigantesque bond en avant, fondamental pour la modernisation du pays ». M. Fabius a précisé que cette loi permettrait la création de nouveaux établissements scolaires, les « lycées professionnels », ainsi que la mise en place d'un nouveau baccalauréat, le « baccalauréat professionnel ».

L'objectif du gouvernement est d'augmenter le nombre de bacheliers — pour le porter à 80 % d'une classe d'âge au lieu de 37 % actuellement — et de former davantage d'ingénieurs. Pour cela, la loi prévoit l'augmentation de 50 % du nombre des instituts universitaires de technologie (IUT) et la création de plusieurs universités de technologie, alors qu'il n'en existe qu'une seule en France, à Compiègne.

En préparation au secrétariat d'Etat aux enseignements technique et technologique depuis plusieurs mois, cette loi vise à élever le niveau de qualification des jeunes et à répondre à un besoin qui n'est pas couvert actuellement par le système de formation, de personnel qualifié et très spécialisé au niveau intermédiaire entre les ouvriers qualifiés (BEP) et les techniciens supérieurs (BTS).

S. B.

(Lire la suite page 31.)

Le Monde

DES LIVRES

- Il y a cent ans mourait Victor Hugo : le combattant de la justice, par Robert Badinter.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Un coupable », de Jean-Denis Bredin.
- Un rossignol nommé Fitzgerald.
- Georges Lukacs et les tragédies du siècle.

Pages 15 à 24

LE CHOIX DES NOUVEAUX CHEFS MILITAIRES

Les symboles d'une politique de défense

par JACQUES ISNARD

Le choix du général Jean Saulnier pour prendre la tête des armées, la désignation de son prédécesseur, le général Jean-Louis Lacaze, à un poste spécialement créé de conseiller militaire pour les questions africaines, et la nomination du général Gilbert Forray à l'état-major particulier de la présidence de la République sont à l'image d'une politique française de défense qui ambitionne de concilier deux orientations majeures : les rapports Est-Ouest et les relations Nord-Sud avec, au carrefour de ces deux axes, la sécurité propre de la France impliquée par le meilleur comme par le pire de ces deux stratégies.

Courtois, précis, travailleur acharné, alliant le sourire à la

rigueur professionnelle, le général Saulnier a passé une grande partie de sa carrière d'aviateur au service de la dissuasion nucléaire, dont il connaît tous les arcanes. Il retrouvera, à l'état-major des armées, un major général, le vice-amiral d'escadre Bernard Louzeau, qui a été le premier commandant du premier sous-marin nucléaire lance-missiles, le Redoutable.

Ces deux hommes sont des familiers des milles et un mystères de la dissuasion nucléaire et de ses ambiguïtés, volontairement entretenues, pour tenir à distance un agresseur éventuel. Ce sont les hommes des rapports Est-Ouest, à ceci près, néanmoins, que le général Saulnier a eu tout loisir de se sensibiliser aux relations Nord-Sud lors de son séjour à l'Elysée ou à l'occasion de nombreuses missions extérieures, plus ou moins discrètes, que lui a confiées M. Mitterrand.

Prudent, autoritaire, aussi « bouscure » qu'il est haut de taille, associant l'ironie à la compétence, le général Forray ne devrait pas oublier, auprès du chef de l'Etat, qu'il a été l'organisateur de la Force

d'action rapide (FAR), cette grande unité interarmes chargée de bondir outre-mer, et même éventuellement en Centre-Europe, pour manifester la volonté de la France de voler au secours de ses alliés à la moindre anicroche qui le justifierait. Aux côtés du ministre de la Défense, le général Lacaze continuera d'apporter sa longue expérience de l'Afrique acquise à la Légion étrangère, avec les troupes aéroportées et dans les services secrets. Ces deux hommes sont, plutôt que passionnés des relations Nord-Sud, à ceci près, cependant, que le général Forray a aussi été en garnison, à plusieurs reprises, en Allemagne fédérale et que son commandement de la FAR

l'a entraîné au contact opérationnel avec les alliés.

On pourrait continuer ce parallèle, au risque d'être trop systématique dans la démonstration. Mais, rarement, les hommes choisis pour occuper la haute hiérarchie militaire auront incarné avec autant de réalisme les aspirations du pouvoir politique. Comme si le chef de l'Etat et son ministre de la Défense avaient voulu, en jouant du symbole, signifier hors des frontières quelles étaient les règles du jeu stratégique pour la France. Ces règles demeurent, pour l'instant, celles de la dissuasion nucléaire et de la force-coup de poing en Europe et en Afrique.

(Lire la suite page 14.)



Régis DEBRAY

Les Empires contre l'Europe

«Voici un livre vif comme une source, drôle et savant, pensé au pas, écrit au galop, et dont le sujet, négligé par nos spécialistes accredités, reste néanmoins passionnant : le monde tel qu'il est!»

Gilles Perrault/Le Matin

GALLIMARD *unif*

AU JOUR LE JOUR

Pulsion

La police parisienne vient de mettre fin aux activités d'un malfaiteur d'un genre très particulier : un psychanalyste de profession devenu maître chaiseur entre deux séances.

Cet inconscient, après avoir menacé anonymement des industriels, s'était présenté lui-même pour recevoir les sommes qu'il voulait leur extorquer.

Notre homme, pour justifier sa transgression et son passage à l'acte, a dû aux enquêteurs qu'il manquait de clients ces temps-ci.

Voilà où mène l'effondrement du marché de la névrose : du divan à la paille humide des cachots !

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

- 6. ITALIE**
Les trois rencontres secrètes entre Aldo Moro et Enrico Berlinguer.
- 8. SRI-LANKA**
Nouvelles violences contre les Tamouls.
- 11. POLITIQUE**
Comment choisir entre M. Barre et M. Léotard.
- 31. MÉDECINE**
Pour les urgences, il suffira de faire le 15.
- 35. ÉCONOMIE**
Issu entre l'inquiétude et la ténacité.
- 38. FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER**
L'opposition l'emporte par 100 sièges sur 137.

étranger

... LE MONDE - Vendredi 24 mai 1985 - Page 3

PROCHE-ORIENT

LE CONFLIT LIBANAIS

Une nouvelle conférence de réconciliation nationale est superflue nous déclare le ministre syrien des affaires étrangères

M. Farouk El-Chareh, ministre syrien des affaires étrangères, achève ce jeudi 23 mai son voyage de trois jours en France par une visite à l'Institut du monde arabe. Mercredi soir, il avait poursuivi ses entretiens politiques avec M. Roland Dumas, à l'issue du dîner

qu'il avait donné en l'honneur du ministre français des relations extérieures. Auparavant, il avait rencontré MM. Jean-Pierre Chevènement et Christian Nucci, respectivement ministre de l'éducation nationale et ministre de la coopération. Au cours de son

séjour, M. Farouk El-Chareh nous a accordé un entretien dans lequel il rejette la récente proposition de M. Dumas en vue de la convocation d'une nouvelle conférence de réconciliation interlibanaise et s'oppose catégoriquement à toute neutralisation du Liban.

« Existe-t-il entre Paris et Damas des divergences sur les moyens de résoudre la crise libanaise ?

— Au cours de mes entretiens avec les dirigeants français, et spécialement avec M. Dumas, nous avons découvert de nombreux points de convergence concernant la situation au Liban. Nous sommes pour la restauration de l'unité, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du Liban, et nous croyons que le maintien du caractère arabe de ce pays est un fait historique irrévocable. Nous croyons également que la crise libanaise ne peut être résolue que par un dialogue national en vue d'une réconciliation entre les Libanais.

— Etes-vous favorable à l'idée d'une conférence internationale pour la réconciliation nationale au Liban, telle que suggérée récemment par M. Dumas ?

— La Syrie a grandement contribué au succès des conférences de réconciliation nationale qui ont eu lieu à Genève, à Lausanne et à Damas. Ces réunions ont abouti à l'élaboration d'une série de principes et de mesures destinées à sceller la réconciliation nationale et à mettre fin à l'effusion de sang. Il s'agit maintenant de mettre en application ces principes et ces mesures. Nous pensons donc qu'une nouvelle conférence de réconciliation nationale est superflue, car tous les éléments en vue d'une véritable réconciliation nationale et de nouvelles réformes politiques existent déjà. Nous avons expliqué notre point de vue à M. Dumas, qui s'est montré satisfait de nos explications et a estimé qu'il n'y avait nul besoin d'une nouvelle conférence internationale de réconciliation interlibanaise.

— Etes-vous pour une neutralisation du Liban sous le contrôle d'une force internationale ?

— La neutralisation du Liban ignore deux faits importants. Le Liban et le peuple libanais font partie du monde arabe. Parler de neutraliser le Liban, c'est donc essayer de séparer le Liban de son environnement arabe. D'autre part, la neutralisation du Liban n'est pas une solution réaliste, car elle équivaudrait à modifier les traits de ce pays et à mettre fin à ses liens arabes, en particulier à ceux qui le lient à la Syrie. Nous ne pouvons pas nous laisser séduire par une telle idée. Nous sommes maintenant deux États dif-

férents, mais nous ne pouvons ignorer que nous constituons un seul peuple, ayant la même langue et une histoire commune. C'est pourquoi il est hors de question pour nous de parler de la neutralisation du Liban.

— La FINUL peut-elle contribuer au maintien de la paix au Liban après le départ du dernier soldat israélien, prévu pour le mois de juin ?

— Nous estimons que conformément à la résolution 435 du Conseil de sécurité, la FINUL devrait être déployée sur la frontière séparant Israël du Liban. Toute suggestion en vue de déployer la FINUL ailleurs que sur la frontière israélienne équivaudrait à un appel à la partition et au démantèlement du Liban.

— L'ex-président Frangji et, dans une certaine mesure, M. Camille Chamoun ont récemment préconisé une intervention militaire syrienne au Liban. Pensez-vous qu'une telle éventualité est probable dans un proche avenir ?

— Notre force au Liban n'est pas fondée sur notre présence militaire. Nous sommes forts dans ce pays parce que nous défendons nos frères, contrairement aux Israéliens, qui y nourrissent des visées expansionnistes. C'est pourquoi nous ne sommes pas du tout pressés d'envoyer au Liban de nouvelles forces militaires. En fait, notre rôle au Liban est essentiellement non combattant. Il est maintenant évident qu'il existe dans ce pays un consensus en ce qui nous concerne. Tout le monde ou presque est d'accord pour estimer que la Syrie est en train d'aider sincèrement le peuple libanais, sans essayer de prendre parti pour une fraction de la population contre une autre.

« Nous jugerons les dirigeants chrétiens sur leur comportement »

— Comment expliquez-vous le revirement spectaculaire des dirigeants des Forces libanaises, qui ont pratiquement fait acte d'allégeance à l'égard de la Syrie ?

— Même ceux qui, au sein du camp chrétien, avaient opté pour Israël ont compris qu'ils s'étaient fourvoyés et affirment reconnaître le rôle positif joué par la Syrie au Liban. Sont-ils sincères ? C'est là une tout autre question. Il leur appar-

tient désormais de prouver par leurs actes qu'ils comptent se conformer à ce qu'ils viennent de déclarer. Nous, en Syrie, nous établissons une différence entre ce qui est tactique et ce qui est stratégique. C'est pourquoi nous les jugerons sur leur comportement.

— Envisagez-vous d'évacuer les régions du Liban que vous occupez encore après le départ du dernier soldat israélien ?

— Nous ne sommes pas des occupants. Nous sommes venus au Liban à la demande des autorités légales de ce pays et de son peuple. Nous ne sommes pas des étrangers au Liban. Votre question est d'ailleurs en contradiction avec les invitations que nous recevons de tous les côtés pour accroître notre présence militaire au Liban. Mais comme je l'ai déjà dit, nous ne sommes au Liban que pour aider nos frères.

— Quels sont, selon vous, les meilleurs moyens de garantir les droits et la sécurité des chrétiens au Liban ?

— Ce problème n'existe que dans la presse occidentale. Nous pensons que tous les Libanais sont égaux, et même si certaines fractions du peuple libanais ont parfois été menacées, nous pensons que le danger a été beaucoup exagéré. Je ne pense pas qu'il existe au Liban une communauté véritablement menacée dans son existence.

— Pensez-vous que la Syrie peut contribuer d'une manière ou d'une autre à la libération des deux diplomates français détenus à Beyrouth par le Jihad islamique ?

— Nous déplorons tous les enlèvements de personnes innocentes. Nous faisons d'ailleurs de notre mieux pour aider à la libération des personnes enlevées.

— Condamnez-vous les actes de terrorisme ?

— Nous l'avons déjà affirmé à plusieurs reprises : nous condamnons tout acte de terrorisme, et en particulier ceux qui visent des personnes innocentes, mais nous estimons que le mouvement de la résistance nationale libanaise contre l'occupant israélien est quelque chose d'héroïque et mérite d'être applaudi.

— Estimez-vous que le Jihad islamique fait partie de la résistance nationale libanaise ?

— Nous ne pouvons encore répondre à cette question, car nous devons examiner attentivement tout ce qui a trait à une organisation clandestine au Liban afin de pouvoir donner un avis correct sur ce point.

« Nous sommes contre les accords d'Amman »

— Que pensez-vous de ce qui se passe à Sabra, Chatila et Bourj-Brajneh ? S'agit-il, ainsi que certains l'affirment, d'une tentative de la Syrie de prendre le contrôle, par miliciens chiites interposés, des camps palestiniens afin d'y neutraliser les forces favorables à M. Arafat ?

— Je pense qu'il faut être extrêmement prudent en analysant ce qui se passe actuellement à Beyrouth. Ce que nous savons pour l'instant, c'est que les incidents ont débuté à la suite d'une provocation organisée par certains des amis de M. Arafat. Il serait simpliste de réduire toute cette affaire à un simple antagonisme entre Amal et les Palestiniens. Tout le monde sait qu'il existe au sein de l'OLP une crise permanente. La Syrie n'a rien à faire dans cette histoire.

— Que pensez-vous des efforts déployés par le roi Hussein et M. Arafat en vue de relancer le processus de paix au Proche-Orient ?

— Ce qui se trame à Amman entre le roi Hussein et M. Arafat ne sert pas la cause de la paix au Proche-Orient et constitue une nouvelle étape dans la voie des accords de Camp David. Nous sommes contre les accords d'Amman, car nous estimons qu'ils feront aux Israéliens de nombreuses concessions concernant les droits légitimes des Palestiniens. Même au sein du monde arabe, il existe une forte hostilité aux accords d'Amman, d'autant plus qu'il y avait à Fès un consensus au sujet d'un plan de paix

Les populations civiles otages de toutes les milices

Soixante morts dans l'explosion d'une voiture piégée dans l'est chrétien de Beyrouth, deux cents morts dans les combats entre chiites et Palestiniens à l'ouest... Jusqu'où ira la folle meurtrière qui s'est une nouvelle fois emparée de la capitale libanaise ? Les soixante morts du Beyrouth chrétien sont-ils destinés à « venger » les soixante-douze morts du Beyrouth chiite ? On ne le saura sans doute jamais avec certitude, d'autant que la voiture a explosé en roulant et que l'on ignore donc à qui principalement elle était « adressée ». A l'est, à l'ouest, à la banlieue sud ? Autant de vaines interrogations quand les victimes se comptent

depuis quelques jours par centaines. Chrétiens, chiites, sunnites, Libanais, Palestiniens, toutes les communautés ou presque pleurent leurs morts. L'horreur trop souvent renouvelée du drame libanais a-t-elle à ce point enserré les consciences que le monde assiste silencieux à cette nouvelle tragédie ? La communauté internationale, si prompt à trois semaines à dénoncer avec raison le drame des chrétiens des hauteurs de Saïda chassés de leurs villages bientôt livrés au pillage, n'aura-t-elle pas une reste de compassion à l'égard des populations palestiniennes soumise depuis quatre jours déjà à un déluge de feu ?

La France se devrait d'apporter un soutien à toutes les communautés

Applaudi le 2 mai sur la majorité des bancs de l'Assemblée nationale quand il dénonçait le sort réservé aux chrétiens du Liban, M. Fabius ne l'aurait-il pas été également s'il avait un mot pour dénoncer le sort réservé aux habitants des camps palestiniens de Beyrouth, après ceux de Saïda, dans leur immense majorité des civils ?

La France, dont l'image au Liban demeure encore largement positive, malgré les aléas d'une politique tour à tour incompréhensible des différents protagonistes, se devrait d'apporter son soutien à toutes les communautés qui vivent sur le sol libanais. Omniprésentes sur le devant de la scène depuis dix ans, les milices feraient presque oublier la présence d'un peuple divisé dans sa majorité plus par la peur que par la haine.

Une peur alimentée par les exactions et les massacres auxquels toutes les milices, sans exception, se sont livrées. Vic-

times, les populations civiles n'ont plus depuis longtemps leur mot à dire dans une guerre que leurs dirigeants leur imposent au gré de leurs alliances, de leurs fantasmes, de leurs appétits de pouvoir.

Dix ans, c'est désormais presque une génération. Les enfants de la guerre, miliciens d'aujourd'hui, ne se connaissent plus et n'ont de part et d'autre que la vision du combattant, celui qu'il faut abattre pour survivre. Comment pourrait-il en être autrement quand la propagande déversée à longueur de journée par les radios de chaque faction attise sans relâche les ressentiments ? Comment ne pas renvoyer dos à dos le combattant au Sacré-Cœur sur la croix du fusil et le milicien au front coiffé des préceptes du Coran ? Qu'une voix s'élève enfin pour dénoncer la tragédie commune de ces populations martyrisées qui ne demandent qu'à vivre !

FRANÇOISE CHIPAUX.

Egypte

« Une opération terroriste déjouée près de l'ambassade américaine. Une opération terroriste dirigée de l'extérieur » a été déjouée par la police égyptienne dans le quartier de Garden City au Caire, où se trouve l'ambassade des Etats-Unis, a annoncé, jeudi 23 mai, le ministère égyptien de l'Intérieur. Le quartier de l'ambassade américaine est bouclé depuis mercredi après-midi par un cordon de policiers. Selon des rumeurs, une voiture suspecte aurait été interceptée par la police. (AFP)

Scandaleux à sa sortie, introuvable depuis... enfin réédité !



« Livre d'une impudence, d'une santé, d'une violence et d'une force extraordinaires ». Patrick Besson - Le Point.

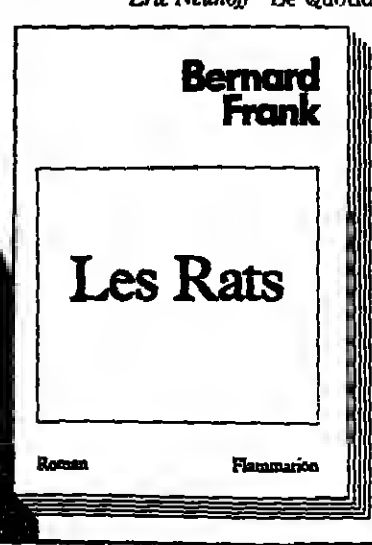
« On aimerait bien pouvoir découvrir tous les matins d'aussi talentueux péchés de jeunesse ». Jean-Dominique Bauby - Le Matin.

« Écrit à moins de vingt-quatre ans, il s'y manifeste un souffle, une culture et une maturité stupéfiantes ». Bertrand Poirot-Delpech - Le Monde.

« Livre-miroir d'une certaine jeunesse intellectuelle. Plus de trente ans après, son actualité est étonnante ». André Rolin - Lire.

« Une réédition qui a le poids de la nouveauté ». Jérôme Garcin - Le Provençal.

« Une nouvelle couche de lecteurs va découvrir "Les Rats" devenu une espèce de mythe à force d'avoir été introuvable ». Eric Neuhoff - Le Quotidien.



A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

• LE GOUVERNEMENT CRÉE UNE COMMISSION D'ETUDE SUR LA PORNOGRAPHIE. — L'atome général (ministère de la justice), M. Edwin Meese a nommé, lundi 20 mai, une commission pour étudier les effets de la pornographie et recommander des mesures pour contrôler sa production et sa distribution. M. Meese a rappelé qu'en 1970 une commission présidentielle avait conclu que la pornographie « n'était pas vraiment un problème » et ne nécessitait pas de nouvelles lois. « Depuis cette époque », a ajouté M. Meese, « le contenu de la pornographie a radicalement changé, et l'accès est de plus en plus mis sur des actes d'une extrême violence. » (AFP)

Paraguay

• M^{re} BEATE KLARSFELD OFFRE 41 000 DOLLARS POUR LA CAPTURE DE MENGELE. — M^{re} Beate Klarsfeld, qui s'est consacrée à la chasse aux criminels de guerre nazis, a publié mercredi 22 mai dans un journal paraguayen une offre de récompense de 41 000 dollars pour la capture du Dr Josef Mengele après le refus de deux chaînes de télévision locales de diffuser son annonce ainsi qu'un film sur le criminel de guerre nazi. Le texte explique que Mengele est « l'assassin le plus recherché du monde » et qu'il est responsable de la mort d'environ 400 000 juifs dans le camp de concentration d'Auschwitz. Il

précise qu'il a été naturalisé paraguayen en 1959, mais que cette nationalité lui a été retirée en 1979. M^{re} Klarsfeld attend l'autorisation des autorités paraguayennes pour consulter des documents concernant le séjour au Paraguay, dans les années 60, de Mengele. (AFP)

Tchécoslovaquie

• UN WAGON DE MISSELS POUR LA TCHÉCOSLOVAQUIE. — Un wagon transportant dix mille missiles en langue tchèque a quitté, mercredi 15 mai, la gare du Vatican à destination de Prague, a annoncé la radio du Saint-Siège. Les livres ont été offerts par le pape Jean-Paul II au cardinal Frantisek Tomasek, archevêque de Prague. Ils sont destinés à toutes les paroisses, églises et chapelles de Bohême (ouest du pays) et de Moravie (centre). L'expédition des livres de messe a été rendue possible grâce à un accord conclu entre le Saint-Siège et le gouvernement tchécoslovaque. (AFP)

Venezuela

• LE NAVIRE-ÉCOLE « SIMON-BOLIVAR » ATTENDU A BREST. — Le navire-école vénézuélien Simon-Bolívar a quitté le port de La Guayra le 16 mai pour une croisière destinée à célébrer le cent soixante-quatrième anniversaire de l'École navale du Venezuela. Le Simon-Bolívar doit relâcher à Brest du 26 au 30 juin.

PROCHE-ORIENT

LE CONFLIT LIBANAIS

Les chiïtes ont enlevé Sabra et Chatila

(Suite de la première page.)

Sensibilisés dans ce qui concerne leur sécurité, surtout depuis les massacres de septembre 1982, les habitants des camps de Beyrouth et de sa banlieue deviendraient aussi redevables de leur salut à Abou Moussa, dont ils avaient ressenti la défection en 1983 comme une félonie. La suite des événements démontrera si cette explication tortueuse est la bonne.

En attendant, Amal n'en finit pas de prendre le contrôle des trois camps de Beyrouth-Ouest. Annoncé lundi, puis mardi, puis mercredi, ce contrôle était qualifié par la milice chiïte d'« *absolu* » jeudi matin pour Sabra et à Chatila, les combats se poursuivaient à Borj-Barajneh, le plus grand camp de Beyrouth. Néanmoins, même à Sabra et à Chatila, on entendait de temps à autre le bruit de la canonade.

Pour tenter d'expliquer l'intervention des Palestiniens alliés de la Syrie, M. Nabih Berri s'en est pris au colonel Kadhafi, qui est certes l'allié de la Syrie, mais est plus encore l'ennemi public du chiisme libanais depuis la disparition de l'imam Moussa Sadr en Libye en 1978. « Après avoir capté des conversations radio annonçant la détermination des agents à la solde de Kadhafi de poursuivre le pilonnage de la banlieue sud, annonce Amal, nous avons été contraints de procéder au nettoyage des nids d'espions dans les camps de Sabra et de Chatila, où se terraient les partisans de la politique capitaliste et déstabilisatrice de Yasser Arafat. »

Quant à M. Jumblatt, M. Berri l'a blâché en soulignant que les batteries ayant tiré sur les chiïtes n'étaient pas les siennes. Après trois jours d'un silence remarqué, M. Jumblatt s'est décidé mercredi à apporter, par le biais indirect du Front national démocratique qu'il dirige, son appui à Amal, chargeant M. Arafat de tous les maux.

Les Palestiniens pro-syriens du FPLP-CG de M. Ahmed Jibril sont par ailleurs, parvenus, non sans accrochages, à occuper les permanences d'Amal à Jiyeh sur la route côtière du Sud. Fait notable : cette localité antérieurement chrétienne est située dans une région globalement sous contrôle du FSP de M. Jumblatt. Des accrochages ont également opposé la milice chiïte aux combattants palestiniens autour du camp de Miye-Miye à Saïda. Certains en arrivent à la conclusion, au vu de ces événements et de mille et un autres petits indices, que l'objectif prioritaire de la bataille en cours serait d'assurer le contrôle des camps palestiniens par les troupes d'Abou Moussa, tout en tentant de freiner l'élan jugé trop triomphal d'Amal sur la scène libanaise, et de rappeler opportunément que le « danger palestinien existe encore au Liban, et que Damas, seul, est à même de le juguler ».

Tandis que le secteur musulman vivait ces événements cruciaux, le secteur chrétien de Beyrouth était sous le choc de l'attentat à la voiture piégée, le plus grave à l'est depuis l'explosion qui avait coûté la mort à

Béchir Gemayel, président élu du Liban, le 14 septembre 1982. Surprenant attentat à un moment où les voies de passage y menant sont quasiment bloquées depuis trois semaines.

La population du secteur chrétien a été bouleversée par cet acte criminel, qui, de plus, a été accompagné de tirs d'obus sur Achrafieh, provoquant sans doute également des batteries palestiniennes de la montagne. Une journée de deuil est observée ce jeudi à Beyrouth-Est. Beyrouth-Ouest, tout en réprochant le « massacre d'innocents », l'ignore, comme Beyrouth-Est avait ignoré le deuil qui a suivi l'attentat à la voiture piégée de Bir-el-Abed, le 8 mars dernier, dans la banlieue sud, tout aussi odieux et plus meurtrier encore.

LUCIEN GEORGE.

« Une déclaration de M. Souss. — M. Ibrahim Souss, représentant de l'OLP à Paris, a accusé mercredi la Syrie, les phalangistes et le mouvement chiïte Amal de chercher à anéantir toute existence politique indépendante palestinienne au Liban et dans la région en vue d'y consacrer le partage de la région en zones d'influence. « Hier, les phalangistes à Ain-El-Heloué et Myeh-Myeh, (Sud-Liban), aujourd'hui Amal avec l'appui logistique syrien s'attaquent à Sabra-Chatila et essayent d'achever ce que les Israéliens n'ont pu faire en 1982 avec l'invasion du Liban et les massacres des camps palestiniens », a déclaré à l'AFP M. Souss.

Le carnage de la rue Mar-Elias

Beyrouth (AFP). — Le crâne déchaîné, un enfant en culotte courte et vêtu d'un tee-shirt est ballotté comme un pantin désarticulé sur la civière des sauveteurs, suivi par un père fon de douleur : l'attentat à la voiture piégée, mercredi 22 mai, de la rue Mar-Elias, à Sin-El-Fill, dans la banlieue chrétienne, a provoqué un carnage.

Alors qu'une fumée noire et acre s'échappe des étages des immeubles et de dizaines de voitures en feu, des membres humains et des corps calcinés mêlés aux débris jonchent la chaussée.

Des lambeaux de chair sont collés aux parois brûlées des maisons. Les secours s'organisent dans une pagaille indescriptible.

Tandis que les pompiers tentent d'éteindre les incendies, les sauveteurs dégagent les corps, gênés par les habitants hébétés ou à la recherche d'un de leurs proches. Cette rue connaissait une particulière affluence à cette heure de l'après-midi, en raison de la présence de la seule boulangerie de ce quartier résidentiel.

En outre, au moment de l'explosion, un car du collège de la Sagesse, de Jdaïd, localité proche, passait par là, ramenant chez eux des écoliers, dont dix ont été blessés.

Les façades de huit étages ont été soufflées et les balcons se sont effondrés sous le choc de l'explosion. Une voiture a même été catapultée au deuxième étage d'un immeuble.

La mort a surpris des habitants chez eux et l'un d'eux gisait dans sa cuisine à côté de sa vaisselle qui avait volé en éclats. Mais le miracle aussi était là. Les sauveteurs, en montant par une échelle de pom-

piers, ont découvert un petit enfant assis par terre dans un appartement éventré. Sonné, ne comprenant pas ce qui venait de se passer, il a été transporté à bout de bras par les sauveteurs.

An moment où les sauveteurs s'activaient, le bruit des obus tirés par l'artillerie palestinienne sur la banlieue sud de Beyrouth a semé la panique dans la rue, où chacun a commencé à fuir, croyant que « l'autre côté » les bombardait.

Une « technique » d'attentat qui a fait plusieurs centaines de morts

Les attentats au véhicule piégé connaissent une nouvelle recrudescence depuis huit mois au Liban sans être toutefois aussi meurtriers que ceux de 1983. Sept explosions de véhicules piégés ont ainsi eu lieu depuis le début de l'année.

Le plus grave attentat s'était produit le 23 octobre 1983 à Beyrouth. Deux « camions suicides » lancés contre le quartier général du contingent américain de la Force multinationale et contre un poste de commandement du contingent français provoquèrent la mort de 240 Américains et de 56 Français.

Voici les autres attentats importants de cette nature :

1983

28 JANVIER. — Contre un immeuble de Châtou (palais de la Bekaa) abritant des bureaux palestiniens et syriens ; 45 morts, 45 blessés.

5 FÉVRIER. — Contre le centre de recherches palestiniens à Beyrouth abritant des responsables de l'OLP ; 20 morts et une cinquantaine de blessés.

18 AVRIL. — Contre l'ambassade des États-Unis ; 63 morts, dont 17 Américains.

5 AOÛT. — Devant une mosquée à Tripoli (Liban du Nord) ; plus de 20 morts et une cinquantaine de blessés.

7 AOÛT. — Dans le centre de Baalbek (est du Liban) ; 33 morts et 133 blessés.

4 NOVEMBRE. — Calcaire suicide contre le quartier général israélien de Tyr (Liban du Sud) ; 42 morts (30 Israéliens et 12 civils libanais).

1984

5 SEPTEMBRE. — Attentat visant le ministre du travail,

M. Salim El Hoss à Beyrouth ; 4 morts et 28 blessés, dont le ministre, légèrement atteint.

20 SEPTEMBRE. — Contre l'ambassade de l'Organisation des Nations Unies à Beyrouth ; 24 morts et 50 blessés.

21 DÉCEMBRE. — Devant une école d'été à Baalbek (20 kilomètres de Beyrouth) ; 5 morts et 30 blessés.

29 DÉCEMBRE. — A Choueifat (banlieue de Beyrouth) ; 4 morts et 7 blessés.

1985

21 JANVIER. — Contre le domicile de M. Monastir Sand, un des principaux responsables musulmans de Saïda (Liban du Sud), qui est gravement blessé ; sa fille est tuée et 34 autres personnes blessées.

1^{er} FÉVRIER. — Contre une mosquée de Tripoli (Liban du Nord) ; 8 morts, 15 blessés.

10 FÉVRIER. — Contre une permanence du Mouvement d'émancipation islamique (Mouvement musulman sunnite) à Tripoli ; 6 morts et une vingtaine de blessés.

18 FÉVRIER. — Près d'une permanence de l'Organisation Amal, au sud de Beyrouth ; 5 morts et 40 blessés.

25 FÉVRIER. — Dans la banlieue sud de Beyrouth ; 7 morts et 25 blessés.

8 MARS. — A Bir-el-Abed, banlieue sud de Beyrouth ; 72 morts et 256 blessés ; puis, au domicile de Chéik, Youssef, guide spirituel des libanais.

22 MAI. — A Sin-El-Fill, dans la banlieue chrétienne ; 68 morts et 172 blessés.

Gould... Innovation et qualité en électronique européenne

Nous recherchons un spécialiste européen d'essais et de mesures pour les normes sont aussi rigoureuses que les nôtres.

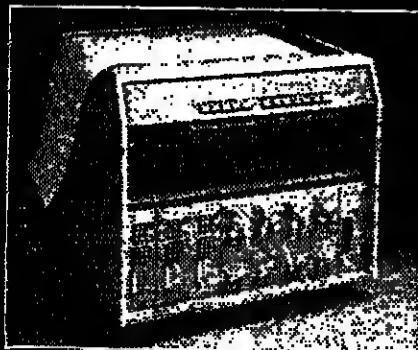
Voyez Gould.

Quand il s'agit d'assurer une qualité et des performances optimales dans une gamme complète d'applications électroniques, personne n'offre une gamme aussi étendue que Gould dans le domaine des analyseurs logiques, oscilloscopes à mémoire numérique et enregistreurs numériques et analogiques. La ES1000 sur la photo de droite — mais ceci n'est qu'un aspect des activités de Gould en électronique.

En Europe, comme dans le reste du monde, Gould concentre ses technologies et produits étroitement liés dans six marches de l'électronique :

croissance rapide : les ordinateurs, l'automatisation d'usine, les essais et mesures, l'électronique médicale, l'électronique en application militaire, les composants et matériaux électroniques, y compris les semi-conducteurs — si c'est important pour l'Europe, c'est donc crucial pour Gould.

Suffisamment intéressés pour vouloir en savoir davantage ? Ecrivez à Gould, Département QP, 37 rue St Sauveur, 93710 Ballainvilliers, ou téléphonez au 06-934-1067.



GOULD
Electronique

isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

SCIENCE PO

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À :

- FORMATION DE TRANSITION VERS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
- MÉTHODOLOGIE DE LA DISSERTATION
- MISES À NIVEAU EN LANGUES VIVANTES
- OUVERTURES SUR LE MONDE CONTEMPORAIN (POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES)

ENTRÉE EN AP

- ANNÉE COMPLÈTE OCTOBRE À JUIN
- SESSIONS SEMESTRIELLES (COURS DU SOIR)

AUTREUIL : 6 av. Léon-Henry 75016 Paris
Tél. 224.10.72+

TOULON : 83 av. d'Hôte 75013 Paris
Tél. : 883.59.35+

En Finlande

DÉCOUVREZ LA LAPONIE ET LA MAGIE DU SOLEIL DE MINUIT

Un jour, un seul jour, qui dure 73 jours. Voilà la magie du soleil de minuit en pays des Lapons. Un paysage sauvage peuplé de bouleaux, traversé de torrents, parsemé de lacs. Un peuple : les Lapons qui vivent toujours de l'élevage du renne, de la pêche et de l'artisanat.

- Grand tour de Finlande : Laponie, région des lacs : 10 600 F
- Laponie, 9 jours : 9 830 F
- Laponie, Cap Nord (en Norvège), 8 jours : 10 440 F
- Séjour à Helsinki, 4 jours à partir de 2 775 F
- Séjour à Helsinki, 8 jours à partir de 3 330 F

FINNAIR

11, rue Auber 75009 Paris - Tél. : 742.33.33

Bon pour documentation gratuite

Nom

Adresse

مكتبة من الأصيل

EUROPE

RFA

La politique économique suscite des divergences dans la majorité gouvernementale

De notre correspondant

Bonn. — Tirant les conséquences du revers subi par la CDU en Rhénanie du Nord-Westphalie, les partis de la majorité étudient des mesures d'urgence pour renforcer la lutte contre le chômage. Un certain nombre de moyens supplémentaires pourraient être dégagés d'ici l'été, notamment pour permettre aux communes d'accroître leurs investissements dans le domaine de l'environnement et de la construction. En revanche, le ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg, continue à s'opposer fermement à toute modification du plan en deux étapes prévu pour alléger la pression fiscale. Ce plan, qui doit être adopté vendredi 24 mai par le Bundestag, prévoit de réduire la fiscalité de 11 milliards de deutschemarks à partir de 1986, principalement au bénéfice des familles avec enfants, et de 8,4 milliards supplémentaires à partir de 1988.

La réunion du comité directeur du parti chrétien-démocrate, tenu mardi 22 mai à la chancellerie, a montré que, malgré quelques réminiscences, notamment celles du ministre-président de Basse-Saxe, M. Ernst Albrecht, qui affronta des élections régionales en 1986, la CDU n'a guère d'autre choix que de servir les rangs autour du chancelier Kohl et, à quelques détails près, de soutenir sa politique.

Le principal danger pour le chancelier, semblait venir des deux autres partis de sa coalition, le Parti libéral et le Parti social-

chrétien de Bavière. Le soir même de l'élection en Rhénanie du Nord-Westphalie, le ministre-président de Bavière, M. Franz-Josef Strauss, s'est rappelé au bon souvenir de Bonn en attribuant la responsabilité principale de la défaite à la politique du gouvernement fédéral. Le ministre de l'intérieur, M. Zimmermann (CSU), a suscité une certaine émotion en accusant, dimanche, le chancelier de ne pas s'être montré assez ferme en ce qui concerne notamment la réforme du droit de manifestation, du statut des immigrés, du droit d'asile. Dans l'ensemble, toutefois, les critiques de la CSU, qui affronte, elle aussi, des élections en Bavière à la fin de l'année prochaine, sont restées mesurées, de même que les pressions du Parti libéral pour modifier la politique économique et sociale dans un sens plus favorable aux entreprises ou ses désaccords avec le chancelier sur l'initiative de défense stratégique américaine.

Le Parti libéral pas plus que la CSU, qui continuent de se regarder en chiens de faïence, ne donne l'impression de vouloir faire monter les enchères. Ils sont l'un et l'autre partisans d'appliquer le plan de réduction fiscale de 19,5 milliards de deutschemarks en une seule étape dès le début de 1986, mais leurs intérêts sont trop contradictoires pour qu'ils puissent former un véritable front commun sur ce sujet.

HENRI DE BRESSON.

URSS

De la nécessité d'accroître les « stimulants matériels » des scientifiques et des techniciens

De notre correspondant

Moscou. — Le bureau politique a adopté le semaine dernière une résolution sur « le perfectionnement de la rémunération des scientifiques et des techniciens ». Le but recherché est de « mieux intégrer ces catégories de travailleurs à la mise au point et à l'application plus rapide des techniques récemment découvertes ». Une nouvelle grille de salaires sera adoptée « à partir de l'an prochain ». Les chefs d'entreprise auront d'autre part « le droit de majorer les appointements des chercheurs scientifiques » pour l'exécution de « travaux particulièrement complexes et importants ».

L'ampleur de la réforme est cependant limitée par le fait que les augmentations de rémunérations seront accordées « dans la limite de la masse salariale ». Il s'agit donc, si l'on comprend bien, d'enlever aux uns ce qu'on donnera aux autres.

La société soviétique est sans doute une de celles où les salaires sont la plus nivelés. Le dogme marxiste de la plus-value créée par le travail productif amène à payer davantage un ouvrier de l'industrie qu'un enseignant ou un médecin. Les ouvriers reçoivent donc presque toujours plus que les 185 roubles (environ 2.000 F au cours officiel) qui représentent le salaire mensuel moyen. Dans une même entreprise, les écarts de salaires ne sont guère supérieurs à 20 %.

Ce tableau idyllique ne prend évidemment pas en compte les divers avantages en nature entraînés par les fonctions de direction. Ceux-ci sont plus importants que les salaires eux-mêmes. L'accélération d'un dossier pour l'obtention d'une voiture, une place dans un établissement balnéaire de première catégorie, l'accès aux magasins spéciaux qui délivrent des produits de meilleure qualité, sont les prérogatives les plus appréciées.

Les chercheurs scientifiques, les techniciens et les ingénieurs (la distinction est moins nette qu'en Occident) ne bénéficient guère de ces avantages. Ils

n'ont pas non plus la ressource, comme les médecins, de se faire payer des dessous de table pour consentir à offrir leurs services dans de bonnes conditions. Cette situation est sans doute à l'origine de la lenteur de l'innovation technologique en URSS. En décidant d'améliorer les revenus des chercheurs et des ingénieurs, M. Gorbatchev égratigne sans doute les traditions ouvrières du régime, mais il s'acquiert en même temps des catégories sans cesse plus nombreuses de la population.

Des mesures sociales

« Le vieux système des salaires institué en 1931 ne correspond plus au stade intensif actuel de l'économie », écrit un universitaire de Kichinev (Moldavie) dans le Pravda du 15 mai. L'auteur déplore le caractère symbolique de certaines primes, dont les bénéficiaires n'ont même plus conscience. « L'écart de rémunération entre les ingénieurs travaillant dans des conditions complètement différentes est devenu imperceptible. De là vient la baisse générale du prestige des ingénieurs », estime-t-il. Il faut donc, selon lui, accroître les « stimulants matériels » pour les scientifiques. Et l'auteur de regretter que des chefs de laboratoire de recherche aient parfois un salaire inférieur à celui des ouvriers qui travaillent dans la même branche qu'eux.

Le bureau politique a également pris une série de mesures sociales destinées aux mères de famille célibataires, aux invalides et aux vieillards. L'allocation vieillarde minimale devrait ainsi être augmentée à partir de novembre 1985. Toutes ces décisions ne vont cependant pas dans le même sens. Ainsi, le bureau politique entend-il créer « des conditions plus favorables à la participation à la production sociale des retraités aptes au travail et des femmes ayant des enfants en bas âge ». Bref, il s'agit de remettre en activité, vu la pénurie de main-d'œuvre qui sévit dans le pays, notamment en Sibérie, des catégories qui en sont actuellement dispensées.

DOMINIQUE DHOMBRES.

A "Apostrophes" le 24 mai CHRISTOPHE DE PONFILLY pour son livre



Christophe de Ponfilly et Bertrand Gallet ont obtenu pour leur film **Les combattants de l'insolence** le **PRIX ALBERT-LONDRES 1985**
ROBERT LAFFONT

BIENVENUE A LLAN-FAIRPWLLGWYNGYLLGO-GERYCHWYRNDROBWL-LANTYSILIOGOGOGOCH!

TOUS LES DÉTAILS DANS LE GUIDE BLEU.

grande Bretagne

GUIDE BLEU : VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.

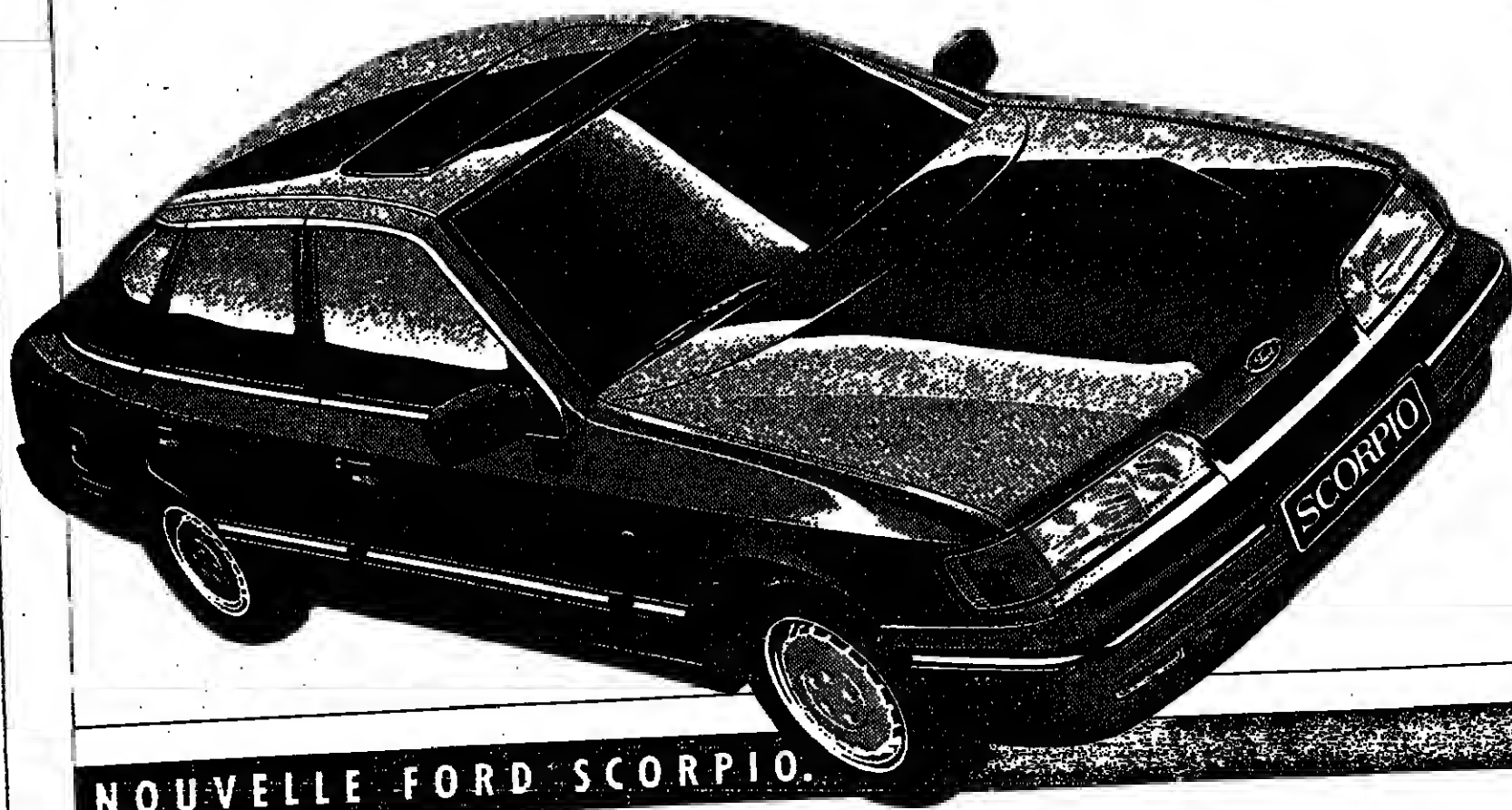
UN BORGIA A LA TÊTE DE L'ITALIE? C'EST MACHIAVELIQUE.

TOUS LES DÉTAILS DANS LE GUIDE BLEU.



GUIDE BLEU : VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.

ENEZ DÉCOUVRIR LE VAISSEAU DU FUTUR



NOUVELLE FORD SCORPIO.

Le futur est en route, Ford vient de lancer Scorpio, berline de prestige de haute technologie. Sécurité du futur, Scorpio est la première voiture dont tous les modèles sont équipés du système de freinage anti blocage le plus efficace au monde, l'ABS. Electronique du futur, Scorpio injection est équipée d'un ordinateur surpuissant, EEC IV (500 000 opérations par seconde), qui contrôle en permanence le groupe propulseur pour optimiser ses performances. Venez dès aujourd'hui découvrir une nouvelle dimension du voyage, à bord de Scorpio. Ford Scorpio existe en 7 versions. Moteurs : 1,8 - 2,0 - 2,0 i et 2,8 i (V6). Finitions : CL - GL et Ghio. 6 ans de garantie anti-corrosion totale.

A partir de **86000 F***

* Prix clés en main au 11.03.85. Modèle présenté : Scorpio 2,0 i Ghio, millésime 85, 126 300 F.



Une volonté de perfection.

EUROPE

Italie

RÉVÉLÉES PAR LE JOURNAL DU PCI

Les trois rencontres secrètes d'Aldo Moro et d'Enrico Berlinguer

De notre correspondant

Rome. — A un moment où le Parti communiste italien s'interroge sur sa politique d'« alternative démocratique » (union de la gauche), inaugurée en 1980, un livre sur Enrico Berlinguer, publié par l'Unità à l'occasion du premier anniversaire de la mort de l'ancien secrétaire général du PCI, révèle des épisodes peu connus d'un processus ayant débouché sur l'initiative la plus originale du leader disparu : le « compromis historique » avec la démocratie chrétienne.

Le livre apporte deux témoignages : celui du communiste Luciano Barca (1), qui raconte les trois rencontres secrètes entre Enrico Berlinguer et Aldo Moro, l'ancien secrétaire général de la DC, au cours des années 70 ; et celui de Tullio Ancona, ami personnel de Moro, chez qui eurent lieu les entretiens du 24 décembre 1971, du 5 janvier 1978 et du 18 février 1978.

Comme Enrico Berlinguer, avait été marqué par les convulsions étudiantes et sociales de 1968. Quand Berlinguer devint, en 1969, secrétaire général adjoint du PCI, « il commença à penser à Aldo Moro comme un interlocuteur possible », écrit Luciano Barca. Les deux hommes partageaient notamment une crainte : que la loi sur le divorce dresse deux mortels de l'Italie l'une contre l'autre, accentuant des antagonismes d'une autre nature (perception de la guerre du Vietnam, violence terroriste, etc.).

En mars 1970, Aldo Moro avait été chargé de former un gouvernement et il avait cherché sans succès un compromis avec la Démocratie chrétienne sur la question du divorce. La loi fut votée le 1^{er} décembre 1970. Commencèrent alors des manœuvres en vue d'aboutir à un référendum. La DC espérait en obtenir l'abrogation de la loi. Berlinguer, comme Moro, craignait le casus qui provoquerait cette consultation. En outre, la vie politique était tendue en raison de la campagne pour l'élection du président de la République. C'est dans ce contexte qu'eut lieu, le 24 décembre 1971, la première entrevue entre les dirigeants des deux principaux partis italiens.

« Berlinguer et Moro avaient la même timidité et la même réserve » (« ce fut comme une rencontre de chefs d'Etat », écrit M. Barca. Berlinguer confirma à Moro l'intention du PCI de voter en sa faveur lors de l'élection présidentielle. Mais ce qui préoccupait davantage les deux hommes, c'était de trouver des convergences politiques sur les grandes questions du moment. « Le terme « compromis historique » ne fut jamais utilisé. »

Cette rencontre ne changea pas le cours des choses (M. Leone fut désigné président de la République, mais elle jeta les bases d'une relation qui dura jusqu'à la nuit précédant l'enlèvement d'Aldo Moro.

En 1975 et en 1976, les deux hommes se rencontrèrent à plusieurs reprises dans des circonstances officielles. Le résultat des élections du 20 juin 1976, marquées par le succès du PCI, suscita le même jugement chez Berlinguer et chez Moro : quelque chose était en train de changer en Italie. Le PCI passa d'ailleurs ouvertement la question de sa participation au gouvernement ; en septembre 1977, à Moscou, Berlinguer prenait en outre clairement ses distances par rapport à l'orthodoxie soviétique.

Il faut faire attention

C'est le 5 janvier 1978 qu'eut lieu la seconde rencontre. Enrico Berlinguer était préoccupé par la tournure des événements : il lui semblait impossible que le PCI continuât à soutenir, de l'extérieur, le gouvernement sans exercer un contrôle quelconque sur la gestion des affaires. La rencontre fut plus chaleureuse que la première. Berlinguer insista sur ce qui lui semblait essentiel : « La démocratie italienne ne pourra être vraiment forte tant que les partis ennemis dans l'histoire du pays ne seront pas sur le même plan pour le gouvernement (...). Afin d'ouvrir cette nouvelle phase, il est nécessaire que le PCI soit la garantie de la démocratie chrétienne auprès de la classe ouvrière, et que la D.C. lui serve de

gerant auprès des couches moyennes et des pays alliés ».

Le 16 février 1978 eut lieu la dernière entrevue entre les deux hommes. Un entretien « franc et ouvert ». Berlinguer incita Aldo Moro à franchir le pas et à permettre à la démocratie italienne « de se développer dans la plénitude des rôles que chaque parti entend assumer ».

A la fin de l'entretien, Moro annonça son intention de soutenir personnellement la nécessité de l'entrée du PCI de plein droit dans la majorité gouvernementale. « Les uns contre les autres, on ne peut rien : il faut que nous l'admettions », dit-il. Berlinguer s'en va. Il n'a pas d'écrite. « Il faut faire attention, bien que les discussions valent ce qu'elles valent », lui dit Moro.

Le 15 mars à minuit, Moro fait parvenir un message à Enrico Berlinguer par l'entremise des deux « ambassadeurs » Ancona et Barca : le chef de la DC est préoccupé par les réserves du PCI en ce qui concerne la liste des membres du futur gouvernement, et il lui demande d'éviter de rouvrir le débat. Il est trop tard pour révéler Berlinguer. Quand le message lui parvint, au matin du 16 mars 1978, Aldo Moro vient d'être enlevé par les Brigades rouges. On connaît la fin sinistre de cette affaire. Et le « compromis historique » ne vit jamais le jour.

PHILIPPE PONS.

(1) M. Barca a été président du groupe communiste à la Chambre.

Pologne

Les pressions s'accroissent en vue d'une « normalisation » des universités

Environ deux mille étudiants et enseignants de l'université de Varsovie ont participé, mercredi 22 mai, à une manifestation de protestation contre des projets d'amendements à la loi sur l'enseignement supérieur qui réduiraient à peu près à néant l'autonomie des universités.

Signe des temps, la manifestation s'est déroulée dans le silence, mais elle témoigne de la grande inquiétude suscitée dans les milieux uni-

versitaires par les menaces de plus en plus pressantes qui pèsent sur ce qui reste l'un des derniers « acquis » de l'époque de Solidarité. En effet, l'actuelle loi sur l'enseignement supérieur, bien qu'elle ait été adoptée en avril 1982, c'est-à-dire après la proclamation de l'état de guerre, garantissait aux universités une certaine indépendance, en particulier dans le choix de leurs organes dirigeants, et assure une assez large protection aux étudiants.

Les élections organisées en vertu de cette loi ont tout naturellement été favorables à des personnalités connues soit pour leur indépendance d'esprit, soit pour leurs sympathies envers Solidarité, et les autorités n'ont cessé depuis d'accentuer leurs pressions pour obtenir une « normalisation » de l'enseignement supérieur (en opposant, par exemple, leur veto à l'élection, en 1984, du professeur Szaniawski au poste de recteur de l'université de Varsovie).

Depuis plusieurs mois, pressions et menaces se sont multipliées, mais sans que les universitaires semblent prêts à baisser pavillon. Ainsi le récent licenciement sans motif du professeur Geremek, ancien conseiller de M. Walesa, a suscité une protestation quasi unanime du sénat de l'université, et la presse du régime estime toujours « hautement inquiétante » l'atmosphère qui règne dans l'enseignement supérieur, tandis que le comité central du parti vient d'appeler (une fois de plus) à une « ligne rigoureuse » en matière idéologique.

Un « examen des cadres »

Les nouveaux textes préparés par les autorités permettent au ministre de l'enseignement supérieur d'avoir le dernier mot dans tous les cas litigieux. Ce sera à lui « d'accepter », voire même de désigner les candidats au poste de recteur : il aura tout loisir d'exclure un étudiant sans même consulter la commission de discipline et aura non seulement le droit, mais le « devoir » de faire appel à la police pour rétablir le cas échéant le calme dans son établissement.

Les projets du pouvoir comportent aussi une sorte d'« examen des cadres » qui devrait permettre de se débarrasser des enseignants qui n'adoptent pas une « attitude sociopolitique » adéquate. Le tout accompagné, pour faire passer la pilule, de substantielles augmentations de salaires... Les milieux universitaires craignent que l'ensemble de ces dispositions ne soient adoptées pendant les vacances d'été, ce qui expliquerait leur mobilisation actuelle.

Les efforts de « normalisation » progressent aussi dans un autre domaine : les propositions d'amendement à la loi sur les syndicats, telles qu'elles ont été présentées par la presse officielle, renouvent une nouvelle fois aux calendes grecques la loi portant dissolution de Solidarité (votée à l'automne 1982) mentionnant expressément, dans le même esprit, les amendements « proposés » accordant de nouvelles prérogatives aux syndicats officiels, au détriment des conseils d'autogestion, considérés comme plus indépendants des directions d'entreprise.

J. K.

(Publicité)

PARRAINAGE

L'Association médicale francopolonaise cherche des personnes intéressées par le parrainage d'enfants des camps du Sud-Liban.

Ecrire : 14, rue de Nanteuil, 75015 PARIS ou téléphoner : 530-12-08 le jeudi de 10 à 16 h.

Grande-Bretagne

Malgré des sondages très défavorables au gouvernement

M^{re} THATCHER

DIT « NON »

AUX CONSERVATEURS MODÉRÉS

(De notre correspondant.)

Londres. — Se moquant des conseils des « amis des bons jours » qui prennent leurs distances quand ils pensent voir venir de mauvais jours, M^{re} Thatcher a répliqué avec fermeté aux critiques qui se manifestent de plus en plus ouvertement au sein de l'aile modérée du Parti conservateur et affirmé qu'elle n'avait pas du tout l'intention de modifier les grandes lignes de sa politique.

Dans un discours prononcé à Londres, le mercredi 22 mai, devant le congrès des femmes conservatrices, le premier ministre a adressé une fin de non-recevoir à M. Francis Pym, qui vient de créer un petit groupe contestataire au sein de la majorité et qui réclame un assouplissement de la politique de contrôle des dépenses publiques (le Monde daté 19-20 mai).

A ceux qui voudraient voir le gouvernement « faire une pause » et « oublier les réformes fondamentales », M^{re} Thatcher a répondu d'un mot : « non ! » et ajouté : « Ce gouvernement ne s'est jamais dérobé devant les problèmes à long terme, et ce n'est pas maintenant qu'il va commencer. »

Cette intransigence semble pourtant ne plus faire recette auprès d'une partie de l'électorat. Quelques heures plus tard, on a enregistré au 10 Downing Street une nouvelle déconvenue : un sondage publié par le Guardian dans son édition du 23 mai indique que le Parti conservateur (27 %) n'est plus qu'un troisième position derrière le Parti travailliste et l'Alliance (33 % chacun). Cela confirme la tendance déjà indiquée la semaine dernière par un sondage réalisé pour le compte du Daily Telegraph : le Parti conservateur y accusait un retard de trois points sur ses deux adversaires.

FRANCIS CORNU.

● Conférence internationale sur l'Irlande

Une conférence internationale de juristes sur l'Irlande aura lieu sous l'égide de la Fédération internationale des droits de l'homme et de l'Association internationale des juristes démocrates les vendredi 31 mai et samedi 1^{er} juin à Paris, au centre de recherches historiques et juridiques de l'université Paris-1 (9, rue Malher, 75004 Paris). La conférence, qui doit rassembler des personnalités irlandaises, britanniques et américaines abordera quatre thèmes : les lois d'exception, les pratiques répressives, les extraditions, l'autodétermination et la souveraineté.

Turquie

● Peines de prison confirmées pour des dirigeants communistes. — La cour de cassation militaire a confirmé, le mercredi 22 mai, les peines de quatre dirigeants de l'ancien Parti ouvrier turc (POT communiste), MM. Dogu, Orpen, Ural et Muratoglu, qui avaient été condamnés à douze ans de prison par le tribunal militaire. Le tribunal examinait les cas joints de cent trente-six autres personnes. Les peines de prison de soixante-huit d'entre elles ont été confirmées. — (Corresp.)



Varsovie

Tous les lundis, mardis, jeudis, vendredis. Départ 13 h 30. Arrivée Orly-Sud 20 h 10 via Vienne.

Choisissez la qualité !

En Première classe, comme en classe

Touriste, Austrian

Airlines vous offre un service de haut niveau.

Et le confort de ses DC9.

Austrian Airlines, Orly-Sud.

Réservations : 266.34.66

AFRIQUE

Angola

LUANDA AFFIRME AVOIR DÉJOUÉ UNE TENTATIVE DE SABOTAGE SUD-AFRICAINE

L'Angola a annoncé, mercredi 22 mai, que ses troupes ont fait échouer une tentative de sabotage sud-africain contre des installations pétrolières de la province de Cabinda (enclave angolaise située entre le Congo et le Zaïre). Selon un communiqué du ministère angolais de la défense, une patrouille angolaise a intercepté mardi, à Malongo (zone de Cabinda), un commando sud-africain dont les membres étaient munis d'explosifs, notamment des bombes incendiaires et des mines de contact. Deux soldats sud-africains auraient été tués et un troisième fait prisonnier. « Comme l'on peut voir, ajoute ce communiqué, l'Afrique du Sud, tout en feignant de retirer ses troupes de l'Angola, lance maintenant de nouvelles tentatives belliqueuses dans le nord de notre pays. »

D'autre part, les forces armées angolaises (FAPLA) affirment avoir tué soixante-douze maquisards de l'UNITA et avoir fait trente-sept prisonniers lors d'opérations déclenchées en avril dernier dans les provinces du nord du pays. Enfin, du 6 au 11 mai, onze autres maquisards ont été tués dans les provinces de Moxico, Zaïre et Huambo, soit à l'est, au nord et dans le centre-sud du pays, affirme le quotidien de Luanda, le Jornal de Angola. — (AFP, Reuter.)

(NDLR) — La « tentative » de sabotage des installations pétrolières de Cabinda par des « soldats » sud-africains doit être, en l'absence de confirmation de sources indépendantes, accueillie avec circonspection. On voit mal, en effet, l'Angola impliqué dans un attentat contre des installations américaines, même si la sécurité de celles-ci est assurée par des troupes cubaines. —

Nigéria

LES OPÉRATIONS D'EXPULSION DEVRAIENT PRENDRE FIN LE 24 MAI

M. Udoh, ambassadeur du Nigéria en France, a affirmé, mercredi 22 mai à Paris, au cours d'une conférence de presse, que l'opération d'expulsion du territoire nigérien des étrangers « sans papiers » sera achevée vendredi 24 mai, avec le départ des vingt mille immigrés qui stationnent encore aux frontières du Nigéria, dans l'attente de leur départ. En tout, a précisé M. Udoh, cent cinquante mille personnes auront quitté le pays. Les frontières ne seront cependant pas rouvertes d'ici là. Ce chiffre est à comparer avec celui de sept cent mille immigrés illégaux que les autorités nigériennes avaient avancé au début de cette opération. M. Udoh a, d'autre part, démenti que les forces nigériennes aient ouvert le feu contre des « sans-papiers » à la frontière béninoise, et a admis qu'il était fort possible que les immigrés qui ont quitté le pays puissent revenir dans quelques mois. « C'est le problème... », a-t-il remarqué.

D'autre part, à Lagos, la compagnie nationale de navigation du Nigéria a annoncé avoir rapatrié dans leurs pays vingt-cinq mille étrangers (dont huit mille togolais), entre le 12 et le 21 mai. Enfin, à Kaduna (nord du Nigéria), une quarantaine d'immigrés ont fait l'objet d'une rafle et seront expulsés. Plusieurs opérations tendant à déporter d'autres immigrés illégaux se poursuivent dans le pays.

Ouganda

● En Ouganda accusations contre l'Eglise catholique. — Le chef d'Etat-major de l'armée ougandaise, le général Smith Opon Akak, a renouvelé, vendredi 17 mai, ses accusations contre l'Eglise, accusant certaines missions d'aider les opposants au gouvernement. Lors d'une réunion publique tenue dans les faubourgs de Kampala, le général Akak a déclaré que ses soldats étaient libres d'agir partout, y compris dans les églises, pour y trouver des ennemis, rapporte le quotidien catholique Munno. — (AFP, Reuter.)

Mauritanie

● Nouveau ministre de la santé. — M. Djibo Tafsirou a quitté le gouvernement. Il est remplacé, en qualité de ministre de la santé et des affaires sociales, par M. Hamdi Diop qui occupait précédemment les fonctions de secrétaire général du gouvernement. — (AFP, Reuter.)

TELEVISIONS LOCALES ET RESEAUX DE COMMUNICATION LES REPONSES DES MAIRES DE GRANDES VILLES

GERER

C'est aussi

COMMUNIQUER

Cette réflexion a conduit les maires de grandes villes à créer MédiaVille, carrefour des praticiens et des décideurs, lieu privilégié d'échanges, d'expériences et de témoignages.

CREER MEDIAVILLE

C'est proposer, par-delà les sensibilités politiques un lieu de dialogue, un forum au plus haut niveau, d'où naîtront les télévisions locales de demain. C'est confronter, en un colloque exceptionnel, les élus locaux, représentants de l'état et professionnels de la communication afin qu'ils travaillent ensemble à la conception des services et à l'élaboration des programmes.

VOULOIR MEDIAVILLE

C'est décider d'une étape importante dans la conception et la mise en place des outils de la communication de demain. C'est vouloir utiliser la nécessaire et puissante contribution des médias pour construire dès aujourd'hui l'avenir économique des cités dont nous avons chacun la charge.

ASSOCIATION DES MAIRES DE GRANDES VILLES DE FRANCE
13/14 JUIN NICE ACROPOLIS

MédiaVille

INFORMEZ-VOUS.

TEL (11) 5481415

La faille

Le Monde
24 mai 1985
Côte-d'Or
24 mai

DANS LES ZONES

1550 من الاصل

AFRIQUE

Zaire

UN SYMPOSIUM INTERNATIONAL SUR « L'AFRIQUE ET SON AVENIR »

La faillite des modèles et le poids des « aliénations »

Kinshasa. — Où en sommes-nous et où allons-nous ? C'est à ces deux interrogations que se sont efforcés de répondre une centaine d'experts africains (historiens, sociologues, universitaires et hommes politiques) réunis récemment à Kinshasa. Si, sur le premier point, c'est-à-dire sur le bilan de vingt-cinq années d'indépendance, il fut aisé d'apporter des réponses (critiques pour la plupart), en revanche, les participants, après avoir fait l'analyse des espoirs déçus et des promesses trahies par l'Occident, se gardèrent d'échafauder de nouvelles théories. Chacun a reconnu la faillite des « modèles » (capitalisme, socialisme, libéralisme) et le caractère aléatoire, voire l'échec, des expériences africaines.

La résolution finale de ce symposium international consacré à « l'Afrique et son avenir » souligne que les résultats des diverses solutions idéologiques et politiques sont, « pour la plupart, négatifs et n'ont conduit à aucun optimisme quant au devenir et à l'avenir du continent ». Les participants, tout en étant conscients du peu de poids de leurs « recommandations », ont néanmoins souligné l'urgence d'une « stratégie globale de développement » qui doit tenir compte des particularités culturelles et historiques de l'Afrique, insistant sur la « mise en commun des ressources disponibles » et sur la « promotion des langues africaines ». Qu'il s'agisse de l'alourdissement de la dette extérieure des différents Etats, de la « détérioration des termes de l'échange » entre le Nord et le Sud, sans parler des calamités naturelles, de la sécheresse notamment, c'est-à-dire de l'aggravation des conditions de vie des peuples, qu'il s'agisse aussi de l'instabilité chronique des régimes africains, des inéga-

lités toujours aussi criantes ou de l'absence quasi générale de libertés démocratiques, le bilan, en effet, n'apporte guère de lueur d'espoir. Le mérite de ce symposium est d'avoir montré que, du moins, de nombreux intellectuels africains font preuve, sur ce sujet, de lucidité.

Le « colonialisme mental »

Très vite, un clivage apparut entre ceux qui se bornent à rejeter sur les anciennes puissances coloniales la responsabilité des pesanteurs actuelles (à ce sujet, la conférence de Berlin, réputée avoir consacré le « partage » de l'Afrique, a bon droit), et qui ne sont pas les derniers à déplorer la faiblesse de

certaines aides bilatérales, et ceux qui, sans méconnaître le poids de l'héritage, jugent plus urgent et plus réaliste de se livrer à une auto-critique et d'inciter les Africains à se prendre eux-mêmes en charge. « Notre vraie honnêteté et notre crédibilité », insista le Pr Ibrahim Sow (Guinée), « doivent venir de nous-mêmes, de nos populations, de nos savants, de nos cadres... ». Dès lors, les « élites » doivent rompre avec le « phénomène de survie » de la culture occidentale, car, comme l'a dit M. Iba der Thiam, ministre sénégalais de la culture, « si le colonialisme physique a disparu, le colonialisme mental est encore là, omniprésent ».

Cette aliénation, dénoncée par tous, prend des formes insidieuses

comme, par exemple, la consommation de biens importés qui, selon le formule du Pr Ki Zerbo (Burkina), « sculptent jour après jour le profil de nos âmes ». Il s'agit moins de refuser ce qui vient de l'Occident que de retrouver tout ce qui fait la richesse de la « créativité africaine » et qui va à l'encontre d'un « processus de folklorisation, de cloisonnement de notre culture », ajouta le Pr Ki Zerbo.

Le symposium de Kinshasa — où sera installé un « centre international pour la prospective africaine » — a eu le mérite de permettre une réflexion collective sur le devenir du continent, ce qui, compte tenu des conditions dans lesquelles s'exerce, dans la plupart des pays, la liberté d'expression, est déjà un succès.

LAURENT ZECCHINI.

BIBLIOGRAPHIE

L'« Annuaire de l'Afrique du Nord 1982 »

1982 est un millésime important pour l'Annuaire de l'Afrique du Nord. Le vingt et unième volume, qui vient de paraître, marque l'ouverture d'une troisième décennie dans l'histoire de sa publication, puisque le premier ouvrage concernait l'année 1962. Ce qui signifie que depuis vingt ans, sans faille, le Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes (1), assure la parution de cette somme colossale d'études, de réflexions et d'informations sur les pays de la rive sud de la Méditerranée.

« 1982 voit apparaître une nouvelle génération d'annuaires, avertissement des auteurs dans leur préface, qui devraient couvrir une aire géographique plus large que l'étendue de l'ensemble de l'Afrique arabo-berbère. » Cependant, précisons-le, la prise en compte de l'Égypte, qui aurait considérablement augmenté la masse documentaire à traiter n'a pu voir le jour sinon sous la forme d'un article d'actualité. Coincé

entre « La question nationale en Mauritanie » et « L'endettement international du Maghreb », le chapitre consacré à l'Égypte, « Continuités et ruptures dans l'Égypte de l'Infitrah », fait, en une quarantaine de pages que l'on doit à Alain Roussillon, le point sur la réalité égyptienne, quinze ans après que Sadate eut lancé sa politique d'ouverture économique.

Ainsi ce nouvel Annuaire, ressemblant aux précédents comme deux gouttes d'eau, comporte-t-il des différences notables qui méritent d'être soulignées. Tout d'abord, il méritait un peu et perd quelque trois cents pages. Ensuite, les chroniques multiples sont remplacées, pour chaque pays, par une chronique générale prenant en compte l'ensemble des phénomènes politiques, économiques et sociaux et appuyant sur des annexes chronologiques, statistiques et documentaires.

Le principe d'un thème de recherche annuel, constituant la

première partie du volume, est maintenu. Dans l'Annuaire 1982, ce thème porte sur « Le mouvement ouvrier maghrébin » et vient conclure une trilogie consacrée aux questions sociales, amorcée avec les thèmes 1980 (« La politique de l'emploi-formation ») et 1981 (« Maghrebins en France »).

La partie consacrée aux questions d'actualité traite, entre autres, du Sahara occidental, et les rubriques scientifique et culturelle, des études berbères, du cinéma, de la régulation des conflits chez les Touaregs.

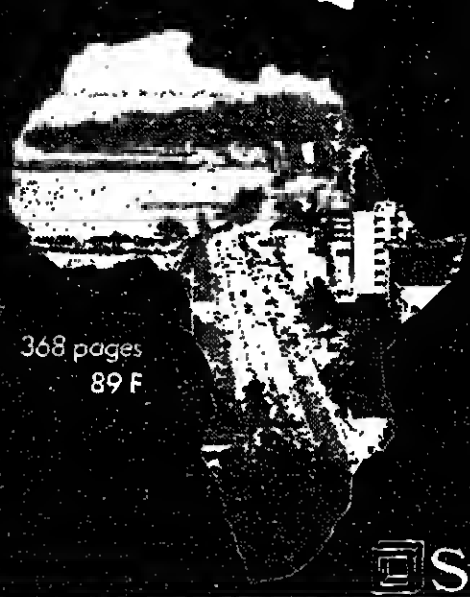
L'imposant volume se termine par plus de deux cent cinquante pages de bibliographie soignée en deux parties, l'une critique et l'autre systématique.

F. F.
★ Annuaire de l'Afrique du Nord 1982. Éditions du CNRS, 15, quai Anatole-France, 75700 Paris, 1164 pages, 480 F.

(1) CRESM. Maison de la Méditerranée, 3, boulevard Pasteur, 13100 Aix-en-Provence.

“Un livre lucide
marqué par le courage
et la hauteur de vues.”

Le Monde.

EDEM
KODJO...ET DEMAIN
L'AFRIQUE368 pages
89 F

Stock

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL À PARIS À PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique/permanence télex
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12/56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Fellman, Gellman & Associates

FORMULE 1.

1 TICKET, 1 JOUR, TOUS LES TRANSPORTS !*

Avec Formule 1, il suffit d'un ticket et Paris et sa banlieue sont à vous, pour une journée entière !

Métro, bus, RER (RATP et SNCF), trains de banlieue* vous pouvez tout utiliser, autant de fois que vous voulez.

Alors pour être prêt à démarrer au quart de tour, demandez votre carte personnelle Formule 1 : elle est gratuite. Muni de cette carte permanente, il vous suffit d'acheter un ticket

Formule 1, même à l'avance, pour faire le plein de déplacements. Formule 1, c'est le ticket de la liberté.

*DANS LES ZONES TARIFAIRES 1, 2, 3.

RATP SNCF

ASIE

Sri-Lanka

Vingt mille Tamouls sont expulsés d'une ville pour des « raisons de sécurité »

Vingt mille Tamouls ont reçu l'ordre de quitter, dans un délai de deux semaines, la ville du Vuvuniya, à 290 kilomètres au nord de Colombo, a indiqué à l'agence Reuter M. N.M. Sornabala, président du « Comité des citoyens » de la ville. Cette mesure aurait été prise « pour des raisons de sécurité ». Les

forces armées auraient l'intention de lancer des opérations contre plusieurs camps d'indépendantistes tamouls qui se trouveraient dans la région. Notre envoyé spécial à Sri-Lanka rapporte, d'autre part, ci-dessous le témoignage d'un massacre récent de Tamouls dans l'est du pays.

Les commandos spéciaux à l'œuvre

Kalmunai (côte est de Sri-Lanka). — M. Paul Nalanayagam, directeur de l'orphelinat méthodiste local et ancien président du « Comité des citoyens » de la ville, a été arrêté mercredi soir 22 mai par la police spéciale de Sri-Lanka. D'origine tamoule, naturalisé canadien depuis plusieurs années, M. Nalanayagam, âgé de cinquante ans, était considéré par la minorité tamoule du district de Batticaloa comme une sorte de médiateur courageux entre la communauté et les forces de l'ordre.

Dans le climat de terreur qui règne parmi les Tamouls de la région, il était jusqu'à son arrestation le seul à élever encore la voix contre l'action des commandos spéciaux de la police. Quelques heures avant sa détention, au titre des lois d'exception sur la sécurité, il nous avait fait part de son angoisse. Il semble que les autorités lui reprochent surtout d'en savoir trop sur les circonstances d'une exécution de soixante-trois jeunes Tamouls opérée, selon les habitants de la région, par les commandos spéciaux à la fin de la semaine dernière.

D'après les témoignages recueillis sur place auprès des notables tamouls, hommes d'affaires, fonctionnaires et religieux, les soixante-trois victimes de la dernière vague de répression ont été exécutées d'une balle dans la tête après avoir subi di-

De notre envoyé spécial

verses tortures, dans les deux camps régionaux de la police spéciale. Le massacre se serait produit en deux temps, jeudi 16 et vendredi 17 mai, à l'aube, près d'une petite localité tamoule, Thambiluvil, à 30 kilomètres au sud de Kalmunai. Alertés par des sautes de pistolets mitrailleurs, des pêcheurs et des fermiers du village, moins terrifiés que les autres, se sont rendus sur place après le départ des commandos. Ils ont découvert vendredi, en fin de matinée, soixante-trois cadavres de jeunes Tamouls « défilés de dix-huit à vingt-cinq ans » enterrés dans le sable, à 100 mètres de la mer.

La terreur règne

Averti du massacre par la population, M. Paul Nalanayagam a alors adressé une demande d'enquête officielle aux autorités. Quelques heures plus tard, selon les habitants de Thambiluvil, les commandos sont revenus avec des camions, ont déterré les cadavres et les ont emportés. La rumeur publique dit que les corps ont été brûlés ailleurs dans la région, à l'aide d'un stock de vieux pneus et que l'odeur dégagée par la crémation ne laisse aucun doute à cet égard.

A l'endroit supposé de l'exécution, non loin du petit cimetière de

la localité, des traces suspectes subsistent encore : huit grands trous mal rebouchés, des traces de pneus de jeeps dans le sable, des morceaux de corde oubliés et des touffes de cheveux noirs sur la plage ou accrochées dans les buissons. Trois corps « oubliés, selon les témoins, par les commandos vendredi soir » ont été enterrés un peu plus récemment par les villageois. Une demande d'autopsie a été faite officiellement, mais, mercredi soir, les corps n'avaient toujours pas été exhumés et l'institut médico-légal de Batticaloa n'avait pas été averti.

Une enquête, selon M. Athulathumadhi, ministre sri-lankais de la sécurité, a été ouverte. Mais les officiers de la police spéciale — Special Task Force, entraînés depuis un an par des spécialistes israéliens et d'anciens commandos SAS britanniques — rejettent toutes les allégations. « C'est ridicule, nous dira le chef de la base de Batticaloa, qu'aurions-nous fait des cadavres ? (...) Mes hommes sont très disciplinés et bien entraînés. Ils ne se livrent jamais à ce genre d'excès. » Cependant, la terreur règne à Batticaloa et quand les commandos, tenus camouflés et M-16 flamboyant au poing, font leur ronde quotidienne dans les villages tamouls, les volets se ferment et les parents font rentrer leurs enfants.

PATRICE CLAUDE.

Cambodge

L'armée thaïlandaise a repoussé une nouvelle incursion vietnamienne sur son territoire

De notre correspondant

principaux repaires se trouvent aujourd'hui dans la chaîne cambodgienne des Cardamones, face au district thaïlandais de Trat.

Au début de cette semaine, bénéficiant d'un appui tactique aérien, les Thaïlandais sont parvenus à déloger les Vietnamiens, qui se sont repliés sur le Cambodge. Selon le commandement thaïlandais, quatre soldats de Bangkok ont été tués et soixante autres blessés, alors que huit cadavres de soldats vietnamiens ont été retrouvés sur le terrain. Il n'est pas évident que les Vietnamiens aient réussi, lors de cette incursion, à couper les voies de communication des Khmers rouges.

De son côté, la résistance non communiste cambodgienne (les partisans de M. Son Sann et les shanoukistes) ont profité des opérations de harcèlement dans l'Ouest khmer. Le FNLPK de M. Son Sann — pourtant le plus touché par les attaques viet-

namites de ces derniers mois — vient, selon de bonnes sources occidentales, de réintégrer quelques milliers d'hommes dans les régions de Siem-Rep et de Battambang.

D'autre part, une réorganisation du commandement du FNLPK devrait faciliter sa collaboration avec les shanoukistes. M. Son Sann vient de renouer, en effet, à toute responsabilité militaire en faveur de deux généraux, MM. Sak Sutsakhan, commandant en chef, et Dien Del, chef d'état-major.

JACQUES BEKAERT.

Japon

● *MM. Chirac et Barre à Tokyo.* — En visite au Japon, M. Jacques Chirac a été reçu, mercredi 22 mai, par le premier ministre, M. Nakasone. De son côté, M. Raymond Barre, qui se trouve également pour cinq jours au Japon, doit être reçu vendredi par M. Nakasone. — (AFP.)

Océanie

Nouvelle-Zélande

● *Le différend avec Washington.* — M. David Lange, premier ministre néo-zélandais, a annoncé, mercredi 22 mai, qu'il avait renoncé à rencontrer, en juillet en Malaisie, M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, et M. Bill Hayden, ministre australien des affaires étrangères. L'objet de cette réunion devait être l'interdiction de l'accès des ports néo-zélandais à des navires porteurs d'armes nucléaires, une décision qui a provoqué le gel de la coopération militaire entre les trois pays, dans le cadre du pacte de l'ANZUS. — (AP, Reuters.)

Népal

● *Nombreuses arrestations.* — Plus de 350 militants du Parti du Congrès, en principe interdit, ont été arrêtés à la veille d'une campagne de désobéissance civile lancée jeudi 23 mai par cette formation. Le Parti du Congrès réclame la levée de l'interdiction des mouvements politiques, ainsi que la libération des détenus politiques. Une cinquantaine d'arrestations ont été officiellement confirmées. — (AFP.)

Corée du Nord

● *Les relations avec Moscou.* — Fait sans précédent, le président Kim Il-sung a assisté, mercredi 22 mai à Pyongyang, à une réception dans les locaux de l'ambassade soviétique, a annoncé la radio nord-coréenne. M. Kim Il-sung a prononcé un discours, dont la teneur n'a pas été rapportée. La réception était organisée pour marquer l'anniversaire d'une visite du chef de l'Etat nord-coréen en URSS et dans d'autres pays du pacte de Varsovie, l'an dernier, pour la première fois en vingt-trois ans. — (AFP.)

*Trouve-t-on des journaux français à Hong-Kong ?
Comment s'habiller à Abidjan ?
Y-a-t'il un lycée français à Tokyo ?
Louer une villa à Alexandrie ?*



De l'Australie au Zaïre, les monographies ACIFE font le tour de plus de 100 pays. Alimentation, précautions sanitaires, fiscalité, protection sociale, vie quotidienne... toutes les réponses précises sont là. Réalisées par le Ministère des relations extérieures, sans cesse remises à jour, les monographies ACIFE constituent un instrument d'information unique pour les futurs résidents français à l'étranger.

Liste des 100 pays

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne fédérale, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Belgique, Bénin, Birmanie, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Centrafrique, Chili, Chine, Colombie, Congo, Corée du Sud, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats Arabes Unis, Equateur, Espagne, Etats-Unis, Finlande, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Honduras, Hong-Kong, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Irlande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mali, Maroc, Maurice Ile, Mauritanie, Mexique, Mozambique, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Québec, Roumanie, Royaume-Uni, Sénégal, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Syrie, Thaïlande, Togo, Trinité et Tobago, Tunisie, Turquie, Uruguay, Venezuela, Yémen du Nord, Yougoslavie, Zaïre.

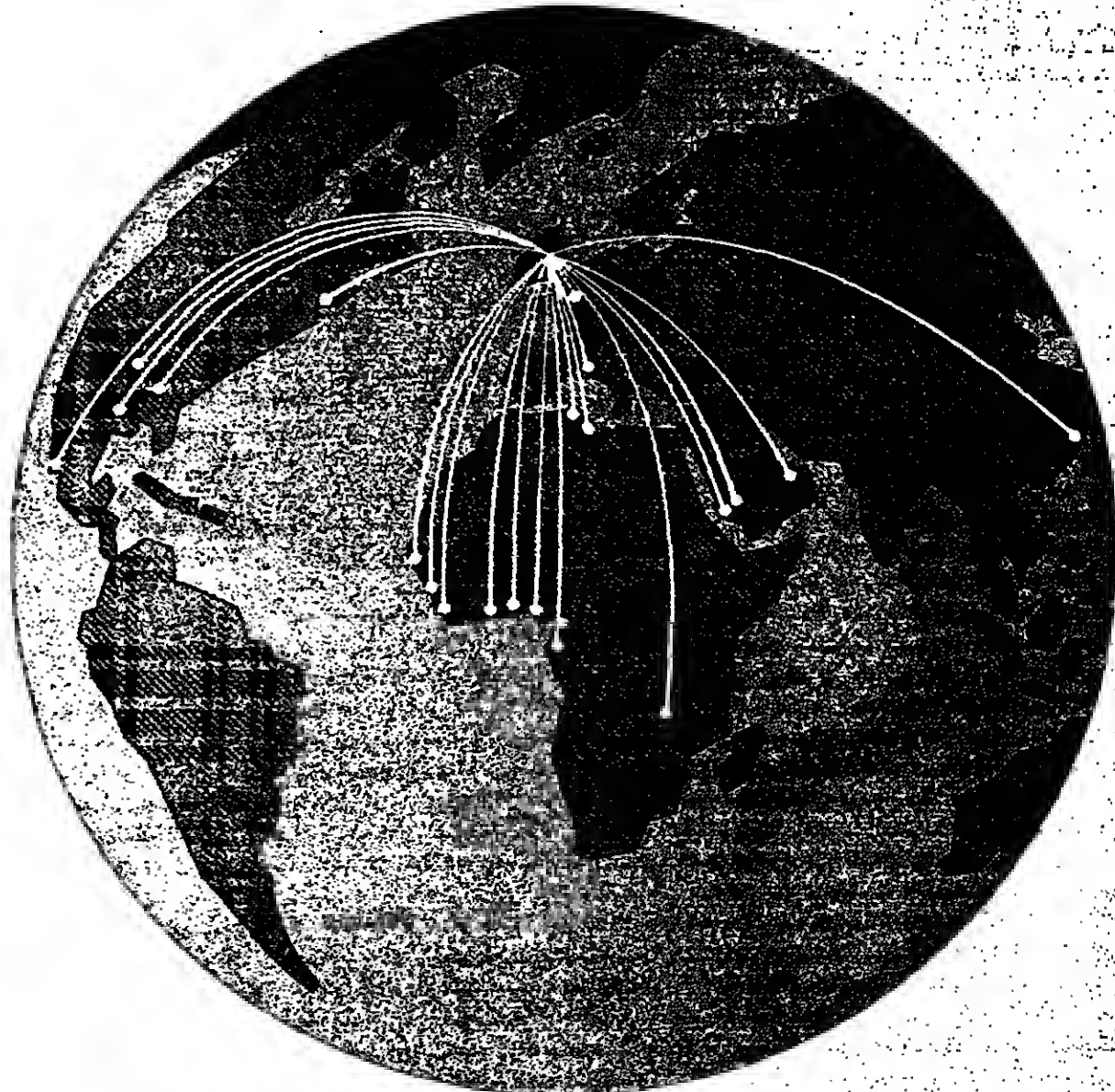
Monographies ACIFE disponibles à :
ACCUEIL ET INFORMATION DES FRANÇAIS A L'ÉTRANGER
30, rue La Pérouse 75116 PARIS. Tél. : (1) 502.14.23 Poste 40.70

Accueil et information
des Français à l'étranger



Monographies ACIFE pour avoir réponse à tout.

British Caledonian :



un service qui a conquis le monde

Chez British Caledonian, nous sommes fiers de nos origines écossaises (mais oui : Caledonia est le nom latin de l'Écosse !).

Car nous en avons hérité ce sens de l'accueil et de l'hospitalité que les autres compagnies aériennes nous envient.

Le légendaire service British Caledonian vous est offert sur toutes les lignes de notre réseau, qui relie Londres à 32 villes d'Europe, des U.S.A., d'Afrique, du Moyen et de l'Extrême-Orient.

De plus, dès votre départ de Paris-Charles de Gaulle, nous vous enregistrons jusqu'à votre destination finale ; et vous bénéficiez des avantages uniques de l'Aéroport de Gatwick : liaisons les plus rapides avec le

cœur de Londres par Train Spécial tous les quarts d'heure, centralisation de tous les départs et arrivées dans la même aéroport.

Voulez-vous en savoir davantage avant de succomber au charme écossais ? Allez vite voir votre Agent de Voyages.

British Caledonian
Nous n'oublions jamais que vous avez le choix.

CEPES
Préparation intensive
en septembre, à
CFPA
Formation professionnelle
supérieure
17, rue de la Harpe, 75005 Paris
Tél. : 722 94 94 - 745 08 18

► PARIS/DE

► PARIS/BAN

en

Plan

La Compagnie

28, rue Pierre-Louis

1011

14-00 Jours

551 من الامم

55 من الأصل

AMÉRIQUES

Etats-Unis

La Maison Blanche propose de limiter à cinquante le nombre des missiles MX

Le gouvernement américain a proposé, mardi 21 mai, de limiter momentanément à cinquante le nombre de missiles MX devant être déployés sur le territoire des Etats-Unis. Cette proposition, qui réduit de moitié le projet initial de l'administration, paraît destinée à couper court aux attaques des adversaires de cette arme qui font valoir le coût élevé de ce programme.

Elle intervient alors que le Sénat, qui procède actuellement à l'affectation des crédits du budget de la défense, doit se prononcer sur une résolution présentée par M. Sam Nunn (démocrate, Géorgie) demandant de limiter le déploiement de ces missiles à quarante.

Le but de la Maison Blanche dans cette affaire est d'obtenir une « pause » dans la constitution d'un véritable arsenal de MX tout en laissant ouverte la possibilité d'en reprendre plus tard, dans un an ou deux, la fabrication et le déploiement.

Le sénateur Nunn a réagi à l'offre de la Maison Blanche en déclarant : « Ils doivent avoir le sentiment

qu'ils pourraient être battus, car sinon ils ne négocieraient pas. » Il a ajouté que, quant à lui, il répondrait « négativement » à cette proposition, mais qu'il était prêt à examiner d'autres formules de compromis.

Mardi, le Sénat avait rejeté une motion visant à supprimer l'ensemble des crédits (2,14 milliards de dollars) destinés aux MX. Mais la faible majorité (56 contre 42) rassemblée contre cette résolution est considérée par les observateurs comme un indice des très vifs sentiments hostiles que cette arme continue de susciter à la Chambre haute. Le sénateur Gary Hart (démocrate, Colorado) a réaffirmé son opposition au missile, déclarant : « Il n'est pas trop tard pour arrêter cette folie. Out, folle est bien le mot qui convient pour le MX. »

A ce jour, le Congrès a autorisé la construction de 42 missiles MX. Il doit se prononcer à l'automne sur une autorisation de programme concernant 21 nouveaux missiles, au lieu de 48 initialement demandés par le gouvernement, au titre du budget 1985-86.

Canada

M. Mulroney reconnaît la spécificité linguistique et culturelle du Québec

Au moment où le premier ministre québécois, M. Lévesque, se trouve en visite officielle en France, le chef du gouvernement fédéral canadien, M. Mulroney, a reconnu publiquement, mardi 21 mai, la spécificité de la province québécoise.

En écho aux propositions constitutionnelles présentées la semaine dernière par M. Lévesque, M. Mulroney, dans un discours prononcé à Winnipeg, la capitale du Manitoba, a déclaré que le Québec « possédait des responsabilités dans le domaine de la langue et de la culture » et qu'il avait « un héritage spécial à préserver et à protéger ». M. Mulroney a toutefois ajouté : « C'est à l'intérieur d'un Canada uni que cette mission pourra le mieux se réaliser. »

Renonçant à l'idée d'indépendance, M. Lévesque avait rendu public, vendredi 17 mai, un « projet d'accord constitutionnel » exigeant comme « condition préalable essentielle » à toute négociation avec Ottawa sur l'adhésion du Québec à la Constitution adoptée en 1982 la reconnaissance par les autres provinces canadiennes du « caractère distinct du peuple québécois ». M. Mulroney n'a pas repris cette

formule, mais ses propos représentent un pas en direction des thèses du gouvernement québécois. Ce geste confirme le bon climat général existant entre Ottawa et Québec depuis la nomination de M. Mulroney en septembre dernier.

Ces bonnes dispositions, indiquent-on du côté québécois, se sont manifestées, en particulier, à l'occasion des contacts qu'il eut, ces derniers mois, entre les deux gouvernements en vue de dégager un accord pour une représentation spécifique du Québec à un éventuel sommet francophone.

La visite de M. Lévesque à Paris

Cette question devrait être abordée au cours des entretiens qui ont commencé jeudi, à Paris, entre M. Lévesque et M. Fabius. Après un premier tête-à-tête dans la matinée et un déjeuner au Quai d'Orsay, offert par le premier ministre, une réunion de travail élargie devait avoir lieu dans l'après-midi.

Une seconde rencontre des chefs de gouvernement était prévue vendredi, M. Lévesque, qui est accompagné de M. Yves Duhaime, ministre des finances et président du comité ministériel permanent du développement économique, et de M. Jacques Brassard, ministre des loisirs, de la chasse et de la pêche, devait être reçu, en outre, jeudi en fin de matinée, par M. Mermaz, président de l'Assemblée nationale, et, vendredi, par M. Mitterrand, qui offrira un déjeuner en son honneur à l'Élysée.

CEPES
préparation intensive
en septembre, au
CFPA
centre formation professionnelle
enseignement supérieur privé
57, r. Ch.-Lafitte, 92 - Neuilly -
722.94.94 - 745.08.19

► PARIS/DELHI
à partir de 4 950 F A/R

► PARIS/BANGKOK
à partir de 4 750 F A/R
en juillet et août !

Plus confortables immédiatement.

La Compagnie des Voyages
28, rue Pierre-Lescot, 75001 Paris ☎ 508.44.88

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. GANDHI EN URSS

Moscou accorde à New-Delhi d'importants crédits industriels

De notre correspondant

Moscou. — L'URSS va accorder à l'Inde un crédit de 1 milliard de roubles (environ 11 milliards de francs) pour la réalisation d'une série d'ouvrages dans le domaine du pétrole, du charbon et des machines-outils. Tel est le principal résultat du séjour que vient d'effectuer, à Moscou, M. Rajiv Gandhi. Le premier ministre indien poursuit, ce jeudi 23 mai, à Minsk (Biélorussie), sa visite en URSS, qu'il achèvera dimanche 26 mai à Frounzé (Kirghizistan), d'où il gagnera directement Delhi.

La direction soviétique, qui n'a pas l'habitude de consentir des prêts si importants, a voulu témoigner sa confiance au successeur d'Indira Gandhi. Le premier ministre indien a, en outre, signé à Moscou un accord général fixant jusqu'à l'an 2000 le cadre de la coopération économique, commerciale, scientifique

et technique entre les deux pays. La signature de ces deux documents, par MM. Gorbachev et Gandhi, a donné lieu à une cérémonie solennelle au Kremlin.

Moscou, qui entretient depuis plus de trente ans d'excellentes relations avec Delhi, entend visiblement prévenir une éventuelle dérive de l'Inde vers les Etats-Unis. Les crédits accordés à un taux très bas et sans doute avec un « délai de grâce » important (les clauses précises n'ont pas été rendues publiques) visent à persuader M. Gandhi des avantages qu'il a à traiter avec une économie socialiste. Les secteurs industriels couverts par l'accord ne sont pas cependant ceux que réclame une technologie particulièrement moderne, M. Gandhi a

donc la possibilité de pratiquer une sorte de non-alignement économique qui arrange sans doute l'Inde, mais n'est pas très glorieux pour l'URSS. Cette dernière continue d'apporter son aide dans les secteurs traditionnels, alors que l'Occident, et principalement les Etats-Unis, va être de plus en plus sollicité pour les technologies avancées.

Le premier ministre indien a exprimé à plusieurs reprises, au cours de son séjour, et notamment mercredi soir, en s'adressant aux Soviétiques à la télévision, sa « reconnaissance » pour l'œuvre accomplie dans son pays par les ingénieurs et techniciens soviétiques.

La coopération économique soviéto-indienne comporte quelques aspects paradoxaux qui n'ont guère été mis en relief au cours de cette visite. En raison de la présence d'une main-d'œuvre à bon marché, plusieurs multinationales sont implantées en Inde où elles fabriquent, par exemple, des médicaments courants sous licence ouest-allemande.

Considérations stratégiques

L'Inde exporte certains de ces produits vers l'URSS qui peut ainsi se les procurer à un meilleur prix que dans les pays occidentaux. Interrogé à ce sujet, mercredi après-midi, au cours de sa conférence de presse, M. Gandhi a reconnu en soulignant l'existence de telles transactions et précisé que rien, dans la législation indienne, ne s'y opposait.

Le premier ministre indien s'est montré également très à l'aise à propos des fournitures d'armes soviétiques qui équipent largement son armée. « Notre coopération dans le domaine de la défense s'améliore considérablement », a-t-il affirmé. L'Inde pourrait obtenir prochainement du matériel ultra-moderne, notamment des tanks de conception récente et peut-être même la technologie nécessaire à la construction de sous-marins d'atta-

que. Les considérations stratégiques jouent un grand rôle dans l'attitude de l'Inde vis-à-vis de l'URSS. M. Gandhi a fait part à M. Gorbachev de ses inquiétudes concernant les efforts du Pakistan pour se doter de l'arme nucléaire. Il a regretté que les Etats-Unis ne se montrent pas plus fermes quant au contrôle des exportations vers ce pays de produits « sensibles » qui accélèrent son accession au statut de puissance nucléaire. M. Gorbachev, de son côté, l'a informé des résultats — jusqu'ici décevants — des conversations soviéto-chinoises en vue d'une normalisation entre les deux pays. « Des conditions préalables posées par les Chinois empêchent toujours tout progrès », a déclaré le premier ministre indien pour résumer l'exposé que lui avait fait son interlocuteur soviétique.

Enfin, M. Gandhi n'a en fin de compte rien obtenu de plus que ce qu'il avait obtenu à la fois l'embargo commercial américain contre le Nicaragua et l'initiative de défense stratégique du président Reagan. « Celle-ci va accélérer la course aux armements », a-t-il affirmé, reprenant un argument inlassablement répété par Moscou.

DOMINIQUE DHOMBRES.

EN VISITE A PARIS

M. Genscher prend position pour le projet Euréka et minimise les divergences franco-allemandes

La France et la RFA, après plusieurs semaines « difficiles », ont relancé, mercredi 22 mai, à Paris, leur dialogue « privilégié » avec la visite du ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher.

M. Genscher, qui s'est entretenu avec le président François Mitterrand et le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, a évoqué avec ses interlocuteurs la prochaine rencontre au sommet entre le chef d'Etat français et le chancelier allemand, le 28 juin, à Bonn, le conseil ministériel de l'OTAN, à Lisbonne, et le sommet européen de Milan, qui aura lieu à la fin du mois de juin.

An cours d'un entretien avec la presse, aux côtés de M. Dumas, M. Genscher a annoncé une réunion extraordinaire « très prochainement » des ministres des affaires étrangères et de la défense des deux pays pour élaborer une définition commune sur le plan stratégique notamment, à la lumière de la proposition américaine de « guerre des étoiles » et des négociations américano-soviétiques de Genève sur le désarmement.

M. Genscher a mis l'accent sur le « caractère spécial » des relations entre les deux pays et leurs responsabilités au sein de l'Europe et dans leurs relations avec l'ensemble de leurs partenaires. Il a également insisté sur l'intérêt porté par la RFA au développement technologique de l'Europe, qui a été proposé par la France dans le cadre du projet Euréka. Le chancelier Kohl vient de nuancer le soutien qu'il avait accordé au projet américain d'initiative de défense stratégique (IDS), connu sous le nom de « guerre des étoiles ». « IDS ou pas, l'Europe doit développer sa technologie », a souligné M. Genscher. « L'IDS est un épisode. Euréka, c'est un pro-

jet », a affirmé, de son côté, M. Dumas.

Le ministre français a estimé qu'il n'y avait « jamais eu de conflit » entre la France et la RFA. « Certaines questions techniques ont surgi ainsi que certaines difficultés, mais il n'y a pas eu d'offense ou de contentieux », a-t-il dit. La France a déjà rejeté le projet américain de « guerre des étoiles ». La RFA et la Grande-Bretagne notamment y ont été favorables. « La concertation demeure et la consultation présente en faveur de l'intérêt », a indiqué M. Dumas à propos de la réaction « coordonnée » des européens que préconisent toujours les Allemands.

M. Genscher, arrivé mercredi en fin de matinée à Paris, a réaffirmé la position de la RFA concernant Euréka et IDS devant l'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale en session de printemps, à Paris, depuis lundi. Il a insisté sur le fait que le contenu précis de cette invitation faite par les Etats-Unis à l'Europe à participer aux recherches pour la mise sur pied d'une défense spatiale n'était pas encore connu et qu'il n'était donc pas question, pour l'instant, d'y apporter une réponse par « un oui ou un non franc et massif ». « Nous devons, a-t-il dit, nous montrer responsables et prudents et faire une analyse poussée sur un sujet qui engage notre avenir et celui de l'alliance atlantique. »

Mais il est essentiel, a-t-il ajouté, d'éviter que les meilleurs cerveaux européens pensent que tout ce qui est technologie de pointe se trouve aux Etats-Unis. Ce serait le naufrage technologique de l'Europe. Les entretiens de M. Genscher, qui se sont poursuivis jeudi avec un petit déjeuner chez M. Laurent Fabius, ont également porté sur la relance de l'Europe et la réforme de la CEE.

JEAN WETZ.

Après le retrait américain

L'URSS DEVIENT LE PRINCIPAL BAILLEUR DE FONDS DE L'UNESCO

Présentant mercredi 22 mai au conseil exécutif de l'UNESCO, réuni à Paris, son projet pour 1986-1987, M. M'bow, directeur général de l'organisation, a précisé les nouvelles orientations imposées par le retrait des Etats-Unis, qui prive l'UNESCO d'un quart de ses ressources (82,5 millions de dollars). Le budget théorique reste fixé au niveau décidé avant le retrait américain, soit à 363,7 millions de dollars (en hausse de 2,8 % par rapport à celui de 1984-1985) ; mais certaines activités seraient mises en réserve dans un chapitre du budget intitulé « fonds bloqués », avec les crédits de programme et de personnel correspondants.

Une des conséquences du retrait américain est de faire de l'URSS le principal bailleur de fonds de l'UNESCO, avec 34,3 millions de dollars, devant le Japon (33,6), la RFA (27,8), la France (21,2), enfin la Grande-Bretagne (15,2), qui a elle-même déposé un préavis de départ de l'organisation pour la fin de l'année en cours.

Quelles que soient les modalités choisies par le conseil exécutif, les ajustements à opérer auront des retombées sur la situation de l'emploi. Trois cents postes seront supprimés (licenciements ou non-renouvellements de contrat).

FRIEDRICH DUERRENMATT A LA RECHERCHE D'UN AUTRE SYSTEME SOLAIRE

Zurich (AFP). — L'écrivain suisse allemand Friedrich Duerrenmatt a fermement décliné une invitation du ministre français de la culture, M. Jack Lang, de participer au colloque sur la liberté et les droits de l'homme qui se tiendra la semaine prochaine à Paris, car, selon lui, « la France n'est plus un lieu approprié » pour discuter d'un tel sujet. Le Monde du 23 mai.


Dans un télégramme envoyé à M. Lang et publié par le quotidien zurichois Tages Anzeiger, Friedrich Duerrenmatt reproche à la France ses exportations d'armes. L'écrivain se dit en revanche « reconnaissant » de l'attitude de la France envers le Nicaragua.

Pour Duerrenmatt, le seul point de rencontre possible pour une telle conférence se situerait « dans un autre système solaire ». Il est en effet impossible, selon l'écrivain, de trouver un endroit où l'on ne meurt pas de faim, où les droits de l'homme et les libertés ne sont pas bafoués, où « les ventes d'armes françaises ne favorisent pas la répression » et, enfin, un endroit qui ne soit pas menacé par « les considérations stratégiques du président américain ». Friedrich Duerrenmatt conclut son télégramme à M. Lang en affirmant attendre « avec joie » une nouvelle invitation de sa part si un tel endroit est trouvé.

La Floride à partir de 4.570 F. Ne rêvez plus !

Vol quotidiens de Paris CDG1.
Sans oublier que TWA dessert plus de 60 villes à l'intérieur des Etats-Unis. Contactez votre agent de voyages ou TWA au 720.62.11.

TWA ouvre la voie vers les USA.



Tarif Loisir a/r 14-60 jours. Selon la saison.

politique

A L'ASSEMBLÉE

La taxe d'habitation sera diminuée pour les revenus les plus modestes

Les Français qui ne paient pas d'impôt sur le revenu mais qui doivent acquitter une taxe d'habitation supérieure à 1000 francs verront celle-ci réduite dès 1985. Ainsi en a décidé l'Assemblée nationale au cours de la nuit du mercredi 22 mai au jeudi 23. Les socialistes - et les communistes - tenaient à ce que ces contribuables qui ne profiteront pas de la réduction des impôts décidée dans le budget de l'Etat pour 1985 bénéficient eux aussi d'une diminution de leur contribution fiscale.

Curieuse attitude que celle des élus de la droite, le mercredi 22 mai, à l'Assemblée nationale : la plupart des articles du projet en discussion qui, à travers « diverses dispositions d'ordre économique et financier », vise à favoriser de nouvelles méthodes d'aides aux entreprises et à leurs investissements avaient leur approbation pleine et entière. Ils ne l'ont pas caché, se félicitant « du changement de comportement du gouvernement ». Pourtant, le RPR et l'UDF ont refusé de participer au vote sur chacune de ces dispositions ; les chiraquiens ont même voté contre l'ensemble du texte. Et cela, ont expliqué M. Edmond Alphandéry (UDF, Maine-et-Loire) et M. Jean-Paul Charré (RPR, Loiret), parce que la politique globale du gouvernement est à leurs yeux « mauvaise ».

Le PC pose la question préalable

Ils avaient une autre raison, c'est vrai, de rester sur la réserve : le plaisir de voir socialistes et communistes se disputer durement. En souriant, M. Alphandéry expliquait : « Nous ne vou-

lons pas nous mêler de vos affaires de famille. » Le PC a, en effet, saisi cette occasion pour souligner avec force son opposition à la politique du gouvernement socialiste.

Il n'était même jamais allé aussi loin dans la traduction parlementaire de sa critique, puisqu'il a non seulement voté contre la plupart des dispositions du projet et contre l'ensemble du texte, mais aussi défendu une question préalable ce qui revient à affirmer qu'un tel projet ne mérite même pas d'être discuté. Comme il n'avait pas annoncé une telle disposition d'esprit lors de la réunion de la commission des finances le 15 mai, on peut penser que ce sont les derniers développements de sa stratégie politique qui l'ont conduit à durcir son attitude.

Selon M. Parfait Jans (PC, Hauts-de-Seine), le texte du gouvernement accentue la politique fiscale « menée depuis deux ans » qui est « dure pour les petits et généreuse pour les grosses fortunes », et cela au moment où « le pouvoir d'achat des salariés régresse » alors que les profits du capital augmentent. Pour le PC, il eût mieux valu accorder des crédits supplémentaires à l'école publique plutôt que de s'occuper du « dynamisme de la Bourse ».

L'analyse de M. Pierre Bérégovoy est, bien entendu, tout autre. Il faut mettre fin aux « rigidités structurelles » et mener de pair « modernisation industrielle et modernisation financière ». Quant au discours du PC, il ressemble à « un discours électoral un peu prématuré ». Le ministre en est d'autant plus surpris que ce

projet, dit-il, n'est que la suite logique des textes sur la réforme bancaire et l'initiative économique adoptés quand les communistes étaient encore au gouvernement.

Mais, afin de ne pas dramatiser cette divergence avec les communistes, et de mettre un bémol à l'appui que lui apportait la droite, il a souligné qu'en matière de « justice sociale » il savait bien entre qui et qui passait la frontière.

Si les socialistes ont accepté sans rechigner les diverses aides à l'investissement souhaitées par le ministre de l'économie, ils voulaient que le gouvernement fasse un pas vers la réforme de la taxe d'habitation, impôt qu'ils jugent particulièrement injuste. Le gouvernement a fait un geste qui ne

lui coûte rien financièrement et qui, politiquement, peut lui rapporter gros. A partir de cette année les contribuables qui ne paient ni l'impôt sur les grandes fortunes ni l'impôt sur le revenu verront la partie de leur taxe d'habitation supérieure à 1000 F diminuée de 25 % (l'amendement a été adopté par 343 voix, PS et PC, contre 0). Ainsi, comme l'avaient souhaité socialistes et communistes dès la discussion du budget, ceux qui ne paient pas d'impôt sur le revenu (il y a 2,1 millions de foyers fiscaux dans ce cas), bénéficieront, aussi, d'une diminution de leur imposition mais seulement si leur taxe d'habitation est supérieure à 1000 F.

Pour financer cette mesure dont le coût est évalué à 500 millions de francs, M. Bérégovoy a

fait modifier le mode de calcul du minimum de dotation globale de fonctionnement que l'Etat verse aux collectivités locales. Il ne sera plus indexé sur les bas salaires de la fonction publique mais sur le salaire moyen. Raison invoquée : la gauche a fait croire plus vite les bas salaires que les salaires moyens ; il y avait donc un gain anormal pour les collectivités. L'économie pour l'Etat devrait être de 500 millions... (Pour adopter cette disposition les socialistes se sont retrouvés seuls contre tous les autres députés.) On a donc donné aux petits contribuables ce que l'on a repris aux communes et départements.

Faute d'une véritable réforme de la fiscalité locale, les socialistes tiennent, avec la taxe d'habitation, un argument électoral supplémentaire.

THIERRY BRÉNIER.

Le « DDOF »

Le projet de loi portant « diverses dispositions d'ordre financier » (DDOF) contient essentiellement des mesures d'aide à l'investissement :

● Sociétés à capital-risque : Elles mobiliseront l'épargne pour fournir des fonds propres aux petites et moyennes entreprises innovatrices (le Monde du 12 avril). Cette disposition, précisée par un amendement de la commission des finances, notamment sur les conditions à remplir pour qu'elles bénéficient d'avantages fiscaux a été adoptée par 282 voix (PS) contre 44 (PC). La droite n'a pas pris part au vote.

● Suppression du droit d'apport sur les augmentations de capital en numéraire : Elle a été adoptée dans les mêmes conditions après que le ministre ait fait préciser que cette disposition s'appliquerait à partir du 1^{er} juin et que M. Gilbert Gauthier (UDF Paris)

l'a fait étendre aux intégrations au capital des bénéfices, réserves et provisions.

● Marché à terme des taux d'intérêt : En l'attente d'une loi qui les organisera, les dispositions législatives les interdisant sont supprimées. Les opérations à terme sur bons du Trésor en compte courant sont elles aussi autorisées.

● Réforme du marché hypothécaire et reprise par la caisse des dépôts de la caisse de prêts aux HLM : La droite s'est plainte de n'avoir pas eu le temps d'analyser ces dispositions et le PC a jugé qu'elles favorisaient le logement non-aidé et pénalisaient le logement social, ce qu'a nié M. Bérégovoy (le Monde du 16 mai).

● Produits financiers nouveaux : Une fiscalité spécifique est prévue pour les primes de remboursement, les titres démembrés,

les obligations à coupons zéro (mais les obligations renouvelables du Trésor, très utilisées depuis peu pour financer le déficit, en seront exonérées). Elle est prévue aussi pour les plus-values réalisées lors de la cession de bons ou titres de créances négociables d'une durée inférieure ou égale à deux ans. Le PC regrette que ceux de ces nouveaux produits qui ont été émis avant le 1^{er} juin 1985 échappent à cette fiscalité.

● Régime de l'alcool : Ce vieux monopole de l'Etat en France est supprimé. Mais l'Etat continuera à acheter une partie de la production de d'alcool de betterave.

● Cartes de crédit et chèques bancaires : L'irrévocabilité du paiement par carte est calqué sur le régime des chèques. Mais le ministre des finances annonce qu'il met au point une modification législative permettant de saisir la

commission de la concurrence des conditions dans lesquelles les banques veulent imposer la mise en service des cartes de crédit automatisées (monétique).

● Valeur locative foncière : Ayant obtenu en partie satisfaction sur la taxe d'habitation, les socialistes acceptent l'actualisation forfaitaire de celle-ci. Le gouvernement, soutenu par l'UDF, fait adopter une disposition technique empêchant les taux des impôts locaux d'augmenter automatiquement plus vite que l'inflation. Ainsi, les maires ne pourront plus rendre le gouvernement responsable d'une partie de l'augmentation des impôts locaux.

● Experts en automobile : A l'initiative de M. Claude Michel (PS, Eure) est adopté un amendement protégeant la profession d'expert en automobile, mais le gouvernement en a fait réduire la portée.

[Un peu plus de trois millions de contribuables sont imposables à l'impôt sur le revenu mais une taxe d'habitation. La mesure qui vient d'être votée concerne donc une partie importante des contribuables et cela dès 1985. Son coût budgétaire est estimé à 500 millions de francs en année pleine.]

La mesure ne concernera que les taxes supérieures à 1000 francs. Elle s'appliquera ainsi à un contribuable non imposable à l'impôt sur le revenu mais une taxe d'habitation de 950 F. Dans ce cas, il ne bénéficiera pas de la mesure. Un contribuable non imposable à l'IR paie une taxe d'habitation de 1300 F. Il bénéficie de la mesure. Sa réduction de taxe est de 25 % pour la partie de la TH dépassant 1000 F, soit 75 F de réduction.

Les contribuables qui ne paient pas d'impôt sur le revenu sont ceux dont les revenus bruts imposables ne dépassent pas 3500 F par mois pour un célibataire, 4770 F pour un couple marié avec un enfant, 5450 F pour un couple marié avec deux enfants.

ATIONA
urbanisme

La loi relative à l'urbanisme, votée par l'Assemblée nationale le 22 mai, a pour objet de moderniser le droit de l'urbanisme. Elle prévoit notamment la création d'un nouveau type de zonage, le zonage d'aménagement global, qui permettra de mieux coordonner l'urbanisme et l'aménagement du territoire.

La loi relative à l'urbanisme, votée par l'Assemblée nationale le 22 mai, a pour objet de moderniser le droit de l'urbanisme. Elle prévoit notamment la création d'un nouveau type de zonage, le zonage d'aménagement global, qui permettra de mieux coordonner l'urbanisme et l'aménagement du territoire.

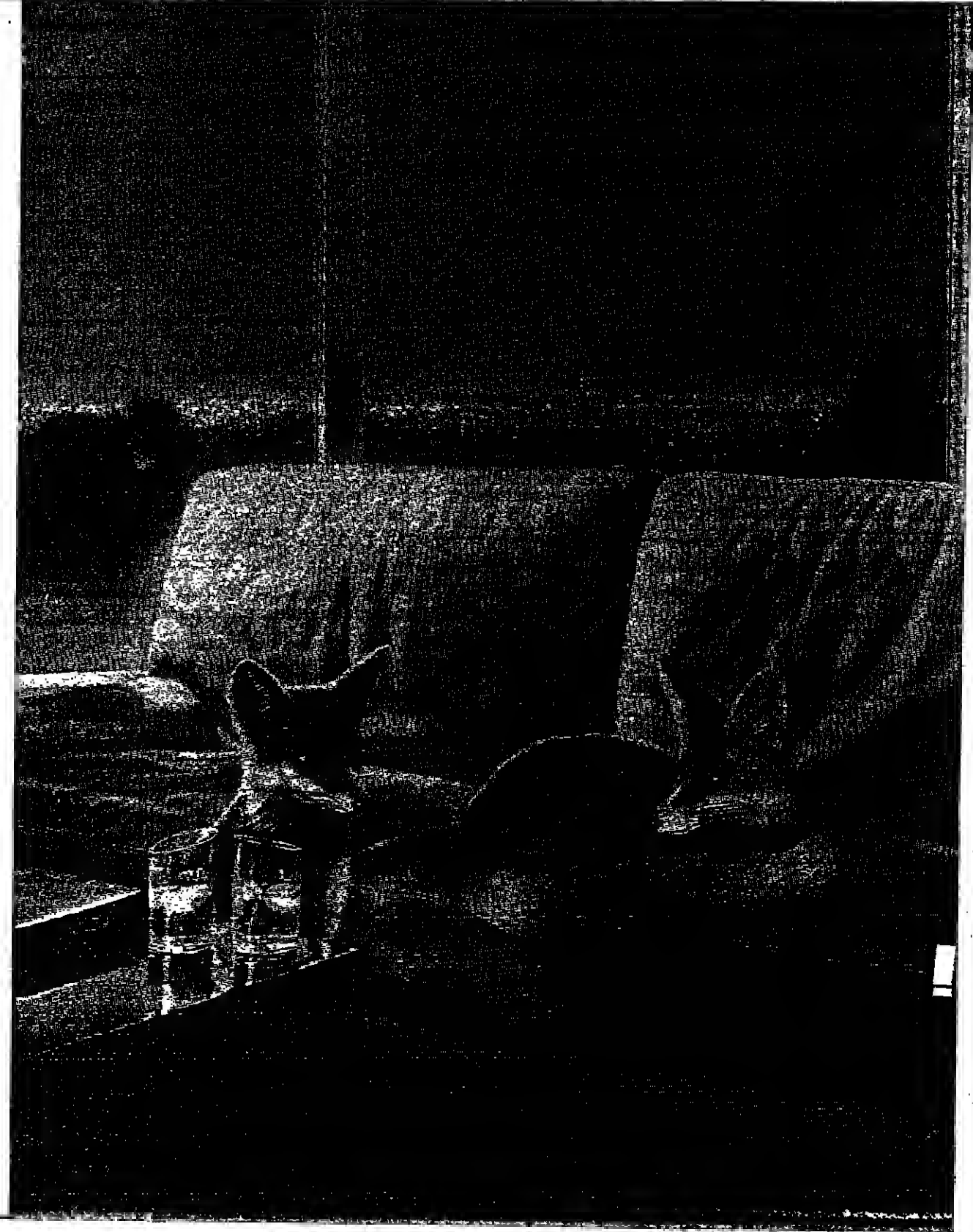
La loi relative à l'urbanisme, votée par l'Assemblée nationale le 22 mai, a pour objet de moderniser le droit de l'urbanisme. Elle prévoit notamment la création d'un nouveau type de zonage, le zonage d'aménagement global, qui permettra de mieux coordonner l'urbanisme et l'aménagement du territoire.

La loi relative à l'urbanisme, votée par l'Assemblée nationale le 22 mai, a pour objet de moderniser le droit de l'urbanisme. Elle prévoit notamment la création d'un nouveau type de zonage, le zonage d'aménagement global, qui permettra de mieux coordonner l'urbanisme et l'aménagement du territoire.

Tous les regards vous le diront : CERGY est une ville bien placée, quand on aime les contacts. C'est le centre d'un réseau de communication avec le monde entier. A 30' de Paris par l'autoroute, le train et demain le RER. A quelques secondes de partout par la télématique, le câble et les satellites. Cergy est aussi une ville chaleureuse, avec les boutiques de luxe et les terrasses de café de son nouveau centre ville. Cergy est doté d'un conservatoire National de musique, de plusieurs théâtres, d'une bibliothèque remarquable et de nombreuses salles de cinéma d'exclusivité. Vous avez de l'ambition. Cergy est un carrefour dans le monde des affaires : déjà 800 entreprises, et tous les services d'une capitale régionale. Cergy est à l'ouest symbole de réussite et de prestige et garant d'un placement sûr. Vous aimez respirer. Cergy est une ville naturelle. 500 hectares de parc, des tennis et bientôt un golf. Maison individuelle ou appartement en petit immeuble de standing, votre place est à Cergy, parce que vous aimez être bien placé.

De la place pour l'Amitié.

CERGY-PONTOISE
UNE VIE BIEN PLACÉE
Informations : Etablissement Public d'Aménagement Tél. (3) 031.23.93



La loi relative à l'urbanisme, votée par l'Assemblée nationale le 22 mai, a pour objet de moderniser le droit de l'urbanisme. Elle prévoit notamment la création d'un nouveau type de zonage, le zonage d'aménagement global, qui permettra de mieux coordonner l'urbanisme et l'aménagement du territoire.

La loi relative à l'urbanisme, votée par l'Assemblée nationale le 22 mai, a pour objet de moderniser le droit de l'urbanisme. Elle prévoit notamment la création d'un nouveau type de zonage, le zonage d'aménagement global, qui permettra de mieux coordonner l'urbanisme et l'aménagement du territoire.

La loi relative à l'urbanisme, votée par l'Assemblée nationale le 22 mai, a pour objet de moderniser le droit de l'urbanisme. Elle prévoit notamment la création d'un nouveau type de zonage, le zonage d'aménagement global, qui permettra de mieux coordonner l'urbanisme et l'aménagement du territoire.

La loi relative à l'urbanisme, votée par l'Assemblée nationale le 22 mai, a pour objet de moderniser le droit de l'urbanisme. Elle prévoit notamment la création d'un nouveau type de zonage, le zonage d'aménagement global, qui permettra de mieux coordonner l'urbanisme et l'aménagement du territoire.

La loi relative à l'urbanisme, votée par l'Assemblée nationale le 22 mai, a pour objet de moderniser le droit de l'urbanisme. Elle prévoit notamment la création d'un nouveau type de zonage, le zonage d'aménagement global, qui permettra de mieux coordonner l'urbanisme et l'aménagement du territoire.

La loi relative à l'urbanisme, votée par l'Assemblée nationale le 22 mai, a pour objet de moderniser le droit de l'urbanisme. Elle prévoit notamment la création d'un nouveau type de zonage, le zonage d'aménagement global, qui permettra de mieux coordonner l'urbanisme et l'aménagement du territoire.

هكذا من الراجح

NATIONALE

L'urbanisation des aérodromes

L'Assemblée nationale a adopté mercredi 22 mai, en deuxième lecture, par 278 voix contre 44, le projet de loi réglementant l'urbanisation autour des aérodromes (le Monde du 16-17 décembre 1984). Les communistes, qui estiment que ce texte est trop contraignant pour les communes, ont voté contre. L'opposition, sans qu'elle ait expliqué la raison, n'a pas pris part au vote.

Au Sénat, en effet, la droite n'avait pas contesté les principes de cette nouvelle législation, n'y apportant que des modifications de forme qui, en général, ont été acceptées par l'Assemblée nationale. Celle-ci, par exemple, comme le souhaitait le Sénat et le gouvernement, a prolongé d'un an la validité de la circulaire ministérielle de 1979 sur la protection et l'aménagement du littoral, qui sans cela serait devenue caduque le 1^{er} octobre 1985. En revanche, l'Assemblée a refusé qu'un même compte, dans l'établissement des règles d'urbanisme autour des aérodromes, « des prévisions de réduction » du bruit émis par les avions.

Mais les sénateurs, jugeant que le projet ne prenait pas assez en compte les intérêts des communes, avaient ajouté de nouvelles dispositions au texte gouvernemental que la plupart des députés ont rejetées. Ils ont ainsi refusé que les régions puissent exercer des prérogatives sur les nuisances phoniques, comme cela existe dans la région parisienne, la politique aéronautique étant restée de la responsabilité de l'Etat. Ils n'ont pas accepté non plus une modification partielle du code de l'aviation civile, jugeant que celui-ci, dans son ensemble, devait être entièrement remis à jour. M. Jean

Anroux, secrétaire d'Etat aux transports, a annoncé qu'il avait l'intention de procéder à « une actualisation rapide » de ce code.

Cet engagement du gouvernement fut aussi un des arguments avancés pour refuser une disposition d'origine sénatoriale prévoyant que la responsabilité de l'exploitation des aérodromes, en matière de bruit, ne pourrait plus être recherchée si celui-ci est une association à but non lucratif et si l'aéroport est un avion léger à hélice.

Les sénateurs voulaient ainsi aider le développement de l'aviation légère. La commission de la production de l'Assemblée partage avec eux ce souci, mais, tous les députés, que ce soit leur groupe, ont estimé qu'il était pas possible de créer une différence de responsabilité entre les aérodromes et les sociétés commerciales. L'Assemblée avait donc proposé que les uns comme les autres puissent plus être rendus responsables du bruit de leurs avions.

Cela a entraîné une vive colère de M. Véronique Nieritz (PS, Seine-Saint-Denis), présidente du Conseil national du bruit et de M. Paulette Neuvoux (PS, Val-de-Marne), qui ont déclaré que cela reviendrait « d'interdire aux riverains victimes du bruit de faire respecter leurs droits ». Elles ont su convertir à leurs vues la majorité du groupe socialiste. L'Assemblée a donc repoussé et l'amendement de sa commission, et le texte du Sénat, afin de laisser la législation en l'état en attendant la réforme du régime de l'aviation civile annoncée par M. Anroux.

Th. B.

L'indemnisation des victimes d'accidents de la route

L'Assemblée nationale a adopté en deuxième lecture, le mardi 21 mai, le projet de loi qui permettra d'indemniser les piétons et les passagers d'autobus (le Monde du 19-20 mai 1985). Les députés ont voté par 307 voix contre 127, le projet de loi qui permettrait d'indemniser les victimes d'accidents de la circulation, sans que puisse leur être imputée la faute majeure, le fait d'un tiers ou leur propre faute. Dans le vote à main levée, une partie des députés du RPR et de l'UDF se sont abstenus, les autres, comme en première lecture, votant favorablement avec ceux du PS et du PC.

Un relatif consensus existe entre les deux Chambres du Parlement (le Monde du 19 décembre 1984 et du 14-15 avril 1985) sur ce projet de loi. Robert Badinter, les députés ont ainsi adopté de nombreuses améliorations proposées par les sénateurs, comme l'exclusion des tentatives de suicide. Ils ont aussi approuvé un certain nombre de précisions apportées par le garde des sceaux à son propre projet. Ainsi,

celui-ci a fait décider que les litiges consécutifs à un accident de la circulation pourraient être jugés par un juge unique du tribunal de grande instance. Cela est déjà possible, mais il suffit qu'une des parties au procès demande le renvoi devant la formation collégiale pour que ce renvoi soit de droit. Désormais, seul le juge pourra lui-même décider d'envoyer l'affaire devant la formation collégiale. De même, le ministre de la justice a fait porter de deux à trois ans la rétroactivité, de son projet pour les accidents n'ayant pas donné lieu à instance judiciaire.

Finalement, il ne reste comme désaccord entre les deux Chambres que le régime des pénalités financières pour les assureurs qui traitent dans le règlement des indemnités, l'Assemblée nationale ayant notamment accru dans ce domaine les pénalités dont bénéficieraient éventuellement le Fonds de garantie des assurances.

Th. B.

• **Annulations d'élections cantonales dans les Alpes-Maritimes, le Var et la Haute-Saône.** — Le tribunal administratif de Nice a annulé, mercredi 22 mai, l'élection de M. Mascarelli, soutenu par l'UDF, dans le canton de Coursegoules (Alpes-Maritimes) et celle de M. Cabasse, PS, dans le canton de Moy (Var). A Coursegoules, M. Mascarelli avait emporté, au second tour de scrutin, avec une voix d'avance sur son adversaire socialiste, M. Gastaud.

Au Moy, où l'écart des voix séparant M. Cabasse de son adversaire, M. Oheix, CNIP, était de 228 voix (pour 8 248 suffrages exprimés), le tribunal administratif a retenu qu'un tract mettant en cause M. Oheix, et diffusé la veille du scrutin, avait été de nature à altérer les résultats de l'élection. D'autre part, le tribunal administratif de Vesoul s'est prononcé pour l'annulation de l'élection de M. Thomas, PS, dans le canton de Lure-Sud (Haute-Saône), acquise au second tour de scrutin par 2 427 voix contre 2 352 à M. Simonin, RPR.

AU SÉNAT

L'examen des projets de réformes électorales devrait être retardé

La commission des lois du Sénat a commencé, mercredi 22 mai, l'examen des trois projets de réformes électorales. Sur proposition de M. Jacques Larché (RI, Seine-et-Marne), président de la commission et rapporteur du premier texte, la commission des lois a approuvé une motion tendant à opposer la question préalable (dont l'adoption équivaut à un rejet) au projet instituant la proportionnelle d'arrondissement pour l'élection des députés. Les communistes socialistes et communistes se sont opposés au recours à cette procédure, et M. Edgar Faure (gauche dém., Doubs) s'est abstenu.

La discussion des deux autres textes est inscrite à l'ordre du jour des travaux de la commission pour le mercredi 29 mai, date à laquelle doit commencer l'examen des propositions en séance publique. Du coup, le débat prévu initialement pour durer trois jours pourrait ne s'achever que début juin, d'autant que l'opposition majoritaire au palais du Luxembourg, est décidée à ne voter la (ou les) question(s) préalable(s) qu'après la discussion générale qui doit, selon elle, lui permettre de « débattre au fond ».

Pour le projet de loi organique (augmentation du nombre de députés), dont M. Paul Girod (gauche dém., Aisne) est le rapporteur, la majorité sénatoriale devrait également adopter une question préalable. En revanche, pour celui relatif à l'élection au suffrage universel des conseillers régionaux, la majorité sénatoriale n'a pas arrêté définitivement sa stratégie. Ses responsables se sont fixés une sorte de bétail en prévoyant pour le mardi 28 mai la révision de l'ensemble des élus de la majorité sénatoriale. L'alternative, pour elle, se présente entre le recours à la question préalable et l'amendement du texte. Les partisans de la première formule avan-

cent plusieurs arguments : le gouvernement ayant procédé à un « amalgame » en présentant des projets qui n'ont de commun que le choix d'une date commune pour la désignation des députés et des conseillers régionaux, il convient d'y répliquer par une réponse politique. D'autre part, la majorité sénatoriale constate la complexité qu'il y a à rédiger des amendements acceptables techniquement et susceptibles de ménager les sensibilités des départementalistes (les plus nombreux à la Haute Assemblée) et des régionalistes. Les sénateurs favorables à la stratégie de l'amendement s'efforcent donc de trouver des solutions pour proposer des modifications touchant à la proportionnelle elle-même, au cadre départemental et au choix de la date.

Les incompatibilités locales

De leur côté, les sénateurs socialistes, qui ont constitué un groupe de travail présidé par M. Guy Allouche (Nord), ont — tout en adhérent au principe de la représentation proportionnelle dans le cadre départemental pour l'élection des députés — décidé d'attendre les textes sur deux points. Ils souhaitent que soient incompatibles les fonctions exécutives au conseil général et au conseil régional (à l'Assemblée nationale, un amendement de même nature, adopté par la commission des lois, avait été repoussé à la demande du président du groupe socialiste). D'autre part, les sénateurs socialistes ont l'intention de prévoir un système de quotient pour la répartition des conseillers régionaux par département, en tenant compte de la population. Le système, a précisé M. Allouche, peut conduire à une augmentation du nombre des conseillers dans certaines régions.

A. Ch.

Diffamation et droit des sociétés

Le Sénat a adopté, mercredi 22 mai, le projet de loi relatif aux participations détenues dans les sociétés par actions (le Monde du 20 avril) et une proposition de loi de M. Pierre Schiété (Un. cent., Haut-Rhin) relative à la protection des personnes victimes de diffamation. Il a également commencé l'examen du projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (le Monde du 13 avril).

• **Droit des sociétés.** — La « lacune » dans le droit des sociétés que le projet défendu par M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice, vise à combler consiste, selon l'avis du rapporteur de la commission des lois, M. Bienne Dailly (gauche dém., Seine-et-Marne) à ce que si la fille ne peut posséder des actions de la mère, elle ne puisse pas non plus (comme la législation actuelle le permet) constituer à son tour une filiale qui prendrait toutes les participations qu'elle voudrait dans la grand-mère.

scrutin par 2 427 voix contre 2 352 à M. Simonin, RPR.

• **Loire-Atlantique : le président du conseil général adhère au PR.** — M. Charles-Henri de Cossé-Brissac, président du conseil général de Loire-Atlantique, a adhéré au PR. M. de Cossé-Brissac, qui entendait manifester son soutien à M. François Léotard, secrétaire général du PR, dont il partage les idées, a précisé qu'il ne serait candidat ni aux élections législatives ni aux élections régionales.

Et M. Dailly de citer « le plus bel exemple d'autocontrôle » celui du groupe Espoir-Schneider — avec des ramifications si nombreuses que M. Mauroy les avait comparées aux canalisations — unicolores pour que personne ne s'y retrouve « d'une raffinerie ».

Outre la définition du « contrôle » de droit et de fait que M. Dailly a introduite dans le texte (lui-même et le gouvernement convenant que la rédaction devrait être revue au cours des navettes), et l'extension de l'obligation d'informer lors de prises de participation significatives dans toutes les sociétés par actions, le Sénat a adopté à l'unanimité (les socialistes s'abstenant) la suppression pure et simple du droit de vote des actions d'autocontrôle. Cette suppression ne sera applicable qu'au terme d'une période transitoire de cinq ans pendant laquelle c'est la limitation à 15 % des droits de vote, comme le proposait le texte du gouvernement, qui s'appliquerait.

• **Protection contre la diffamation.** — Partageant le souci des auteurs de la proposition de loi, la commission des lois a retenu une nouvelle rédaction de l'article 31 de la loi du 29 juillet 1881. Sur proposition du gouvernement, a été supprimée la distinction entre l'injure commise envers les particuliers et celle commise (en raison de leurs fonctions) envers certaines personnes dépositaires d'une parcelle de l'autorité publique.

A. Ch.

FRANCIS DELATTRE (PR), MAIRE DE FRANCONVILLE

Avec Léotard, pour le cœur, avec Barre, pour la victoire

Jeune élu du PR — il a trente-huit ans — Francis Delattre, maire de Franconville depuis 1983 et vice-président du conseil général du Val-d'Oise, s'efforce, comme tant d'autres de ses collègues du Parti républicain, de concilier son attachement à François Léotard et son adhésion à la démarche de Raymond Barre. « Bariste » et « léotardien » donc, même si ces deux appellations ne l'enthousiasment guère.

Le cheveu poivre et sel, la parole facile et l'enthousiasme prompt, ce fonctionnaire du ministère de l'Intérieur n'a pas de mal à faire le marathonnier de François Léotard, mais partage avec lui un goût pour une certaine spontanéité. Il explique avec franchise ses choix, bien qu'il sache que, à quelques mois des élections législatives, quand les élus-majors des partis examinent les candidatures, les faux pas peuvent ruiner bien des ambitions. Surtout lorsque l'on espère, comme lui, figurer en deuxième position sur la liste UDF du Val-d'Oise, ou en troisième position sur une liste d'union RPR-UDF, et que l'on se trouve en concurrence avec un autre jeune bariste, du CDS celui-là, François Fromant-Meurice, adjoint au maire de Montmorency.

Par « tempérament », Francis Delattre aime les « gens carrés ». Il trouve que M. Raymond Barre a « une certaine consistance ». « Il me donne l'impression d'être très solide. Avec lui, il me semble qu'on ne doit pas craindre de mauvaises surprises », explique-t-il.

Par conviction, il soutient la démarche de l'ancien premier ministre, persuadé comme lui que la cohabitation ne présente que des « désavantages » et doit être « rejetée sans faiblesse ». Il s'en est expliqué longuement dans le journal de son parti et tout naturellement, quand les baristes du PR se sont organisés en tendance, il a voulu en être. Il a ainsi accepté le titre de directeur de leur publication, le Contrat libéral, qui devait favoriser l'instauration d'un débat au sein du PR. « Avant, la PR était trop unanime. Le pluralisme et la diversité ne peuvent que nous enrichir sans que soit pour autant remise en cause l'autorité du secrétaire général. »

Pas de jusqu'au-boutisme

Par réalisme aussi, Francis Delattre suit avec attention le parcours de Raymond Barre. Il a beaucoup d'affection pour François Léotard, mais il remarque que son secrétaire général est « encore un peu juste » pour l'élection présidentielle. Et comme il ne veut pas d'un remake, Giscard-Chirac...

Est-ce ce réalisme qui l'a conduit, il y a quelques semaines, à démissionner de ses fonctions de directeur du Contrat libéral ? Francis Delattre se défend, en tout cas, d'avoir subi la moindre pression de la part de l'appareil du PR agacé par les prises de positions répétées des baristes et d'avoir craint d'être « lâché » pour les élections législatives.

« Quand j'ai senti que des rivalités de personnes venaient s'ajouter à la volonté d'organiser un débat d'idées, je n'ai plus été d'accord », explique-t-il simplement. « Créer une tendance, ce n'est pas essayer de se marquer comme au foot. » Un article de François d'Aubert, député (UDF-PR) de la Mayenne qui expliquait que dans la nouvelle Assemblée, les baristes

joueraient le blocage, a emporté sa décision.

Francis Delattre reste bariste mais refuse le jusqu'au-boutisme prôné par certains, comme il se défie de toutes les manœuvres qui s'apparenteraient à une tentative de déstabilisation du secrétaire général de son parti.

Cela ne l'empêche pas de redire son hostilité à la cohabitation. Chez lui, c'est « épidémique », et il ne comprend pas que des hommes qui parfois ont exercé les plus hautes responsabilités puissent envisager de gouverner avec M. Mitterrand à l'Elysée. « Ça assèche à la même table » que le président de la République lui paraît « très difficile ». De toute façon, « techniquement », c'est impossible, tranche-t-il. Nous n'aurons que l'apparence du pouvoir avec autour de nous, aux postes-clés, des hommes mis en place par Mitterrand... Nous n'avons rien à gagner dans cette affaire, si ce n'est de nous mouiller... »

Francis Delattre craint aussi qu'un gouvernement de droite « cohabitationniste » ne fasse que du « Fabius amélioré » et ne sache pas prendre de « grandes décisions ».

Pourtant, malgré toutes ses préventions, il ne veut pas dire aujourd'hui qu'a priori il censurerait un gouvernement issu d'une majorité de droite qui accepterait en 1986 de cohabiter. « Il faudra être courageux », remarque-t-il. S'il n'est pas sûr que ce sont des hommes de chez nous, mais aussi dire qu'il n'est pas sûr de mesures que nous aurons précédées dans l'opposition. Au-delà des clivages traditionnels pourront peut-être se créer des majorités d'idées mais, précise-t-il, pour ma part, je respecterai la discipline de parti. »

S'il se défend aujourd'hui de vouloir mettre en cause François Léotard, ce n'est pas seulement au nom de cette discipline de parti. Il se sent lié par une réelle « connivence de génération » et il sait gré à François Léotard d'avoir réussi à rendre à nouveau « crébible » le PR. « C'est très important », souligne-t-il en racontant sa tristesse le jour où il a vu sur la permanence de son parti, rue de la Bienveillance « A louer ». « C'était notre maison. Nous ne pouvions comprendre qu'après sept ans de pouvoir, on n'ait plus rien, on se retrouve tous à la rue. C'était faire peu de cas des partis ! »

Alors, il ne peut qu'être « sensible aux efforts d'organisation » de son secrétaire général, à sa volonté d'instaurer « une démocratie interne », et de faire naître un « esprit d'équipe ». « Il y a en plus chez « Léo » quelque chose de chaleureux que l'on n'a pas beaucoup connu avant. Léo, c'est un type de cœur même s'il a des imperfections... »

Parce qu'il existe cet « esprit de camaraderie » chez tous ceux qui ont connu 1981, Francis Delattre part confiant à la bataille des législatives. Il sait que François Léotard et Michel d'Ornano, responsables des élections, la soutiendront envers et contre tous, notamment contre François Fromant-Meurice, qui compte, lui, sur l'appui de son parti, le CDS.

« Ils ne peuvent pas me faire un enfant dans le dos, pense à haute voix Francis Delattre. Ils savent que pendant la campagne présidentielle de 1981, je me suis occupé de tout le Sud-Ouest, et c'était un boulot de chien... » Evidemment...

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.



A COMPTER DU 9 JUIN GULF AIR VOUS OFFRE 3 CLASSES EXCEPTIONNELLES A DESTINATION DU GOLFE.

PREMIERE CLASSE *Falcon* BUSINESS CLASS

- * Le siège-couette le plus confortable jamais proposé.
- * Menu de 6 plats agréés par la Chaîne des Rôtisseurs.
- * Plus le café à la cardamome, les dattes d'Oman et le traditionnel au rovoir arabe.

- * 35 sièges super larges pour travailler ou vous reposer.
- * Cuisine internationale et Moyen-Orientale.
- * Boissons et distractions gratuites.
- * Pochettes confort.

GOLDEN ECONOMY CLASS

- * 12 programmes en stéréo et film gratuit.
- * Un choix de repas.
- * Des fruits frais.
- * Journaux et magazines internationaux.
- * Un nécessaire de nuit.

En fait tous les petits plus que vous attendez d'une Classe Affaires Gulf Air vous l'offre en GOLDEN ECONOMY CLASS.



Pour plus d'informations contactez votre agence de voyages ou GULF AIR 115/ 117, Champs Élysées 75008 Paris - Tél. : 723.70.70.

ABU DHABI AMMAN ATHENS BAHRAIN BANGKOK BEIRUT BOMBAY CAIRO COLOMBO DELHI DHAKA DUBAI FRANKFURT HONG KONG JEDDAH KARACHI KHARTOUM KUWAIT LARNACA LONDON MANILA MUSCAT PARIS RAS AL KHAIMA RIYADH SALALAH SANAA SHARJAH TUNIS



Taux de fret

Sur la plus grosse part, naturellement. Bien que la réponse semble évidente, l'importance du coût total de distribution disparaît souvent derrière l'écran d'une ristourne sur le taux de fret. Et l'on oublie la possibilité de substantielles économies sur l'ensemble de la chaîne logistique. Bien sûr, on peut se laisser tenter par des taux de fret alléchants. Mais si ça n'était qu'un leurre?

ScanDutch/CGM, pour vos expéditions sur l'Extrême-Orient, et en calculant les frais annexes au transport proprement dit, comme les frais financiers sur les marchandises en transit et les stocks, les coûts de magasinage, l'assurance etc.

calculera avec vous comment réaliser des économies sur la part la plus importante. En quelques minutes, vous découvrirez les avantages financiers que vous procure le service ScanDutch/CGM, en comparaison d'une simple ristourne sur le taux de fret.

ScanDutch  **CGM** 
Le transport de 1^{re} Classe

Agents en France: CGM. (Amneo): PARIS (01) 776 71 71 · DUNKERQUE (28) 59 33 59 · LYON (78) 58 07 39 · STRASBOURG (88) 22 33 00 · TOULOUSE (61) 62 01 62 · GEMER: MARSEILLE (91) 91 92 11 · ALFRED BALGUERIE S.A.: BORDEAUX (56) 39 33 33 · PLATE-RUYS & CIE.: LE HAVRE (35) 22 57 25.

...the ...
...of ...
...and ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...

[illegible][illegible]

député soc

U. S. Army
Academy of Artillery
at Fort Monmouth, N. J.
Major General
The Adjutant General

[illegible]

A. John C. ...
C. ...
B. ...
D. ...
E. ...

Rencontre

Salles LSC 2
M^{re} M...

15 hours-13 hours
 Atrial 1. - FORTNIGHT
 Atrial 2. - PROGRESS
 Atrial 3. - SANDS
 Atrial 4. - A MILE
 15 hours-13 hours
 Atrial 5. - ECHO
 Atrial 6. - ALARM
 Atrial 7. - TIDE
 Atrial 8. - NOISE

10 heures-13 heures
Forum A - Crise
10 heures-17 heures
Forum B - Emploi
14 heures-18 heures
Forum C - France

Des alternatives
10 heures - 13 heures
les expériences en
littérature et mouvements
nouvelle ?
Avec des représentants
écologistes, marxistes,
Gauche Lorraine, etc.
14 heures - 17 heures
séances alternatives

EXP
PROMOTED SOCIETY UNITED
APAGE / OCEAN
SAMIC, 124

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

POLITIQUE

PS CONTRE MRG EN TARN-ET-GARONNE

Les socialistes demandent que M. Baylet quitte le gouvernement

De notre correspondant

Toulouse. - En Tarn-et-Garonne, la majorité gouvernementale PS-MRG vient de recevoir un nouveau coup de canif qui serait peut-être sans conséquences réelles si un secrétaire d'Etat n'était pas impliqué. Treize conseillers généraux socialistes, huit maires et un député du département ont fait parvenir à M. Fabius un télégramme daté du 20 mai dans lequel ils demandent au premier ministre de relever de ses fonctions M. Jean-Michel Baylet secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures.

Dans ce texte, les élus socialistes constatent que « M. Baylet, toujours membre du gouvernement, a entrepris, avec la complicité active de certains fonctionnaires de l'Etat, une vaste chasse aux sorcières parmi le personnel départemental ». En conclusion, les élus socialistes demandent au premier ministre « de prendre ses responsabilités ».

C'est la première fois que la rivalité PS-MRG s'affirme avec autant d'aigreur dans un département accoutumé pourtant aux querelles de voisinage. Les socialistes se sentent floués. Après l'élection de M. Baylet à la présidence du conseil général de Tarn-et-Garonne, une élection acquise avec l'aide de certains élus de droite, les socialistes, majoritaires à l'Assemblée départementale ont le sentiment très net d'avoir été sacrifiés à la raison d'Etat. Les plus critiques ont craqué pas en privé, de mettre en cause le premier ministre, suspecté de s'accrocher à une idée de Front républicain, contre l'avis de son propre parti. N'est-ce pas M. Fabius lui-même qui aurait juste avant l'élection à la présidence du Tarn-et-Garonne fait savoir à ses amis

« qu'il n'ouvrirait pas une crise ministérielle pour le département ».

M. Baylet a refusé de répondre officiellement. Reste la chasse aux sorcières : un attaché de presse, un conseiller aux communes, et le directeur des services renvoyés ou mis sur la touche... « Une simple réorganisation du cabinet », explique le président du conseil général.

Mais il est vrai que, dans ce département dont le MRG croyait avoir fait sa chasse gardée, « l'union républicaine » entre les deux familles de la gauche démocratique a souvent tourné à la foire d'empoigne. L'élection au bénéfice de l'âge, en 1982, du socialiste Louis Delmas, alors maire de Montauban, n'avait été possible que grâce au retournement d'un élu MRG, immédiatement montré du doigt par le quotidien *la Dépêche du Midi*, qui tirait le lendemain sur le « traître ». Un traître responsable de la défaite de M^{me} Evelyn Jean-Baylet, PDG du quotidien régional. Manifestement, le clan Baylet était bien décidé à laver l'affront. C'est aujourd'hui chose faite, profitant de surcroît du parapluie gouvernemental.

C'est contre cette « rente de situation » que se révoltent aujourd'hui les socialistes tarn-et-garonnais, conscients qu'en 1986 les élections législatives pourraient bien leur réserver une nouvelle mauvaise surprise.

En brandissant l'étendard Jospin contre la banderole Fabius, ils tentent d'ouvrir la nasse dans laquelle ils se sentent enfermés. Du même coup, ils laissent entendre que le gouvernement et le Parti socialiste pourraient bien ne pas être tout à fait sur la même longueur d'onde.

GÉRARD VALLÈS.

Salon la SOFRES

M. ROCARD MENACÉ PAR M. FABIUS

Le dernier sondage de la SOFRES, consacré à l'image de M. Michel Rocard, et réalisé du 3 au 7 mai auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes pour un groupe de journaux de province, confirme la popularité de l'ancien ministre de l'Agriculture. 59 % des personnes interrogées (contre 31 %) éprouvent pour lui de la sympathie, et 47 % (contre 30 %) pensent qu'il ferait un bon président de la République.

Mais l'enquête indique également que le premier ministre se pose de plus en plus en rival. Ainsi, des deux hommes, M. Fabius est celui qui a le plus d'avenir (44 % contre 26 % à M. Rocard) et celui qui représente le mieux le « socialisme moderne » (35 % contre 29 % à M. Rocard). L'ancien ministre de l'Agriculture reprend l'avantage au chapitre des qualités d'homme d'Etat (36 % lui en accordent plus qu'au premier ministre; 30 % en accordent davantage à M. Fabius). De même, en cas d'élection présidentielle, M. Rocard est toujours le meilleur candidat socialiste devant M. Fabius (37 % contre 27 %), mais, par rapport à une précédente enquête réalisée par la SOFRES en novembre 1984, il perd quatre points, tandis que M. Fabius en gagne dix.

C'est surtout chez les sympathisants socialistes que le premier ministre enregistre le plus grand progrès. Alors que, en novembre 1984, ils n'étaient que 19 % (contre 55 %) à penser que M. Fabius serait meilleur candidat que M. Rocard, ils sont désormais 41 % contre 39 %.

Un sondage Louis-Harris

1986 LAISSE LES FRANÇAIS PERPLEXES

Les résultats du sondage réalisé par Louis-Harris les 13 et 14 mai auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes et publié par *l'Evénement du Jeudi* bousculent quelques idées reçues.

D'abord, sur une victoire de l'opposition en 1986. A la question « Soutenez-vous que la droite, c'est-à-dire l'UDF et le RPR, revienne au pouvoir en 1986 ? », 37 % des personnes interrogées répondent « oui », 36 % « non » et 23 % ne se prononcent pas. Les Français semblent tout aussi perplexes sur la composition du gouvernement qui aurait leur préférence après les législatives : 7 % se prononcent en faveur d'un « gouvernement de toute la droite avec le Front national » ; 21 % en faveur d'un « gouvernement de droite sans le Front national » ; 21 % en faveur d'un « gouvernement d'alliance des libéraux modérés et des socialistes modérés » ; 16 % en faveur d'un « gouvernement d'union de la gauche » ; 10 % en faveur d'un « gouvernement d'union nationale ». Mais 25 % ne savent pas.

Cette enquête indique d'autre part que les Français ne sont pas aussi favorables au libéralisme qu'on le croit généralement. Ainsi, 76 % des personnes interrogées (contre 13 %), ne souhaitent pas que le gouvernement qui sera mis en place après les législatives supprime l'impôt sur les grandes fortunes ; 55 % (contre 29 %), ne souhaitent pas qu'il rende les licenciements plus faciles dans les entreprises ; 58 % (contre 28 %), qu'il supprime les contrôles des prix ; 54 % (contre 22 %), qu'il privatise les principales universités ; 47 % (contre 30 %), qu'il décide que l'Etat ne subventionne plus les entreprises en difficulté. De même, 46 % (contre 40 %), ne désirent pas que le futur gouvernement expulse les immigrés sans travail.

● L'opposition se divise à Tourcoing. - La section RPR de Tourcoing (Nord) a demandé à ses élus « de constituer un groupe autonome au sein de la majorité municipale », que dirige M. Stéphane Dermaux, UDF. « L'union pour le renouveau de Tourcoing », qui regroupait toutes les composantes de l'opposition, avait enlevé aux élections municipales de mars 1983, 42 des 53 sièges à pourvoir. Le maire de Tourcoing, M. Dermaux, UDF, a déclaré « ne pas s'expliquer les raisons de cette foudrue ». Le premier adjoint, M. Delmarte, RPR, a précisé pour sa part, qu'il ne s'agissait pas d'une scission, mais simplement « d'accorder à chacun sa place dans la majorité municipale ».

Décès de M. Gabarrou député socialiste, maire de Castres

M. Jean-Pierre Gabarrou, député socialiste du Tarn, maire de Castres, est décédé mercredi 22 mai d'une crise cardiaque.

[Né le 12 août 1944 à Castres, docteur en médecine, diplômé de pédiatrie, M. Gabarrou avait adhéré au Parti socialiste en 1975. Il avait été élu maire de Castres en 1977, battant le maire sortant RPR, M. Limouzy, de seulement cent quatre-vingt voix mais en 1981 il

confirmait son implantation en battant de nouveau M. Limouzy et demeurait député de la deuxième circonscription du Tarn. En 1983 il était réélu maire de Castres. M. Gabarrou était à l'Assemblée nationale membre de la commission de la production et des échanges.

Il sera remplacé à l'Assemblée nationale par sa suppléante, M^{me} Jacqueline Alquier, adjoint au maire de Labruguière et conseiller général du canton.]

(Publicité)

M. André, G. Andrieux, D. Anger, A. et J. Archimbaud, E. Balibar, P. Bauby, J.-C. Beauchamp, F. Bédaride, M. Bernard, A. Bornet, P. Bourg, M.-C. Bougan, G. Brau, E. Bréme, J. Brière, J.-M. Brochen, E. Butzbach, G. Carpentier, R. Charlet, J. Chénouet, J.-F. Clément, C. Clément, D. Clément, Y. Cochet, J.-G. Collet-Bertrand, S. Coqueron, Y. Crapreau, M. Donat, B. Drono, P. Dumas, G. Dumais, G. Feldman, F. Galland, F. Gend, Y. Gencow, G. Granier, C. Grénot, P. Guittard, B. Guichard, H. Hertzfeld, M. Jovine, G. Labrie, J.-P. Lemaire, D. Lardoux, A. Laviolette, P. Lefèvre, J.-P. Le Goff, F. Lefèvre, J.-P. Lemaire, C. Leneveu, S. Leneveu, A. Lipietz, J.-J. Mabillot, G. Molins, J.-M. Muller, M. Najman, B. Negroni, P. Nugues, C. Palmer, S. Perrin, J.-L. Peyroux, P. Poisson, J.-C. Poissot, L. et M.-H. Proust, C. Rey, D. Richter, P. Rostkowitz, Y. Roucaute, C. Sigala, P. Silvestre, J.-L. Souchon, J. Simeas, C. Turin, P. Virilo, S. Volkoff, J.-M. Ziegelmeyer, C. Weller, M. Bural, B. Corlet, C. Levi, E. Respe, J.-P. Vigier, G. Weyand

vous invitent à participer aux
Rencontres de pratiques alternatives
Paris, samedi 25, dimanche 26, lundi 27 mai
Salles LSC 18, 69 ter, rue de la Chapelle, 75018
M^{re} Marx-Dormoy ou Porte-de-la-Chapelle

PROGRAMME Samedi 25 mai

10 heures-13 heures :
Atelier 1. - Formation : quels enjeux pour l'alternative ?
Atelier 2. - Promouvoir une communication alternative.
Atelier 3. - Santé.
Atelier 4. - « Mouvements nationalitaires », un défi.
15 heures-18 heures :
Atelier 5. - Ecole : quelle expérimentation ?
Atelier 6. - Alternatives et démocratie locale.
Atelier 7. - Tiers-monde. Coopération, développement, solidarité.
Atelier 8. - Nouvelles technologies, un espace à prendre ?

Dimanche 26 mai

10 heures-13 heures :
Forum A. - Crise écologique
10 heures-17 heures :
Forum B. - Emploi : quelles solutions ?
14 heures-18 heures :
Forum C. - France plurielle, multiculturelle : de la coupe aux livres.

Lundi 27 mai

Deux tables rondes
Des alternatives sociales aux alternatives politiques ?
10 heures-13 heures : En Europe. Comment se sont constituées les expériences alternatives ? Quelle place ont-elles accordée aux luttes et mouvements sociaux ? Forment-elles une identité politique nouvelle ?
Avec des représentants de : Liste alternative de Hambourg. Liste écologiste municipalité de Liège. Liste alternative Wien. Conseil du Grand Londres. Militants alternatifs italiens.
14 heures-17 heures : En France. Quel rôle politique jouent les pratiques alternatives ?

EXPORTEZ EN ARABIE

Palmiers, sociétés franco-arabes, toutes expériences, implantation commerciale et industrielle ARABIE/ISRAËL, en charge de vos relations, recherche vos meilleurs partenaires, etc.
SAMIC, 10 bis, rue des Poissonniers, 92200 Neuilly - 747-96-28

L'EVENEMENT

AU SOMMAIRE
CETTE SEMAINE

DEBAT

A propos de l'affaire Grégory :
les journalistes sont-ils des pourris ?

ENQUETE

Ce que les Français souhaitent pour 1986

REPORTAGE

Les ouvriers de chez Renault
face au spectre de la faillite

PROPOS

Tapie : faire de la politique ? Pouah !

ETRANGER

Le Nicaragua entre le rouge et le noir ?

FILATURE

Nous avons retrouvé
les bijoux du hold-up Cartier

SCIENCES

L'accouchement sans douleur
était-il un mythe marxiste ?

DOCUMENT

Les secrets de Howard Hughes

DOSSIER

Connaissons-nous Victor Hugo ?

Et aussi

L'EVENEMENT a six mois
Où en est-il ?

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 22 mai sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

LA SIMPLIFICATION DES PROCÉDURES ET L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS PÉNALES

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à la simplification des procédures pénales et à l'humanisation de l'exécution des peines.

1. - Une première série de dispositions de ce texte vise à simplifier et à accélérer le déroulement des procédures et, ce faisant, à réduire la durée des détentions provisoires.

Elle concerne en particulier :
- la procédure devant le juge d'instruction, qui, sur de nombreux points, sera allégée et modernisée : simplification des restitutions d'objets saisis, des circuits de diffusion des commissions rogatoires, des formalités de notification des ordonnances rendues par le juge ;
- la transformation de certains délits en contraventions. Cette mesure permettra de décharger les tribunaux correctionnels des poursuites pour défaut d'assurance, de carte grise, de permis de conduire (sauf en cas de récidive). La répression de ces infractions sera assurée de façon tout aussi efficace, mais plus simple et plus rapide, devant les tribunaux de police. Pour les contraventions les moins graves, les procédures simplifiées de l'amende forfaitaire et de l'amende pénale fixe seront étendues ;
- la limitation des causes d'annulation tardive des procédures en matière criminelle.

II. - Une seconde série de dispositions vise à limiter le recours aux courtes peines d'emprisonnement par les innovations suivantes :
- possibilité laissée au juge, lorsqu'un prévenu condamné par défaut ne comparait pas, de modifier dans certains cas la peine antérieurement prononcée ;
- possibilité pour le tribunal, en cas de condamnation à une peine

d'emprisonnement de six mois au plus, d'accorder un sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ;
- assouplissement des conditions d'application du régime de la semi-liberté, qui pourra être accordé plus largement, notamment en fonction de considérations d'ordre social, pour des mères de famille par exemple.

Ces réformes, qui ont fait l'objet d'une concertation approfondie avec les professions judiciaires, donneront une plus grande efficacité à la justice pénale, tout en limitant au minimum le recours à l'incarcération.

RACCORDEMENT DES AUTOMOBILES À LA FRONTIÈRE FRANCO-SUISSE

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord franco-suisse relatif au raccordement des automobiles entre Saint-Julien-en-Genevois et Bardonnex.

Cette opération, tout en améliorant le trafic local, assurera la continuité autoroutière entre Paris et Genève et permettra de relier directement les réseaux autoroutiers du nord et du sud de l'Europe.

CLARIFICATION ET HARMONISATION DU RÉGIME DES INTERVENTIONS D'URGENCE DES TRANSPORTS SANITAIRES

Le secrétaire d'Etat chargé de la santé a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires.

Ce texte a pour objet de permettre une meilleure coordination des actions menées dans un département par tous ceux qui participent à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires, qu'il s'agisse des médecins, des transporteurs ou des services publics et privés.

Il donne une base législative à l'action que mènent les services d'aide médicale urgente (à l'heure actuelle 90 SAMU et 11 « Centre 15 ») et fixe les modalités de leur financement.

Le projet définit par ailleurs les conditions dans lesquelles sont

assurés les transports sanitaires, la nature des obligations qui peuvent leur être imposées et les modalités de leur prise en charge par l'assurance-maladie.

LES ATTRIBUTIONS DU MINISTRE CHARGÉ DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Le premier ministre a présenté au conseil des ministres un projet de décret relatif aux attributions du ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie.

Ce texte confie au ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie les attributions précédemment dévolues en ce domaine au premier ministre et met à sa disposition les services compétents.

LES SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIÉTÉ DANS LE DISPOSITIF FRANÇAIS DE RECHERCHE

Le ministre de la recherche et de la technologie a présenté au conseil des ministres une communication sur la politique de recherche en sciences de l'homme et de la société.

Dans ce secteur de la recherche, qui emploie plus de 20000 chercheurs et techniciens, dont 13500 appartenant à l'enseignement supérieur, l'action des pouvoirs publics s'ordonnera autour de trois grands axes.

1) L'ouverture de la recherche. Les liens des recherches en sciences de l'homme et de la société avec les autres disciplines scientifiques seront renforcés, de façon à leur faire bénéficier des techniques utilisées dans ces disciplines et à leur permettre de mieux appréhender leur impact sur l'évolution de la société.

2) Les échanges avec les pays étrangers seront développés. La modernisation des structures de la recherche.

3) L'amélioration des moyens des laboratoires et des équipes de recherche. Un effort budgétaire sera réalisé dès 1986 pour améliorer l'installation et l'équipement des laboratoires de recherche.

4) L'insertion des sciences de l'homme et de la société dans un système documentaire de dimension nationale permettra aux chercheurs d'accéder plus facilement à la documentation nécessaire à la poursuite de leurs travaux.

5) Les moyens d'enquête des chercheurs seront améliorés et des banques de données thématiques seront mises en place.

L'ACTION EN FAVEUR DU MÉCÉNAT

Le ministre de la culture a présenté au conseil des ministres une communication sur l'action des pouvoirs publics en faveur du mécénat.

En vue de favoriser la participation des entreprises à la vie culturelle, le gouvernement a engagé une politique orientée dans deux directions principales.

1) L'amélioration de la fiscalité. Depuis le vote de l'article 79 de la loi de finances pour 1985, les entreprises peuvent déduire de leur bénéfice imposable 2 pour 1 000 de leur chiffre d'affaires, au lieu de 1 pour 1 000 précédemment. Cette déduction est possible lorsque ces sommes sont affectées à des dépenses d'associations ou à des fondations d'intérêt général à caractère culturel, ayant reçu un agrément conjoint du ministre de la culture et du ministre de l'économie, des finances et du budget.

Par ailleurs, une circulaire du 12 avril 1985 institue la possibilité de déduire intégralement les dépenses de parrainage des entreprises. Toute entreprise qui apporte son soutien à une action culturelle, en valorisant son image de marque par l'inscription de son nom sur l'œuvre, peut déduire, comme dépense publicitaire, la totalité des sommes ainsi consacrées à la création. La notion de parrainage culturel est donc dans notre droit fiscal et conduit à retenir des projets culturels dans la stratégie des entreprises.

2) Une action d'information. Initulée Mécénat mode d'emploi, une plaquette d'information sur le mécénat sera diffusée prochainement à trente mille exemplaires par le ministère de la culture et par les chambres de commerce et d'industrie.

Elle fournira aux entreprises une série de renseignements pratiques sur leurs possibilités en matière de mécénat et une liste d'institutions susceptibles de les conseiller.

Elle sera complétée au mois de juin par un guide technique détaillé sur les aspects juridiques du mécénat (fiscalité, assurance, responsabilité).

Loin de revendiquer un quelconque monopole, l'Etat cherche ainsi à encourager la présence de nouveaux acteurs dans le secteur culturel.

Promotions et nominations militaires

- Le général Saulnier à la tête des armées
- Le général Forray devient chef d'état-major à l'Elysée
- Le général Lardry commande la force d'action rapide

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Charles Hernu, le conseil des ministres du mercredi 22 mai a approuvé les promotions et nominations suivantes.

1. - Est nommé chef d'état-major des armées, le général d'armée aérienne Jean Saulnier, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

2. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de terre, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

3. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

4. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

5. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

6. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

7. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

8. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

9. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

10. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

11. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

12. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

13. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

14. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

15. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

16. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

17. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

18. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

19. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

20. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

21. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

22. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

23. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

24. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

25. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

26. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

27. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

28. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

29. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

30. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

31. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

32. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

33. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

34. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

35. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

36. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

37. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

38. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

39. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

40. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

41. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

42. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

43. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

44. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

45. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

46. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

47. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

48. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

49. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

50. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

51. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

52. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

53. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

54. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

55. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

56. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

57. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

58. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

59. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

60. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

61. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

62. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

63. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

64. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de mer, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

65. - Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée Jean-Louis Lacaze, en remplacement du général d'armée Jean-Louis Lacaze qui atteint la limite d'âge de son rang le 31 juillet prochain et qui a été nommé conseiller spécial du ministre de la défense pour les relations militaires avec les pays africains ayant signé des accords de défense ou des accords d'assistance et de coopération militaire avec la France.

</

18. Portraits : Eric Jourdan, l'anarchiste tranquille ; une chasse spirituelle, par Julien Green.
20. Lettres étrangères : un rességné nommé Fitzgerald. 22. Philosophie : Georges Lukacs et les tragédies du siècle.

Le Monde DES LIVRES

LE 22 MAI 1885 MOURAIT VICTOR HUGO

Le combattant de la justice

22 mai 1885 : cent ans après, jour pour jour, M. Robert Badinter, garde des sceaux, a prononcé à la Sorbonne un éloge du « poète national ». Voici un large extrait de ce texte, qui rappelle les combats menés par Victor Hugo contre la peine de mort, le bagne et la misère des prisons.

PAR ROBERT BADINTER

PLUS qu'aucun homme public dans son siècle, Hugo a été le champion et le héros d'une autre justice, plus humaine, plus fraternelle que celle de son temps. Et c'est ce message adressé à la conscience humaine, éclairant, inspirant sa vie et son œuvre, qui leur donne cette force et cette unité incomparables.

Le plus souvent, les écrivains accomplissent ces engagements décisifs tardivement, alors que leur œuvre est presque achevée et leur gloire acquise. Ainsi pour Voltaire, déjà sexagénaire lorsqu'il défend Calas, ami pour Zola, qui connaît enfin le succès et les honneurs lorsqu'il écrit *J'accuse*. Ainsi pour Sartre, lorsque il milite contre les tortures pendant la guerre d'Algérie. On dirait que dans ces vies chargées d'œuvres et d'années, l'éveil à la justice s'est fait progressivement. Comme s'il fallait un long cheminement de l'intelligence et de la sensibilité pour que se lève enfin le cri de révolte : « Cette injustice-là, je ne l'accepte pas, je ne l'accepterai jamais ».

Chez Hugo, au contraire, la lutte commence dès les premières

œuvres, et ne cessera jamais. A quelles épreuves enfantines, à quels chocs de l'adolescence se relie ce refus éclatant de l'injustice, il est difficile de le déceler. Hugo, pourtant, nous livre ça et là des clefs révélatrices : il n'avait pas cinq ans lorsqu'il découvrait avec horreur les gibets dressés dans la campagne italienne. Il n'avait pas dix ans lorsque, traversant Burgos en compagnie de son frère Eugène, il assiste aux préparatifs d'une exécution capitale. Il n'avait pas seize ans lorsque, passant sur la place du palais de justice à Paris, il voit une servante qui avait volé un mouchoir marquée au fer rouge par le bourreau. « J'ai encore dans l'oreille », écrit-il quelque cinquante ans plus tard, « l'épouvantable cri de la suppliciée ». Il n'avait pas vingt ans lorsqu'il assiste par hasard au passage de la charrette qui conduisait Louvel, l'assassin du duc de Berry, à l'échafaud.

Comme l'écrivait le témoin de sa vie (1) : « A voir cet homme qui était vivant et bien portant et qu'on allait tuer (...), il avait



CAGNAT.

senti sa haine se changer en pitié (...), il avait réfléchi, avait pour la première fois regardé la peine de mort en face, et s'était écrié : la même chose dont elle le punissait... Ces impressions terribles marquèrent sa sensibilité d'adolescent. Surtout, elles forgèrent chez l'homme une conviction sans faille : que la justice pour s'accomplir puisse devenir violence faite à l'homme, à sa vie, à sa dignité, voilà ce que Hugo n'admettra jamais.

La peine de mort

Cette violence injuste de la justice, Victor Hugo en attaquera d'abord l'expression la plus saisissante, la plus insupportable : la peine de mort. D'autres, avant lui, avaient soutenu avec éclat la

cause de l'abolition, que ce soit par la plume comme Beccaria ou la parole comme Robespierre en 1790. D'autres, après lui, devaient poursuivre le bon combat, tels Jaurès ou Camus.

Mais, il n'est pas d'écrivain ni de politique qui n'ait dénoncé la peine de mort avec autant de passion, parfois de génie, que Victor Hugo. « Cette loi du sang pour le sang, je l'ai combattue toute ma vie », disait-il.

Il l'a combattue tout au long de son œuvre, depuis le *Dernier Jour d'un condamné*, en 1829, sous la Restauration, jusqu'à *Quatrevingt-Treize* en 1874, sous la Troisième République.

(Lire la suite page 23.)

(1) Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie, d'Adèle Hugo.

Portnoy orphelin

Philip Roth continue, dans « la Leçon d'anatomie », l'antisaga des Zuckerman

Il y a des succès dont on ne se relève pas. Et parfois le négatif l'emporte sur le positif, quand Eros ennuit et n'est même plus une transgression dit douloureuse mais nécessaire. On n'a pas oublié Portnoy et son complexe (1), cette « Recherche du temps perdu canularique » (2), écartelée entre la tradition yankee et la tradition juive.

Et depuis quinze ans il n'en sort pas.

Les fans de Philip Roth ne manqueront pas, bien sûr, la *Leçon d'anatomie*, autre épisode de l'existence de Nathan Zuckerman, ce double du romancier, auteur d'un livre fameux, *Carnovsky*, qui lui a valu autant de haines que de louanges. Roth s'est forgé un pré-nom qui lui permet de se disculper, de se justifier et, malgré tout, de rêver : dans l'*Ecrivain des ombres*, Nathan Zuckerman rencontra... Anne Frank et souhaitait l'épouser pour se réconcilier avec son père et tous ceux qui l'avaient traité d'antisémite ; dans *Zuckerman déshabillé*, il restait... prisonnier de Carnovsky-Portnoy, d'autant plus que le livre était cause de la mort de son père. Avec la *Leçon d'anatomie*, troisième volet des « Zuckerman Folies », son destin tragique arriverait-il à un dénouement ? Le voilà orphelin, mais aucunement libéré, cloué sur un tapis dans son bureau par une douleur du dos qui l'empêche d'écrire et le contraint à n'être qu'un amant dépendant et passif que se partagent quelques femmes de passage.

L'homme malade a besoin de sa mère ; si elle n'est pas là, d'autres femmes peuvent faire l'affaire. Quatre autres femmes faisaient l'affaire pour Zuckerman... Ainsi commence cette *Leçon d'anatomie*, séance de dissection d'une cervelle délirante désolante. « Il n'avait jamais eu autant de femmes à la fois, ni tant de médecins, ni d'ailleurs autant de vodka, abattu si peu de travail, ni connu un désespoir de proportions aussi cruelles... »

Anthropologue en chambre, notre héros horizontal a le choix entre Diana, Gloria, Jaga, Jenny... Un universitaire réputé, critique connu, Milton Appel, qui a assassiné Carnovsky et son

auteur pour antisémitisme, fait demander à Zuckerman d'écrire une tribune à propos d'Israël. Nous sommes en 1973, l'année de la guerre du Kippour, et Zuckerman va bientôt avoir cinquante ans. Il ne sait comment se défilier. « Je ne suis pas un expert à propos d'Israël. Ma spécialité, c'est Newark. Et encore, pas même Newark. Le quartier de Weequahic. Et, s'il faut dire la vérité, même pas l'ensemble du quartier. Mon autorité ne va pas au-delà de Bergen Street... » Il faut qu'il tienne. « Un autre livre : c'est le conseil que lui donne Diana. « Tu ne peux pas te construire une existence entière de malheur pour avoir connu un succès triomphal. Arrête de traîner par terre, cesse de perdre tes cheveux, redresse la nuque et écris un livre qui ne soit pas sur les juifs. Comme ça, les juifs te foutront la paix. » Mais, au moment où il a l'impression que le pouvoir de son imagination l'a abandonné et qu'il ne peut même plus faire semblant d'être un autre, il repart dans le délire et commence des études de médecine à Chicago pour devenir obstétricien. « Je dans bien ça aux femmes », dit-il.

Malgré les réticences que suscite la lecture de ce livre, l'ironie habituelle de Philip Roth finit quand même par vous entraîner à sa suite dans ce démolissage de l'homme et de sa virilité. Quelques éclats sont d'une écriture splendide : « Maman, n'es-tu ? Il savait où elle était, chez l'entrepreneur de pompes funèbres, venue de sa robe de crêpe gris (...). Sa mère si petite, un mètre cinquante-cinq, avait disparu dans l'énormité de la mort ».

Roth orphelin a ensuite écrit l'*Orgie de Prague*, sa rencontre avec Kundera, épilogue de la « Zuckerman story ». Celle-ci porte un titre évocateur : *Zuckerman bound*. « Zuckerman prisonnier », mais aussi « relié en bivre ». Lié et relié.

NICOLE ZAND.

* LA LEÇON D'ANATOMIE, de Philip Roth. Traduit de l'américain par Jean-Pierre Carasso. Gallimard, 264 p., 92 F.

(1) Gallimard, 1970.
(2) in *Le Roman juif américain*, par Raoul Eruel. Payot, 1980.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

« Un coupable », de Jean-Denis Bredin

Naissance d'un romancier de la fraternité

L'HEURE est aux extrêmes. Longtemps, on a admis que les romans tournaient autour de deux cent cinquante pages. Depuis quelques années, où ils font carrément le double, avec suites, trilogies et sagas — en cosmétiques, on parlerait de « lignes » ; ou bien ils descendent en dessous de cent cinquante, écrits gros, avec force alinéas et pages blanches. Les récents succès de *L'Amant*, de Duras, et de la *Place*, d'Annie Ernaux, ont affirmé ce goût du bref. Au poids, la critique pense aussitôt Camus. Pour peu qu'il soit question d'un Arabe flottant dans nos institutions judiciaires comme dans une veste des Fucos, la question fuse : n'a-t-on pas cherché à réécrire l'*Etranger* ?

Jean-Denis Bredin encourt ce soupçon : après des essais imposants à tous égards sur Cailleux et Dreyfus — *L'Affaire*, — il place ses débuts tardifs de romancier sous le signe d'un lachisme et d'un moralisme très camusiens. A quoi s'ajoute une confiance moins impersonnelle et plus intemporelle qu'il n'y semble, aux accents kafkaiens : faute de père, à qui demander grâce ? Dans un monde du paraître, de qui tenir l'être ?

L'« AUTRE métier » de l'auteur, son engagement connu, et le thème d'un coupable égaré sont notre lecture : il ne peut s'agir, croyons-nous, que d'un essai romancé sur les inadéquations cruelles de la justice française aux immigrés de la deuxième génération et autres déracinés.

De fait, le livre choisit un cas de cette sorte. On voit un beur de père breton et de mère algérienne se défendre de violences à agent au cours d'une « manifestation » pacifiste et, devant l'incompréhension des juges, préférer le suicide à dix-huit mois ferme. S'il est vrai, comme Bredin le fait dire à plusieurs reprises, que l'innocence est un don, une grâce, le petit Ali en est privé à sa naissance, tel Dreyfus en son temps.

Son propre père n'échappe pas au racisme rampant lorsqu'il conseille à l'enfant de demander un vélo à sa mère, au

motif que « les Arabes sont riches ». Croyant bien faire, un témoin se désolait que le visage du prévenu « ressemble à beaucoup d'autres ». Jusqu'au médecin du Palais, qui affirme, sans penser à mal : « Les Africains sont plus fragiles qu'on ne pense. »

Mais Ali ne subit pas seulement les hasards de sa naissance. D'autres opprobres l'accablent. Il est étudiant, ce qui, d'après un codétenu plein d'expérience, ne plaît guère aux juges. Ses parents se sont séparés, et ce destin, qui n'est pas réservé aux enfants de mariages « mixtes », pèse plus que cette mixité même. L'« essentiel », « qui ne peut se dire », est qu'il n'a « jamais été un enfant » ; il s'est plutôt senti en charge de parents absents ou muets.

La justice ne fait qu'entériner les malchances du destin sans les aggraver. Elle n'est pas pire avec Ali qu'avec d'autres. Elle se contente de demeurer, sans mauvaise conscience, une justice de classe : « Les juges se connaissent tous, c'est les mêmes gens, ils se marient entre eux », résume le codétenu à la page.

De même source, il ne sert à rien de clamer sa vérité. Surtout ne pas nier, comme s'entête à le faire Ali : « c'est la complicité du boulot » des juges. D'abord « plaire », « comme dans la vie » ; être un « bon prévenu », c'est-à-dire un coupable, et un coupable qui s'excuse. Capter la sympathie par le mensonge.

De toute façon, les mats sont autant de trahisons. Dès la rédaction des premiers procès-verbaux, le magistrat instructeur coule votre vérité dans un vocabulaire déformant sans lequel la machine judiciaire ne fonctionnerait pas. Même les propos de la défense semblent « désaccordés ».

(Lire la suite page 24.)

Robert
Mallet
Ellynn
roman

« Le choix même du sujet et le génie du lieu (l'Irlande) laissent entendre qu'il le romancier est fils du poète et obéit à la même sensibilité, au même appel des sortilèges ».

Alain Bosquet/Le Figaro

GALLIMARD

nrf

LA VIE LITTÉRAIRE

L'édition des littératures étrangères

Dans son dernier numéro, *Livres Hebdo*, qui ne s'adresse pas seulement aux professionnels mais aussi aux lecteurs, a dressé un dossier à peu près complet sur les « Éditions de littératures étrangères ».

Un répertoire, le cinquième-huitième, qui consacre une part importante de leur production aux traductions en français, a été dressé, passant en revue les maisons traditionnelles et les jeunes éditeurs qui se consacrent à la recherche d'auteurs étrangers ou bilingues, ou suédois ou japonais, ou américains... (On n'a pourtant oublié, tel Jean-Cyrille Godefroy, par exemple, qui a publié Klaus Mann, Lion Feuchtwanger, Mary Renault, etc.)

Interrogée, des dizaines de Paris et de province ont été d'accord pour affirmer qu'un rayon étranger était toujours, pour le libraire, une image de marque et que, dans ce domaine, encore plus qu'ailleurs, il avait un rôle à jouer auprès du client lecteur. Ils ont signalé les dix livres qu'ils avaient les mieux vendus dans les derniers mois : *l'insoutenable légèreté de l'être* de Milan Kundera ; *Il fait beau à Paris aujourd'hui*, de Frith Uhlman ; *Araceli*, d'Elsa Morante ; *Le Mur de la peste*, d'André Bly ; *Comme neige au soleil*, de Wilhelm Soyé ; *Le Tourment*, de Klaus Mann ; *Contes d'amour, de folie et de mort*, d'Horacio Quiroga ; *Maison des esprits*, d'Isabel Allende ; *Méditations sur le scorpion*, de Sergio Solim ; *La Légende de Bloodmoon*, de Joyce Carol Oates. Une excellente sélection !

★ LIVRES HEBDO, n° 21 du 20 mai, 24 F.

« Écriture et judéité »

Sous la présidence de Michel Gayraud, historien, et de Jacques Proust, professeur de littérature française et spécialiste de Diderot, une « table ronde » s'est tenue le jeudi 25 avril à l'université Paul-Valéry de Montpellier sur le thème « Écriture et judéité ». Dans le cadre de cette rencontre, initiée par Carol Lancu, directeur du certificat Civilisation et langue d'Israël, Edgar Reichmann a présenté la genèse et la structure de son dernier roman, *Le Rendez-vous de Kronstadt* (1), couronné cette année par le prix de la Wizo. Le témoignage de Myriam Saguy, lectrice (hébraïenne) sur la poésie israélienne, a été illustré par des étudiants qui ont récité les poèmes de Léa Goldberger et de Yehuda Amichai.

Dans sa communication, Carol Lancu a retracé l'évolution du roman hébraïque depuis la fin du dix-neuvième siècle en évoquant notamment l'œuvre de Samuel Joseph Agnon, prix Nobel de littérature, et celle de David Shahar, l'un des écrivains les plus mar-

quants d'aujourd'hui, qui devait recevoir des mains du maire de la ville la médaille du Millénaire de Montpellier.

Cette « table ronde », organisée en collaboration avec la Radio juive languedocienne, qui fêtera son second anniversaire, fera l'objet d'une publication.

(1) Belfond.

Effets de neutre

« Il est tout à fait pensable que l'expérience se dissipe en simulations. (...) Il est pensable que l'expérience fourmille de conflits irréductibles, et irréductibles non pas seulement pour nous, mais en soi. » Un an, avant la première guerre mondiale, l'interrogation d'Edmund Husserl n'avait pas encore la tragique consistance que notre siècle allait se charger de lui donner. Emmanuel Lévinas, dans sa contribution à une enquête philosophique réalisée par la revue italienne *Nuovi Argomenti*, commente ces lignes de Husserl et développe l'inquiète intuition qu'elles contenaient. Sa réponse ouvre le dernier numéro d'*Exercices de la patience*, première des deux livraisons que cette revue consacre aux effets de neutre.

Parmi les nombreuses contributions qui tentent de cerner, au travers de la philosophie, de la littérature ou de l'art, cette difficile notion, retenons celle de Jean-Louis Chrétien qui analyse « l'amour du neutre » chez Plotin. « Portée à l'absolu », par le philosophe néoplatonicien, la neutralité est l'horizon où l'amour, dépassant toute forme ou figure, se déploie à l'infini. J.-L. Chrétien décrit les étapes de cette ascèse où l'âme s'élève à l'absolu.

Le neutre, qui résiste à se laisser penser, échappe à notre prise. Comme en témoigne ce riche cahier, il hante, pour le meilleur et pour le pire, la pensée et l'écriture contemporaines.

PATRICK KÉCHICHIAN.
★ EFFETS DE NEUTRE, 1 ; EXERCICES DE LA PATIENCE, n° 6, 1985 ; 166 pages, 65 F, 25, rue Houdon, 75018 Paris.

EN BREF

● CALMANN-LÉVY ET LE PREMIER MINISTRE. Le nouveau PDG de Calmann-Lévy, Jean-Étienne Cohen-Séat, peut être satisfait. La rentrée littéraire 1985 de sa nouvelle maison ne va pas passer inaperçue, puisque le 5 septembre, elle sort un livre de Laurent Fabius, dont le titre provisoire est *Moderation et rassemblement*. Cet « *Itinéraire d'une génération* » qui est aussi l'itinéraire de l'actuel premier ministre, sera illustré de photographies. Laurent Fabius avait déjà publié en 1975, la *France inégale* (Hachette).

Laforque et Toulet

Avant les *Cœuvres complètes*, à l'Age d'Homme, et un volume dans « la Pléiade », la revue *Europe* célèbre Jules Laforque. Eliot, Pessoa et Pound ont mesuré l'importance de cette « comète » qui, de Montevideo à Paris, a ouvert la voie de la poésie moderne.

Jacques Guichard, Serge Fouchereau, Claude Abestod ou Pierre-Olivier Welzer racontent la vie d'un jeune homme triste et rieur, évoquent ses amis, son œuvre. Comme Lautréamont, entre Montevideo, Laforque fut un précurseur. Obsédé par la lune, « *Vortex* », il a réuni, notamment, six membres de l'Académie française. Un tel colloque aurait fait sourire l'auteur des *Contretemps* et des *Trois impostures*. Enfin, tout arrive, et même Dutoit, qui le chicane à propos de ses « malgrés », se laisse entendre.

Toulet - Borges et Juarroz l'ont déjà dit - fut plus que le maître des « fantaisistes ». Daniel Aranyo le compare à Bashō. Pour Senghor, s'il s'inspire des Latins, il est aussi proche des poètes populaires de son village. Dès octobre 1985, la collection « 10/18 » publiera en trois volumes les romans de Toulet. — R. S.

★ EUROPE, 146, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris. Abonnements : un an, 350 F. Le numéro : 60 F.
★ PRÉSENCE DE PAUL-JEAN TOULET, La Table ronde, 189 p., 79 p.

Les énigmes de Queneau

Un colloque Raymond Queneau s'est tenu à l'université de Limoges, en mars 1984. Les éditions Clancier-Guénéud publient ses actes.

L'œuvre quénéienne, que l'on a comparée à un oignon, méritait bien d'être pelée. Un rude hiver, Pierrot

mon ami, Zazie. Loin de Rueil, des romans composés comme des poèmes, avec rigueur, on ne résiste pas à l'envie de les lire en large et en travers.

Queneau fut un classique et un inventeur. Pierre Macherey étudie ses emprunts à la philosophie (Hegel via Kojève). Alain Calame, après Simonnet et Gayot, épluche dans le Chiendent l'arithmomanie de Queneau ; il emprunte des clés à la mythologie et à la psychanalyse. Mary-Lise Billot part à la recherche des « énigmes » de Pierrot mon ami, un roman en « métamorphose perpétuelle ».

Un long essai de Noël Arnaud, *Politique et poétique dans les romans de R. Q.*, domine l'ensemble. Arnaud parle de l'adhésion de Queneau au Cercle communiste démocratique de Souvaine. Il examine aussi Odile, un « roman polémique » où l'on reconnaît les surréalistes Breton, Péret, etc.

Queneau, ce colloque l'a encore prouvé, reste à découvrir. Il fut le plus rusé des novateurs, le moins pesant. On peut s'amuser et rêver aux côtés de ses personnages. Ils sortaient de son cerveau fertile et continuaient à gambader. — R. S.

QUENEAU AUJOURD'HUI, présenté par Georges Emmanuel Clancier. Ed. Clancier-Guénéud, 245 p., 90 F.

Le programme

de « C'est-à-dire »

« Il nous paraît nécessaire de dépasser la confusion intellectuelle ambiante et de ramener à l'état d'abandon dans lequel se trouve la critique sociale », proclament Jacques Baynac, Alain Le Guyader, Américo Nunes et Stephen Schacter dans l'édition du premier numéro de *C'est-à-dire* (Arcantère Éditions ; 184 pages, 65 F), la revue qu'ils animent ensemble.

Malgré Queneau le soir tombe, une nouvelle grise à souhait de Carlos Semprun Moura, et « Terrains russes et stratégies », où, en quelques pages, Jacques Baynac dresse un panorama des mouvements révolutionnaires russes du 19^e siècle, cette publication débute, et la grandiloquence de certains textes prête à rire. Il ne suffit pas, par ailleurs, de préciser dans une note que Stephen Schacter, l'auteur de « *Étranges réflexions à Versailles* », est « un anglophone québécois écrivant directement en français. D'où le caractère inhabituel de sa prose » pour que cela rende plus digeste un article ardu et bécot.

Reconnaissons toutefois que le programme de *C'est-à-dire* ne manque pas d'ambition, puisque l'on nous promet pour les prochaines livraisons : des textes sur l'actualité, des écrits littéraires, des réflexions philosophiques, des recherches historiques, des analyses économiques et des essais politiques. Quant aux thèmes abordés, ils iront de « l'idéologie de la propriété » aux « formes bureaucratiques et criminelles du terrorisme » en faisant un petit détour par « la reconversion des idéologies traditionnelles ».

PIERRE DRACHLINE.

DURAS

LA DOULEUR

«Après le succès de *L'Amant*, quel électrochoc ! Duras, à sa manière inattendue, brutale, nous jette en travers de son succès les moments nus, les plus douloureux de sa vie.»

Jacques-Pierre AMETTE / LE POINT

«Un livre considérable pour la connaissance d'une époque, d'une vie, d'un art... voilà confirmée une clef de l'artiste Duras : la netteté foudroyante dont elle entoure l'ineffable, sa voix coupante, c'est de quelqu'un qui a vu la mort de près, et les armes à la main.»

Bertrand POIROT-DELPECH / LE MONDE

«Six textes, baignant comme *Nuit et brouillard* dans la pénombre de l'innommable.»

Marianne ALPHANT / LIBÉRATION

«Quelle est cette puissance qui pousse ici la littérature hors de ses limites, nous attire loin hors de nos lieux apprises, nous interpelle comme un cri humain surgi de la nuit ? Et comment fait-on la critique de « ça » ? Existe-t-il seulement un mot pour dire la sincérité qui se surpasse ? La noblesse désespérée de l'attente et du refus ?»

Frédéric FERNEY / LE NOUVEAU OBSERVATEUR

«Nous sommes ici au large de la littérature : dans les eaux territoriales du désordre intérieur.»

Mathieu GALEY / L'EXPRESS

«La sincérité de *La Douleur* a de quoi choquer et désarmer.»

Françoise DUCOUT / ELLE

«...ces mots là, coupés dans la chair défaite, volés, volés à la peur et à l'horreur...»

Frédérique MÉRIE / LE MATIN

«On connaît aujourd'hui la Duras romancière, enfin couronnée, de *L'Amant*, il reste à découvrir celle qui, à trente ans, pleurait et mourait d'espérer...»

Michèle GAZIER / TÉLÉRAMA

«*La Douleur* témoigne de la maîtrise d'un style dont la perfection capte aussi bien la réalité, si intolérable soit-elle, que la petite musique intérieure de l'auteur, si personnelle, si originale : incomparable.»

Roger DOSSE / L'ÉVÉNEMENT DU JEU

«Encore moins que tout autre, l'art de Duras ne s'explique pas. Il s'impose.»

François CORNUT-GENTILLE / LA CROIX

Un volume 208 pages - 69 F

P.O.L

MICHEL JEURY.

SCIENCE-FICTION

Mirages dans l'azur

● POHL ET KORNBLOUTH ont déjà été réunis dans le très célèbre *Planète à gogos* (Denoël). Les voici de retour, chevauchant une étoile double... Ici, chacun signe son propre texte, à mi-chemin entre longue nouvelle et roman court, puisque c'est la règle du jeu dans la collection de Robert Lout. L'étoile double. Le récit de Frederik Pohl, sarcastique et noir, comme il se doit, met en scène une société sans dessus dessous, où les pauvres doivent consommer à outrance pour résister aux surpays alimentaires, tandis que les riches ont le temps de vivre et le droit de travailler. Kornbluth exploite et explore le thème ultra-classique de l'univers parallèle où les Allemands et les Japonais ont gagné la deuxième guerre mondiale. L'intrigue est habile, le ton vigoureux ; et le cas de conscience posé au héros vaut à lui seul le voyage. Ces histoires datent des années 50, mais elles n'ont pas pris un ride. (*Heureux les humbles*, de F. Pohl, traduit de l'américain par Michel Demuth, et *La Moindre des flammes*, de C.M. Kornbluth, traduit de l'américain par Michel Deutsch, Denoël, un volume, 160 p., 19 F.)

● HISTOIRES DE MIRAGES s'achève juste à temps sur une note d'humour quipe (noir et jaune). Si cette bouffée d'oxygène avait tardé quelques pages de plus, le lecteur aurait risqué de périr d'angoisse dans tous ces mondes de fantasmes et de faux-semblants. Mais la qualité des œuvres n'est pas en cause, et la science-fiction se veut aussi une littérature de l'angoisse. Le recueil s'ouvre sur une préface implacable de Gérard Klein : *Mort aux gardiens de la loi*, véritable psychanalyse du génie créateur. Au sommaire, les plus grands noms : Dick, Ellison, Leibner, Shekley, Silverberg. Deux nouvelles superbes se détachent du lot : *le Rivage d'Asie*, de Thomas Disch, et *Chrysolithe entière et parfaite*, de R.A. Lafferty... Ce volume est de nos meilleurs de la Grande Anthologie de la science-fiction qui, rappelons-le, ne publie que des textes anglo-saxons. (*Histoires de mirages*, anthologie de Gérard Klein, Livre de poche, 448 p., 23 F, divers traducteurs.)

● LOUIS THIRION publie depuis une quinzaine d'années, au Fleuve noir, des romans de SF

estimables, souvent déconcertants et toujours très personnels. Son dernier livre, *Galactic paranoia*, est une histoire brève et ambiguë, sèche à complexité, comme inachevée et pourtant toute bruisante de résonances lointaines. Sans nul doute, sa meilleure réussite depuis *Sterga la Noire*. Le début fait un peu penser au fameux *A l'ouest du temps*, de John Brunner : un voyageur du futur est recueilli par une jeune psychiatre et lui raconte une histoire prodigieuse. Le psychiatre le croit. C'est une femme... Du moins s'appelle l'apparence d'une femme. Mais est-elle vraiment humaine ? Et l'espace et le temps... Un court récit, dense et prenant, d'un des meilleurs auteurs français, (*Galactic paranoia*, de Louis Thirion, Fleuve noir, 192 p., 16,50 F.)

● UN MONDE D'AZUR est peut-être le plus « vancien » de tous les romans de Jack Vance : magnifique décor marin, treché avec un mélange de minutie technique et de lyrisme visionnaire probablement sans égal, personnages vivants et attachants, sans oublier le « monstre », connu sous le nom de Roi Kragen, qui tient de l'ogre, du démon et de Moby

Dick... Les îles flottantes d'Un monde d'azur sont peuplées par les descendants d'un groupe de forçats qui ont échoué là par suite d'une avarie de l'astronef pénitentiaire. Ils vont édifier une société bizarre que Vance sait rendre vivante et passionnante. Ils affrontent un milieu naturel à la fois merveilleux et dangereux, personnifié par le Roi Kragen. Le cadre est un des plus beaux que ce grand créateur d'univers ait jamais inventés pour ses lecteurs. (*Un monde d'azur*, de Jack Vance, Presses Pocket, 224 p., 14,50 F, traduit de l'américain par Jacqueline Remillet.)

● LES GRANDS PRIX DE LA SCIENCE-FICTION FRANÇAISE ont été décernés cette année à André Ruellan, pour *Mémo* (Denoël dans la catégorie roman) ; à René Sussan, pour *Un fils de Prométhée*, nouvelle parue dans le recueil *les Insolites* (Denoël) ; à Robert Escarpit, pour *l'Enfant qui venait de l'espace* (« Je bouquine », n° 1, Bayard Pressa), dans la catégorie « Jeunesse » ; à Gérard Cordesse pour *la Nouvelle Science-Fiction américaine* (Aubier Mornagel, prix spécial).

● PORTRAITS

Eric Jourdan, l'anarchiste tranquille

Ecrivain mystérieux sinon maudit, Eric Jourdan vient de publier *Charité*, après un long silence, tandis que l'on réédite un autre de ses romans, les *Mauvais Anges*, interdit depuis 1956. Voici l'esquisse d'un portrait d'Eric Jourdan. De son côté, Julien Green fait l'éloge de *Charité*.

« *L* vit à sa guise, est joueur (du squash au poker), voyage, surtout en Italie et en Europe centrale. Refuse de parler de lui. »

Cet autoportrait un peu sec, au dos de *Charité*, Jourdan commence par le justifier. Il préfère parler de ses amis et admirations : Canetti, Faulkner, Novalis, Trakl, Joyce, Swift, etc. Sur les murs du grand appartement où il nous reçoit, les rideaux tirés, on reconnaît certaines des très belles œuvres choisies par Green pour un livre préfacé par Jourdan (1). Un paysage italien, d'Engèle Bernan, l'Acrobate, de Tchekhov. En fin de compte, Jourdan donne quelques indices, des dates, des souvenirs, et même plusieurs clés.

« Je voulais être sculpteur. C'est le premier des arts. Même s'il est muet et figé, on y sent, parfois, de la musique ou des paroles. Camille Claudel, par exemple, que l'on a mis si longtemps à reconnaître, a fixé des moments de musique. J'étais un cancre brillant. On m'a chassé d'une douzaine d'établissements. J'avais, très jeune, un sentiment de culpabilité qui attirait sur moi la foudre. Cela explique tous mes livres et mes pièces. On y retrouve partout quelqu'un qui est rejeté par un groupe, des adolescents, des jeunes hommes, et qui recherche son identité par rapport aux autres. »

« A seize ans, au lycée de Versailles, j'ai écrit les *Mauvais Anges*. Je me promenais avec le manuscrit, un petit cahier vert, plié dans ma poche-revolver. Une amie l'a fait lire à Jacques Grancher, l'éditeur des premiers *Lartéguy* et de romans lestes. Il l'a tout de suite publié, en 1956. L'interdiction totale est tombée. On en a pourtant vendu près de cinq mille exemplaires, sous le manteau, et ce livre a eu une célébrité souterraine. Il a été traduit en Amérique, sous le titre de *Two*. En poche, il a dépassé les deux cent mille. La traduction, par un certain Richard Howard, est détestable. Ce monsieur vient de faire la plus mauvaise traduction des Fleurs du mal qui se puisse imaginer ! »

« Pour les *Mauvais Anges*, j'ai eu quelques grands lecteurs : Julien Green, Guido Piovene, Guy Dupré, Mauriac, qui l'a beaucoup aimé mais n'a rien écrit dessus... et Faulkner. Coindreau, son traducteur, lui a apporté un jour mon roman. Ils l'ont lu ensemble. Faulkner a écrit à Coindreau que c'était une « grande respiration nocturne » (nocturnal breath). »

« Un sourire admirable »

et salvateur »

A plusieurs reprises, Jourdan demanda l'autorisation de remettre en vente les *Mauvais Anges*. La censure s'obstina à le lui refuser. Selon Jourdan, aujourd'hui, le livre séduit un public jeune, de garçons et de filles. La barrière des sexes étant tombée, et quelques tabous avec elle, ce double

récit par deux adolescents de leur passion dévorante brûle enfin ceux à qui il était destiné.

« Sans être conscient, par défi, j'avais choisi le tabou absolu de l'époque. En 1983, il tient toujours, mais la nouvelle liberté de l'esprit permet à certains de le recevoir et d'en goûter l'innocence comme et la perversité. Je voulais écrire un livre où il ne se passe rien, sauf des événements sensuels. J'admire beaucoup *Arc-en-ciel*, de D.H. Lawrence, un chant des corps, presque pur, sans aucun maniérisme. Vous devinez que je ne supporte pas les coquetteries de Cocteau ou de Radiguet, ni les marins louches de Genet, qui, sauf dans le Balcon, est tombé dans un baroque de pacotille. Mes modèles ? Des écrivains secs, rapides, comme Stendhal, ou les génies de la fulgurance verbale : Baudelaire, Rimbaud, Lautréamont. Rien ne me fascine autant que les *Fusées* de Baudelaire. »

« Pour résoudre Lautréamont, j'ai écrit des poèmes, avant et pendant les *Mauvais Anges*, que j'ai publiés ensuite sous le pseudonyme de « Rochfalmier ». (2). Je crois à l'importance du nom. Il est l'un des signes de notre destin. « Kafka », il y a dans ce nom la promesse d'un labyrinthe rempli de machines à écrire ; et dans « Franc » l'ébauche d'un sourire admirable et salvateur. »

« Un enfant de Stirner et de Lautréamont »

Après les *Mauvais Anges*, Eric Jourdan a voyagé et vécu. Il est allé en Afrique du Sud, à Berlin, en Irlande, en Angleterre. Il a continué à noircir du papier. Des poèmes encore, plus de dix pièces de théâtre. En 1958, Guy Dupré, le directeur littéraire de Plon, accepte le second roman de Jourdan, les *Penchants obscurs*, que La Différence va reprendre prochainement, dans une version complète et corrigée.

« Les *Penchants obscurs* plut à Roger Nimier. Il me fixa un rendez-vous. « A mon retour, me dit-il, nous nous verrons absolument. » Il est parti et s'est tué en voiture. Je n'ai pas vu le temps passer. Je prenais des notes. J'ébauchais des histoires. Je m'amusais à refaire les Contes de Perrault, l'un des plus grands écrivains français, selon moi. Quand j'ai appris que l'on allait rééditer les *Mauvais Anges*, il m'a semblé que le moment était venu. J'ai commencé *Charité* sans savoir où j'allais, en m'inspirant de mes séjours dans les pays baltes, un des endroits du monde où j'aimerais vivre. Tout est allé très vite. En un peu plus d'un mois, le roman était terminé. »

« En fait, je suis un anarchiste tranquille. Le héros de *Charité* est un enfant de Stirner (3) et de Lautréamont. Les Français ne savent pas encore que Stirner est l'un des esprits les plus lucides, avec Baudelaire, de l'ère des grands bouleversements. A Berlin, où je vais dans quelques jours avec Julien Green pour préparer un livre que nous écri-

rons ensemble, j'irai à la recherche de la tombe de Stirner. Je ne désespère pas de la retrouver. Pour *Charité*, si j'ai voulu effacer tout ce qui permet de situer l'action, de la dater, je me suis inspiré du « cauchemar de l'histoire » dont Joyce souhaitait s'arracher. L'une des images fortes qui m'ont hanté vient de ce qu'on m'a raconté sur une exécution, pendant la guerre, dans un camp de concentration. Les condamnés marchaient à la mort, précédés par un orchestre jouant la Vie en rose, et, comme

c'était le matin, selon un témoin, le jour était rose et bleu. Ce détail, en me lisant, il convient d'y songer et d'en mesurer la douce violence. »

RAPHAËL SORIN.

* LES MAUVAIS ANGES, d'Eric Jourdan. La Différence, 164 p., 56 F.
* CHARITÉ, d'Eric Jourdan. La Différence, 323 p., 86 F.

(1) Dans la grotte du temps, Editions du Rocher, 1978.
(2) Éclaircie, Editions Saint-Germain-des-Près, 1969.
(3) L'auteur de *L'Unique* et sa prière.

Une chasse spirituelle

par Julien Green

VOICI un chef-d'œuvre troublant. J'ai beaucoup hésité à employer ce mot de chef-d'œuvre, parce que, de nos jours, on le traîne partout. C'est cependant le mot le plus juste, le seul qui semble convenir pour *Charité*.

L'imaginaire y est singulièrement proche du vrai tel que notre siècle nous en offre d'effrayants exemples dans tous les pays du monde, comme si le propre de notre temps était de faire, littéralement et dans tous les sens, des cauchemars. C'est la raison de ce qui peut arriver à n'importe quel individu arrêté brutalement, sans raison qu'il puisse deviner, et se débattant alors entre les mains de l'arbitraire. Or le héros est un jeune homme d'une indépendance d'esprit totale, et qui rejette au fond de lui-même toute autorité et toute entrave.

L'action se déroule dans un pays des bords de la Baltique, dont les villes ne sont volontairement indiquées que par leurs initiales, pour marquer le caractère universel de cette forme de l'injustice. La fréquence de l'inattendu crée une atmosphère haletante avec des repos habillés par d'obscures angosmes. Mais l'en beau être privé de sa liberté et condamné à un supplice lent conduisent de façon inévitable à son exécution, il n'en garde pas moins une disposition au bonheur qui éclaire toutes ses pages. La peur de ce qu'on va lui faire, l'impossibilité de s'expliquer ou de savoir pourquoi il est pris dans cet engrenage, n'éveillent dans son cœur aucune haine pour ses bourreaux, et c'est une des beautés de ce livre, ce sentiment de chaleur humaine qui aplanit tous les obstacles. Là est une des sources mystérieuses de l'émotion toujours présente, mais jamais exprimée, et qui, à la longue, n'en est que plus bouleversante.

Le récit est mené d'une main sûre : une très rigoureuse économie d'adjectifs donne à chaque phrase un son et une vérité et à l'histoire tout entière une densité exceptionnelle. Son mouvement emporte jusqu'à la scène finale ; tous les détails reviennent alors à la mémoire, certains qu'on voudrait oublier, mais tous comme les fragments du puzzle indéchiffrable que la vie ne comble qu'à la dernière seconde.

Les personnages, comme dans la vie de tous les jours, passent les uns près des autres sans se comprendre, avec pourtant chacun l'ardente soif d'être accepté et aimé ; ainsi le mystère des êtres demeure entier, et le bourreau lui-même, le commandant du Camp Zéro, sinistrement inoubliable, se perd dans cette ombre de l'incompréhension et de la passion mêlées. Comme un fleuve souterrain, une force sexuelle perçue le livre, mais je vis trop éloigné, et depuis trop longtemps, de ce monde chancelant pour en parler, si ce n'est pour admirer le transfiguration de cette force dans la présence de plus en plus obsédante de la nature au fur et à mesure que se poursuit la chasse à l'homme dont la victime ne comprend pas qu'il ne s'agit plus seulement de son corps, mais de son âme.

Et dans tout ce livre d'air et de feu, sous-jacents, une autobiographie inexprimée se trahit parfois comme la découverte d'un secret inavoué.

Charité, c'est en sens fort l'Amour. Même si le titre cache une sombre ironie, l'œuvre montre, à travers les détours et les complications de son histoire, et jusque dans les erreurs terribles commises par la victime, une compréhension du prochain, un élan de sympathie humaine, qui éclatent dans les scènes de la fin périlleuses à une illumination. Alors la chasse à l'homme se change en chasse spirituelle. Enfermé dans la liberté comme il l'avait été dans le camp de la mort, l'en devient obsédé par la chair éternelle qu'on l'est dans la force de sa jeunesse, puis meurtrier par peur, ce qui ressemble étrangement dans son cas à l'Amour. Sans devenir comme sans passé, il voit se succéder, tout au long de sa fuite, parmi d'autres qui essaient de l'aider, un vieux coiffeur juif, un jeune moine, un officier, comme si pour chacun il représentait quelque chose qu'il veut à tout prix sauver. Ceux-là deviennent qui il est, car pour parler comme le jeune novice : « Qui tombe s'envole. »

PRIX LITTÉRAIRE DE LA VILLE DE YUTZ

RÈGLEMENT GÉNÉRAL

Le Prix littéraire de la ville de Yutz récompense chaque année l'auteur d'un texte inédit d'une dizaine de pages dactylographiées. Hormis les auteurs professionnels, ce prix est ouvert à tous, sans discrimination (âge, sexe, nationalité, résidence, etc.).

Le texte devra être rédigé en langue française, et s'inscrire dans le thème :

« Lorraine, jadis, naguère, parallèlement »

Ce thème, inspiré d'un recueil de Verlaine (né à Metz en 1844), permettra aux candidats d'évoquer le passé proche et lointain de la Lorraine, mais aussi son présent et son futur. Il suggère une approche originale, générique de formes et de points de vue nouveaux. La vie, la vie même de la Lorraine, de son peuple, la vie vécue dans le cœur et dans la mémoire des hommes et des femmes qui l'ont rencontrée de naissance, par amour ou par hasard : voilà ce qui doit irriguer le texte proposé, frémir et palpiter dans le tissu des mots. Il s'agit d'une nouveauté, ou d'un texte en prose.

Chaque candidat peut, s'il le désire, présenter plusieurs textes. L'œuvre sera envoyée en deux exemplaires dactylographiés. Afin de respecter l'anonymat, le texte ne portera ni le nom ni la signature de l'auteur, mais une devise simple, écrite en haut, à la droite de chaque exemplaire. Cette devise sera reportée sur une enveloppe cachetée accompagnant le dossier, et à l'intérieur de laquelle l'auteur indiquera son nom, son prénom, son adresse, son numéro de téléphone.

Les textes doivent parvenir au Service culturel de la ville de Yutz 107, Grand-Rue, 57110 Yutz, avant le 31 décembre 1985. Les résultats seront communiqués fin janvier 1986.

LIVRES

POLONAIS

et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4^e

Tél. : 326-51-09

Guy Penaud

HISTOIRE DE LA RESISTANCE en Périgord

Pierre Fanlac


L'Enfer

de la

Bibliothèque Nationale

Collection dirigée par Michel Camus

Œuvres érotiques de Restif de la Bretonne




VIENT DE PARAÎTRE

L'Enfer
de la Bibliothèque Nationale

Introduction générale de Daniel Baruch
Le Pornographe
Préface de Annie Le Brun
L'Anti-Justine
Préface de Marcel Moreau
Dom B... aux Etats Généraux
Préface de Michel Camus
Bibliographie par Daniel Baruch

150 F

Œuvres érotiques de Mirabeau



DEJA PARU

L'Enfer
de la Bibliothèque Nationale

120 F

FAYARD

Alain Hervé et son délectable Robinson

ALAIN HERVÉ, dont l'enfance s'est passée au bord de la mer, en Normandie, a cette immobilité caractéristique des gens qui ont l'habitude de se tenir au vent. Maris, dont il parle dans son roman, c'est Granville, et l'île de Chausey un pseudonyme transparent pour Chausey. Il y a fait ses classes de Robinson imaginaire. Il y a appris le goût des départs et la hantise de s'élancer de choses inotieuses. Alain Hervé est un journaliste qui ressemble vraiment à un marin.

Un jour, cette enfance fléchit, de nombreuses lectures, Defoe, Tourner, assidûment fréquentées, et les voyages du journaliste ont abouti à la décision d'écrire une nouvelle version du mythe éternel de Robinson.

« J'étais admiratif et intimidé devant le livre de Michel Tournier, déclare Alain Hervé, pourtant lentement mon projet a pris forme. Il n'y aurait pas de Vendredi. En écrivant mon récit, je me suis enivré de solitude. Un homme seul perd son humanité; très vite, il devient fou. C'est ce qui fait la puissance du mythe. »

« Je voulais traduire la souffrance et le bonheur de se promener la nuit seul sous les arbres. Tournier a écrit le Robinson politique, il a dit l'émergence du tiers-monde, il me restait la fable nue. » Lire le roman d'Alain Hervé comporte des risques : son héros, ce Je-lancinant, ébahissant, en lutte contre l'énormité, la fureur, la folie, la mort, vit d'horribles ouïes, obscures comme des chambres d'enfant abandonné. Sur une île déserte, elles sont plus longues

Quand on a vécu une enfance ilienne nourrie de lectures et qu'on a le goût des départs, on est mûr pour écrire une nouvelle version du mythe éternel. Cette fois, sans Vendredi.



encore que dans un hôpital. L'espace et le temps comptent : « Je vieillais la nuit », note Robinson.

Une histoire de vertige

On voit bien, ce Robinson est une fable métaphysique et morale. Une histoire de vertige. C'est, paradoxe, un formidable livre d'aventures, plein de suspense. Voilà quelque chose de mystérieux, puisque nous connaissons par cœur le parcours obligé des naufragés qui abordent une île « mi-verte mi-brune, comme un animal qui dort ». Il faut établir une carte de l'endroit. Il faut inventorier les ressources alimentaires. Animaux et végétaux.

a vraiment peur avec lui : il a trébuché, est ce un piège ? Une bête ? C'est un squelette humain proprement nettoyé par des cannibales.

Chaque matin, il faut apporter la preuve que le monde existe. Robinson dit : « Le temps me tracasse et me mord la rate », et il fabrique une table bien longue, un bout pour l'établi, un bout pour manger, et au milieu, une place pour écrire. Il faut écrire sous peine de se perdre, se dissoudre.

Robinson a le projet de devenir soi, d'être comme les baleines qui savent habiter à l'intérieur d'elles-mêmes. Il a la sensation d'être à deux doigts de comprendre. Pendant ce temps-là guettent les cannibales tatoués et peinturlurés. « L'île me digère ». La peau changée, l'oreille aguerrie, l'œil plus rapide, Robinson se rapproche de quelque chose de mystérieux, l'animalité, la divinité ? Ou bout de vérité ? Soit-même ?

Le récit d'Alain Hervé est, c'est le moins, plein de trouvailles. Il exalte comme font les coups de vent chaud. Il vous livre, en douce, des chargements d'odeurs et de couleurs, des dizaines de bleus, des senteurs de méduses et de chaînes rouillées, une odeur de vieux bébé poisseux qui lutte, respire fort, s'épanouit, renonce, ou peut-être accepte : Robinson, seul, réconcilié.

Un Robinson qui atteint la sagesse en acceptant secrètement d'être mangé...
GENEVÈVE BRISAC.

★ ROBINSON, d'Alain Hervé, Jean-Claude Lattès, 237 p., 85 F.

Alain Leblanc, peintre des vicissitudes

LA séparation ? Il s'y fera, dit la mère. De toute façon, elle travaille dur, l'élève seule. Elle n'a pas le choix. Mais pour Lucas, le drame. Et puis les choses tournent autrement, grâce à trois personnes : Madeleine Joubert, Fourmout, l'instituteur, et M. Werner, le violoniste; Lucas est, pour la première fois, pris en charge. Il découvre en même temps la tendresse, les livres, la musique. Mais à mesure qu'il s'éveille à une autre vie, il s'éloigne de sa mère. Irrémédiablement. Malgré elle. Il ne se résignera plus, lui.

Un beau livre, qu'on lit d'une traite. On y retrouve l'aisance, la justesse de too des romans d'Alain Leblanc. L'émotion est présente, tenue à distance par l'acuité des détails (par exemple l'évocation de la mère, à travers le regard sans pitié de l'enfant, à ce moment où elle froisse des papiers de boobons avot de s'endormir). On sent aussi, tempérant tout cela, la sympathie du romancier pour ceux qui, tant bien que mal, vivent « la vie comme je te pousse » : c'était le titre d'un précédent roman...

On voyait dans ce livre-là les difficultés d'une adolescente, Loly, et de sa grand-mère - celle-ci était contrainte de fermer, après une saisie, son atelier

Dans son dernier roman, Lucas, un jeune écrivain raconte, avec beaucoup de justesse et de sympathie, la vie quotidienne des gens modestes, et leurs efforts pour la rendre moins grise.

de couture. Loly, Lucas, ces personnages ont des traits communs : des conditions de vie, au départ, plutôt modestes, des pères plutôt absents ou démissionnaires, et le même désir de s'en sortir. C'était aussi le cas de Ludo et de Bulle, quarante ans à eux deux, le couple précaire d'Une fille pour l'hiver, Prix de la vocation 1977.

Parmi les jeunes romanciers, peu savent comme Alain Leblanc tailler dans le tissu du quotidien, montrer comment vivent les gens. « Bien sûr, concède-t-il, je suis derrière tous mes personnages, dans la fragilité de Lucas, c'est moi au même âge ; dans la hargne de Ludo face à une certaine société, c'est un peu moi il y a dix ans, et, comme lui, j'ai toujours mené une vie assez marginale. Mais je me retrouve aussi dans le goût des belles-lettres qu'a l'instituteur, M. Fourmout, ou dans le refus des compromis, manifesté par un personnage féminin comme Loly : je la voyais comme un chat qui ne veut pas se salir les pattes dans une société boueuse. »

« Cependant, mes romans ne sont pas autobiographiques. Sauf dans Lucas, une vague situation de départ. Il faut échapper à l'anecdotique. L'intrigue ne m'intéresse pas. Dans chacun de mes livres, ce qui compte, pour moi, c'est de retrouver mes préoccupations : les différences de milieux, les injustices, l'errance. En somme, les vicissitudes : ce qu'on vit dans la vie de tous les jours, les mauvais coups qui vous arrivent. Pour Lucas, comme pour Loly, « ce n'est pas, comme dit la citation de Marguerite Duras que j'ai mise en exergue, qu'il faut arriver à quelque chose, c'est qu'il faut sortir de là où on est ». Sur ce point, mes personnages me prennent en charge complètement. »

Alain Leblanc a écrit plusieurs pièces de théâtre, dont l'une a été créée à France-Culture. Une autre est en cours d'adaptation pour la télévision américaine. Mais « mon vrai parcours, pour le moment, dit-il, c'est le roman ». « J'y songe depuis

l'adolescence. Je n'ai pas écrit tout de suite. Le temps a passé. J'ai fureté, je me suis promené. J'ai travaillé dans des journaux, puis je me suis lancé. J'utilise des choses observées, ressenties. Pour cela, le journalisme est un bon exercice, qui vous oblige à regarder le monde. Mais derrière, le regard, parfois attendri, parfois un peu dur, que je pose sur mes personnages, sur le quotidien, je voudrais qu'on sente l'époque, les mentalités. »

« Pour moi, l'écriture passe par la sensation et l'émotion »

« Dans Lucas, j'ai voulu montrer que la culture, au sens large, est sans doute la barrière la plus infranchissable de toutes, indépendamment de la naissance et de l'argent, et que des gens du même sang qui n'ont pas les mêmes centres d'intérêt sont totalement étrangers. J'ai voulu mettre en rapport deux mondes, montrer que parfois ils se rencontrent, se heurtent, font voir les chances des uns et des autres. J'ai côtoyé ces deux mondes, et ce qui m'intéresse surtout, ce sont les contradictions. »

« D'un livre à l'autre, j'évolue, j'essaie d'élargir mon champ d'action. Mon prochain roman comportera plus de personnages, sur une plus longue durée ; ce sera l'histoire de deux familles, depuis la fin de la guerre jusqu'aux années 80. Je refuse de m'interroger sur l'écriture. Pour moi, elle passe par la sensation, la mémoire, l'émotion. Je pense qu'il faut être vrai, simple, direct, c'est pour moi le meilleur moyen d'atteindre la complexité et de communiquer une expérience de vie la plus large possible. »

MONIQUE PÉTILLON.

★ LUCAS, d'Alain Leblanc, Flammarion, 282 p., 85 F.

NOUVEAU TIRAGE

René CHAR

Œuvres complètes

LA PLÉIADE
GALLIMARD

Michel Schneider

le magicien

Histoires à mourir debout

Grand Prix de la Nouvelle de la Société des Gens de Lettres

« De somptueux contes baroques pleins de fureurs, de sang, de drapés qui s'enroulent sur des gouffres... »
Françoise Xenakis / Le Matin

« Une France de châteaux brumeux et d'étangs moirés, l'Empire austro-hongrois... un livre ensorceleur. »
Gilles Pudlowski / Paris Match

GRASSET

GRAHAM GREENE

LE DIXIÈME HOMME

Simple, vigoureux, merveilleusement construit et écrit, Le Dixième Homme est un grand Greene.

Michèle Gozler / Télérama

Une situation étouffante, riche en suspense, où Dieu et le diable apparaissent en filigrane et où le talent de l'auteur rayonne.

Le Figaro Magazine

L'écriture va ou plus vite, en trois serrés vers sa cible finale... C'est polpito.

Michel Braudeau / L'Express

Un écrivain immense. Son génie romanesque n'a jamais été servi aussi serré.

J.-F. Fogel / Le Point

Traduit de l'anglais par Robert Laffont

Collection Pavillons

ROBERT LAFFONT

TYCHO BRAHÉ ASTRONOME

Le roman d'une vie fabuleuse, étrange et hors du commun.

Pour le plaisir du lecteur, habilement, Paul Chatel restitue la finesse et la sauvagerie de la Renaissance.

LAURENCE COSSÉ la spécialiste

Son livre, écrit avec une sombre poésie, se lit d'un trait.

GÉRARD BONNOT observateur

En vente en librairie 89 F.

ÉDITIONS LIANA LEVI SYLVIE MESSINGER
31, RUE DE L'ARBE GREGOIRE 75006 PARIS TEL: 222.75.10

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Un rossignol nommé Fitzgerald

La nouvelle traduction de « Tendre est la nuit » — pour la première fois intégrale — va enfin permettre de revenir à ce romancier novateur dont la vie a trop souvent caché l'œuvre

FRANCIS SCOTT FITZGERALD, c'est tout ensemble une façon d'être dans le monde et une manière d'écrire. On n'a pas immédiatement compris qu'il faisait tourner le roman américain, alors à son apogée ; qu'il le poussait vers autre chose, ouvrait des horizons neufs, qu'il désignait et incarnait une époque en train de périr et de naître. On a trop dit qu'il fut le prince de la « génération perdue ». Il est de ces Américains qui furent bousculés en 1917 par la grâce ou la disgrâce

des événements internationaux. Le monde basculait. Ce furent ensuite les nuits des années dites folles : Paris, le Ritz, la Côte d'Azur, l'alcool et le « nouveau siècle » de la cocaïne. La capitale de la France devient alors le lieu ambigu de la diversité : « Quel plaisir — au, quel vrai plaisir — de marcher oisif au soleil, dans cette ville étrangère, et d'y dépenser son argent. » Le bonheur d'être, la joie de vivre, le plaisir du corps, voilà les coups d'arcbet initiaux de ce livre

méconnu, qui est un chef-d'œuvre, et qui a pour titre : *Tendre est la nuit*.

Ce livre-clé, Scott Fitzgerald a mis près de dix ans à l'écrire. Au moment d'en entreprendre la rédaction, il venait de publier *Gatsby le Magnifique*. Puis vinrent les années de la crise, la découverte de Hollywood, l'aggravation de l'état de santé de sa femme Zelda. Il reprend sans cesse ce roman, où il voudrait s'avouer absolument. Le vécu, dans ses pages, s'entremêle avec l'imaginaire ; le vrai avec le faux ; la confession avec la réticence. Le titre est pris à un poème fameux de John Keats : « *Already with thee tender is the night* », un vers célèbre de l'*Ode à un rossignol*. « *There* », c'est Zelda Sayre. Le livre lui-même, dans son étonnante construction, n'est que l'histoire mythique d'un couple qui s'affronte. Dans le réel, Scott, c'est l'homme en proie à l'alcool : « Les gens témoignent souvent aux ivrognes un étrange respect, analogue à celui que les peuplades primitives témoignent aux fous. » Elle, Zelda, devenue Nicole dans le roman, c'est la malade mentale. Sa première crise forte date de 1930. C'est alors que Fitzgerald reprend son roman, le modifie, et, dans cette

sorte de fièvre qu'est la sienne, inaugure une forme nouvelle.

Rien n'est plus surprenant que la lecture de *Tendre est la nuit*. Les personnages s'y fragmentent, deviennent voyeurs d'eux-mêmes. Les cent premières pages ne dévoilent rien du sujet véritable. Il n'y a là que la beauté de la mer et l'oisiveté de gens nantis. L'accord final de cette première partie fait paraître la tragédie. La deuxième partie du roman ôte les masques : Fitzgerald s'avoue, et avoue Zelda. La troisième et dernière partie plonge dans le pathétique. Mais on sent que l'auteur se contraint à ne pas tout dire, parce qu'il sait que Zelda lira le livre. Cette contrainte même fait de *Tendre est la nuit* un texte à la fois éblouissant et, à le bien lire, insoutenable.

Pour bien comprendre la « retouche » de Fitzgerald, il faut se reporter aux *Lettres à Zelda*, qui complètent au volume de *Lettres* (1) paru précédemment. Ce recueil vaut moins par les lettres de Scott qui y sont que par les missives de Zelda qui y figurent. Tout s'éclaircit en comparant ces lettres et le roman. Mais il s'agit d'une lumière noire. On y voit rôder la mort et l'échec. Zelda, par exemple, écrit : « Je sais encore dans mon cœur que (...) l'amour est amer et qu'il n'y

a rien d'autre, et que le reste c'est pour les mendiants passionnés de ce monde et que c'est à peu près comme ces gens qui s'excitent avec des cartes postales obscènes (2). »

Jean Bessière avait raison d'écrire, à propos de ce roman capital : « Ce récit de la tendresse est aussi celui de la violence (3). » Cette violence est d'abord celle du couple. Dans *Tendre est la nuit*, Fitzgerald se métamorphose en Dick Diver, psychiatre, qui a épousé Nicole Warren non seulement parce qu'il l'aime, mais aussi parce qu'il veut la guérir. La déchirure réelle, celle du vécu, est plus profonde. On le devine par les *Lettres*. Scott est un alcoolique inguérissable ; Zelda, une malade incurable. La course à l'échec se précipite. Elle se poursuivra par des blessures de plus en plus saignantes, et tout cela au rythme des nouvelles et des récits que Fitzgerald s'acharne à écrire — ainsi celles qui composent *Love Boat* (4), les dernières à avoir été traduites en français, — comme il se tue à travailler pour le cinéma : pour de l'argent. Mais cet argent désigne une fois encore Zelda. Zelda la folle. Zelda la toute aimée. Zelda la détestée. La faim du texte, et — mais oui ! — la fin de l'auteur !

Jusqu'ici, nous connaissons, en France, une traduction de *Tendre est la nuit*, due à Marguerite Chevalley, publiée chez Stock en 1951. Le texte original y était amputé de près d'un tiers. Non parce que l'éditeur ou la traductrice avaient décidé de soustraire un chapitre sur trois, mais parce que les coupures ont été faites à l'intérieur des phrases et des paragraphes. Cette façon d'émousser était grave. La version actuelle que propose Jacques Tournier permet — enfin — de découvrir Scott Fitzgerald stylistique et novateur. Dès lors, il s'agit moins de relire *Tendre est la nuit* que de découvrir ce roman jusqu'ici occulté, et qui est l'un des plus attachants de la première moitié du vingtième siècle. Il nous attend aujourd'hui de plein fouet.

HUBERT JUNI.

(1) *Lettres de F. Scott Fitzgerald*, Gallimard, 1968.
(2) Voir Scott Fitzgerald *le Magnifique*, par Andrew Turnbull, Robert LaFont, 1964.
(3) Jean Bessière : *Fitzgerald, la vocation de l'échec*, Larousse, 1971.
(4) Éditions Belfond.

★ *TENDRE EST LA NUIT*, par F. Scott Fitzgerald. Traduit de l'américain par Jacques Tournier. Belfond, 383 p., 98 F.

★ *LETTRES À ZELDA*, par F. Scott Fitzgerald. Traduites de l'anglais et présentées par Tanguy Kessel. Belfond, 395 p., 195 F.

Scottie : « Ils étaient si peu parents... »

Il n'est pas facile d'être la fille du couple la plus fou des années folles lorsqu'on est une dame respectable qui a dépassé la soixantaine, mère et grand-mère. La fille de Scott et de Zelda...

« La plupart des gens pensent que je suis une petite fille, la petite fille des photos... Même à quatre-vingt-dix ans, je serai toujours une petite fille... »

Elle sourit, comme pour s'excuser de représenter ses illustres parents, des parents que, finalement, elle a si peu connus. Comme pour s'excuser aussi de porter un nom qu'on ramarque immédiatement, qu'on ne peut oublier : Scottie Fitzgerald. Elle vient de passer quelques jours à Paris, invitée par son éditeur, à l'occasion de la publication de la nouvelle traduction de *Tendre est la nuit*. Dans la première, le texte original avait été considérablement amputé. Mais, sincèrement, elle dit qu'elle ne l'avait pas lue. Pourtant, elle porte remarquablement le français, avec une jolie pointe d'accent américain, avec un vocabulaire choisi, appris dans un cours du seizième arrondissement où elle étudia jusqu'à sa dixième année, tandis que sa mère était hospitalisée en Suisse...

Née à Saint-Paul (Minnesota), comme son père, entre deux séjours à Paris de ses parents, à l'automne 1921, Scottie n'a fait que les entrevoir, que tant de photos nous montrent, basaux, géniaux, extravagants. Elle-même a si peu vécu près d'eux. Comment les voit-elle ? « Probablement à travers la légende. J'ai beaucoup plus de lectures que de souvenirs, dit-elle. Quand j'étais petite, j'avais une gouvernante. J'aimais tellement la retrouver ! Elle s'appelait Mlle Sérize... Quand j'ai quitté Paris, je l'ai perdue... Nous habitions, elle et moi, rue des Marronniers, j'allais au cours Diotrich, et je ne voyais pas beaucoup mes parents... Je n'ai rien à ajouter aux biographies qui ont paru, je n'ai pas d'anecdotes à raconter. Scott et Zelda, ils sont des personnages dans le roman de ma vie, mais ils étaient si peu parents... »

Elle ne le juge pas non plus ces parents qui se sont détruits eux-mêmes, qui se sont détruits l'un l'autre. « La dernière fois où

j'ai vu mon père, c'était pendant l'été 1939 à Hollywood. J'étais au collège, à Vassar. Il buvait trop. Il était oublié... J'ai toujours trouvé que c'était une coïncidence terrible qu'il soit mort avant qu'on entra en guerre. La fin des années folles... »

« Ma mère ?... Elle a vraiment commencé à assister dans les années 70, avec le livre de Nancy Mitford, Zelda. Il y avait eu avant la grande explosion de la mode fitzgeraldienne, avec le film d'après *Gatsby*, mais, ma mère, on n'en parlait pas. C'est aussi, sans doute, le mouvement de libération des femmes qui l'a lancée... Tout le monde a raconté qu'elle était très libre. Je pense qu'elle ne l'était pas, car, encore aujourd'hui, les filles du sud des États-Unis ne sont pas libérées... Mais elle voulait l'être... »

Scottie a voulu leur être fidèle. A tous deux. C'est ainsi qu'il y a dix ans, en 1975, elle a réuni dans la même tombe, dans un cimetière du Maryland, lieu neutre entre le Minnesota et l'Alabama, Scott, mort, en 1940, au California, et Zelda, brûlée vive en 1948 dans sa maison de santé de Caroline. Scottie répondait ainsi au vœu de sa mère qui avait écrit : « Mourir vieux, c'est si merveilleux... Nous mourrions ensemble... Je le sais... »

Scottie, elle, qui avait vécu longtemps à Washington avec ses trois enfants, est retournée en Alabama, à Montgomery, non pas dans la maison du juge Sayre, qui a été détruite lors d'une désastreuse « rénovation urbaine », mais tout près... Elle rencontre encore des amis d'école de Zelda, comme Virginia, la femme de l'avocat qui avait consacré sa vie à l'égalité raciale. « Quand ma grand-mère est morte, la sœur aînée de ma mère est restée toute seule et on m'a demandé de venir pour m'occuper d'elle. C'était elle dont parle la nouvelle, *Babylone revisitée*, l'histoire d'une vieille fille qui veut adopter un enfant. Elle détestait mon père ; elle estimait qu'il avait rendu ma mère folle et ne pouvait pas en parler sans crier... Elle est morte il y a six ans. Et moi, je suis restée à Montgomery... »

Propos recueillis par NICOLE ZAND.

Noyade en Baltique

Le romancier suédois Per Olov Enquist a enquêté longuement sur un événement historique à peu près inconnu : l'extradition des Baltes restitués à l'URSS en 1946. Sévère pour son pays, l'auteur n'a pas échappé à une certaine candeur.

EN mai 1945, quelque trois mille risque-tout de la Wehrmacht et des Waffen SS parviennent à gagner la Suède sur des embarcations de fortune. Parmi eux se trouvaient environ cent soixante-dix officiers et soldats originaires des pays baltes annexés par l'URSS en 1940. Près de cent cinquante étaient lettons. Le reste se partageait entre une douzaine de Litvaniens et à peu près autant d'Estoniens. Comme de règle, tous furent internés.

L'ambassadeur soviétique à Stockholm réclama leur restitution, les considérant comme des prisonniers de guerre revenant à l'URSS. Le gouvernement suédois ne se sentait pas à l'abri du reproche : pendant toute la guerre, les divisions allemandes avaient transité par la Suède, qui s'était aussi compromise dans des contacts secrets entre belligérants. Il y avait en outre des politesses à rendre : au temps du pacte germano-soviétique, Moscou était intervenu auprès de Berlin pour que la Suède ne fût pas occupée. Le cabinet de Stockholm se résigna à céder (1). Encouragé par cette docilité, le Kremlin exigea la remise des trente mille civils qui avaient fui en Suède la soviétisation de leurs patries. Là, Stockholm refusa.

Les pièges du neutralisme

Malgré une démarche personnelle du vieux roi Gustave V auprès de Staline et de violentes protestations de l'opinion suédoise, après huit mois d'angoisse, de grèves de la faim, d'automutilations et de suicides, militaires allemands aussi bien que baltes furent embarqués à bord du navire soviétique *Bielostroy*, qui les débarqua dans un port letton.

C'est à cet épisode, presque anodin pour les mœurs de l'époque, qu'en 1968 — il avait alors trente-quatre ans — l'écrivain suédois Per Olov Enquist consacra les *Legionnaires*. Ce livre

vient d'être traduit en français sous le titre, un peu excessif, de *L'Extradition des Baltes*.

Bien que l'auteur le qualifie de « roman », ce livre de fort calibre se présente comme le récit d'une enquête centrée sur le cas des Lettons. La masse des faits rassemblés est impressionnante. Non content de recueillir en Suède documents et témoignages, Enquist est allé, à deux reprises, interroger des survivants en Lettonie soviétique. Il a même poussé le scrupule jusqu'à expérimenter sur sa personne les effets de la grève de la faim, pour pouvoir les décrire en connaissance de cause.

On risque certes de s'égayer dans le grouillement des noms, des dates, des détails, des rajouts, des repentirs, des redites ; mais l'auteur l'a voulu, afin que le lecteur partage les tourments de l'enquête. Et il est incontestable que le refus de commenter confère à certaines scènes d'horreur une réelle puissance : ainsi les Allemands qui se font briser les jambes par leurs officiers, les évanouissements à la lame de rasoir, l'homme qui se crève un œil avec un crayon.

L'arrière-plan historique et psychologique du drame des Baltes aurait toutefois mérité une réflexion moins sommaire. Il eût fallu, par exemple, mieux expliquer comment, dans des pays qui venaient d'être annexés par la Russie, la Wehrmacht, parce qu'elle ciblait les Russes, faisait inévitablement figure d'armée de libération. Ce qui pouvait mener fort loin des esprits simples ou portés aux extrêmes.

Mais Enquist, si sévère pour sa patrie, semble à tel point préoccupé de ne point passer pour antisoviétique, qu'il tombe dans l'excès inverse. Persuadé qu'il est « plus simple de pénétrer dans les archives secrètes suédoises », il se fie, tout en s'en défendant, à chaque information susceptible de disculper le pays du socialisme. Après de minu-

tieux calculs fondés sur des on-dit, l'auteur affirme par exemple qu'un seul des Estoniens extradés fut condamné et que, sur cent quarante-six Lettons, trente-cinq seulement le furent. Sa vocation neutraliste le pousse même à renchérir. A propos d'un condamné à mort, il se demande aussitôt : « La condamnation fut-elle mise à effet ? » ; constate que « les documents n'apportent là aucune réponse », et généralise bravement : « aucune exécution ».

D'où, en contraste avec les horreurs de l'internement en Suède, un tableau presque idyllique de la vie des extradés en Lettonie soviétique. Y compris pour ceux qui ont tiré ensuite des années de goulag — pardon : de « camp de travail » — dans le Grand Nord, à Vorkouta ou à Norilsk. Périphéries sur lesquelles l'auteur n'insiste pas, puisque, à ce sujet, « il existe un nombre infini de témoignages », mais « certains teintés de haine, certains de préjugés idéologiques et d'autres de compréhension ».

Une tentative d'exorcisme

Les évadés des pays baltes vivant en Suède ont jugé sévèrement la crédulité d'Enquist. Mais son livre ne relève pas de l'histoire.

L'extradition des Baltes est fondamentalement une tentative d'exorcisme : hanté par un événement qui, à l'échelle de la Suède, lui paraît capital, Enquist ressent comme sienne la faute commise par son pays. Et il a cru se débarrasser de l'obsession par l'écriture.

L'illumination, confie-t-il, lui est venue aux États-Unis, en assistant à une manifestation des Black Panthers. Désormais convaincu qu'il ne suffit pas de regarder, mais qu'il faut participer, Enquist a entrepris son

enquête. Or plus il avançait dans celle-ci, plus il s'enlisait dans ses propres contradictions. « Devait-il choisir une réponse de gauche ou une réponse de droite ? » se demandait-il, à la manière d'un personnage de Claire Bretécher. Incapable de retrouver l'équilibre, déchiré entre sa pitié pour les victimes, quoique certaines lui aient été présentées comme d'anciens bourreaux, et une Union soviétique dont la réalité, malgré tout, ne répond pas à sa volonté de croire, Enquist finit par s'adresser à Mao. Dans une très longue lettre, probablement imaginaire, il lui confesse son désarroi, comme à l'unique gourou en mesure d'éclairer son âme. Mais la sibylle se tait. Et le livre se termine par un aveu de désespoir : « Je ne vais, de toute façon, jamais comprendre... »

Tant de naïvetés peuvent prêter à sourire. Mais il ne faut pas oublier à quelle date l'auteur a écrit. Certes, dans sa préface de 1985 pour l'édition française, Enquist s'affirme inchangé : « Je crois aujourd'hui que la représentation des événements que j'avais donnée était juste. » Reste que l'extradition des Baltes a surtout valeur de témoignage sur un certain état d'esprit soixante-huitard. Même si l'auteur, la cinquantaine passée, se refuse à le renier.

JEAN CATHALA.

(1) Le gouvernement suédois ne s'est même pas avisé qu'il aurait pu négocier la livraison de trois mille hommes sous uniforme allemand, contre la libération de Raoul Wallenberg, le conseiller de la légation de Suède à Budapest, kidnappé par les Soviétiques après avoir sauvé tant de juifs hongrois.

★ *L'EXTRADITION DES BALTES*, de Per Olov Enquist. Éditions Actes Sud. Traduit du suédois par Marc de Gournay et Léa Grunwald. 517 p., 149 F.

J.G. Ballard

Empire du soleil

roman

« Un roman admirable »
Graham Greene

DENOËL

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections

manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre.
Les ouvrages retenus seront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle
4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 867.08.21.

Conditions fixées par contrat.

Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

splendide
CzeslawNobel attire
pas to
may
obtenai
Czeslaw
à la découverte.

« Czeslaw »
« Nobel attire pas to »
« may »
« obtenai »
« Czeslaw »
« à la découverte »



« Czeslaw Milosz »
« Nobel attire pas to »
« may »
« obtenai »
« Czeslaw »
« à la découverte »

Georges Roca

VELLES COUTURES
DEVOTIEUSES
ET MAGIQUES
DU PERIGORD

PIERRE FANLAC

55 من الأنا

Le splendide isolement de Czeslaw Milosz

Le prix Nobel attire l'attention sur un nom, il ne suffit pas toujours à imposer une œuvre. Ainsi, malgré cette consécration mondiale, obtenue en 1980, le poète polonais Czeslaw Milosz reste encore un auteur à découvrir.

DANS la Terre d'Ulro qui vient de paraître en français, Czeslaw Milosz faisait valoir, en 1977, les raisons qui l'empêchaient de s'identifier à un quelconque territoire culturel. Il se jugeait trop polonais pour les Occidentaux, trop occidental pour les Polonais, ce qui le condamnait à n'obtenir jamais qu'un succès d'estime.

Cette ardeur à rester (à devenir) soi-même et à ne pas (à ne plus) céder aux séductions d'Ulro, la terre stérile, la terre de l'homme aliéné, nivelé, quantifié, est à la source d'un livre fascinant et inclassable, aussi étrange que son titre, emprunté à un

Milosz se range du côté de Blake qui persiste à croire que la Terre est plate, du côté de l'homme dostoïevskien qui ne veut pas admettre que deux et deux fassent quatre.

Le miracle est dans notre faculté de nier ce qui nous écrase, que Milosz assimile à l'imagination, dans le refus que l'individu oppose aux systèmes, dans ce que Fondane, à propos de Chestov, appelait la « lutte contre les évidences » (1).

Le Dieu (l'horloger des philosophes) ordonnant la nécessité cruelle qui régit notre monde et notre vie ne peut être qu'un faux dieu, et la raison qui, selon la physique de Newton, réduit l'homme à n'être qu'un point dérisoire dans l'immensité de l'univers, qu'une fausse raison. Car c'est au dix-huitième siècle que se produit la rupture qui va dresser l'homme contre lui-même et engendrer la race des fils d'Ulro, symbole pour Blake du pragmatisme scientifique étouffant l'esprit créateur.

Cette division entre le monde extérieur des valeurs positives et le monde intérieur des valeurs poétiques conduit de nos jours à la littérature de l'absurde que l'ami de Milosz, le poète Aleksander Wat (2), appelait la « littérature du strip-tease ». Il opposait à celle-ci la force visionnaire des grands poètes russes. Cet art qui se nourrit de lui-même exprime la déchéance d'une humanité qui a renié son unité originelle.

Entre l'imagination et la mémoire

La nostalgie d'une patrie perdue, qui pour Milosz s'identifiait à sa « Lituanie mystique », est au centre de toutes les hérésies à travers lesquelles il raconte sa propre quête d'un sens transcendant la contingence individuelle et le silence d'une nature pétrifiée.

« Qui étais-je ? » « Qui suis-je ? » : entre ces deux questions se creuse l'espace d'une méditation plus poétique que philosophique. « Je suis un poète, non un philosophe », rappelle prudemment Milosz. Milosz le poète a-t-il vraiment vaincu le fils d'Ulro ? Parfois, en effet, l'ardeur eschatologique semble lâcher la bride à un hégélianisme refoulé et l'on voit se profiler l'ombre inquiétante d'une théocratie. Et c'est l'évocation des mythes et des rites d'une enfance sublimée qui rend palpable le lien entre l'imagination et la mémoire, d'où jaillit l'inspiration poétique.

Le catastrophisme de Milosz ouvre sur l'attente d'une libération et d'une renaissance que des savants eux-mêmes, comme Einstein, l'anti-Newton, et comme, aujourd'hui, Bernard d'Espagnat (3) laissent pressentir. Il faut lire et relire ce livre austère et foisonnant qui témoigne de la grandeur humaine face à la tragédie de l'histoire.

GÉRARD CONIO.

« LA TERRE D'ULRO, de Czeslaw Milosz, traduit du polonais par Zofia Bobowicz. Albin Michel, 350 p. 120 F.

(1) Rencontres avec Léon Chestov, de Benjamin Fondane. Pléiade, 1982.
(2) Mon siècle (entretiens entre Czeslaw Milosz et Aleksander Wat). A paraître aux éditions de L'Age d'homme.
(3) Un atome de sagesse - Propos d'un physicien sur le réel dévoilé... de Bernard d'Espagnat, Seuil, 1982.

Paul Wittgenstein, l'ami de Thomas Bernhard

COMME le neveu de Rameau, celui de Wittgenstein a réellement vécu. Sous le masque de la folie, il cachait, si l'on en croit Thomas Bernhard qui fut vraiment son ami, une philosophie aussi profonde que celle de son oncle Ludwig : « Il se peut, précise l'écrivain autrichien, que nous ne croyions du Wittgenstein philosophe que c'est lui le philosophe, que parce qu'il a couché sur le papier sa philosophie et pas sa folie, et que nous ne croyions de l'autre, Paul, que c'est lui le fou que parce qu'il a refoulé sa philosophie au lieu de la publier et n'a exhibé que sa folie ».

Récemment paru en français, le récit que Thomas Bernhard a consacré à son amitié avec cet étrange personnage est écrit à la première personne. Autobiographie ou roman ? Bien malin qui pourra répondre à cette question.

Nous sommes en 1967. L'écrivain, âgé de trente-six ans, est une fois de plus à l'hôpital et au seuil de la mort : son ami Paul Wittgenstein est soigné au pavillon des aliénés, à côté de celui de pneumo-phthisologie où lui-même

vient de subir l'ablation d'« une tumeur grosse comme la poing ». L'amitié entre les deux hommes, née quelques années plus tôt, à l'occasion d'un concert, est soudain renforcée par la présence de la mort qui plane sur eux.

Rejeton d'une des plus riches familles d'Autriche, Paul Wittgenstein est un être à la fois profond et futile, jouisseur et désespéré, fantasque et simulateur. Bernhard nous le montre interpellant les passants pour leur demander ce qu'ils pensent du chef d'orchestre Otto Klemperer, ou commandant un taxi sur le Petersplatz de Vienne pour se faire transporter jusqu'à Paris, ou, encore, se faisant confectionner deux fracs blancs chez le meilleur tailleur viennois et refusant de les payer sous prétexte qu'il n'est « tout de même pas assez fou » pour faire un tel achat, et, par-dessus le marché, chez le tailleur en question.

La révolte contre le monde constitue le principal ressort de la vie de Paul Wittgenstein. Chez lui comme chez Thomas Bernhard, cette révolte finit par atteindre

une telle puissance qu'il ne leur reste plus qu'à se faire transporter d'urgence, le premier chez les aliénés, le second au service de pneumo-phthisologie. Mais une différence fondamentale sépare les deux hommes : l'un est un créateur, l'autre non. Au lieu de se laisser dominer par la maladie, le premier l'exploite et réussit à en faire sa « source de vie ».

« Ou évite toujours ceux qui sont marqués par la mort »

A travers ce portrait d'un fou, le romancier trace son propre portrait, en creux. Avec l'humour grinçant et la lucidité ravageuse qui lui sont coutumiers, il nous livre force anecdotes, pittoresques ou cocasses, sur sa vie d'écrivain.

Parmi les morceaux de bravoure : la remise à l'auteur du Grand Prix national de littérature où, après avoir présenté celui-ci comme un spécialiste du roman d'aventures se déroulant sur les mers du Sud, le ministre, blessé

par une remarque de Bernhard, quitte brusquement les lieux, entraînant dans ses saccades toute l'assistance et criant au scandale. Ou encore : la création, au Burgtheater, de la pièce de Bernhard les Chasseurs, torpillée par les comédiens, faisant cause commune avec le public contre l'auteur, et la fuite de ce dernier, interpellé par la préposée aux vestiaires : « Ah, monsieur non plus n'aime pas ça, hein ? »

Thomas Bernhard ne s'épargne pas plus que les autres. Cette histoire d'une amitié est aussi celle d'une trahison. Lorsque, complètement ruiné, Paul Wittgenstein sera devenu l'ombre de lui-même, Bernhard l'abandonnera à son tour, « parce qu'on évite toujours ceux qui sont marqués par la mort ». Occupé, en Crète, à écrire une pièce qu'il déchirera à peine terminée, il n'assistera pas à l'enterrement de Paul. Il ne rendra pas non plus visite à sa tombe.

JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

* LE NEVEU DE WITTGENSTEIN, de Thomas Bernhard, traduit de l'allemand par Jean-Claude Himery, Gallimard, 134 p., 58 F.



poème de William Blake, un livre qui est à la fois une autobiographie déguisée, un manifeste poétique, une nouvelle charte des droits de l'homme, un parcours généalogique et une dénonciation du nihilisme contemporain issu de l'idolâtrie positiviste qui, après la mort de Dieu, entraîne la mort de l'homme.

C'est surtout un voyage initiatique dans un continent immergé de la culture européenne. S'interrogeant, en effet, sur l'origine du mal qui ronge l'homme moderne, déchiré, prisonnier d'un dualisme qui ne peut conduire qu'au néant et au désespoir, Milosz prend pour guides ceux qui, avant lui, ont refusé de s'avouer vaincus sous le poids des évidences de la raison et de la science. Ainsi se dessine une constellation que Milosz revendique pour sa famille spirituelle : Swedenborg, Blake, Goethe, Mickiewicz, Dostoïevski, O.V. de L. Milosz se transmettent un même message de révolte contre un ordre absurde, et de foi dans une humanité rédimée. A la logique orgueilleuse et bornée de la raison, ces écrivains opposent ce que l'on pourrait appeler une logique du miracle. Contre ceux qui s'agenouillent devant les faits et baissent la fêrule du tyran.

Georges Rocal

VIEILLES COUTUMES
DÉVOTIEUSES
ET MAGIQUES
DU PÉRIGORD

PIERRE FANLAC

EN CONVERSANT
AVEC KANT
DANS LA PLÉIADE,
LES ENFANTS DE SARTRE
SONT SÛRS DE RETROUVER
LEURS RACINES.



La Pléiade publie aujourd'hui le second volume des œuvres d'Emmanuel Kant. Avec sa reliure cuir et son papier bible, La Pléiade est une collection prestigieuse. Beaux objets et bons outils de travail, les livres de La Pléiade sont agréables à lire, à manier, à emporter partout avec soi. De quoi ne plus quitter un écrivain sans l'avoir lu de bout en bout... Et dans La Pléiade, il y a plus de 300 auteurs à aimer !

LA PLÉIADE
GALLIMARD

QUINZAINE DE LA PLÉIADE DU 22 MAI AU 8 JUIN
L'ALBUM GIDE vous sera offert pour tout achat de trois volumes de la collection

● PHILOSOPHIE

Georges Lukacs et les tragédies du siècle

On célèbre, cette saison, le centième anniversaire de la naissance de Georges Lukacs. Ce philosophe hongrois a croisé tous les grands événements intellectuels et politiques du siècle. Il a connu toutes les vicissitudes de l'intellectuel engagé dans le mouvement communiste, de la dignité ministérielle à la détention politique, de l'exclusion du parti pendant onze ans (1956-1967) aux hommages posthumes.

Si Lukacs a pu rester fidèle à lui-même tout en demeurant jusqu'à la fin à l'intérieur du mouvement communiste, auquel il avait adhéré en 1918, s'il n'a pas été enseveli sous les décombres d'une époque aux effets dévastateurs sur le plan intellectuel aussi, c'est grâce à son œuvre.

Le *Jeune Hegel*, terminé en 1938, en URSS, mais qui n'a pu être publié que dix ans plus tard en Suisse, fait date dans les études hégéliennes. La grande *Esthétique* en deux volumes (1963) est une tentative ambitieuse de définir la spécificité de l'art parmi les activités les plus hautes de l'esprit humain. *L'Ontologie de l'être social* (révisée entre 1964 et 1970) reconstruit les assises philosophiques de la pensée de Marx en utilisant efficacement l'ontologie de Nicolai Hartmann contre celle de Heidegger. Pour décrier et contester qu'elle soit, la *Destruction de la raison* (1954), œuvre fortement imprégnée de sectarisme, n'en dévoie pas moins pour la première fois les origines intellectuelles et philosophiques du nazisme.

Le « frisson intellectuel »

Ces quatre ouvrages philosophiques représentent non seulement l'importante contribution de Lukacs à la philosophie de son temps, mais ils ont sécrété, chacun à sa façon, un puissant antidote théorique contre la pratique politique et philosophique du stalinisme.

Son interprétation du marxisme s'est distinguée dès le début de celle qui avait cours à l'époque : en mettant au centre de cette interprétation la critique de la réification et la vocation non conformiste de la pensée dialectique, le philosophe, dont la réflexion a été jusqu'alors nourrie par la lecture de Maître Eckhart, Kierkegaard et Dostoevski, mais aussi par Hegel, élabore une

interprétation de la pensée de Marx qui va se distinguer radicalement de celle institutionnalisée dans les pays de l'Est. C'est justement la hantise du grand potentiel de subversion contenu dans cette pensée, par rapport au marxisme figé et dogmatique, qui a provoqué la marginalisation ou le rejet de l'œuvre lukacienne par la bureaucratie idéologique régnante.

Lukacs lui-même a contribué longtemps à accréditer l'idée que sa conversion au marxisme a représenté une rupture quasi totale avec son passé intellectuel, mais une analyse attentive des textes est de nature à montrer que la substance profonde de ses écrits de jeunesse s'est perpétuée, tout en subissant une métamorphose importante, dans les œuvres de maturité. Ses premiers ouvrages parus en allemand, le recueil d'essais *L'Âme et les Formes* (1911) et la *Théorie du roman* (1916), introduction à un vaste livre sur Dostoevski (resté à l'état de projet), mais aussi le manuscrit de son esthétique de jeunesse (pour ceux qui ont pu le connaître), ont soulevé des réactions enthousiastes dans l'élite européenne de l'époque.

Wilhelm Worringer a envoyé à Lukacs une lettre pleine d'admiration après la lecture de *L'Âme et les Formes*, et Ernst Robert Curtius l'a remercié non moins vivement pour le « frisson intellectuel » que lui avait procuré ce même livre. Thomas Mann a eu des paroles très chaleureuses pour *L'Âme et les Formes* dans son livre *Considérations d'un apolitique*, et lui-même comme Max Weber (avec lequel le jeune Lukacs a été lié par une forte amitié) ont accueilli avec beaucoup d'éloges la *Théorie du roman*.

Les premiers livres de Lukacs ont marqué la jeune génération d'intellectuels dont sortira l'école de Francfort : Th. W. Adorno, Siegfried Kracauer, Herbert Marcuse, Walter Benjamin, Leo Löwenthal. Son premier livre marxiste, *Histoire et conscience de classe* (1923), porte encore une forte empreinte hégélienne. Il a eu un retentissement plus fort qu'aucun autre ouvrage de philosophie marxiste du vingtième siècle : Sartre et Merleau-Ponty, Ernst Bloch, Henri Lefebvre et Jürgen Habermas, Adorno, Walter Benjamin et Marcuse, mais aussi Ernst Troeltsch, Alfred Weber ou Karl Mannheim ont commenté ce livre avec le plus vif intérêt et souvent avec de grands éloges.

En 1929, Lukacs rédige les *Thèses Blum*, un projet de pro-

gramme pour le Parti communiste hongrois. Il y défend l'idée d'une « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », bien distincte de la voie soviétique de la « dictature du prolétariat », imposée par des méthodes autoritaires. Il se voit alors condamné par l'envoyé du Komintern, Manouïlski, et par le groupe dirigeant de Béla Kun.



Menacé d'exclusion, Lukacs se résout à faire une autocritique de circonstance, il se retire de la politique militante et se consacre à une activité de critique et d'historien littéraire, d'esthéticien et de philosophe, qui va absorber l'essentiel de son temps dans les décennies qui suivent.

Un grand critique

L'œuvre de maturité de Lukacs et le tournant intervenu dans sa pensée au début des années 30, après la lecture à Moscou des *Manuscrits économiques-philosophiques* de Marx et des *Cahiers sur la dialectique* de Lénine, alimentent depuis longtemps les plus vives discussions et polémiques autour de la signification, positive ou négative, de son évolution. Adorno, dans son article très agressif de 1958, « Une réconciliation extorquée » (traduit récemment en français dans le recueil *Notes sur la littérature*), et Leszek Kolakowski, dans le chapitre très hostile, « Lukacs ou la raison au service du dogme », de son *Histoire du marxisme* en trois volumes (1), mettent en cause les idées de Lukacs.

De même, plus récemment encore, Daniel Bell, à travers un article publié en 1981 dans *Partisan Review* (2) et consacré aux rapports entre Max Weber et Lukacs ainsi qu'à la signification de son « pacte avec le diable » (c'est ainsi que Bell appelle l'adhésion de Lukacs au communisme). Aucun de ces auteurs n'est à court d'arguments pour étayer un jugement très sévère sur l'évolution intellectuelle et politique de Lukacs. Le colloque sur Bloch et Lukacs qui a eu lieu récemment à l'Institut Goethe et au Collège international de philosophie à Paris, a fait rebondir ces controverses.

Mais pour arriver à un jugement équitable sur l'œuvre de maturité de Lukacs, celle qui représente incontestablement la partie la plus importante de son activité, il faut rappeler avant tout que c'est à cette période qu'appartiennent ses nombreuses études de critique et d'histoire littéraires, consacrées aux littératures française, allemande et russe. Les textes de Lukacs sur Balzac, Stendhal et Zola, sur le réalisme et le naturalisme français, ont eu un certain retentissement parmi les spécialistes français, et les travaux sur Balzac de Pierre Barbéris en fournissent la preuve.

Les germanistes s'accordent pour conférer une place d'élection aux nombreuses études

consacrées par Lukacs aux écrivains allemands du dix-huitième, du dix-neuvième et du vingtième siècle, de Lessing et Goethe à Thomas Mann, en passant par Heine, G. Keller, Raabe et Fontane.

Lukacs s'efforce de déceler la manière dont l'histoire se reflète dans l'intériorité des œuvres. Il est à la fois un virtuose de la compréhension intuitive et un analyste averti de l'évolution des sociétés. Il indique dans la « forme interne » de l'œuvre les effets, positifs ou négatifs, des options socio-historiques des écrivains : une nouvelle herméneutique littéraire, fondée sur l'unité de points de vue traditionnelles et opposés, socio-historique et esthétique, se fait jour dans ses travaux.

L'annonciateur d'une renaissance

On a voulu interpréter la description faite par Lukacs, dans son livre *Le Jeune Hegel*, de l'évolution du philosophe (passage des illusions démocratiques-révolutionnaires des premiers écrits au sobre accommodement avec la réalité bourgeoise des écrits ultérieurs), comme une sorte d'allégorie de l'itinéraire intellectuel de Lukacs lui-même. Lucien Goldmann — dans l'article « Lukacs » de l'*Encyclopædia Universalis* — a été le premier à formuler cette hypothèse : en faisant l'éloge de la volonté hégélienne de se plier aux exigences du réel, opposé au rigorisme jacobin de Fichte ou de Hölderlin. Lukacs aurait justifié, par le truchement de la biographie intellectuelle de Hegel, sa propre « réconciliation avec le réel » et son accommodement avec le stalinisme.

Mais une lecture attentive montre que, tout en célébrant chez Hegel, le culte de l'objectivité, opposé à l'idéalisme subjectif de Kant ou de Fichte, ainsi que la volonté hégélienne de s'immerger dans le « ferment des contradictions », Lukacs n'en fait pas moins l'éloge de son irréductible humanisme : il suffit de lire les pages sur le difficile concept hégélien de la « tragédie dans l'éthique » (où l'on trouve aussi un parallèle éclairant entre Hegel et Balzac) pour voir que Lukacs ne se résigne pas à la domination des « puissances souterraines » du réel, mais affirme avec force, en s'appuyant justement sur le texte hégélien, les droits inaliénables de la « nature divine » de l'homme.

L'éloge de la tragédie, en tant qu'expression de la tension irréductible entre les exigences de l'homme et la logique implacable du réel, est jusqu'à l'*Ontologie de l'être social* une constante de son œuvre. Czeslaw Milosz ne se trompait pas, lorsqu'il parlait, dans son livre *La Pensée captive*, de la condamnation de Lukacs par la bureaucratie stalinienne des pays socialistes comme d'un acte inscrit dans la nature des choses : « On voyait en lui l'annonciateur d'une renaissance philosophique et d'une nouvelle littérature, différente de celle de l'Union soviétique. (3) » Merleau-Ponty va souligner deux ans plus tard (en 1955), dans *Les Aventures de la Dialectique*, l'incompatibilité entre la défense par Lukacs de l'autonomie de la

littérature et la politique culturelle des régimes staliniens (4).

Dans ses deux derniers grands ouvrages de synthèse, *L'esthétique* et *L'Ontologie de l'être social*, Lukacs ne parle plus en tant qu'idéologue d'un parti ou d'une classe, mais en tant que porte-parole de ce qu'il appelle la « conscience-de-sai du genre humain ». La tension entre le « genre humain-pour-soi » incarné dans les aspirations irrépressi-

bles de l'humanité, et le « genre humain-en-soi », totalisation des qualités humaines requises pour la conservation du *status quo* social, est la clé de voûte de sa dernière pensée. Lukacs proposait ainsi un critère de jugement qui mettait en question d'une façon radicale les deux systèmes sociaux qui s'affrontaient dans le monde, le « socialisme de caserne » et le « capitalisme sauvage ».

NICOLAS TERTULIAN.

* Auteur d'un *Georges Lukacs* (Le Sycomore).

Les espérances, les combats et les infortunes

LUKACS, qui était né le 13 avril à Budapest, a fait partie, en tant que commissaire du peuple à l'instruction publique, du gouvernement de Béla Kun, lors de la Commune hongroise de 1919. Trente ans plus tard on le retrouve ministre de la culture dans le gouvernement de Imre Nagy, porté au pouvoir par le mouvement insurrectionnel contre la dictature stalinienne de Matyas Rakosi. Entre-temps, Lukacs était passé par la fameuse prison moscovite de Loubianka, où le NKVD l'avait envoyé en 1941 et d'où l'intervention personnelle de Dimitroff l'avait tiré. Après l'écrasement de la révolution hongroise de 1956, il a subi avec les autres membres du gouvernement Nagy la déportation en Roumanie, ce qui, d'après certains témoignages, lui a permis de découvrir la grandeur de Kafka. Et plusieurs fois dans sa vie il s'est échappé de ce justesse au pire.

L'homme frère qui a habité plus d'un quart de siècle, jusqu'à sa mort en 1971, l'appartement du Belgrad-Kai à Budapest, témoin et acteur des principales crises qui ont secoué le camp socialiste, a refusé avec obstination, par scrupule moral, les occasions et les propositions de quitter son pays.

Lukacs se sentait pleinement responsable de la forme concrète prise par le socialisme dans le pays auquel il appartenait ; il a considéré que son devoir était de mener le combat à l'intérieur du camp socialiste et d'user de

toutes ses forces pour infléchir dans le sens d'une authentique démocratisation le mouvement du « socialisme réel ». C'est justement cette position assez singulière qui lui a valu une situation inconfortable dans les deux camps.

Alors que l'intelligentsia occidentale n'a cessé de lui reprocher ce qu'elle jugeait être de trop grandes concessions faites au marxisme-léninisme officiel, les idéologues du camp socialiste ont souvent mis en cause son « révisionnisme » (aucun ouvrage de Lukacs n'a été publié en URSS dans les quarante ans qui ont suivi la guerre). Ces mêmes idéologues ont regardé avec méfiance son activité, essayant de la marginaliser, ou d'en modifier la portée.

A nouveau écarté de l'activité politique depuis 1956, Lukacs a investi toute son énergie intellectuelle dans l'élaboration de ses importants ouvrages de synthèse, au moyen desquels il espérait fournir les instruments théoriques d'un combat efficace contre les pratiques stalinien-nes et néo-stalinien-nes, des armes contre ce qu'il jugeait être une formidable perversion de la doctrine et du credo politique du socialisme.

L'époque stalinienne n'a pas réussi à briser Lukacs. Malgré les concessions qu'il a dû faire, même dans ses écrits, sous la puissante pression de l'appareil idéologique stalinien, il a réussi à conserver sa vitalité intellectuelle, en produisant de nombreux écrits de critique et d'histoire littéraire, d'esthétique et de philosophie.

N.T.

Parmi les œuvres disponibles en français

- *L'Âme et les Formes*, Gallimard.
- *La Théorie du roman*, Grasset/Méridien.
- *Histoire et Conscience de classe*, Ed. de Minuit.
- *Le Jeune Hegel*, Gallimard, 2 vol.
- *Le Roman historique*, Payot.
- *Lénine*, EDL.
- *Goethe et son époque*, Nagel.
- *Problèmes de réalisme*, Arche.

Claude Prérost a réuni pour la collection « Essentiel » (Méridien/Éditions sociales) des Textes de Lukacs qui illustrent bien la diversité de la réflexion du philosophe (400 p., 85 F.).

M. Mentré

CREATION APOCALYPSE

Histoire d'un regard humain sur le divin

MIREILLE MENTRÉ

« Ce livre joint la somptuosité de l'image à la beauté du texte : cette œuvre est joie de l'esprit et des sens. »

Pierre Chauvaud

Le Figaro

Un vol. 23 x 20 cm, 200 pages, abondamment illustré, 280 F.

En vente chez les libraires spécialisés ou à défaut : O.E.I.L., 12, rue du Dragon, 75006 Paris

Claude DELAY

Le hammam

roman

« Un livre tendre et égoïste. Subtil et barbare. Un témoignage des douceurs, des douleurs, qui tissent certains destins de femmes aujourd'hui. »

Geneviève Brisac / Le Monde

GALLIMARD *nrf*

- (1) Oxford, 1978, vol. III.
(2) Traduction française dans deux numéros de la revue *Commentaire*, 1983.
(3) Traduction française chez Gallimard, page 289.

هكذا من الماضي

● ANNIVERSAIRE

Le combattant de la justice

(Suite de la page 15.)

Député, il l'a combattue à la tribune, dénonçant en 1848 à la Constituante, dans une intervention passionnée, la peine de mort comme le « signe spécial et éternel de la barbarie », et votant pour « l'abolition pure, simple et définitive de la peine de mort ». Il l'a combattue dans le prétoire, le temps d'un procès où Hugo défendait son fils Charles, accusé d'avoir manqué au respect dû aux lois en stigmatisant la guillotine. « Ce crime (...), je l'ai commis avant mon fils, bien plus que mon fils. Je me dénonce, monsieur l'avocat général, je l'ai commis avec toutes les circonstances aggravantes - avec préméditation. » A défaut du père, ce sera le fils que les jurés condamneront à six mois de prison.

Le bagne

Eofin, Hugo combattra la peine de mort en militant inlassable, intervenant en tous lieux et en toute occasion auprès de tous les pouvoirs pour demander la grâce des condamnés. En 1839, il fait parvenir un quatrain improvisé à Louis-Philippe pour sauver Barbès. En 1854, il écrit à Lord Palmerston pour obtenir la grâce de Tappin. En 1859, il demande aux Etats-Unis celle de John Brown. En 1862, il supplie pour les condamnés de Charlevoix, en 1867 pour les Fénians irlandais. Il intervient auprès du tsar, auprès de l'empereur d'Autriche, auprès de la reine d'Angleterre, auprès du président Juarez pour que Maximilien vaincu soit épargné. Partout où l'échafaud est dressé, Victor Hugo est présent. Rarement avec succès, comme il le constatait avec mélancolie, évoquant cette inextinguible lutte : « J'ai quelquefois réussi. Souvent échoué. »

Hugo a-t-il mieux réussi s'agissant de cet autre outrage à la conscience humaine : le bagne ? Celui-ci fascine Hugo. Dès 1824, il demandera à son ami Gaspard de Pons de le documenter sur le bagne de Toulon. Il s'y rendra lui-même en 1839, comme il visitera celui de Brest. Et surtout en 1827, il assiste en compagnie de David d'Angers au fermettement des forçats à Bicêtre. « On fit assiéger les galériens dans la boue, sur des pavés inondés. On leur essaya des colliers. Puis deux forgerons de la chaudière, armés d'enclumes portatives, les leur rivèrent à froid, à grands coups de masse de fer (...). Après cette opération, ils devinrent sombres.

Il y en eut qui pleurèrent. Je regardai avec terreur tous ces profils sinistres dans leurs cadres de fer. »

Après les fers, c'est le départ, le long voyage de la chaîne des bagarés - la cadène - « l'effroyable chaîne des galériens, ces misérables traversant toute la France, liés sur des chorrettes, le carcan au cou, transis de froid, mouillés par la pluie, roués de coups de bâton, espèce de pilori ambulante qui durait vingt ou trente jours... » Vingt-cinq ans plus tard, la vision hantait encore Hugo. Et Cosette rencontrant la cadène dira à Jean Valjean : « Père, est-ce que ce sont encore des hommes ? - Quelquefois, dit le misérable. »

Toute la honte du bagne s'inscrit dans cette interrogation de Cosette et cette réponse de l'ancien forçat. Sont-ils encore des hommes, ceux que la société traitait ainsi et dont Hugo dit qu'ils sont les « damnés de la loi humaine » ? C'est pour dénoncer ce scandale que Hugo, en mai 1848, élu à l'Assemblée constituante, formula cette proposition sublimée - et qui fit ricaner tous les bien-pensants : « J'aurais voulu que l'on eût fait voter les bagnes et être le candidat choisi par les galériens. » Et c'est parce que l'inhumanité de leur condition hante Hugo qu'il voudra ce quelque sorte les réhabiliter tous, en faisant du plus humain de ses héros un ancien forçat, Jean Valjean.

La prison

Au-dessous du bagne, il y a, dans l'échelle des peines, la prison. Présente dans la cité, mais invisible derrière ses murs, la prison n'a pas cessé de fasciner Hugo. Elle hante son œuvre. De la cellule où est enfermé le « condamné » qui attend son exécution, au cachot où la Esmeralda est murée, de la « cage » conçue par Louis XI à la « cave pénale » où le prisonnier étouffe sous les chaînes et les pierres, la prison peuple l'imaginaire de Hugo. Ces geôles, ces cloaques, ces abîmes, cette angoisse de l'enfermement obsèdent l'écrivain. Comme la question pénitentiaire, toujours posée, jamais résolue, obsède le législateur de son temps et Hugo lui-même. Il visite la Conciergerie et la Roquette, accumule des notes, et rédige pour la Chambre des pairs un discours sur la réforme pénale. La Révolution de 1848 lui interdit de le prononcer. Au moins le possédant-nous et connaissons-nous sa pensée politique sur le système pénal.

D'abord une constatation. Hugo n'est pas indulgent - certains aujourd'hui diraient laxiste. Il est lucide. La suppression des peines, la disparition de la prison, il n'y croit pas. Mais si le châtiment doit conserver sa force d'exemple et son pouvoir d'intimidation, il ne doit jamais dégrader ni désespérer le coupable. anéantir ce qui constitue le levain de la peine : la capacité pour tout homme de mesurer ses torts, de se ressaisir - de s'amender - on dirait aujourd'hui de se réinsérer.

Cette conception toute chrétienne du châtiment amène Hugo à refuser toute peine qui, comme la peine de mort, est irrévocable,

ou, comme il le dit, « irréparable ». Les peines perpétuelles, qu'il s'agisse du bagne ou de l'infamie, mort sociale qui stigmatise le forçat après sa libération, Hugo les dénonce, parce qu'il est un droit « qu'aucune loi ne peut entamer, aucune sentence ne peut retrancher, le droit de devenir meilleur ». C'est au nom de ce droit, qu'on ne peut refuser « sans nier l'Evangile, le christianisme, la civilisation, l'humanité même », que Hugo condamne, en 1847, le régime pénitentiaire régnant en France : « Représentez-vous un moment ce que sont ces prisons dont je parle. Là, chaque spécialité à ses professeurs qui font des cours de crime supérieur, qui expliquent les maîtres et les modèles, qui enseignent aux petits coupables le respect et l'admiration des grands criminels. Là, chaque misérable trouve un guide pour le mener plus avant... Ce sont ces maisons-là qui vous font la criminalité que vous avez... »

Sans illusion

Cette métamorphose carcérale qui transforme le délinquant en criminel, Hugo l'incarne en Friauche, orphelin à six ans, voleur à neuf ans, bagnard à dix-huit ans, libéré à trente-cinq ans, incapable de trouver du travail à cause du « livret jaune ». Récidiviste, repris, condamné à perpétuité, évadé, assassin, il ne lui reste plus qu'à monter le dernier « barreau de l'échelle » : celui qui conduit à l'échafaud. C'est aussi Claude Gueux, que le système pénitentiaire et la persécution d'un gardien, son chef d'atelier, conduisent au meurtre. Et qui sera exécuté. C'est enfin Jean Valjean, qui, condamné à cinq ans de bagne pour vol d'un pain, en fera dix-neuf pour des évènements successifs. Il sort du bagne, s'engageant plus que baïoc envers la société. Seule la rencontre avec Monseigneur Myriel, c'est-à-dire la générosité, sauvera Jean Valjean jusqu'alors perdu par la justice.

Hugo pourtant était sans illusion. Il savait que certains s'enracinent dans le crime et y demeurent attachés, malgré de telles rencontres, comme les Thénardiens comme Mootparnasse auquel Jean Valjean, qu'il a voulu assassiner, donne sa bourse. C'est là toute l'ambiguïté du titre des *Misérables* - car il désigne à la fois les plus indignes - mais aussi les plus malheureux des hommes. Dualité qui se rejoint en certains êtres humains - et nous interdit de les condamner irrévocablement.

Dans les *Misérables*, il y a d'abord la misère, la grande misère des pauvres du dix-neuvième siècle, le titre même que Hugo avait initialement arrêté pour son œuvre. Cette misère qui rongeaient les grandes villes, Hugo romancier l'avait observée dans Paris, Hugo politicien l'avait explorée dans les caves de Lille. Et les liens évidents qui toujours ont uni, dans la société, la misère, l'ignorance et le crime, Hugo les a dénoncés, dès 1834, dans *Claude Gueux*, puis tout au long de sa vie. Pour ce grand bourgeois, pour cet homme comblé par la gloire, la fortune et le bonheur, il n'existe pas de classe dangereuse. Il

n'existe que des misérables qu'il faut prendre en compte.

Cet académicien, ce pair de France, choisira de déclarer à cette haute assemblée d'aristocrates, et de nantis : « Messieurs, je le dis avec douleur, le peuple sur qui tout retombe, qui endure la peine, la fatigue, les famines, les hivers rudes, dans les enfants, durement exploités, subissent le labeur malsain des manufactures... Le peuple, dans l'état social tel qu'il est, porte aussi, plus que toutes les autres classes, le poids de la pénalité. Ce n'est pas sa faute. Pourquoi ? Parce que les lumières lui manquent d'un côté, parce que le travail lui manque de l'autre. Trop souvent du moins - d'un côté les besoins le poussent, de l'autre aucun flambeau ne l'éclaire - de là les chutes... »

Certains souriront de cette simplicité. Moi pas. Que c'est beau, un grand écrivain découvrant la question sociale par la question pénale, et se dressant contre la misère, parce qu'il s'est élevé un jour contre l'échafaud ! Dans la démarche de Hugo, cet élargissement progressif de perspectives, de la réforme des peines à la réforme de la société, est comme une ascension. Sa perspective s'élargit naturellement à mesure que sa pensée s'élève de l'effet aux causes. Ce refus de l'injustice individuelle l'a conduit tout naturellement à refuser l'injustice collective (...).

« Mission remplie »

Pour rendre à Victor Hugo le plus significatif hommage, j'espérais découvrir une lettre obscure, émanant d'un prisonnier reconnaissant. Il n'en est point cependant en ma possession. Aussi pour témoigner de la continuité de la lutte de ceux qui se lèvent, un siècle après l'autre, pour soutenir la double et indissociable cause de la justice et de l'humanité, j'ai pensé qu'il était bon de répéter tout simplement, en ce jour du centenaire de la mort de Hugo, ce que le poète avait dit lui-même, à Paris, pour célébrer le centième anniversaire de la mort de Voltaire, de celui qui avait défendu la cause de Calas, et celle du chevalier de La Barre contre l'injustice des hommes et des lois :

« Il y a cent ans aujourd'hui un homme mourait. Il mourait immortel. Il s'en allait chargé d'années, chargé d'œuvres, chargé de la plus illustre et de la plus redoutable des responsabilités, la responsabilité de la conscience humaine avertie et rectifiée. Il s'en allait maudit et béni, moult par le passé, béni par l'avenir, et ce sont là, Messieurs, les deux formes superbes de la gloire. Il avait, à son lit de mort, d'un côté l'acclamation des contemporains et de la postérité, de l'autre ce triomphe de haines et de haine que l'impitoyable passé fait à ceux qui l'ont combattu. Il était plus qu'un homme, il était un siècle. Il avait exercé une fonction et rempli une mission... »

ROBERT BADINTER.

N.D.L.R. - Le titre et les intertitres sont de la rédaction. Ce discours a été prononcé au cours d'une cérémonie organisée par l'université Paris-Sorbonne Nouvelle.

M. et M. SHIBATA **les maîtres du Tch'an (zen) en Chine**
La vie éblouissante des grands Maîtres du V^e au VII^e siècle et, à travers leurs dialogues, leur pensée profonde.
Collection « Lumière d'Asie » 120 F
En vente chez tous les libraires et chez l'éditeur
MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor Cousin 75005 Paris - Tél. 354.32.70

Roger VRIGNY
Accident de parcours
« Les personnages de Vigny sont à la fois généreux, exaltés et désabusés. »
Patrick Besson / Le Point
« La magie des mots fait naître tout un monde irréel bien plus vrai pourtant que le monde réel. »
Françoise Xenakis / Le Matin
GALLIMARD nrf

DELAROCHE
Un vrai roman dont les papas seraient des papas de cinéma: François Truffaut, celui de « Baisers volés », ou Jean-Jacques Beineix et sa « Diva ».
Pierrelette Rosset, Elle
Philippe Delaroche
J'entends quelque'un
ROMAN
242 pages 79 F
MAZARINE

Georges Hourdin
LE MALHEUR INNOCENT
L'indispensable prologue à « J'aime la vie », dit-elle enfin.
La lutte d'un père pour intégrer pleinement sa fille handicapée dans la vie familiale et sociale.
Collection « Le temps d'une vie » 78 F
Georges Hourdin
J'aime la vie
dit-elle enfin
« Un guide pour les parents de handicapés et pour tous les autres. La grande rassemblement des « normaux » démunis, désemparés devant le handicap. »
« La Croix »
Collection « Le temps d'une vie » 75 F
FRANÇOIS CLAIRE
et les autres
Un homme passionné par notre époque rencontre le témoin le plus inoubliable de l'Evangile : une merveilleuse complicité. Une grande biographie.
16 illustrations hors texte 89 F
DBB DESCLÉE DE BROUWER
CHEZ VOTRE LIBRAIRE

Claude DELAY

chamman

THÉÂTRE

DE VICTOR HUGO À EUGÈNE LABICHE

Le mot pour rire

Le rire, c'est sérieux. Ce n'est pas une idée en l'air, une imagination. C'est une activité précise, physique. Un travail des muscles, des pousmons. Presque un travail de force.

Prenez le dictionnaire Robert, au mot « rire ». Soit dit en passant, pourquoi tout de gens foot-ils confiance au dictionnaire Robert ? Parce que Paul Robert, son inventeur, n'était pas un intellectuel, un rêveur. Lors de ses débuts dans la vie, il était agriculteur, il faisait surtout des fruits. Et puis, pendant la guerre mondiale, la seconde, il fut engagé dans les communications : codage et décodage des messages. C'est cette occupation grave qui le conduisit à s'enquérir de la définition des mots.

Donc Robert, homme concret, car, explique ainsi le rire : « *Elargissement de l'ouverture de la bouche, accompagnée d'expirations saccadées plus ou moins bruyantes.* »

Il s'agit bien d'un exercice physique complet, une gymnastique, un jogging, un yoga, un aérobic, tout ça d'un coup, sans grand effort, et dans la bonne humeur.

L'ennui, c'est que vous ne pouvez vous-même, tout seul, prendre la décision de rire. Il y faut une cause extérieure, pas toujours facile à trouver.

Justement, il y en a deux, ces jours-ci, dans les théâtres parisiens. *Mille francs de récompense*, de Victor Hugo, à Chaillot, et *Doit-on le dire ?*, de Labiche, au Théâtre des Arts-Hébertot.

Mille francs de récompense est un faux mélodrame. Le mélodrame

empêchait les romantiques de dormir, parce qu'il remplissait les salles à craquer. Plutôt que de dire que l'homme sorti du sépulchre, de Monigny, ou les *Victimes cloîtrées*, de Monvel, étaient des choses pas terribles, Hugo trouva plus gentil d'écrire lui-même un mélodrame, aussi bête mais souriant, un peu féérique aussi. Et qui fait rire sans arrêt.

Doit-on le dire ? est un vrai vaudeville, mais très pervers. Labiche osons y montre, sous toutes les cultures, un fou dangereux, appelé Meserolle, et il nous prouve que les fous dangereux sont inoffensifs, ou même salutaires. C'est un tour de passe-passe, vertigineux. Et qui fait rire sans arrêt, comme la pièce de Hugo.

Le rire, c'est tout ou rien. Il ne conviendrait pas de présenter dans le détail *Mille francs de récompense* et *Doit-on le dire ?*. Disons juste que c'est très bien mis en scène, le chef-d'œuvre de Hugo par René Luyon, et celui de Labiche par Jean-Laurent Cochet.

Allez-y sans faute. La gymnastique musculaire et respiratoire annoncée par Paul Robert fait beaucoup de bien. Evidemment, c'est assez brutal, comme soirée, parce que le rire, ce n'est plus dans les habitudes, avec tout ce qui se passe. Quand vous sortez de là, vous êtes sur les genoux.

MICHEL CURNOT.

* *Mille francs de récompense* : Théâtre Chaillot, salle Gémier, 20 h 30.
* *Doit-on le dire ?* : Théâtre Arts-Hébertot, 21 heures.

MUSIQUE

« UN BAL MASQUÉ », à l'Opéra

A plat

Le palais Garnier n'a pas de chance avec *Un bal masqué* de Verdi, à moins que ce soit le contraire. Il y a quatre ans, la production, plastiquement fort médiocre, fut copieusement sifflée, malgré le superbe Gustave III de Carreras et Katia Ricciarelli. Samedi soir, le « nouveau » *Bal masqué* est tombé à plat, les buées même étant amorties et les applaudissements promptement éteints par une sorte de torpéur : décors banals de Jürgen Rose, réalisés pour Covent-Garden il y a dix ans ; mise en scène d'Otto Schenk, nuss ancienne, reprise par Charles Hamilton sans imagination ni véritable régie d'acteurs ; direction précise, mais emphatique et spectaculaire de Gian-Luigi Gelmetti (l'actuel directeur général de l'Opéra de Rome), qui frise tout à tour le mélo et l'opérette, mais ne sait découvrir la vérité, la profondeur et l'émotion intense de Verdi.

La moisson n'est guère plus riche du côté des chanteurs. Seule Fiorenza Cossotto s'impose une nouvelle fois par sa nature de tragédienne dans le rôle de la sorcière, malgré des attitudes usées jusqu'à la corde, et une voix violente et cavernueuse, avec beaucoup de vibrato, qui garde cependant une forte emprise.

De nombreux spectateurs avaient fait la queue de longues heures pour entendre Pavarotti ; mais le célèbre ténor s'est décommandé. Son remplaçant, Taro Ichihara, a préféré prudemment attendre la deuxième représentation. On ne saurait donc en vouloir à Luis Lima, qui a chanté

avec vaillance et beaucoup de probité à défaut d'un très noble lyrisme.

Autre déception : l'Amelia de Natalia Troitskaya, diction gutturale, voix hybride à la technique souvent problématique, assez belle dans la grave et parfois le médium, dure et tendue dans l'aigu, sans homogénéité d'un registre à l'autre. Son grand air du deuxième acte fut particulièrement pénible : elle se reprit essouffée, mais le personnage n'a guère d'aura ni d'émotion.

Bien que dominant physiquement le roi de la tête et des épaules, Juan Pons apparaît bien gracieux, vocalement et physiquement, pour incarner Renato, l'ami fidèle, dont l'amitié et l'amour bafoués se retournent en folie meurtrière contre son roi.

Le succès est allé justement à Danièle Borst, le rayon de soleil de cette représentation, page charmeuse, jolie voix française, souple, vive et ravissante, pour ces couplets à la française, rôle de travesti auquel Verdi était fort attaché, d'ailleurs unique dans son œuvre.

JACQUES LONCHAMPT.

* Prochaines représentations les 24 et 27 mai, 1^{re}, 4 et 8 juin.

■ LO ET LCR EN FÊTE. - La Fête de Lutte ouvrière et de la Ligue communiste révolutionnaire aura lieu à Presles (Val-d'Oise) les 25, 26 et 27 mai. Au programme : chansons, théâtre, folklore, bals... Des cars gratuits partiront de la porte de la Chapelle tous les quarts d'heure. Entrée : 40 F pour les trois jours.

MÉCÉNAT

NOUVELLES MESURES FISCALES

La culture comme image de marque

Réniss rue de Valois, à l'issue du conseil des ministres de mercredi, M. Jack Lang, ministre de la culture et M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, ont annoncé devant un impressionnant auditoire de patrons d'entreprises de nouvelles dispositions fiscales susceptibles de favoriser le mécénat : un des chevaux de bataille de M. Lang, dont les élan en la matière avaient été jusque-là quelque peu modérés rue de Rivoli.

La première de ces mesures incitatives concerne le un pour mille qui, dans la loi de finances pour 1985, est passé à deux pour mille. Depuis 1982, les possibilités de déductions fiscales jusqu'à un pour mille du chiffre d'affaires au profit d'œuvres d'intérêt général, de caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social ou familial, avaient été étendues au domaine culturel. Désormais, c'est donc deux fois plus qui peut être déduit. A condition toutefois que les organismes bénéficiaires, associations ou fondations, soient agréés à la fois par le ministère de la culture et le ministère des finances (actuellement deux cents associations sont recensées).

L'autre mesure, toute nouvelle celle-là, reconnaît la possibilité pour une entreprise de faire passer ses dépenses de mécénat dans ses frais généraux, au même titre que des frais de publicité. Il suffira pour celle-ci que le « parrainage » - terme utilisé par la loi (circulaire du 12 avril 1985) - soit clairement indiqué (sur le générique d'un film, une bande annonce, une affiche d'exposition, un catalogue, etc.). Ainsi est admis ouvertement qu'une entreprise peut promouvoir son image de marque par la culture. C'est un grand pas, qui devrait faire entrer plus naturellement dans les mœurs l'association de la culture et des affaires, en levant l'ambiguïté habituelle sur le caractère désintéressé des opérations de sponsoring.

Ces nouvelles dispositions tombent à vrai dire tout à fait à point, à un moment où le mécénat d'entreprises connaît un développement sans précédent en France. Grâce effectivement aux efforts du ministère de la culture dont le propos a toujours été d'inciter parallèlement au mécénat d'Etat le mécénat privé.

Il faudrait aussi rappeler le rôle joué par l'ADMICAL (Association pour le développement du mécénat industriel et commercial), qui préside M. Jacques Rigaud, PDG de RTL, qui réunit quelque soixante-quinze entreprises.

On peut donner de nombreux exemples du développement du mécénat dans les divers secteurs de la culture, et tout particulièrement celui des arts plastiques. Alors qu'entre 1978 et 1983 cinq grandes expositions ont reçu des concours privés, entre 1984 et 1985, ce sont sept expositions qui en ont bénéficié. Citons dans l'actualité immédiate : l'exposition Recoir qui sans IBM n'aurait jamais pu être faite, étant donné le coût des assurances des œuvres, et celle des Delaunay, que soutient le Crédit Agricole.

G. B.

* « Mécénat mode d'emploi ». - Une brochure tirée à 30 000 exemplaires et destinée à faire connaître les dispositions gouvernementales en matière de mécénat d'entreprise vient d'être éditée au ministère de la culture.

■ Festival international du mécénat. - Le deuxième Festival international du mécénat d'entreprise, organisé par l'Association pour le développement du mécénat industriel et commercial (ADMICAL), aura lieu à Paris les 6, 7 et 8 juin. La journée du 6 commencera par des assises réservées aux « professionnels » du mécénat, mais toutes les autres manifestations seront ouvertes au public.

* Maisoo de la Chimie, 28, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

■ Mécénat européen. - La Commission européenne a proposé à Bruxelles des mesures fiscales destinées à favoriser la consommation des biens culturels, à améliorer les conditions de vie des « travailleurs culturels » et à encourager la conservation du patrimoine architectural dans la CEE. Pour aider le mécénat, la Commission propose notamment des déductions fiscales sur tous les legs ou dons faits à des institutions agréées par les Etats de la Communauté, quel que soit le pays de résidence du mécène. L'ensemble des propositions seraient soumises au conseil des ministres de la culture le 28 mai prochain.

DANSE

« SUITE D'UN GOUT ETRANGER »

Un baroque en trompe l'œil

Cette *Suite d'un goût étranger*, coproduite par la Maisoo de la danse de Lyon et le Festival des nuits de l'Estérel, s'annonçait bien. François Raffinot (collaborateur de Francine Lanocet, directrice de Ris et danceries) avait imaginé une approche contemporaine de la musique de Marin Marais et fait appel à des chorégraphes capables d'en donner une transcription « moderne », tout en restant fidèle à l'esprit baroque : Dominique Bagouet, Andy Degroat et Robert Koviteb.

Un projet ambitieux. Il ne restait plus au spectateur qu'à embarquer pour cette nouvelle Cypthère, toute en jeux de miroirs et de rideaux transparents, à tenter de suivre les danseurs dans un interminable parcours labyrinthique, à adhérer à un cérémonial hiératique. Tout est lent dans cette *Suite* au goût étrange, bercée par la viole de gambe, le clavecin, le théorbe. Les danseurs en socquettes blanches et costumes stylisés façon ballets de cour, s'additionnent, se soustraient, comme les pièces d'un échiquier. Ils se déplacent en caisson, en contrepoint, plient lentement, sautent, virulent, jouent du poignet et du talon ou s'abîment dans une rêverie où ombre chinoise.

Mais impossible, à quelques gestes près, de reconnaître ce qui appartient à Raffinot, Kovitch, Bagouet ou Degroat, car ils ont travaillé ensemble sur chaque morceau comme quatre peintres sur un même tableau. C'est sans doute ce qui donne un côté de salmigondis à la chorégraphie, un manque de caractère et de style affirmé.

Tout le monde pratique le trompe l'œil, et beaucoup de subtilités, de références, échappent au public qui passe sans transition d'une danse dans le goût ancien au détournement brutal. Comment entrer dans un spectacle aussi ambigu ? C'est dommage, car beaucoup d'énergie, de talent, a été mis dans la balance. La troupe notamment est excellente, très à l'aise dans sa façon d'ornementer la musique.

MARCELLE MICHEL.

* Théâtre contemporain de la danse (rue Blanche), 20 h 30, les 23, 24 et 25 mai.

NOTES

Théâtre visuel

Cela fait maintenant neuf ans qu'Alfredo Corrado, metteur en scène sourd d'origine américaine, et sa troupe IVT (International Visual Theater) travaillent dans la Tour du Village au château de Vincennes. Dans les premières créations, toutes silencieuses, l'élément visuel prédominait mais laissait le spectateur entendre un peu moins ; s'il ne possédait pas le chef de ce langage gestuel que les sourds revendiquent comme leur outil propre de communication et de création, il restait à l'extérieur du spectacle, fasciné mais perplexe.

Pour leur nouvelle création, *LMS*, neuf acteurs sourds montent dans un train pour une parodie d'Agatha Christie ; un acteur entendant dans le rôle du commissaire fait les frais de la machine. Qui n'a pas entendu a peut-être mieux vu : un montage musical astucieux suramplifie le chaos des données sonores. Fausses pistes. La mise en scène organise de troublants glissements entre le crime et sa reconstruction, le passé et le présent, la vérité et le mensonge. Momentanément, donc, l'IVT ne milite plus pour la reconnaissance du langage gestuel ; il finit habilement dans une dramaturgie qui prend au monde des entendants ses fautes et ses plaisirs, pour s'en jouer. Cette étrange distance d'incommunication entre les sourds et les entendants, devenue ressource d'intrigue, est abolie le temps d'un spectacle.

M. G.

* Tour du Village, château de Vincennes, 21 h.

Géométrie politique

au Théâtre de Gennevilliers

Les personnages d'*Othon* de Pierre Corneille empruntent des itinéraires qui ressemblent à ceux des jeux de société chinois, tant leur volonté, qu'elle soit d'amour ou d'ambition, se heurte sans cesse à de nouveaux obstacles : ceux que dresse la Politique, grande prêtresse de cette pièce.

Pour mettre de l'ordre dans la complexité des rapports qui entrent en scène *Othon* selon un principe qui pourrait être qualifié de géométrique. Les corps semblent se croiser à angle droit. Les seules courbes sont celles des dos qui parfois s'inclinent. Othon (Yann Colette) ressemble à un motard moyenâgeux. Clésal, terrifiant, la voix neutre, il est à la limite de l'être rebouté. Et sur le visage des autres comédiens, les sentiments des autres ne laissent aucun signe. Parfois, une poussée de violence, brève démonstration de domination physique de l'homme sur la femme.

Yvon Davis a réalisé un spectacle austère, lugubre, pessimiste, mais d'un réel intérêt. Ce que disent les conseillers de Calba, combien d'hommes au pouvoir l'ont-ils eux-mêmes pensé ?

CAROLINE DE BARONCELLI.

* Théâtre de Gennevilliers, 20 h 30.

Un Rossini royal

au château de Versailles

Les loges d'avant-scène et les premiers rangs de l'orchestre étaient occupés par une bourgeoisie louis-philippine un peu fanée : les musiciens de l'Orchestre de chambre de l'Europe et Claudio Abbado portaient le col cassé. Après l'ouverture pérorante de *La Fie voleuse*, Rossini lui-même fit son entrée entouré d'une cour de jolies femmes fleuries.

Et les plus merveilleux « belcantistes » de notre époque (Cahole, Horne, Ariza, Rainaldi, Ramey) rivalisèrent de pousesses et de charme sur la scène de l'Opéra royal du château de Versailles. *Mélanie seria et buffa. Sémiramis. Guillaume Tell. Moïse et Tancrède. le Barbier. la Cenerentola et l'Italienne à Alger*, avec leurs crescendos irrésistibles, la « Calomnie » par Rainaldi, et le célèbre numéro de prime donne, la bleue et la rouge imitant dans les bras l'une de l'autre à l'issue de leur duo suprême de *Tancrède*. Malgré ces succès parisiens, Rossini n'avait jamais connu une telle apothéose.

C'était au profit de l'Alliance européenne contre le cancer, un délicieux spectacle transmis en mondovision et en direct, sauf en France. Ce gala sera diffusé le 20 juin à 21 h 30 sur Antenne 2 et publié en disque par Deutsche Grammophon.

J. L.

Le musée du Prieuré

s'enrichit à Saint-Germain-en-Laye

La *Fille du patron*, peinte par Paul Gauguin en 1886, lors de son premier séjour à Pont-Aven, est sans doute l'acquisition majeure du musée départemental du Prieuré. Depuis 1980 les collections n'ont cessé de s'enrichir, comme le démontre le regroupement temporaire de cinq ans de dons et d'achats dans ce qui fut l'atelier de Maurice Denis, dûment rénové. Le conservateur, Marie-Amélie Anquetil, a tenu à déployer autour du « Noli aux belles heures » l'éventail de cette fin de siècle et de ses prolongements. La voici resuscitée, cette (belle) époque avec ses précurseurs de Pont-Aven (plutôt du Pouldu) : Emile Bernard, Louis Anquetin, Jean Verkéde et Mogens Ballin.

Mais les Nabis ? Outre Maurice Denis, objet d'une nouvelle et copieuse donation, ce sont entre autres Paul Sérusier, Pierre Bonnard, Edouard Vuillard et Mondrian. On s'arrêtera aussi devant une banquette et quatre chaises, recouvertes de tapisseries tissées par Germain Montheureau d'après des cartons de Jeao Hugo. Et devant la maquette et les décors de *l'Oiseau Bleu*, où Jacques Bepepe a parfaitement retracé le monde merveilleux de Maerellink.

J.-M.D.

* Musée départemental du Prieuré, 2, rue Maurice-Denis, Saint-Germain-en-Laye.

GEORGE-V - LUMIÈRE - MAXEVILLE - CONVENTION SAINT-CHARLES
FORUM - PARAMOUNT Gobelins - PASSY
Et dans les meilleures salles de la périphérie

« L'histoire d'un amour qui va trop vite »

SANDRINE BONNAIRE JACQUES BONNAFFE

...le meilleur de la vie...

UN FILM DE RENAUD VICTOR

le chapeau rouge
PLACE DE BRETEUIL
d'alain gautré
mise en scène pierre pradinas

ODEON THEATRE NATIONAL
Sophocle
CEDIPE ROI
Traduction de Jean et Mayotte BOLLACK
mise en scène ALAIN MILIANTI
avec Jean-Pierre Agazaz - Christian Blanc
Alain Halle-Halle - Philippe Peltier - André Wilms

12 mois sur 12 COURS
HUBERT LE FÉAL :
DÉPASSER LE TRAC,
S'AFFIRMER DANS LA PAROLE.
documentation sans engagement
387 25 00

THEATRE MONTPARNASSE
PIRANDELLO
HENRI IV
AUX EN SCÈNE
JEAN-PIERRE BOUVIER
320.89.90 - 322.77.74

COMMUNICATION

RADIO-TÉLÉVISION

Le premier ministre approuve les conclusions de M. Jean-Denis Bredin

Priorité aux programmes et à la création

Le gouvernement reprendra la plus grande partie des propositions de M. Jean-Denis Bredin, M. Laurent Fabius l'a reconnu le 22 mai au cours de « Parions France », sur TF 1 : le rapport de l'ancien vice-président des Radios de gauche a le mérite essentiel de faire la part entre le rêve et la réalité, les surcoûts politiques et les possibilités économiques. Ce qui est en France un grand pas en avant pour la télévision.

Dans ses commentaires, le premier ministre a confirmé les deux choix essentiels de M. Bredin : priorité aux chaînes nationales et à la création audiovisuelle. M. Fabius qui, lorsqu'il était ministre de l'Industrie, a été un des créateurs du fonds de soutien à l'industrie des programmes, sait que l'on ne peut pas séparer l'ouverture de nouveaux canaux et l'investissement dans la production, l'ambition culturelle et le développement économique.

Il n'y a donc pas, comme le suggéraient ou l'espéraient certains, de divergences stratégiques entre le premier ministre, la politique menée au ministère de la culture et les conclusions du rapport Bredin. M. Fabius est même allé plus loin et plus vite que ne l'espérait M. Jack Lang, en adoptant immédiatement des mesures favorisant l'investissement des particuliers et des entreprises dans la production audiovisuelle. Le système des « tax-shelters » a pendant de longues années soutenu la production américaine et redressé, il y a peu, les cinémas canadiens et australiens. Combinées avec le mécanisme du compte de soutien, qui assure une solidarité étroite entre diffuseurs et producteurs, ces mesures fiscales peuvent donner un coup de fouet à la création française et lui permettre de rattraper son retard sur le marché international de l'audiovisuel.

J.-F. L.

« Oni à deux chaînes privées nationales »

Sur les télévisions privées, M. Fabius a déclaré : « Faut-il créer des chaînes privées, des stations de télévision locales ? Ma réponse, clairement, est : oui à deux chaînes privées nationales, si c'est possible, s'il y a des clients (...) Je pense que le gouvernement pourra prendre ses décisions le mois prochain, avant les congés d'été. »

Sur la création audiovisuelle, M. Fabius a déclaré : « L'essentiel n'est pas seulement que vous ayez des chaînes supplémentaires. L'essentiel est que vous ayez de bons programmes (...) Donc, il faut faire un très gros effort pour

la création audiovisuelle, c'est très important sur les plans économique et culturel. J'ai décidé, dès maintenant, sans attendre le reste, une exonération fiscale totale pour les investissements dans la création de cinéma et d'audiovisuel. J'ai donné des instructions au ministère des finances pour qu'il dépose un texte à l'Assemblée nationale, afin que les particuliers ou les entreprises qui investissent dans les industries de cinéma ou de programmes puissent déduire de leurs revenus imposables, »

LES RÉACTIONS

■ M. MADELIN : archaïque. — Au nom du Parti républicain, M. Alain Madelin, député d'Ille-et-Vilaine, considère que les propositions de M. Bredin reposent « sur une conception archaïque et dépassée de l'audiovisuel (...) Il s'agit du maintien du service public, voire de son renforcement avec l'accroissement de la redevance ».

■ M. CAILLAVET : vigilance. — M. Henri Caillavet, président de la Commission pour la transparence et le pluralisme de la presse : « Si, pour ouvrir une liberté nouvelle profitant aux télévisions privées, le pluralisme de la presse est mis en difficulté, faute de publicité suffisante, la nature même de

notre système démocratique serait altérée (...) Ayant pour mission de protéger le pluralisme de la presse, nous restons vigilants ».

■ M. AUDINOT : une brimade. — M. André Audinot, président du Syndicat de la presse parisienne et directeur général du groupe Hésant, a exprimé « sa déception et son inquiétude devant les orientations d'un rapport qui additionne les inconvénients en feignant de surmonter les contradictions : il brime la presse écrite, il conforte le service public, il encadre rigoureusement par la puissance publique une initiative privée à qui sont d'emblée ôtées les conditions élémentaires de sa réussite. »

SPORTS

FOOTBALL

SEPTIÈME

COUPE D'EUROPE POUR LE REAL MADRID

Battu le 22 mai à domicile, au stade Bernabéu par les Hongrois du Vésztol (0-1), le Real de Madrid a néanmoins remporté la Coupe de l'Union européenne de Football Association (UEFA) grâce aux trois buts d'Arantzazu (3-0) marqués lors du match aller le 8 mai.

C'est la première fois que le grand club espagnol, détenteur de six Coupes d'Europe des clubs champions conquises dans les années 60, inscrit son nom au palmarès de l'UEFA.

Vainqueur de Nice (3-0) le 22 mai en Normandie, Le Havre, qui avait obtenu le match nul (2-2) lors de la rencontre aller, est devenu champion de France de deuxième division.

Les demi-finales de la Coupe de France, qui auront lieu les 1^{er} et 4ⁱⁿ, opposeront Monaco à Lille et Toulouse au Paris-SG.

■ TENNIS : Coupe du monde de Düsseldorf. — Après avoir battu l'équipe indienne (2-1), les Français ont provoqué la surprise, le 22 mai, pour leur deuxième match de la Coupe du monde de Düsseldorf, en dominant les Tchécoslovaques : quarante-trois ans, Henri Leconte a vaincu le numéro deux mondial, Ivan Lendl (2-6, 6-4, 6-4) ; Thierry Tulasne, soixante-cinq ans, a battu Mikael Pavic (2-6, 6-0, 6-4), révélation du début de l'année, qui a disputé la finale des Internationaux d'Italie contre Yannick Noah.

■ Nouveau directeur des programmes à FR 3. — M. Bernard Mounier, directeur de FR 3 Limousin-Poitou-Charentes, a été nommé « délégué du directeur général pour les programmes de FR 3 » à compter du vendredi 24 mai, succédant à M. Jean-Pierre Dusséaux, « qui quitte la société à sa demande », indique-t-on à la direction de FR 3. M. Dusséaux avait été nommé très prochainement à la deuxième chaîne.

[Comédien avant de promouvoir les activités théâtrales au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, de 1956 à 1958, M. Bernard Mounier, âgé de 52 ans, est un « homme de culture ». Directeur du centre culturel français à Madagascar de 1964 à 1968, il a été successivement directeur de la Maison de la culture de Havre (1968-1975), puis directeur de la Maison de la culture de La Rochelle (1975-1983). O a été nommé directeur délégué à la régulation à l'association à l'association des secrétaires nationaux de l'Association technique pour l'action culturelle (ATAC), à la commission française pour l'UNESCO et au Conseil national de la communication audiovisuelle.]

■ Grève à Radio-France-Alsace. — Les animateurs et techniciens de Radio-France-Alsace observent depuis mardi 21 une grève « illimitée » à l'appel de la CGT et de la CFDT. Le conflit est né d'une baisse des revenus de trois animateurs, à l'occasion du passage à dix-huit heures de programmes quotidiens de l'antenne. Plus généralement, les deux syndicats dénoncent des augmentations importantes de temps de travail pour plusieurs animateurs payés au cachet. La direction de Radio-France estime que les contrats des animateurs ont été respectés, que certains d'entre eux ont même été augmentés et qu'il ne faut pas confondre temps d'antenne et temps de travail. Un programme minimum est diffusé. (Corresp.)

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (7^e arr.) - M^e Varenne
Rodin / Cinq photographes contemporains
Yves BRAUNS, Eusebio HALLÉ, Enzo JARRET, Bernardus TINTAUD, Roger TRULZSCH
Tous les jours (sauf mardi) - 10 h-11 h 30 et 14 h 30-17 h 45
DU 3 MAI AU 30 SEPTEMBRE

Dans les hebdomadaires

« Le Nouvel Observateur » :

Changement dans la forme

Le Nouvel Observateur de cette semaine, publié vendredi 24 mai, présente sa nouvelle formule. La couverture et le graphisme du titre sont les premiers signes apparents du changement dont les maîtres d'œuvre sont Franz-Olivier Giesbert et Serge Lafaurie, codirecteurs de la rédaction, et Claude Maggiani pour la maquette.

Le prix (12 F), le format et la pagination de l'hebdomadaire restent les mêmes, mais le volume de certaines rubriques est modifié. Trois secteurs se trouvent développés : l'économie, sous la responsabilité de Georges Valance et Jacques Mornand, les sciences avec Gérard Bonnot et Fabien Grubier, et la culture, dont la responsabilité est confiée à Pierre Ajame, qui revient au Nouvel Observateur après deux ans passés aux éditions Robert Laffont.

Cela correspond-il à une certaine dépolitisation du Nouvel Observateur ? En aucune manière : l'éditorial de Jean Daniel, son directeur, prouve que l'hebdomadaire ne cherche nullement à mettre son drapeau dans sa poche. « Le changement, c'est surtout dans la forme, dans le style, que nous espérons le traduire, grâce à plus de reportages, à plus d'enquêtes, à des articles plus longs, alternant avec des pages d'échos », précise Franz-Olivier Giesbert. La nouvelle maquette, les photos, le recours plus intensif à la couleur devraient également participer à ce renouveau.

Le dernier chiffre connu de ventes du Nouvel Observateur sur Paris-surfaçé, pendant la semaine du 2 au 8 mai, s'élevait à 20 530 exemplaires. D'autre part, l'hebdomadaire confierait sa régie publicitaire à l'agence autonome — à Général Media, filiale du groupe Roux-Séguy-Cayzac-Goudard.

G. D.

« L'Union » de Reims en état de cessation de paiement

(De notre correspondant)

Reims. — M. Hubert Laffont, administrateur provisoire du quotidien « L'Union », à Reims (moins cent quatre-vingt-seize salariés), s'est présenté, mercredi après-midi 22 mai, devant le président du tribunal de commerce aux fins de déclarer l'état de cessation de paiement du journal. Jugement attendu ce jeudi 23 mai. La situation de dépôt de bilan entérinée, un syndicat devrait être désigné.

Mercredi matin, le comité d'entreprise extraordinaire, qui devait être consacré à l'évolution de la situation de l'entreprise et au projet de déclaration de cessation de paiement au greffe du tribunal de commerce de Reims, n'a pas eu lieu, empêché par les actions du Syndicat du livre CGT et l'absence de ses délégués élus au CE. Refusant le dépôt de bilan, la Fédération française des travailleurs du livre CGT entend dénoncer ainsi « la scandaleuse attitude des pouvoirs publics », traduction « d'une volonté délibérée de liquider définitivement ce journal issu de la Résistance pour en tirer le potentiel technique, et les cent vingt mille lecteurs aux forces du capital et à leur pression politique ».

Le directeur-gérant, M. Jean-Pierre Jacquot, estime de son côté qu'« aucune conséquence particulière n'est à prévoir. Le journal continue à paraître normalement, les salaires à être versés. L'administrateur dispose des pleins pouvoirs pour rechercher des solutions. A lui de trancher et de les présenter au tribunal de commerce ».

Quant aux syndicats CGC, FO et CFDT, qui avaient déjà dénoncé l'attitude de la CGT lorsqu'elle s'était approprié deux pages du journal (le Monde du 8 mai), ils jugent « vain d'attendre une manne des pouvoirs publics ».

DIETRIE LOUIS.

(Publicité)
UNICEF
Si vous avez, dans l'immédiat après-guerre (1947-1950), bénéficié de l'aide fournie par l'UNICEF (ou l'UNESCO) aux enfants d'Europe, ou si vous avez, d'une manière ou d'une autre, participé à cette action de solidarité, faites-vous connaître au
COMITÉ FRANÇAIS POUR L'UNICEF
SERVICE DE L'INFORMATION
35, rue Fénélon-David, 75016 Paris
Tél. : 524-80-00
Vos témoignages ou vos documents personnels (photos notamment) enrichiront une étude actuellement menée par l'UNICEF sur cette période.

Jeudi 23 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 30 Droit de réplique.
Les réponses des partis politiques à l'intervention de M. Fabius (PCF : André Lajeunie, PS : Claude Estier).
20 h 45 Série : Les Misérables.
D'après l'œuvre de Victor Hugo. Réal. : Robert Hossein. Avec L. Ventura, M. Bouquet, C. Jean.
Dernier épisode. J'avais sur les barricades est fait prisonnier par les révolutionnaires et le jeune Gervais. Jean Valjean traverse les égoûts, réapparaît pour le mariage de Marius et de Cosette, et meurt.
21 h 45 Les Jours de l'information : Infovision.
Emission de la rédaction de TF 1 proposée par A. Demons, R. Pic, M. Albert et J. Decourcy.
Au sommaire : Falachas, la tribu perdue en Israël ; rien ne se perd : le retraitement des ordures ; sur la piste des assassins du pape ; Brétil : l'après Tancredo.
22 h 55 Journal.
23 h 5 Étoiles à la une.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

FÊTE DES MÈRES DANS LES BHV
-20% SUR LES MONTRES DAME.
20 h 35 Cinéma : Arriva Sabata.
Film italien de T. de Micheli (1970), avec A. Steffen, P. Lee Lawrence, E. Fajardo, A. Mayo, R. Rovere (Moulin).
Des pilliers de banque ont des amis à cause d'une grosse somme d'argent qu'ils ont volée.
22 h 5 Alain Decaux, l'histoire en question.
Clemenceau le Tigre.

Le trajet politique de Georges Clemenceau : jeune parlementaire sous la III^e République (où il siège à l'extrême gauche), Poincaré le désigne en 1917 comme président du conseil.
23 h 20 Histoires courtes.
L'anniversaire de Georges de P. Traou.
23 h 40 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma sans visa.
Emission de J.-C. Guillebaud et J. Lacouture.
20 h 40 Film polonais : La Perle de la couronne.
Film polonais de K. Kutz (1971), avec O. Lukaszewicz, L. Kowalik, F. Poczka, J. Englert, M. Opania, J. Coota (vo. sous-titré).
Vers 1930, dans un village de Haute-Silésie, le propriétaire allemand d'une mine qui ne rapporte pas assez décide de l'abandonner et de licencier le personnel. Les mineurs entament une grève dure. Par un cinéaste qui fut assistant de Wajda et Kawalerowicz, une fresque sociale à la gloire du prolétariat polonais, et de ses luttes pour l'indépendance nationale.
22 h 35 Témoignages.
Avec Guy Hennebel, de la revue Cinémaction, Alexandre Smolar, représentant Solidarité, Claude Lelouch, réalisateur, et Jean-Loup Pascale.
23 h 10 Journal.
23 h 35 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, Tour de France gourmand : 17 h 15, Woody Woodpecker ; 17 h 25, Quoi de neuf ? l'actualité du livre et du disque ; 17 h 40, Fragile rock ; 18 h 5, Série : Dossiers ; 18 h 50, Atout Pic ; 19 h, Feuilleson ; l'Homme du « Picardie » ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 35, Erendira, film de R. Guerra ; 22 h 20, Scams, film d'A. Clarke ; 0 h 20, Appelle-moi Bruce, film de E. Hong ; 1 h 20, Le défi de Betty Quinn.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Victor Hugo tribunal : plaidoirie contre la peine de mort.
21 h 30 Vocalise : vertige et voix.
22 h 30 Nuits magiques : les espions de sa Majesté.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Grand Auditorium) : Symphonie n° 63 en sol mineur - La Poulx, « Symphonie concertante pour violon, violoncelle, hautbois, basson et orchestre en si bémol majeur » de Haydn, « Le Bourgeois gentilhomme », de R. Strauss par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Janowski, sol. R. Daugereil, violon, M. Strauss, violoncelle, J.-L. Capetazzi, hautbois, C. Carry-Colas, basson.
23 h Les soirées de France-Musique : Back to Bach ; à 0 h, Proust et la musique - Vers l'essence.

Vendredi 24 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

10 h 30 ANTIOPE 1.
11 h La Une chez vous.
11 h 15 Source de vie.
12 h Feuilletton : Les enquêteurs associés.
12 h 30 La bouteille à la mer.
13 h Journal.
13 h 30 A pleine vie.
17 h 30 La chance aux chansons.
18 h Le village dans les nuages.
18 h 20 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 35 Série : Cour de diamant.
19 h 10 Jeu : Anagramme.
19 h 40 Feuilletton : Les Bargeot.
20 h 45 Multitout.
Les réponses des partis politiques à l'intervention de M. Fabius (RPR et UDF : Jean-Claude Caudin).
20 h 40 Variétés : La grande suite.
Emission de M. et G. Carpentier.
Avec R. Pierre, J.-M. Thibault, M.-P. Belle, le Grand Orchestre du Splendid... Sketches.
21 h 45 Multitout.
Sports et variétés avec Michel Sardou.
23 h 15 Journal.
23 h 30 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

6 h 45 Télématin.
10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neufs.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilletton : Des lauriers pour Lila.
13 h 45 Aujourd'hui la vie.
Histoires de familles.
14 h 50 Série : Theodor Chindler.
L'histoire d'une famille allemande (1912-1918).
15 h 50 La télévision des téléspéculateurs.
16 h Repère : Alain Decaux l'histoire en question. Clemenceau le tigre (diffusé le 23 mai).
17 h 20 Interférences, de Sophie Richard.
Musique du Japon : Koe.
17 h 45 Récit A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
D'après J.-P. Petrolacci, réal. P. Planchon. Avec C. Nobet, L. Merenda, E. Dandry...
Bernard extorque à Teddy l'aveu de son vol un mois auparavant. Le même jour Alexandra demande des explications à Florence sur les mouvements de son père.
21 h 40 Apogée.
Magazine littéraire de B. Pivo.
Sur le thème : les journalistes, sont imités : Jacques Aubouard (dans le cage de l'ours), Jacques Chancel (le Guenivier de rive), Michel Parbon (Caméra-reporter), Christophe de Poffilly (le Claudin), notre collaboratrice Claude Sarrouite (Dites donc !), Bernard Yvonne (les Journalistes français).
22 h 50 Journal.
23 h Ciné-club : Petit à petit.
Film français de J. Roux (1969).
Deuxième partie : Afrique sur Seine, avec D. Sika, L. Ibrahim Dia, S. Faye, A. Brunton.
Damour rejoint Lam à Paris. Ils achètent une voiture pour se déplacer, rencontrent une call-girl sénégalaise et une danseuse de boîte de nuit. Des Nigériens au contact d'une mode frivole dont ils croient saisir le « modernisme ». Choc des cultures, humour dans les découvertes.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.

19 h SS Dassin animé : Il était une fois l'homme.
20 h S Les Joux.
20 h 30 D'accord pas d'accord.
20 h 45 Série Agatha Christie : les Associés contre le crime.

Réal. Cl. Hodson. Avec F. Anais, J. Warwick, L. Baxter.
Un soir isolé, de délicieux chocolats truffés d'argent... Tuppence et Tommy enquêtent sur la possibilité d'un empoisonnement.
21 h 25 Vendredi 13 Face à la 3.
Emission d'André Campana et I. Barrière.
Intit. : M. Alain Carlepin, maître de Grenoble, président du conseil général de l'Isère et député européen. A trente-trois ans, ce « cadet » du chiraquisme a battu M. Hubert Dubedout, le maire sortant de Grenoble, au premier tour des municipales de 1983 avec 24 % des voix.

22 h 40 Journal.
23 h Décibels de nuit.
Emission de rock.
Little Bob Story, Kas Product, Ghetto Blaster, Jad Wio, Adieu.
22 h 55 Prélude à la nuit.
Variations sur un thème de Paganini op. 35 de J. Brahms, interprété par Y. Raulh, au piano.

CANAL PLUS

7 h, 7/9 : 9 h, T'es folle ou quoi ? film de M. Gérard ; 10 h 35, Légitime violence, film de S. Leroy ; 12 h 10, L'homme au katana ; 13 h 5, Rue Carnot (et à 17 h 25) ; 13 h 35, Les Trois Jours du condon, film de S. Black ; 15 h 30, Don Camille Monseigneur, film de C. Gullone ; 18 h 40, A C : 18 h 40, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 19 h 10, Zénith ; 19 h 45, Tout à l'écrit ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 25, Football : Bordeaux-Monaco ; 22 h 20, Mississippi Blues, film de B. Tavernier ; 0 h, Les Fantômes du chapelier, film de C. Chabrol ; 1 h 55, Scams, film de A. Clarke ; 3 h 30, Boxe : 4 h 30, Notre histoire, film de B. Blier.

FRANCE-CULTURE

0 h, Les nuits de France-Culture : 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux : 8 h 30, Les chemins de la connaissance : agriculteurs, vos questions nous intéressent (et à 10 h 50 : les mathématiciens à Babylone et en Egypte) ; 9 h 5, Maxime du temps qui change : géopolitique, la stratégie maritime et les grandes puissances ; 10 h 30, Musique : niours (et à 17 h) ; 11 h 10, L'école dans les murs ; 11 h 30, Feuilletton : Victor Hugo ; 12 h, Panorama ; 13 h 40, On commence : « Le triomphe de l'amour », de Marivaux ; 14 h 30, Sélection priv. Italia : Pris sur le vif ; 15 h 30, L'échappée belle : belles de nuit (échanges de vieilles valeurs) ; à 16.35, le voyage de saint Brendan ; 17 h 12, Le pays d'ici, en direct de Dax ; 18 h, Subjectif : agora (avec Gérard Lecerle) ; 19 h 30, Les grandes aventures de la science moderne : les plantes ; 20 h, Musique, mode d'emploi : Patrick Moutat.
20 h 30 Le grand débat : Qu'est-ce que le totalitarisme ? avec Alain Besançon, Cornelius Castoriadis, Pierre Grenier, Pierre Kasser et Michel Heller.
21 h 30 Black and blue : adieu Zoot.
22 h 30 Nuits magiques : les espions de Sa Majesté.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique : « Brucius et l'armonie » ; 7 h 10, L'opéra : magazine d'actualité musicale ; 9 h 8, Le matin des musiciens : Luciano Berio : l'opéra selon Berio ; œuvres de Berio et Maderna ; 12 h 5, Le temps du jazz : feuilletton - le blues à Memphis en 1950 ; 12 h 30, Les provinciales : Œuvres de Mozart, A. Pélissier, B. Audejean, Bach, Gounod, M. Bouché, par le Conservatoire national supérieur de Lyon ; 14 h 2, Repères contemporains ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée : Dessine-moi un espace ; 15 h, Verveine-Scotch ; 17 h, Histoire de la musique ; 18 h 2, Les chants de la terre, magazine de musique traditionnelle ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : dernière édition ; 19 h 15, Les musées en dialogue, magazine de musique ancienne ; 20 h 4, Sonates de Scarlatti, par Scott Ross ; 20 h 15, Avant-concert.
20 h 30 Concert (amis de Stuttgart) : Symphonie n° 6 en la mineur, de Mahler par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. G. Sinopoli.
22 h 20 Les soirées de France-Musique : Les pêcheurs de perles ; à 24 h, musique traditionnelle de l'Inde du Nord.

NON

au fatalisme

OUI

au dynamisme

TOUS

au rendez-vous des "battants" de la qualité

LES 14 & 15 JUIN 1985
PARC DES EXPOSITIONS / PORTE DE VERSAILLES

PROGRAMME:

- des colloques, des ateliers de réflexion sur les thèmes clefs de la qualité préparés par les entreprises participantes à la Convention.
- une Expo-Village présentant la démarche Qualité des entreprises, des cas concrets résolus par les Cercles de Qualité et permettant des échanges permanents entre tous les acteurs de la Qualité.

La qualité: Le défi français face à la compétitivité mondiale.
Les Cercles de Qualité: Un nouveau concept de



management visant à la mobilisation de toutes les intelligences de l'entreprise pour la qualité totale.

Les 14 & 15 Juin: Plus de 3.000 personnes réunies à l'initiative de l'A.F.C.E.R.Q. (Association Française pour les Cercles de Qualité). Ouvriers, employés, cadres et dirigeants se rassemblent sur le thème de la Qualité au sein de l'entreprise.
RÉSERVATION/INFORMATION:
TEL: 723.71.22 - A.F.C.E.R.Q. 6, rue Clément MAROT - 75008 PARIS.

MÉDECINE

UN PROJET DE LOI SUR LES URGENCES MÉDICALES

Il suffira de composer le « 15 »

M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la Santé, a présenté au conseil des ministres du 23 mai un projet de loi sur l'aide médicale urgente et les transports sanitaires. Véritable « acte de naissance des SAMU », selon l'expression du professeur Gervaise Barlier, directrice du SAMU de Paris, ce texte donne une base législative à l'action que mènent les services d'aide médicale urgente (à l'heure actuelle, quatre-vingt-dix SAMU et onze « Centres 15 ») et fixe les modalités de leur financement. D'autre part, le projet définit de manière assez rigoureuse les conditions dans lesquelles sont assurés les transports sanitaires. Il s'agit pour le gouvernement de coordonner, département par département, l'action de tous ceux qui participent à l'aide médicale urgente.

Parmi les mesures que comporte le texte de M. Hervé, il en est trois qui ne manquent pas de susciter de nombreux commentaires.

• La création, dans chaque département, d'un comité chargé de coordonner l'action de toutes les structures qui participent à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires.

• La création au sein de certains établissements hospitaliers d'unités d'aide médicale urgente comportant un centre de réception et de régulation des appels à caractère médical. Ces centres seront dotés d'un numéro d'appel national, le numéro 15. Quant au financement, il sera confié à l'assurance-maladie, l'Etat et les collectivités locales.

• La redéfinition des conditions dans lesquelles sont assurés les transports sanitaires et, en particulier, le fait que toute personne qui effectue un transport sanitaire doit avoir été préalablement agréée par l'autorité administrative dans des conditions qui seront définies par décret d'Etat. Toute personne qui aura effectué un transport sanitaire sans autorisation ou malgré un retrait d'autorisation sera punie d'une amende de 2 000 à 20 000 F.

Un constat

Ce projet de loi repose avant tout sur un constat. Aujourd'hui, lorsque l'on veut faire appel à un secours rapide, on peut s'adresser, au choix,

au SAMU, à un médecin libéral, aux sapeurs-pompiers, à Police-Secours, à une association privée de type SOS-Médecins, à une ambulance privée, etc. Une multiplicité de structures concurrentes, publiques ou privées, avec un statut municipal ou départemental - et des ministères de tutelle - affaires sociales, intérieur, défense nationale - différents, sans compter le flou juridique et l'improvisation des financements.

Certes, afin de fédérer l'ensemble, une circulaire signée en 1979 par M. Simone Veil avait créé des structures départementales, les « Centres 15 » qui, sur simple appel téléphonique assuraient par l'intermédiaire d'un médecin le filtrage des appels et la répartition des patients vers tel ou tel organisme. Mais le développement de ces centres a été lent et il n'en existe que onze en France. Sans compter que certains spécialistes n'ont pas tardé à tirer la sonnette d'alarme, craignant que la généralisation des « Centres 15 » ne provoque une certaine inflation de la demande et l'encombrement de structures qui, après tout, ne fonctionnaient pas si mal.

Quant aux transports sanitaires proprement dits, ils faisaient déjà, depuis le 10 juillet 1970, l'objet d'une loi qui, en particulier, avait institué un certificat de capacité d'ambulancier. Mais, en laissant subsister un secteur non agréé, elle permettait un système difficile à

gérer tant du point de vue de la santé publique que de la Sécurité sociale.

Aucun des prédecesseurs de M. Hervé au ministère de la Santé n'avait voulu - n'avait osé ? - légiférer plus avant dans ce domaine.

En présentant, en juin 1984, au nom du Conseil économique et social, un rapport sur les urgences médicales, le professeur Adolphe Steg n'avait-il pas estimé que « le cadre d'une loi n'était pas le plus adapté en l'état actuel des choses » et qu'il valait mieux « s'efforcer de perfectionner le système par le biais de textes plus souples et moins contraignants » (Le Monde daté 8-9 juillet 1984) ?

Les réactions au projet de M. Hervé ne se sont pas fait attendre. Si du côté du SAMU de Paris, on se déclare plutôt satisfait, d'autres spécialistes de l'urgence médicale craignent que ce projet ne tende à faire du SAMU une simple unité fonctionnelle d'un vaste département d'anesthésie-réanimation. « Il en résulterait, disent-ils, une perte d'autonomie préjudiciable ».

Quant aux médecins libéraux, ils ne sont pas très favorables à une loi. Selon le docteur Mynard, secrétaire générale de l'Union nationale de SOS-Médecins, « il ne faudrait pas qu'un nom d'une idée généreuse - et l'organisation d'un système d'aide médicale urgente en est une - on en arrive à créer des structures par trop centralisées ».

FRANCK NOUËL

Les parents d'enfants inadaptés reprochent au gouvernement un manque de concertation

L'Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés (UNAPEI) se plaint de n'avoir pas été consultée à temps sur le projet de loi concernant diverses dispositions d'ordre social que M. Georges Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, devait présenter jeudi 23 mai devant le Parlement.

Dans un communiqué, l'UNAPEI dénonce « une réduction considérable du pouvoir décisionnaire des associations gestionnaires, tant dans les choix financiers que dans les choix de leur politique interne ». Par exemple, l'utilisation de l'argent obtenu par les quotas devra être soumise à autorisation préalable du préfet.

Clôture des travaux du dernier congrès de l'UNAPEI, qui célébrait son vingt-cinquième anniversaire, M. Fabius avait pourtant annoncé, le 18 mai, une consultation plus étroite des associations.

Le président de l'UNAPEI, M. Jean-Claude Cousin, avait rappelé au premier ministre « les difficultés croissantes auxquelles se heurtent les personnes handicapées ». Ainsi, plus de dix mille d'entre elles attendent une place en centre d'aide par le travail (CAT), plus de quinze mille personnes gravement handicapées n'ont pas de prise en charge médico-éducative, et plus de huit mille handicapés mentaux sont dans l'attente d'un logement.

ÉDUCATION

M. FABIOUS ET L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Un nouveau baccalauréat professionnel

(Suite de la première page.)

Ces besoins existent dans les secteurs de l'industrie et les services, notamment dans les technologies nouvelles. Actuellement en effet, les baccalauréats de technicien donnent une formation trop générale et pas suffisamment en liaison avec les spécialités professionnelles.

Les nouveaux lycées professionnels pourront provenir de la transformation de certains des actuels lycées d'enseignement professionnel (LEP). Ils pourront ainsi être créés de toutes pièces, à l'initiative des régions. On y préparera à la fois les brevets d'éducation professionnelle (BEP) et les nouveaux baccalauréats professionnels.

Ces nouveaux baccalauréats - préparés en deux ans après le BEP - seront créés en relation étroite avec les milieux professionnels et en fonction de créneaux précis de manière à déboucher immédiatement sur des emplois. Le rythme annuel des créations serait de trois ou quatre dans les premières années, de

manière à atteindre un chiffre d'une vingtaine de baccalauréats professionnels d'ici à cinq ans. Trois domaines de métiers sont actuellement à l'étude pour ces premiers baccalauréats : agent de maintenance des réseaux locaux télématique et bureautique ; agent de maintenance des processus automatisés ; comptabilité.

La formation dans les lycées professionnels doit faire une très large part à des stages en entreprise. L'objectif est d'instaurer une véritable alternance entre les lycées et le secteur professionnel.

Les nouveaux baccalauréats professionnels seront surtout des diplômes terminaux, préparant à l'exercice d'un métier et permettant de trouver un emploi. Mais un certain nombre de leurs titulaires - estimé à 20 % - pourront poursuivre des études dans des instituts universitaires de technologie et éventuellement dans les futures universités de technologie.

S. B.

628 000 ÉLÈVES

Le second cycle court, où est dispensé l'essentiel des enseignements techniques et technologiques, accueille 628 000 élèves (chiffres de 1983) qui préparent des certificats d'aptitude professionnelle (CAP), en deux ou trois ans, et des brevets d'études professionnelles (BEP), en deux ans, dans les lycées d'enseignement professionnel (LEP).

Les lycées d'enseignement général et les lycées techniques (second cycle long) préparent aux baccalauréats de technicien (séries F, G et H) et au brevet de technicien (BT). Après le baccalauréat, les lycées techniques préparent en deux ans aux brevets de technicien supérieur (BTS).

358 000 diplômés d'ouvrier ou employé qualifié (CAP ou BEP) et 42 000 de cadre moyen ou de technicien supérieur (bac de technicien et brevet de technicien) ont été délivrés en 1982.

PRIORITÉ A LA RECHERCHE

M. Laurent Fabius n'a pas oublié qu'avant d'être premier ministre, il avait en charge le portefeuille de l'industrie et de la recherche. Son intervention à « Partons France » lui a fourni une nouvelle occasion de rappeler que ces deux secteurs figurent parmi les priorités gouvernementales et que « la clé du futur est dans la recherche ». Il avait déjà exposé devant le Conseil économique et social, le 14 mai, le « plan ministériel pour la recherche et le développement technologique » (1986-1988) et ses quatre principaux chapitres : la recherche industrielle, l'emploi, les moyens et l'évaluation de la recherche (le Monde du 16 mai). Devant les caméras d'Antenne 2, M. Fabius a précisé qu'il présenterait lui-même ce plan devant le Conseil des ministres qui devrait l'adopter le 5 juin prochain.

cerf. HISTOIRE

420p. 176F

PHILIPPE LANEVRIE

Les Scouts de France

L'Évolution du Mouvement des scouts aux années 80

448p. 145F

GERARD CHOLY

Mouvements de jeunesse

Critères et just : Sociétés jeunesse dans un cadre européen 1950-1980

448p. 145F

L'Irlande côté cash-flow.

Tout a un prix hélas, même l'Irlande. Mais pour se ravigoter l'humeur, rien n'est plus profondément consolant qu'un prix irlandais.



Les fermes irlandaises : 85 F. Pour le lait et l'indéfectible breackfast : 80 F dans les "bed and breakfast".

D'abord, une bonne surprise : la livre irlandaise et l'autre, ça fait deux : la première est moins chère que la deuxième : 9,57 F en mai 1985. Ce point établi, partons. Après tout, le grand avantage de l'Irlande sur la Patagonie, c'est que l'aller et retour avion du 15 juin au 15 septembre démarre à 2 000 F et qu'avec un brin de jute on peut y emmener sa voiture en car-ferry pour rien. Pourquoi s'en priver ? Surtout qu'à l'autre bout les raisons de ne pas dépenser d'argent sont multiples : plages du Mayo, landes du Connemara, forêts de rhododendrons du Kerry, falaises du Donegal, horizons immenses du Shannon...

Certes, il faut de temps à autre se nourrir : mais 300 restaurants d'Irlande proposent des menus à prix fixes (50 ou 70 F), plusieurs milliers de pubs des repas avec plat du jour à 25 F et sachez qu'en cas d'urgence il n'y a pas besoin de permis d'Etat pour pêcher le brochet. Alors ? Dormir ? Il y a les hôtels, les fermes, les bed and breakfast, les cottages. Mais cédez de temps à autre à la tentation des gentilhom-

La plus importante des inévitables ruines de l'Irlande : Cashel. La visite de la plupart des monuments de l'Irlande est gratuite.



VOTRE BUDGET EN UN CLIN D'OEIL

Un moyen simple de savoir combien vous coûteront vos vacances en Irlande, c'est de se rappeler ces quelques prix (haute saison) : - Aller et retour avion : 2 000 F. Vols Air France depuis Paris. Vols Aer Lingus depuis Paris et Rennes (1940 F). - Aller et retour car-ferry (par personne sur base 4 personnes, voiture comprise) : 1 525 F ou 1 788 F environ selon la compagnie. Traversées par Irish Continental Lines depuis Le Havre et Cherbourg, par Brittany Ferries depuis Roscoff. - Nuit et petit déjeuner irlandais à la ferme : 85 F, chez l'habitant : 80 F.

dans un bon hôtel : 180 F. - Repas menu touristique : 50 F ou 70 F, snack dans un pub : 22 F. Pour ceux qui préfèrent un voyage à forfait, les prix essentiels à connaître sont : - 2 800 F : AR avion et voiture de location pendant 1 semaine (par personne, base 4 personnes). - 3 600 F : AR avion, voiture de location kilométrage illimité et cottage pendant 1 semaine (par personne, base 4 personnes). - 4 000 F : AR car-ferry et 1 semaine dans une gentilhomière (par personne, chambre et breakfast, base 4 personnes, transport de votre voiture compris).

que l'heure de cheval (et quel cheval) vaut 57 F, et que vous passerez la soirée dans un singier pub à découvrir des complaintes belles à pleurer et les vertus de la Guinness, le tout pour 30 F. Bref, il n'y a aucune raison de s'en faire.

D'autant plus que les bateaux du Shannon sont là, si besoin est, pour vous faire découvrir le fleuve le moins pollué d'Europe. Pour 2 900 F par semaine environ vous serez, sans aucun permis, seul maître à bord d'un house-boat de 4 personnes. Raffinement : embarquer un vélo de location (215 F la semaine) pour explorer les alentours le soir.



33 F par jour : le carburant, c'est vous

Mais pour l'heure, vous n'êtes pas encore en Irlande. Alors découpez le coupon ci-dessous : vous recevrez, entre autres, une brochure avec tous les prix de l'Irlande, y compris ceux que vous n'avez pas envie de connaître.

Même un voyage de cent mille lieues, ça commence par un timbre-poste.

Tous les prix de vos vacances figurent dans la brochure "L'Irlande en Kit". Pour la recevoir avec une documentation générale, remplissez ce coupon.

Nom _____

Adresse _____

Et envoyez-le (en joignant 4 timbres à 2,10 F pour frais d'envoi) au Mailing Express, Irlande, BP 591, 75630 Paris Cedex 17, ou venez nous voir, 9 bd de la Madeleine, 75001 Paris. Tél. 360.10.42.

Irlande
Allez loin sans aller loin.

FORMATION DE TRADUCTEURS SPÉCIALISÉS

Admission : licence, de préférence sciences exactes, sc. politiques et économiques.

Diplôme délivré : DESS de traducteur

Détachés, réinsertion favorable

Inscriptions : ESIT

Centre Universitaire Dauphine

75116-PARIS

POTSDAM COLLEGE INSTITUTE D'ÉTUDES AMÉRICAINES

Programme spécial pour enseignants 28 juillet-18 août

Séminaire spécialement conçu pour des méthodes d'enseignement, les ordinateurs, la société américaine contemporaine...

Rencontrez des familles américaines et passez d'agréables vacances !

Renseignements : Institute of American Studies State University College Potsdam, New York 13676

Tél. : (315) 267-2655

Inscriptions pour le 6 juin 1985

Lisez **LE MONDE** diplomatique

SOCIAL

FACE A LA MISE EN CAUSE DE LA STRATÉGIE DE LA CGT PAR LE PC

M. Krasucki persiste et signe

Cela ne fait pas beaucoup de temps... assurait-on le 23 mai à la CGT, au lendemain de la mise en cause de la stratégie de la centrale a fait l'objet lors du comité central du Parti communiste (le Monde du 23 mai). On a pas fini de commenter à Montreuil cette offensive du PC, relayée par plusieurs dirigeants cégétistes, dont le numéro deux de la Confédération, M. Louis Vianet. Outre le fait qu'elle révèle que le PC fait bien peu de cas de l'indépendance de la CGT, elle rappelle un fléchissement précédent (qui n'avait pas eu le même caractère public) : en 1979, la direction de la Place du Colonel-Fabien avait mis fin à l'ouverture, à peine amorcée, tentée par M. Georges Séguy lors du quarantième congrès de Grenoble à la fin de 1978. Il en était résulté un alignement complet de la CGT sur le PC.

M. Henry Krasucki, pourtant, n'a jamais fait mystère des retournelles naturelles de la CGT et du PC sur un même terrain, celui de la lutte de classes. « Puisqu'il y a une seule et même lutte de classes, écrivait-il dans son livre *Syndicats et unité* en 1980, qui se situe à la fois sur le plan économique, social, politique, idéologique, il est normal que se produisent des convergences entre diverses formations syndicales et politiques, selon la position de classe qu'elles adoptent. » Mais, ajoutait-il, « d la CGT, il ne viendrait à l'idée de personne d'admettre quiconque prétende lui limiter le champ de ses réflexions, interventions et initiatives. » Voilà qui est fait.

M. Krasucki est communiste, mais il entend d'abord être secrétaire général de la CGT. Si l'appareil de la centrale est largement dominé par le PC, si les orientations et

les stratégies du parti et du syndicat sont en étroite convergence, il y a cependant un seuil à ne pas franchir, au risque de voir resurgir des tensions internes qui, pour l'essentiel, ont disparu de la place publique depuis l'accession de M. Krasucki au secrétariat général en juin 1982. Si la CGT n'a plus que 1 ou 1,2 million, ou même selon les estimations officielles de la centrale 1,4 million d'adhérents actifs, elle ne comprend pas 1 million ou 1,4 million de communistes. Il y a aussi des socialistes et de très nombreux « sans-parti ». Au bureau confédéral siègent deux socialistes, dont M. Gaumet, membre du comité directeur du PS.

Pas le même scénario

Après le départ des ministres communistes - souhaité par la CGT - M. Krasucki a pris soin de ne pas tomber dans le « piège » d'une campagne antisocialiste. En 1977 et en 1978, après la rupture du programme commun, la CGT avait fait porter la responsabilité au PS et avait mené une charge très dure contre lui. Cela avait provoqué de sérieux remous dans la centrale, auxquelles M. Krasucki avait répondu par sa tentative d'« ouverture » avortée. M. Krasucki n'a pas voulu prendre le risque de rejouer le même scénario. Tout en dénonçant de plus en plus vigoureusement l'action du gouvernement, il s'est cependant gardé de qualifier la politique de M. Fabius et de parler de « passif socialiste » - comme naguère de « passif giscardien ». Or c'est justement le procès que lui font, au sein du PC, MM. Vianet, Warcholak et autres dirigeants... Ses au « pouvoir socialiste » !

Lors de ses deux interventions au comité central, M. Krasucki a main-

tenu son orientation malgré cette contestation, en se référant au discours qu'il avait prononcé devant le vingt-cinquième congrès du Parti communiste : « Je crois, en conscience, avoir déclaré, accomplir mon mandat de syndicaliste, en veillant soigneusement au caractère, à l'originalité et à l'indépendance de l'organisation dont j'ai l'honneur de partager la direction avec des camarades communistes, socialistes, chrétiens de diverses sensibilités, ou incroyants et membres d'aucun parti. » Il avait invité les communistes de la CGT à « bien faire la politique de leur syndicat ».

Dans le document d'orientation du quarante-deuxième congrès de la CGT - mis en cause aussi au PC - un extrait, passé sous silence par l'Humanité, affirme que la CGT « ne saurait en aucun cas se considérer engagée par les programmes des différents partis, les alliances qui peuvent exister, et n'entend pas interférer dans les débats entre partis ni déterminer son propre comportement à leur égard en fonction de ces programmes, de ces alliances ou de divergences pouvant exister » (le Monde du 11 avril).

Les socialistes de la CGT pouvaient cependant craindre que cette réaffirmation d'« indépendance » ne permette de dénoncer davantage encore le gouvernement, mais ils mettaient aussi en cause le comportement « antisocialiste » de M. Vianet. Pour l'heure, l'offensive du PC peut servir M. Krasucki, qui bérise ainsi d'un label de champion de l'indépendance syndicale. Dans la Vie ouvrière, il persiste et signe : « La CGT agit en tant que force indépendante du patronat, de tout gouvernement, de tout parti, de toute Eglise. »

MICHEL NOBLECOURT.

REÇU PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, M. PAUL MARCHELLI (CGC) REDOUTE « UNE CATASTROPHE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE EN 1986 »

M. Paul Marchelli, président de la CGC, a été reçu, le 22 mai, par le président de la République, et a pu lui faire part de l'inquiétude des cadres qui ne comprennent « plus dans quel sens il faut ramer ». Qualifiant de « flaque » la politique économique du gouvernement, M. Marchelli a demandé « des éléments mobilisateurs pour gagner la bataille économique que, pour l'instant, nous sommes en train de perdre » et souligné que le gouvernement, en raison des nationalisations, devait se comporter en « décideur » capable de « désigner des objectifs ».

« Nous avons besoin de savoir quelles sont les orientations à moyen terme, même si des élections importantes ont lieu en mars 1986 », a déclaré le président de la CGC à l'issue de l'entretien, en ajoutant : « Nous risquons non seulement de ne pas atteindre les objectifs fixés en 1985, mais d'aller à la catastrophe économique et sociale en 1986. »

Dans la matinée, la CGC avait rencontré une délégation de l'UDF, conduite par M. Jean Lecanuet, qui, dans un communiqué, a souligné « une large convergence de vues sur la nécessité de faire face à la passivité dans laquelle s'enfonce aujourd'hui l'économie française ».

REPÈRES

Dollar : poursuite du raffermissement à 9,45 F

Sur des marchés des échanges toujours calmes, le lent raffermissement du dollar s'est poursuivi jeudi 23 mai. Le cours de la monnaie américaine est passé de 9,37 F à 9,45 F. Manifestement, les milieux financiers internationaux, ayant fait le plein des mauvaises nouvelles sur les Etats-Unis (ralentissement de l'expansion et légère reprise de l'inflation), tablent, maintenant, sur un redressement de l'économie américaine dans les mois qui viennent. A Paris, le cours du deutchmark est resté stable à 3,0510 F, en dépit des mauvais résultats du commerce extérieur français pour le mois d'avril.

Appartements anciens à Paris : + 6,31 % au mètre carré

Le prix moyen de vente au mètre carré des appartements anciens libres à Paris a augmenté de 6,31 % au second semestre 1984, par rapport au premier semestre, passant de 7 902 F à 8 401 F. Ce prix moyen se retrouve ainsi au niveau de celui du premier semestre 1983, selon la Chambre interdépartementale des notaires de Paris. Quatorze arrondissements connaissent une hausse supérieure à l'inflation et deux arrondissements (premier et dix-neuvième) des baisses de 6,6 % et 8,3 % en francs raurants. Des arrondissements chers, comme le seizième (12 280 F en moyenne au mètre carré) ou relativement chers comme le quatorzième (9 730 F), connaissent un vif mouvement de reprise, mais, selon les notaires, il s'agit de rattrapage, après une évolution moins favorable au cours des semestres précédents. Dans les départements de la petite couronne, le mètre carré dans les appartements anciens libres connaît également une hausse en valeur réelle de 4,1 % dans les Hauts-de-Seine, de 6,8 % dans le Val-de-Marne, de 4,9 % en Seine-Saint-Denis.

Déficit budgétaire : 145,7 milliards de francs en 1984

« Le déficit budgétaire pour l'année 1984 a atteint 145,66 milliards de francs » soit presque « le niveau de 144,3 milliards qui était prévu », a indiqué M. Pierre Bérégovoy, mercredi 22 mai, à l'Assemblée nationale. « Ce déficit devrait être de l'ordre de 3,3 à 3,4 % du produit intérieur brut », a précisé le ministre.

La confédération syndicale des familles demande un revenu minimum pour les jeunes

La Confédération syndicale des familles (CSF), 30 000 familles adhérentes) vient de lancer une campagne nationale de réunions, d'affiches et de pétitions auprès des ministères concernés afin d'obtenir un versement complémentaire pour maintenir le pouvoir d'achat des allocations familiales en 1985 et l'octroi d'un revenu minimum égal à 30 % du SMIC pour les jeunes en attente d'emploi ou de formation. Ce revenu minimum concernerait plusieurs centaines de milliers de jeunes : d'une part ceux qui ne bénéficient pas d'une allocation de chômage (« de base » ou « d'insertion »), d'autre part ceux qui sont inscrits à un stage faiblement rémunéré (dans certains cas de l'ordre de 500 F par mois).

Selon la CSF, les familles perdent, sur les allocations familiales de 1984 et 1985 165,57 F pour deux enfants, 372,55 F pour trois enfants, 581,96 F pour quatre enfants (plus, éventuellement, 220,31 F pour le cinquième enfant), même si la hausse des prix n'est pas supérieure à celle prévue par le gouvernement (5,2 % en moyenne annuelle). Elle demande donc le versement de ces sommes pour que soit tenue la promesse faite en décembre 1983 par M. Mauroy, alors premier ministre, de maintenir le pouvoir d'achat des allocations familiales en moyenne annuelle.

CONJONCTURE

La Commission de la CEE a renégocié pour la France le coût d'une partie de sa dette

Dans un communiqué publié mercredi 22 mai 1985, la Commission de la CEE a annoncé qu'elle venait de négocier une amélioration des conditions d'un emprunt à taux flottant contracté par elle en juillet 1983 pour le compte de la France, à hauteur de 1,8 milliard de dollars (17 milliards de francs). Ce taux, qui était initialement de 1/8 % au-dessus du taux de l'eurodollar à six mois « offert » par les banques sur la place de Londres (Libor), revient à 1/16 % au-dessus du taux à six mois « demandé » (BID), nettement inférieur.

L'emprunt en question, d'une durée de sept ans qui ne sera pas modifiée, faisait partie d'un prêt global de 4 milliards d'ECU (27 milliards de francs il y a deux ans) accordé à la France par la CEE au titre de la procédure communautaire de soutien aux balances des

paiements. Il faisait suite à la dévaluation du franc du 21 mars 1983 et au plan de rigueur qui l'avait accompagnée.

Par ailleurs, la Commission a pris note de l'intention de la France de procéder, lors de la prochaine échéance au mois août, du remboursement anticipé de 650 millions de dollars sur un crédit bancaire international de 1,24 milliard de dollars, faisant partie du même prêt global de la CEE. L'autre partie de ce crédit va donner lieu, également, à une renégociation de ses conditions. Il avait été accordé pour une durée de sept ans avec un délai de grâce de trois ans pour le remboursement en capital. La Commission avait, aussi, lancé pour la France un emprunt à taux fixe de 150 millions d'ECU en trois tranches et un emprunt à taux fixe de 350 millions de dollars à 11 % sur quatre ans.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base + haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
S.E.C.	9,480	+ 175	+ 340	+ 840
S. 100	6,7963	+ 18	+ 54	+ 108
100/100	3,7527	+ 117	+ 234	+ 780
D.M.	3,0532	+ 116	+ 233	+ 690
France	2,7022	+ 43	+ 135	+ 431
F.R. (100)	15,1974	+ 229	+ 462	+ 890
F.S.	3,0284	+ 107	+ 207	+ 580
L. 100	4,7828	+ 171	+ 341	+ 840
L. 100	11,9472	+ 282	+ 521	+ 1.289

TAUX DES EUROMONNAIES

	7 5/8	7 7/8	7 3/4	7 7/8	7 13/16	7 15/16	8 3/16	8 5/16
S.E.C.	5 3/8	5 5/8	5 3/8	5 1/2	5 9/16	5 11/16	6 1/8	6 1/4
100/100	7 1/2	7 3/4	7 1/16	7 3/16	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8
D.M.	10	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
F.R.	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
F.S.	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
L. 100	12 5/8	12 5/8	12 5/8	12 5/8	12 5/8	12 5/8	12 5/8	12 5/8
L. 100	12 5/8	12 5/8	12 5/8	12 5/8	12 5/8	12 5/8	12 5/8	12 5/8

Ces cours quotidiens sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de semaine par une grande banque de la place.

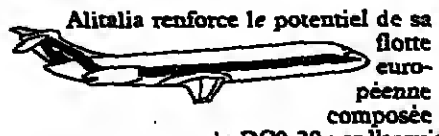
Le style made in Alitalia



Eurobusiness



Eurotourist



Alitalia renforce le potentiel de sa flotte européenne composée de DC9 30 par l'acquisition de Super 80. Les nouveaux sièges, réalisés en Italie, d'après un projet Alitalia, offrent aux passagers espace et confort. Les bagages à main se placent facilement sous les sièges. Les couloirs et l'élégance de l'aménagement des appareils, signé Trussardi, sont dans la ligne du meilleur design italien. Les repas servis

à bord sont typiquement italiens. La boutique du ciel présente, à des prix hors taxes, des articles exclusifs de la mode italienne. La carte d'embarquement multiple, règle, en une seule et unique opération, les formalités de correspondances sur les vols Alitalia. Ces innovations ont été conçues à l'intention de tous les passagers d'Alitalia, pour les hommes d'affaires qui voyagent en Eurobusiness et pour les touristes de la classe Eurotourist.



La restructuration du groupe Valeo en Auvergne

Le groupe français Valeo, deuxième fabricant européen d'équipements pour l'automobile (11 milliards de francs de chiffre d'affaires), va, dans les prochains mois, profondément restructurer (le Monde des 6 et 24 avril) sa division « machines tournantes » (alternateurs, démarreurs). Cette branche industrielle (20 % de l'activité du groupe) est malade de sa dispersion (six unités et trois filiales : Valeo alternateurs, à Angers ; Paris-Rhône, dans la région lyonnaise ; Ducasier, dans le gros des installa-

tions est situé au cœur de l'Auvergne ; de l'adaptation de son appareil productif et des pertes qui en résultent (plus de 200 millions de francs en 1984). Le remodelage projeté conduira d'ici à la fin de l'année à la suppression de 2 800 postes de travail.

Environ 600 emplois vont disparaître à Gosselief (Haute-Loire). Mais le cas le plus douloureux est celui d'Issoire (Puy-de-Dôme),

où l'usine Ducasier (1 218 personnes), gisement d'emploi local à peu près unique, fermera définitivement ses portes le 31 décembre prochain. Elle est trop vétuste.

Les pouvoirs publics feront connaître leur position dans le courant de l'été sur les réductions d'effectifs demandées par Valeo. Cette dernière devrait faire des propositions pour recruter de 300 à 500 emplois dans le périmètre d'Issoire.

Issoire entre l'inquiétude et la ténacité

De notre envoyé spécial

Issoire (Puy-de-Dôme). — « Les gens partent ». Il l'a dit, d'un coup. Puis, comme si des images avaient défilé en un instant, trop insupportables, il s'est repris : « Non, je n'y crois pas. Il y aura des pertes de créations d'emplois qui atténueront le choc... On ne peut pas laisser craver un coin comme ça. »

Ce jeune directeur d'une agence bancaire, qui compte beaucoup de commerçants et d'artisans parmi ses clients est à l'union des quelque quinze mille habitants d'Issoire. « Malade » depuis l'annonce à la mi-avril de la fermeture de l'usine Ducasier, prévue pour la fin de l'année. M. Philippe Pineau, marchand de chaussures, administrateur de la Chambre de commerce et d'industrie, a bien posé le diagnostic : « C'est comme la rougeole. La moitié des gens l'attrapent et l'autre moitié en ont tellement peur qu'ils en sont aussi malades. »

M. Pineau sait de quoi il parle. Il a son thermomètre à portée de la main : le tirage-caisse de sa boutique. Moins 12 % de chiffre d'affaires en mars dernier par rapport à mars 1984 et moins 15 % à 20 % en avril. Pourtant, il se garde de tout excès : « J'évite la sinistrose. On va mettre un cordon sanitaire autour d'Issoire : n'y allez pas ! Et le mal va encore empirer. »

Prudence, crédulité, foi encore inébranlable en l'avenir : ces sentiments partagés en habitent plus d'un à Issoire. Peut-être parce que, selon le mot de Bernard Roux, l'un des trois frères d'Issoire : « La fermeture de Ducasier, c'est tellement gros que beaucoup n'osent y croire. Ou bien parce que cette fermeture, soulignent plusieurs intermédiaires, a été annoncée tout de fois déjà. »

Tout de fois, et cependant la surprise n'est pas feinte. Le maire d'Issoire, M. Jacques Lavédrine, député socialiste, conseiller général, ne comprend pas. A l'automne dernier, il y avait eu 291 licenciements dans les usines Ducasier du Val d'Allier, dans 81 à Issoire. Or, assure-t-il, « la direction du groupe Valeo m'avait promis alors qu'il n'y aurait plus de licenciements ». De quoi donner raison à cette femme d'ingénieur qui n'a pas la triple ouverture et n'espère plus qu'un changement de gouvernement : « car, les élus-Louis ne nous laisseront pas tomber ». Elle reconnaît : « ça m'a trop manqué aux gens », que Ducasier « va mal depuis cinq ans » et que « tout cela était prévisible ».

Que s'est-il donc passé ? Il y a longtemps que la santé est chancelante. Ancien pilote de Concorde, M. Pierre Pissone, conseiller municipi-

pal, proche du RPR, est catégorique : « L'usine d'Issoire est complètement obsolète. Les chaînes sont interrompues par des piliers. La chauffage est défectueux. Il n'y a que le « bull » qui peut faire quelque chose ! ». Cette ouvrière P1 confirme : « On a ressorti de vieilles machines pour faire des économies ; ça fait plus de bruit. Il y a un gros aspirateur central. Il faut crier pour parler. On travaille avec des écouteurs ». La vétusté, personne ne la conteste. Sauf, peut-être, la direction. Mais elle se refuse à toute entrevue. Le climat social, surtout, est déplorable. « Chez Michel, à Clermont, c'est le paternalisme ; mais chez Ducasier, c'est le mépris. Tel maître, tel valet », constate M. Lavédrine.

A travail dur, syndicat dur...

Voilà au moins réglée la question du bon sens : à qui la faute ? Notre responsable d'agence bancaire et un libraire en tombent d'accord : ils évaluent à « 50/50 » la responsabilité de la déconfiture. Cinquante pour la direction de l'usine et du groupe, cinquante pour le syndicat. Le syndicat, c'est la CGT, pratiquement seul syndicat de poids parmi le personnel, avec plus de 70 % des voix aux élections professionnelles. La CGT s'est développée sur un terrain que l'attitude de la direction lointaine du groupe a fertilisé : « Pas une augmentation de salaire, rappelle M. Henri Couvert, maire socialiste d'Auzat-la-Combette, n'a été accordée depuis 1979, mais une grève ». Et la grève, c'était la CGT. M. Couvert explique d'ailleurs la vigueur de la CGT à Issoire par le fait que nombre d'ouvriers sont issus des mines de sa commune ou de Brassac-les-Mines, qui ont fermé entre 1960 et 1978. « A travail dur, syndicat dur », observe-t-il. Paradoxalement, relève par ailleurs M. Lavédrine, ce n'est pas à Issoire que les relations étaient les plus tendues dans les usines du groupe, et la combativité la plus forte ; mais qu'à Gosselief tout proche. Et c'est peut-être aussi pour cela que le couperet est tombé sur la moins virulente Issoire...

La raison officielle : restructurer les activités de Valeo, regrouper la fabrication des démarreurs et des projecteurs pour affronter la concurrence internationale, ne conviendrait pas grand monde. Passées les déclarations lapidaires du genre « Dudu vivra », les responsables de la CGT se proclament « hostiles au tout ou

rien ». M. Jean-Claude Mollard, élu des cadres et techniciens CGT : « Nous ne sommes pas contre les regroupements des productions par site, à la condition essentielle qu'on ne ferme aucun site ».

« Les plus malheureux, ce sont ceux qui travaillent à deux chez Ducasier », estime Claude et Madeleine Delorme. Eux, ils tiennent le café face à l'usine. Depuis trois ans que le chômage technique touche l'entreprise, les affaires périclitent. « Ces jours-là, un jour sur deux, nous n'avons plus que la moitié des clients. Et nous avons investi cinq cent mille francs à rembourser en onze ans : sept mille francs par mois ».

Ceux qui travaillent à deux chez Ducasier, c'est le cas de ce couple qui vit dans un petit village voisin. Comme tous, « pour ne pas être mis sur les listes noires », ils préfèrent garder l'anonymat. Lui est régisseur sur machine, titulaire d'un CAP de tourneur, dix ans d'ancienneté, 4 500 francs par mois, il vote pour l'opposition. Elle, ouvrière P1, même ancienneté, 3 620 francs par mois (4 050 francs quand aucun jour n'est chômé), socialiste. Un enfant. Une maison qu'ils ont fait construire et paient en remboursant 3 600 francs chaque mois. Paris ? Pour aller où ? « La direction propose d'en reculer un, mais pas les deux. A certains couples, ils ont proposé la femme à Elaples dans le Puy-de-Dôme et l'homme à Angers ». Ils se battent. « Hors de toute étiquette syndicale ». Ce sera dur : « Les trois quarts des ouvriers n'ont pas le certificat d'études. Plusieurs ne savent pas remplir un chèque. Que vont-ils faire ? »

Une ville de vieux

Ils se battent, parce que, pendant longtemps, ils étaient « fiers de travailler chez Ducasier », et parce qu'ils « sont habitués de bien travailler ». Pour oublier aussi, chasser le désespoir. « Ça m'a réveillé la nuit, je me suis dit : si l'industrie vient à se fermer, la maison... »

L'inquiétude, sourde ici, et dont ils parlent le moins possible, en famille, éclate chez d'autres, ouvriers ou commerçants. Comme une mauvaise nouvelle n'arrive pas toujours seule, les Issoriens ont appris que l'Ecole militaire des sous-officiers va perdre 450 élèves et plus de 100 cadres : 1 300 personnes avec les familles. Un signe qui ne trompe pas : selon M. Maurice Clément, agent immobilier, le terrain qui valait jusqu'à 300 F le mètre carré,

il y a deux ans, est à 150 F actuellement.

Plusieurs des 1 218 ouvriers de l'usine Ducasier habitent dans les environs d'Issoire. A Auzat-sur-Allier, et à la Combette, par exemple, où deux chevaliers qui rouillent en silence témoignent de l'ancienne activité minière. Le maire des deux villages réunis en une commune, M. Henri Couvert, a connu la lente démolition qui saigne un pays quand s'est éteinte la vie industrielle : les deux bourgs ont perdu 600 habitants, le groupe scolaire 300 enfants. « Aujourd'hui, l'école de la Combette accueille 140 élèves dans ses 500 places. »

Issoire va-t-elle alors glisser peu à peu vers la léthargie, devenir « une ville de vieux », comme se le demande le patron de la maison de la presse ? « Le déclin n'est pas fatal, répètent les responsables de la CGT : on gagnera parce que Ducasier n'est qu'une partie de la bataille pour sauver l'industrie automobile française. » Mais le moral parfois en prend un coup. Ils ne revendiquent plus que 150 adhérents, au lieu des 400 des années précédentes. Ils s'interrogent sur les formes d'action possibles. Les barrages de routes ont échoué. Conseil municipal PSU, M. Jean Roux, lui non plus, n'échappe pas aux doutes : « Les manifestations comme des processions, je n'y crois plus. » Tous, comme le maire, M. Lavédrine, comme la totalité des maires du Val d'Allier qui, toutes opinions confondues, ont tenu conseil, attendent un geste du gouvernement. Qu'il refuse le plan Valeo, qu'il suscite l'implantation d'autres entreprises, ils ne savent pas bien.

D'autres ont leur idée. M. Maurice Roche, président du syndicat des hôteliers de l'arrondissement d'Issoire décèle des atouts inexploités : « Issoire est à moins de 20 kilomètres du Parc des volcans et des villes d'eau. C'est une occasion à saisir ». M. Pineau, le chausseur optimiste, renchérit. Il a beau n'être Issorien que depuis 1974, il s'est aperçu, quand il est arrivé de Chambéry, que « les Auvergnats sont aussi tétras que les Savoyards ». Il a foi en ces habitants de « la petite Genève » qui se donneront à Luther et en gardent la ténacité et la volonté. « On va vendre Issoire, construire des hôtels capables d'héberger les passagers de cars complets, drainer les clubs de tourisme ». Issoire aurait-elle un bel avenir, comme le grand-père de M. Pineau : « A quarante ans, on lui donnait huit jours à vivre. Il est mort à soixante-quinze. »

CHARLES VIAL.

DANS L'INDUSTRIE DES PNEUMATIQUES

Rumeurs de rapprochement entre Continental et Semperit

Continental Gummi Werke (Conti), le manufacturier allemand de pneumatiques, va-t-il prendre le contrôle de la société autrichienne Semperit, spécialisée, elle aussi, dans ces produits, et dont le mariage rait avec Kiebert avait, au milieu des années 70, défrayé la chronique ?

Rien n'est encore fait. Mais, à Vienne, confirmation est donnée que des négociations sont bien en cours, mais que de nombreux obstacles restent à lever. D'autre part, lors de la récente conférence annuelle, le président de Conti, M. Helmut Werner, avait clairement indiqué que cette possibilité de rapprochement était à l'étude depuis plusieurs années, en ajoutant cependant que rien n'était encore décidé.

Si l'on en croit les milieux industriels, le projet serait en bonne voie. Les spécialistes en retiennent pour preuve la forte augmentation des

investissements de Conti pour 1985, dont le montant atteindra 211 millions de francs (10,7 milliards de francs). En plus, le groupe a décidé d'augmenter son capital de 105 millions de deutschmarks (312 millions de francs). Le porte-parole de Conti a toutefois précisé qu'une prise de contrôle n'était pas d'actualité.

En 1984, Continental a réalisé un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de deutschmarks (10,7 milliards de francs) et dégagé un bénéfice de 49,3 millions de deutschmarks (151 millions de francs), en progression de 22,6 %. Les ventes de Semperit, dont le principal actionnaire est le Creditanstalt Verein de Vienne, ont atteint l'équivalent de 4,3 milliards de francs. La société est déficitaire depuis douze ans (181 millions de francs en 1984).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Club Méditerranée

AUGMENTATION DE CAPITAL
de 201 479 575 F à 238 112 225 F



Après division de chaque action ancienne de nominal 50 F contre DEUX actions nouvelles de nominal 25 F et attribution d'UNE action gratuite pour DIX actions anciennes.

ÉMISSION DE 1 465 306 ACTIONS NOUVELLES
DE 25 F NOMINAL

Prix d'émission : 400 F par action.

Jouissance : 1^{er} mai 1985.

Droit préférentiel de souscription : UNE action nouvelle pour CINQ actions anciennes.

Possibilité de souscrire à titre réductible.

Délai de souscription : 13 mai — 13 juin 1985 inclus.

Une notice d'information (visa COB n° 85-98 en date du 30-4-1985) est mise gracieusement à la disposition du public au siège de la société (BALO du 6-5-1985).

SELON LA CFDT

M. Besse cherche des solutions financières aux difficultés de Renault

Au terme de trois jours de réunion du comité central d'entreprise, les salariés de Renault ne semblent guère mieux fixés sur leur sort qu'au départ. Le 22 mai, la CFDT a qualifié ce CCE de « décevant ». En comparant, de 1979 à 1984, Renault à ses principaux concurrents, en termes de productivité, d'effectifs et de situations financières, la direction s'est limitée à une photographie, sans en expliciter les conséquences.

Pour M. François Château, délégué central de l'Union syndicale CFDT de Renault, qui conteste la période retenue (1979 a été la meilleure année pour la Régie, 1984 la pire), cette comparaison laisse penser que la direction a l'intention de « rajuster » sur la concurrence, notamment en matière de productivité et donc d'effectifs, mais en procédant à un coup par coup.

Il paraît par ailleurs acquis que la présence internationale de Renault ne sera pas remise en cause (pour suite de l'activité américaine avec AMC et de l'activité mexicaine avec Rhex) pas plus que l'existence de Renault Véhicules Industriels (RVI) et de la division « machines agricoles » pour laquelle l'incertitude subsiste jusqu'à présent.

Aucune confirmation, en revanche, sur le maintien de CAT (filiale transports) et de Renie (composants électroniques). Tout au plus M. Georges Besse aurait-il justifié l'abandon du projet céramiques à Tarbes (Cetaver) par le fait que son

débouché automobile n'aurait été que de 10 % à 15 %.

Pour la CFDT, le nouveau président de Renault chercherait d'abord à trouver des solutions financières (les besoins sont chiffrés à 20 milliards de francs) avant de bâtir sa stratégie. Des solutions financières liées au contrat de plan triennal que la Régie négocie avec l'Etat et dont la discussion, selon la CFDT, ne serait pas terminée. Le conseil d'administration du 28 mai paraît donc trop proche pour être décisif, et aucune précision n'a été donnée sur un éventuel comité central d'entreprise extraordinaire en juin.

• Manifestation de salariés de RVI à Limoges. — Deux cent cinquante salariés de l'usine Renault Véhicules Industriels (RVI) de Limoges (Haute-Vienne) ont manifesté le 22 mai à l'appel des syndicats CGT, CFDT et FO dans les rues de la ville pour exiger « que vive et se développe RVI, seul constructeur français de camions, de cars et de bus ». Les manifestants ont déposé des motions à la mairie, à l'union patronale et à la préfecture de région.

• Une nouvelle usine à Kenosha ? — Selon l'hebdomadaire américain Automobile News, la ville de Kenosha, où est située l'une des usines « vétustes » d'American Motors, filiale américaine de Renault, serait disposée à construire à son compte une nouvelle usine si AMC s'engageait à poursuivre son activité.

CHARBONNAGES DE FRANCE. NÉGOCIANT (suite)

La société commune que Charbonnages de France s'approprie à créer pour faire du négoce de charbon et de pétrole (le Monde du 23 mai), en association avec un homme d'affaires du Qatar, M. Manaf, devait être constituée aux Pays-Bas.

Contrairement à ce qui avait été initialement envisagé, les bureaux devraient cependant être établis à Paris — et non à Londres. — et son capital n'atteindrait que 2 millions de dollars (contre 10 millions de dollars d'investissements envisagés). L'apport de CDF, qui, rappelons-le, n'a réussi à équilibrer ses comptes l'an passé que grâce à une aide publique de 6,5 milliards de francs, proviendra des bénéfices retirés par le groupe charbonnier de la participation qu'il détient (28 %) dans le capital d'une société de négoce charbonnier, la Coal Trading Corporation (CTC), laquelle a dégagé, depuis quatre ans, au total 7 millions de dollars de profits environ.

Cette société commune CDF-Manaf aura deux branches indépendantes, l'une spécialisée dans le négoce de charbon, qui détendra la participation de CDF dans la Coal Trading Corporation, l'autre spécialisée dans le négoce de brut. Le capital de la société de négoce pétrolier sera réparti entre, d'une part, l'association CDF-Manaf, qui détendra plus de 85 % des parts, et, d'autre part, CDF-Chimie Éthylène et Plastiques, laquelle s'est déjà associée à des intérêts qu'il paraît que le financement de son usine pétrochimique de Dunkerque. Rappelons que M. Manaf était déjà actionnaire, à hauteur de 5 %, de CDF-Chimie International.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE

RAPPORT 1984

L'assemblée générale des actionnaires du 7 mai 1985 a approuvé les comptes de l'exercice 1984 ainsi que la distribution d'un dividende net unitaire de FB 96 contre FB 90 pour l'exercice 1983 ainsi qu'un dividende net de FB 107,5 aux parts de réserve APV, créées à l'occasion de l'augmentation de capital de novembre 1983.

L'amélioration des résultats de la société résulte d'un accroissement important des recettes de dividendes (+ 25,9 %) et d'une forte réduction du solde négatif des comptes d'intérêts et de commissions.

A la suite d'une nouvelle offre en souscription publique de parts de réserve, effectuée en 1984, les fonds propres de la Société Générale atteignent près de FB 40 milliards le 31 décembre dernier. La réalisation des deux augmentations de capital a permis d'accroître, en deux ans, les fonds propres de la société de FB 12,969 milliards. La valeur estimative du portefeuille de participations s'élevait, en fin d'exercice, à FB 57,3 milliards.

L'assemblée générale extraordinaire a d'autre part entériné la proposition de modifier les statuts de la Société. Ainsi, le Conseil d'administration est autorisé à procéder, selon les besoins et en fonction des pos-

sibilités du marché, à une ou plusieurs augmentations de capital, en concurrence d'un montant total de FB 10 milliards. Enfin, elle a approuvé la proposition de constituer, à partir du 6 mai 1986, un Conseil Consultatif de 18 membres au plus, nommés par l'assemblée parmi les représentants des actionnaires et des personnalités des milieux économiques belges et étrangers.

Le rapport peut être obtenu en adressant la coupon-réponse au Service d'Information de la Société, rue Royale 30, B-1000 Bruxelles ou auprès de la Banque Belge France, 12 rue Volney, F 75005 Paris.

Nom
Prénom
Fonction
Société/Organisme
Adresse
Code postal et localité

AFFAIRES

UNIMÉTAL PREND
UNE PARTIE DES DETTES
D'USINOR ET DE SACLOR

(De notre correspondant.)

Metz. — Sacilor et Usinor apporteront l'ensemble de leurs actifs de la branche produits longs estimés à 6,8 milliards de francs au 1^{er} janvier 1985 à Unimétal (25 000 salariés pour un chiffre d'affaires consolidé de 11,7 milliards de francs en 1984) qui aura, d'ici fin juin, une identité juridique propre. En contrepartie, Unimétal héritera des dettes des sociétés mères concernant son activité. L'opération se résumera donc à un apport qualifié de symbolique. Sacilor possédait 51 % du capital d'Unimétal et Usinor 49 %. M. Jean Jacquet, président d'Unimétal, l'a annoncé mercredi 22 mai à Metz à l'occasion de la première réunion du comité central d'entreprise de la société.

La majeure partie des actifs concerne les terrains, les bâtiments et les installations, estimés à 4,2 milliards de francs (65 % provenant de Sacilor, 35 % d'Usinor). Les titres de participation et les créances à court terme aux filiales s'élèvent à 2,2 milliards de francs. Unimétal sera ainsi l'unique actionnaire de la société métallurgique de Normandie, de Métalescaut, de l'ALBA, et des Laminiers de Bretagne. Le solde des actifs est composé de prêts au personnel au titre du 1^{er} logement (100 millions de francs) et d'avances diverses (200 millions de francs). L'ensemble des actifs est contrebalancé par l'apport d'un passif d'un montant équivalent.

Sacilor et Usinor légueront à Unimétal leurs dettes concernant l'activité produits longs. Cet héritage entraînera des frais financiers représentant 8,1 % de son chiffre d'affaires, alors que l'objectif de M. Jacquet était de les contenir entre 4 % et 5 %.

Les organisations syndicales ont unanimement dénoncé « l'ampleur des frais financiers », considérant qu'il s'agit d'une « pénalité qui hypothèque l'avenir des installations et va dans le sens d'une politique d'abandon des produits longs ». Elles contestent également les reports et les abandons d'investissements prévus dans le plan industriel présenté à l'automne dernier, alors que « la mise en place du plan social s'accélère ».

La direction générale souligne de son côté que l'objectif premier est le redressement des résultats bruts d'exploitation. Ceux-ci sont restés négatifs au premier trimestre 1985. En dépit d'une amélioration de trois points par rapport à la période correspondante de 1984, ils n'atteignent pas les objectifs prévus.

J.-L. T.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

Le président de General Dynamics prendra sa retraite à la fin de l'année. — Le président de la société General Dynamics, accusée par le Pentagone de pratiques commerciales « cyniques » et « malhonnêtes » (le Monde du 23 mai), a annoncé le 22 mai qu'il prendrait sa retraite à la fin de l'année. M. David Lewis, soixante-sept ans, a reconnu que la société qu'il dirige avait commis des erreurs, mais il a déclaré qu'il ne se considérait coupable d'aucune malversation. — (AFP.)

Conjoncture

Prix des matières premières importées : baisse en avril. — Les prix des matières premières importées par la France ont baissé de 4,5 % en avril par rapport à mars. En un an (avril 1985 comparé à avril 1984), la baisse est de 2,2 %. Les prix des produits alimentaires ont baissé de 5 % en un mois et de 5,2 % en un an. Les prix des matières premières industrielles ont baissé de 3,8 % en un mois et de 0,8 % en un an. On note, en avril, des diminutions de prix particulièrement fortes sur la pâte à papier, le minerai de fer, les phosphates (-6,9 % en France pour chacun des trois produits), et les fibres textiles industrielles (-5,1 %).

Reserves de change : + 5,87 milliards de francs en avril. — Les réserves de changes de la France se sont accrues de 5,87 milliards de francs en avril. A la fin du mois dernier, elles atteignaient 469 milliards de francs, soit une augmentation de 35,6 milliards de francs par rapport à avril 1984. Les avoirs en devises (120,7 milliards de francs) ont augmenté de 4,8 milliards de francs (+ 41,3 milliards de francs en un an).

Energie

ELF découvre un nouveau gisement de pétrole au Gabon. — ELF-Gabon, filiale du groupe pétrolier français, a découvert au large de la côte gabonaise, à 17 kilomètres à l'ouest de Port-Gentil, un nouveau gisement de pétrole. Au cours des essais de production, un débit de 600 mètres cubes a été atteint, mais des « travaux complémentaires d'appréciation seront nécessaires » précise la société, pour évaluer le caractère commercial de cette découverte.

Etranger

ETATS-UNIS
Progression des commandes à l'industrie. — Les commandes de biens durables à l'industrie américaine ont augmenté de 1 % en avril, ce qui représente la première hausse depuis trois mois. Ces commandes avaient baissé de 2,7 % en mars et de 2,8 % en février. Leur montant en avril s'est élevé à 100,7 milliards de dollars, soit 3,8 milliards de moins que le record mensuel enregistré en mars 1984. Les commandes d'équi-

pements militaires se sont inscrites en hausse de 6 % pendant que celles de biens d'équipement civils ont baissé de 6,9 %. — (AFP.)

Social

M. Michel Delebarre préconise sept mesures pour la reconnaissance des acquis de formation. — Profitant d'une nouvelle étape de son tour de France de la formation professionnelle, le 21 mai en Champagne-Ardenne, M. Michel Delebarre, ministre du travail, a souligné qu'il souhaitait définir sept mesures pour la reconnaissance des acquis de formation obtenus dans tous les dispositifs jeunes, et y compris les TUC. Une mission sera confiée à M. Favret, directeur des écoles au ministère de l'éducation nationale, qui devra remettre un rapport à l'automne, a-t-il indiqué.

Transports

Réduction de 57 % de certains tarifs aériens vers la Chine. — Les compagnies Air France et CAAC proposent, à partir du 1^{er} juin, un tarif inférieur de 57 % au plus bas actuellement en vigueur entre Paris et Pékin. En effet, l'aller-retour en classe économique coûtera, selon le tarif « visite », 8 715 F au lieu de 20 130 F. Cette offre promotionnelle sera soumise à certaines conditions : paiement de la totalité du prix du billet au moment de la réservation, durée du séjour comprise entre quatre jours et quarante-cinq jours, impossibilité d'effectuer une escale.

Deux nouveaux car-ferries pour Townsend Thoresen. — La compagnie britannique European Ferries, qui exploite des car-ferries sur la Manche sous la marque Townsend Thoresen, a lancé un appel d'offres auprès d'une douzaine de chantiers navals européens pour la construction de deux navires. Ces unités seront mises en service entre Calais et Douvres. Elles coûteront environ 100 millions de livres (1,2 milliard de francs). Selon M. Kenneth Siddie, PDG de l'Européan Ferries, le tunnel ou le pont qui franchira la Manche ne sera pas construit avant dix ans et, à cette échéance, les deux ferries seront amorties. — (AFP.)

Grève des remorqueurs au Havre : conséquences graves pour le trafic. — Les capitaines des remorqueurs de la compagnie Les Abeilles, au Havre, ont voté le 22 mai la reconduction du mouvement de grève commencé le 20 mai qui se traduit, selon le Port autonome, par des retards dans les mouvements de navires et des détournements vers d'autres ports. Le directeur du Port a jugé la situation « extrêmement dommageable pour le trafic ». Selon lui, « on constate chaque jour des retards dans les mouvements qui finissent par lasser les armateurs étrangers, qui compromettent la fiabilité du service offert par le port du Havre à celle des ports concurrents ». Les capitaines demandent le versement d'une « prime de commandement » de 300 F par mois.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



LE C.C.F. EN AUSTRALIE

Le CCF vient d'acquiescer la totalité du capital de la banque d'affaires C.C.F. - Australia Ltd, qu'il avait créée fin 1982 en association (50/50) avec des intérêts locaux.

Cette banque, dont la raison sociale devient : Crédit commercial de France (Australia) LTD, est dirigée par Jean-Jacques Bouillon, administrateur délégué.

Le CCF souhaite aussi :
- affirmer sa présence dans les échanges franco-australiens ;
- développer son implantation dans la zone pacifique où il dispose déjà de deux succursales (Tokyo et Hong-Kong), et de trois bureaux de représentation (Séoul, Djakarta, Singapour).

Adresse à Sydney : 28 Bond Street, 4th floor.
SYDNEY NSW 2000
Téléphone : 19 - 61 (2) 231-5477

comptoirs modernes

Le groupe exploite 310 000 mètres carrés de surfaces de vente réparties en :
- 950 magasins de proximité
COMOD :
- 180 supermarchés STOC :
- 9 hypermarchés CARREFOUR

exploités à 50/50 avec CARREFOUR SA dans lesquels travaillent 11 000 collaborateurs.

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires réunies le 18 mai 1985 sous la présidence de M. Raymond Gouloumes ont approuvé les résolutions proposées par le conseil d'administration.

Le dividende net, fixé à 15 F par action, comme pour l'exercice précédent, assorti d'un avoir fiscal de 7,50 F, sera mis en paiement à compter du 28 juin 1985.

L'assemblée a renouvelé le mandat d'administrateur de M. Gustave Godard.
M. Raymond Gouloumes a fait part de son intention de cesser ses fonctions de président-directeur général au terme

de cette assemblée, conformément aux dispositions statutaires.

Le conseil d'administration a tenu le même jour à nommé M. Jean-Claude Plessier président-directeur général et, sur la proposition de celui-ci, M. Raymond Gouloumes a été élu président d'honneur.

Le conseil a décidé d'augmenter le capital social par incorporation de réserves en portant le nominal des actions de 50 F à 100 F et d'attribuer une action gratuite pour trois actions anciennes avec jouissance au 1^{er} janvier 1985; cette attribution pourra être exécutée à partir du 28 juin 1985.

Lors de l'assemblée générale, M. Jean-Claude Plessier a annoncé qu'à fin avril 1985 le chiffre d'affaires consolidé avait progressé de 8,5 % en avance de près d'un point sur les objectifs, et a fait part des résultats très encourageants des trois dernières ouvertures de supermarchés STOC réalisées en mai.

PRÉTABAIL-SICOMI

L'assemblée générale mixte réunie le 21 mai sous la présidence de M. Genton a approuvé les comptes de l'exercice 1984.

Le bénéfice s'établit à 196,7 MF contre 177,8 MF pour l'exercice 1983. L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 80 F par action contre 74,40 F pour 1983.

La mise en paiement aura lieu à compter du 1^{er} juillet.

L'assemblée générale a autorisé le conseil d'administration à recourir à

l'émission d'obligations classiques et à bons de souscription d'actions.

Le conseil qui a suivi l'assemblée a décidé une émission d'obligations avec bons de souscription d'actions pour un montant nominal de 250 MF qui permettra à la société d'améliorer sa capacité concurrentielle tout en respectant les contraintes résultant du contrôle du crédit.

Au cours du même conseil, M. Victor Sesson a été coopté en remplacement de M. Gilbert Pignon.

ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS

Les conseils d'administration des sociétés d'Assurances du groupe de Paris - AGP - ont arrêté les comptes de l'exercice 1984.

Les soldes des comptes de pertes et profits, ainsi que les distributions proposées, se présentent comme suit (en millions de francs pour les deux principales sociétés françaises du groupe).

	AGP-RD	CAPREVIE-AGP
	1983	1984
Bénéfice courant de l'exercice	112 259	89 219
Différence sur éléments d'actifs	240 729	197 579
Solde du compte de pertes et profits	352 988	287 498
Dividende proposé	65 920	72 740

Il est rappelé qu'à effet du 1^{er} janvier 1984 les Assurances du groupe de Paris-Vie AGP-Vie ont transféré leur portefeuille de contrats d'assurances aux sociétés Trans Expansion-Vie en ce qui concerne l'ensemble des contrats placés directement par des producteurs salariés et Caprevie-AGP pour les contrats souscrits par l'intermédiaire des agents généraux et des courtiers, comme des contrats de la branche groupe.

De ce fait, les résultats des sociétés vie du groupe et notamment ceux de Caprevie ne sont pas directement comparables à ceux de l'exercice précédent.

Comme suite aux opérations de restructuration des sociétés du groupe, il a été décidé le regroupement de toutes les participations des sociétés françaises et étrangères d'assurances au sein d'un holding spécialisé, qui prendra la dénomination de Société Assurances du groupe de Paris S.A. Il est envisagé de demander la cotation des titres de cette société sur le marché de Paris dès 1986.

En outre, et ce dès les assemblées de juin 1985, les sociétés AGP-RD, d'une part, Caprevie-AGP, d'autre part, modifieront leur dénomination sociale en la Paternelle risques divers et la Paternelle vie.

Pour l'ensemble des sociétés françaises d'assurances du groupe de Paris, y compris les sociétés à forme mutuelle associées, le chiffre d'affaires a atteint en 1984 par rapport à 1983 (en millions de francs) :

Risques divers	1 470 000	+ 9,09 %
Vie	1 085 000	+ 8,67 %
	5 255 000	+ 8,97 %

Pour les sociétés françaises, les frais généraux enregistrés dans les comptes de 1984 sont en croissance de 7,3 % sur les chiffres correspondants de l'exercice précédent.

Sur la base des taux de change en vigueur au 31 décembre 1984, le chiffre d'affaires des sociétés d'assurances étrangères affiliées a représenté en 1984 la contre-valeur de 1 500 000 000 francs en chiffre rond.

X^{èmes} JOURNÉES INTERNATIONALES
DES CENTRALES DE BILANS

Les 20 et 21 juin 1985 à Paris

sous la présidence de Monsieur Pierre BEREGOVY, Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget, et animées par Monsieur Guy BRANA du CNPF, Monsieur John HACKETT de l'OCDE, Monsieur Alain PRATE de la BEI et Monsieur William SHEPHERD de l'Université du Michigan.

"SYSTEMES PRODUCTIFS ET STRUCTURES
FINANCIERES COMPARES DANS SEPT
PAYS INDUSTRIALISES"

Exemples de thèmes traités :
- Quelles ont été les performances des principales entreprises japonaises au cours des dernières années ?
- Pourquoi les taux d'endettement des entreprises sont-ils moins élevés aux Etats-Unis qu'en France ?

Pour tous renseignements, contacter :
Monsieur de la ROCHEFOUCAULD
SEDES
2, rue de la Bourse
75002 Paris
TEL 770.61.61 poste 624

Crédit National
Département des Etudes
45, rue Saint-Dominique
75007 PARIS
TEL 550.90.00

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

N.V. Koninklijke Nederlandsche Petroleum Maatschappij
(Royal Dutch) Etablie à La Haye, Pays-Bas

Dividende complémentaire 1984

A l'Assemblée Générale des Actionnaires, tenue le 22 mai 1985 à La Haye, il a été décidé de fixer la dividende complémentaire pour 1984 à fl. 6,75 par action d'une valeur nominale de fl. 10, de telle sorte que le dividende total pour 1984, y compris le dividende intérimaire de fl. 3,85 déjà mis en paiement en septembre 1984, s'élèvera à fl. 10,60 pour chacune des actions.

Sous déduction de l'impôt néerlandais sur le dividende (25%) et contre remise du coupon No. 177 des certificats d'action au porteur munis de coupons, le dividende complémentaire sera payable en France, à partir du lundi 3 juin 1985, auprès de

Lazard Frères & Cie
121, boulevard Haussmann
Paris, 8e.

Les actionnaires ayant leur domicile fiscal en France pourront obtenir une exonération (de 10%) de l'impôt sur le dividende, si les coupons sont accompagnés, lors de leur présentation, de la déclaration "Inkomstenbelasting nr. 92F", prévue pour l'application de la convention franco-néerlandaise de double imposition.

Ont droit au dividende complémentaire pour les actions au porteur dont les certificats sont munis d'une feuille de dividende qui ne se compose pas de coupons séparés (dits titres

CF), ceux qui, le 22 mai 1985, à la fermeture des bureaux, sont détenteurs de telles actions et dont les feuilles de dividende se trouvent à cette date en dépôt auprès de Sicovam. Le dividende complémentaire sera versé le lundi 3 juin 1985 sous déduction de l'impôt néerlandais sur le dividende (25%) au "Centrum voor Fondsenadministratie B.V." (Centre pour l'Administration de Valeurs mobilières), qui en assurera le transfert à Sicovam.

L'exonération (de 10%) de l'impôt néerlandais sur le dividende est obtenue en présentant, lors de l'encaissement du "certificat de coupon" délivré par Sicovam, la ou les déclarations "Inkomstenbelasting nr. 92F" ou "nr. 95F". Les personnes domiciliées en France bénéficieront dans ce pays d'un crédit d'impôt d'un montant égal à la retenue de 15% effectuée aux Pays-Bas. Lazard Frères & Cie tiendra à la disposition des intéressés des instructions précisant les modalités de présentation.

Le crédit en compte ou le paiement de la contre-valeur du dividende seront effectués en francs français au cours du jour, déduction faite de l'impôt français exigible et de la commission de change d'usage.

La Haye, le 23 mai 1985.
LA DIRECTION

MARC
PARIS

Une petite pin

Le conseil d'administration a tenu le même jour à nommé M. Jean-Claude Plessier président-directeur général et, sur la proposition de celui-ci, M. Raymond Gouloumes a été élu président d'honneur.

Le conseil a décidé d'augmenter le capital social par incorporation de réserves en portant le nominal des actions de 50 F à 100 F et d'attribuer une action gratuite pour trois actions anciennes avec jouissance au 1^{er} janvier 1985; cette attribution pourra être exécutée à partir du 28 juin 1985.

Lors de l'assemblée générale, M. Jean-Claude Plessier a annoncé qu'à fin avril 1985 le chiffre d'affaires consolidé avait progressé de 8,5 % en avance de près d'un point sur les objectifs, et a fait part des résultats très encourageants des trois dernières ouvertures de supermarchés STOC réalisées en mai.

Le conseil d'administration a tenu le même jour à nommé M. Jean-Claude Plessier président-directeur général et, sur la proposition de celui-ci, M. Raymond Gouloumes a été élu président d'honneur.

Le conseil a décidé d'augmenter le capital social par incorporation de réserves en portant le nominal des actions de 50 F à 100 F et d'attribuer une action gratuite pour trois actions anciennes avec jouissance au 1^{er} janvier 1985; cette attribution pourra être exécutée à partir du 28 juin 1985.

Lors de l'assemblée générale, M. Jean-Claude Plessier a annoncé qu'à fin avril 1985 le chiffre d'affaires consolidé avait progressé de 8,5 % en avance de près d'un point sur les objectifs, et a fait part des résultats très encourageants des trois dernières ouvertures de supermarchés STOC réalisées en mai.

Le conseil d'administration a tenu le même jour à nommé M. Jean-Claude Plessier président-directeur général et, sur la proposition de celui-ci, M. Raymond Gouloumes a été élu président d'honneur.

Le conseil a décidé d'augmenter le capital social par incorporation de réserves en portant le nominal des actions de 50 F à 100 F et d'attribuer une action gratuite pour trois actions anciennes avec jouissance au 1^{er} janvier 1985; cette attribution pourra être exécutée à partir du 28 juin 1985.

Lors de l'assemblée générale, M. Jean-Claude Plessier a annoncé qu'à fin avril 1985 le chiffre d'affaires consolidé avait progressé de 8,5 % en avance de près d'un point sur les objectifs, et a fait part des résultats très encourageants des trois dernières ouvertures de supermarchés STOC réalisées en mai.

Le conseil d'administration a tenu le même jour à nommé M. Jean-Claude Plessier président-directeur général et, sur la proposition de celui-ci, M. Raymond Gouloumes a été élu président d'honneur.

Le conseil a décidé d'augmenter le capital social par incorporation de réserves en portant le nominal des actions de 50 F à 100 F et d'attribuer une action gratuite pour trois actions anciennes avec jouissance au 1^{er} janvier 1985; cette attribution pourra être exécutée à partir du 28 juin 1985.

Lors de l'assemblée générale, M. Jean-Claude Plessier a annoncé qu'à fin avril 1985 le chiffre d'affaires consolidé avait progressé de 8,5 % en avance de près d'un point sur les objectifs, et a fait part des résultats très encourageants des trois dernières ouvertures de supermarchés STOC réalisées en mai.

Le conseil d'administration a tenu le même jour à nommé M. Jean-Claude Plessier président-directeur général et, sur la proposition de celui-ci, M. Raymond Gouloumes a été élu président d'honneur.

Le conseil a décidé d'augmenter le capital social par incorporation de réserves en portant le nominal des actions de 50 F à 100 F et d'attribuer une action gratuite pour trois actions anciennes avec jouissance au 1^{er} janvier 1985; cette attribution pourra être exécutée à partir du 28 juin 1985.

Lors de l'assemblée générale, M. Jean-Claude Plessier a annoncé qu'à fin avril 1985 le chiffre d'affaires consolidé avait progressé de 8,5 % en avance de près d'un point sur les objectifs, et a fait part des résultats très encourageants des trois dernières ouvertures de supermarchés STOC réalisées en mai.

Le conseil d'administration a tenu le même jour à nommé M. Jean-Claude Plessier président-directeur général et, sur la proposition de celui-ci, M. Raymond Gouloumes a été élu président d'honneur.

Le conseil a décidé d'augmenter le capital social par incorporation de réserves en portant le nominal des actions de 50 F à 100 F et d'attribuer une action gratuite pour trois actions anciennes avec jouissance au 1^{er} janvier 1985; cette attribution pourra être exécutée à partir du 28 juin 1985.

Lors de l'assemblée générale, M. Jean-Claude Plessier a annoncé qu'à fin avril 1985 le chiffre d'affaires consolidé avait progressé de 8,5 % en avance de près d'un point sur les objectifs, et a fait part des résultats très encourageants des trois dernières ouvertures de supermarchés STOC réalisées en mai.

Le conseil d'administration a tenu le même jour à nommé M. Jean-Claude Plessier président-directeur général et, sur la proposition de celui-ci, M. Raymond Gouloumes a été élu président d'honneur.

Le conseil a décidé d'augmenter le capital social par incorporation de réserves en portant le nominal des actions de 50 F à 100 F et d'attribuer une action gratuite pour trois actions anciennes avec jouissance au 1^{er} janvier 1985; cette attribution pourra être exécutée à partir du 28 juin 1985.

Lors de l'assemblée générale, M. Jean-Claude Plessier a annoncé qu'à fin avril 1985 le chiffre d'affaires consolidé avait progressé de 8,5 % en avance de près d'un point sur les objectifs, et a fait part des résultats très encourageants des trois dernières ouvertures de supermarchés STOC réalisées en mai.

Le conseil d'administration a tenu le même jour à nommé M. Jean-Claude Plessier président-directeur général et, sur la proposition de celui-ci, M. Raymond Gouloumes a été élu président d'honneur.

Le conseil a décidé d'augmenter le capital social par incorporation de réserves en portant le nominal des actions de 50 F à 100 F et d'attribuer une action gratuite pour trois actions anciennes avec jouissance au 1^{er} janvier 1985; cette attribution pourra être exécutée à partir du 28 juin 1985.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Une petite pause

Mercredi, la Bourse s'est à peine accordée une petite pause pour la dernière séance du terme boursier, celui de mai. Après une baisse initiale de l'ordre de 0,1 %, l'indicateur instantané se retrouvait, en clôture, exactement à son niveau précédent.

Ce qui n'a pas empêché l'indice de la Compagnie des agents de change de battre un nouveau record en s'établissant à 223,1.

La consolidation des gains acquis pendant les quatre dernières semaines (6,7 % environ) s'est donc effectuée dans d'excellentes conditions. Pour les boursiers, ce qui compte, c'est que l'argent continue à affluer à la corbeille. Mardi, sur le marché à règlement mensuel, le volume des transactions a atteint près de 500 millions de francs, un chiffre proche des records également.

La prochaine libération de la plupart des prix industriels et, par ailleurs, la progression de 1,8 % de l'activité du commerce de détail en mars pouvaient être considérées comme des éléments moteurs de la hausse.

La Générale de fonderie a gagné 6,7 %, le Club Méditerranée 4,5 %, Laboratoire Bellon et ELF-Aquitaine 4 %. En revanche, Frayssinet a perdu 4 %, Sanofi 3 %, Dumetz et Bouygues 2,5 %.

La nouvelle hausse de Wall Street — mardi l'indice Dow Jones affichait un nouveau record — a favorisé les valeurs américaines. La devise-titre a été traitée entre 9,86 F et 9,90 F.

Après la baisse de la veille, les cours de l'or ont remonté. Le lingot a gagné 750 F à 95 400 F. Le napoléon a été coté à 563 F (+ 2 F). La cotation des

actions SAFT sera reprise vendredi après l'annonce de l'aboutissement des négociations entre Bernard Tapie et la CGE pour la reprise des piles SAFT par le « saint-bernard » des entreprises en difficulté.

NEW-YORK

ascension,

s'est assés sérieusement depuis mercredi. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de baisse s'est poursuivi durant la majeure partie de la séance. Cependant, une reprise s'est produite au cours de la clôture, et l'indice a terminé à 12 303,56, soit une hausse de 10 points sur les 12 293,56 de la veille. Les valeurs les plus déprimées de la barre des 1 300 points (à 1 294,35 très exactement), parvenaient à combler une partie de son retard pour s'établir à 1 303,76 (- 5,93 points). Si la résistance s'est relativement bien organisée au niveau des « Blue Chips », il n'en a pas été de même sur un plan général. Le bilan de la journée a été fortement négatif. Sur 2 027 valeurs traitées, 1 103 ont reculé, 501 seulement ont monté et 423 n'ont pas varié.

Cette baisse a révélé un caractère essentiel de la conjoncture mondiale : elle est ralentie, et 101,37 millions de livres ont changé de mains, contre 130,15 millions précédemment. Autour du Big Board, les professionnels s'interrogent sur les possibilités d'une nouvelle déescalade du loyer de l'argent due à la poursuite du ralentissement de l'économie. M. Henry Kaufman, célèbre « gourou » de Wall Street, n'y croit pas. Selon lui, le ralentissement de la croissance économique aux Etats-Unis est terminé, et, avec la reprise des dépenses de consommation, le maintien d'une forte activité dans le bâtiment, l'augmentation des investissements, les besoins d'intérêt devraient remonter. Les spécialistes ont pris bonne note de ses déclarations.

VALEURS	Cours de	
	21 ml	22 ml
Alcoa	34	33 1/4
A.T.T.	34	33 1/4
Bowser	58 1/2	58 1/2
Chemical Bank	58 1/2	58 3/8
De Pont de Nemours	58 1/2	58
Eastman Kodak	43	43 1/4
Exxon	43 1/2	43 1/4
Ford	43 1/2	43 1/2
General Electric	61 1/2	61 3/8
General Motors	61 1/2	61 1/8
General Motors	61 1/2	61 1/8
Goodyear	26 3/4	26 1/2
IBM	123 1/2	123 1/2
I.T.T.	34 1/4	33 3/4
Mobil Oil	31	31 7/8
Rockwell	31 1/2	31 1/2
Schlumberger	48 1/2	48 1/2
Tesoro	37 1/4	37 1/2
Union Carbide	42 1/2	42 1/2
Union Carbide	38 1/2	38 1/4
U.S. Steel	25 1/2	25 1/2
Westinghouse	34 1/8	34 1/8
Smith Barney	50	49 5/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

MOULINEX. — Le capital va être augmenté par émission à 65 F d'une action nouvelle pour quatre anciennes, créée jadis le 1^{er} janvier 1985. Cette opération est destinée à donner à la société des ressources complémentaires en fonds propres, de façon à maintenir une structure financière saine et lui permettre de faire face aux besoins de son développement.

ROYAL DUTCH-SHELL. — Le bénéfice net pour le premier trimestre s'élève à 1,08 milliard de livres, contre 982 millions pour la période correspondante de 1984, pour un chiffre d'affaires de 17,51 milliards de livres (+ 15 %). Ces résultats sont en ligne avec les prévisions.

BOEHRINGER INGELHEIM - Le bénéfice après impôts du groupe pharmaceutique onco-allemand, qui fête cette année son centième anniversaire, a aug-

menté de 11 % en 1984, pour atteindre 121 millions de deutschemarks.

Le chiffre d'affaires de la firme, toujours de type familial, a enregistré une hausse de 12 % à 4,13 milliards de deutschemarks, ce qui la place à la neuvième place des groupes pharmaceutiques dans le monde.

Les dépenses de recherche et développement ont augmenté de 13 % l'an dernier, à 561 millions de deutschemarks. Ses investissements en équipement ont représenté, de leur côté, 283 millions de deutschemarks en 1984 (contre 236 millions en 1983).

SCREG. — Ce groupe, qui compte parmi les plus importants en France dans le secteur BTP (bâtiment-travaux publics), a enregistré une perte consolidée de 25,6 millions de francs en 1984, pour un chiffre d'affaires consolidé de 20,1 milliards de

francs. En 1983, SCREG avait réalisé un bénéfice consolidé de 104 millions pour un chiffre d'affaires de 20,4 milliards de francs.

Le directeur financier de SCREG, M. Jacques Louria, a expliqué que cette dégradation des résultats était due aux problèmes (retards de paiement et difficultés techniques sur certains chantiers) rencontrés en Algérie, en Egypte et en Amérique du Sud.

M. Louria ne pense pas que le groupe SCREG retrouvera l'équilibre financier en 1985. Le dividende net est fixé à 6 F, contre 12 F.

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, base 100 : 28 déc. 1964)		
	21 mai	22 mai
Valeurs françaises	120,4	128,7
Valeurs étrangères	106,9	107,2
C- DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 31 déc. 1961)		
	21 mai	22 mai
Indice général	273	223,1
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE		
Effets prêts du 23 mai	10 1/4 %	
COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	22 mai	23 mai
1 dollar (en yens)	256,65	251,38

BOURSE DE PARIS

Comptant **22 MAI**

[illegible][illegible]

VALEURS	Cours		Dernier cours
	préc.	actuel	
Actions au comptant			
Actis Peugeot	128	128	
A.G.F. R&I Com.	1818	1650	
Acc. Ind. Haché	9	1	
Asmp	51	52	
Ateliers Poulanc	375	378	
Asph. Hydrol.	38	38	
Asph. Ind.	51 50	54	
Arcor	1100	1115	
At. Ch. Loire	12 90	14	
Automat.-Rey	105	106	
Autos	170	170	
Banque	550	550	
Banq. de Paris	150	160	
Banq. d'Alg.	450	450	
Gl. Arm. Hot.	75	75	
Gerland Lyl.	790	790	
Gévalas	265	265	
Gl. Ind. d'Al.	265	265	
Gl. Mont. Carb.	174 30	174 30	
Gl. Mont. Paris	445	445	
Gl. Mont. P.	145	145	
G. Transp. Int.	194	194	
H.L.P.	800	800	
Hutchinson	2625	2625	
Ind. de l'Essence	320 80	320 80	
Ind. St-Denis	110	110	
Immunis S.A.	325	325	
Immunité	438	438	
Industrie	250	250	
Immobilière	690	690	

[illegible][illegible][illegible][illegible][illegible]

DRG, H&M, P&G, Sun	600	600	Rochfordene S.A.	170	1
Enel, Eni, Enx, Eon	1,200	1,200	Rochfordene S.A.	50	1
Dr. Ingelsheim	1290	1298	Rovato, Ravi	15	2
Daig, Tran, P&H	158	80	Progenie et Filles	91	150
Duo-Lemore	190	195	Rochemat S.A.	1365	13
East Asia, V&P	1600	1598	Sacer	53	75
Eas Vimal	1124		Sacer	15	75
Edgemoor	4	289	Seal	15	75
Economic Centre	622	631	Seal-Alan	348	44
Econot-Banque	328	328	SAFT	587	40
Econot-France	570	575	Seant-Rapied		28
El-Amanec	331	325	Seant-Oval	89	10
ELAN, L&H	345	344	Socara du H&M	159	15
ELAN, L&H	180	160	Socara	159	15
ELAN, L&H	388	391	Socara	159	15
Empire, D&H	1206	1140	Sevancien RA	81	2
Empire-Musa	660	657	S&S	215	2

[illegible]

Règlement mensuel

[illegible]

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. STRATÉGIES : « Dissuader... la dissuasion », par Christian Schmidt et Michel Rudnianski ; « Les otages d'honneur », par Ana Arroyo.
11. Mort d'un amiral. L'IRA contre Mounib, de Roland Marx.

ÉTRANGER

- 3-4. PROCHE-ORIENT
- 5-6. EUROPE
7. POLOGNE : les pressions s'accroissent en vue d'une « normalisation » des universités.
8. AFRIQUE
9. ASIE
10. DIPLOMATIE
11. La visite de M. Gandhi en URSS.
12. AMÉRIQUES

POLITIQUE

10. La taxe d'habitation diminuée pour les revenus les plus modestes.
14. AU CONSEIL DES MINISTRES.

LE MONDE DES LIVRES

15. Il y a cent ans mourait Victor Hugo : « Le combattant de la justice », par Robert Badinter.
16. FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELECH : Un couple, de Jean-Denis Breton.
20. Un rossignol nommé Fitzgerald.
22. Georges Lukacs et les tragédies du siècle.

CULTURE

25. THEATRE : de Victor Hugo à Eugène Labiche.
27. COMMUNICATION.

SOCIÉTÉ

30. JUSTICE.
31. MÉDECINE.
32. ÉDUCATION.

CFM 89

à Paris

Afin « le Monde »
232-14-14 et 720-52-97
Jeudi 23 mai, à 18 h 45
Jean-Paul II :
le voyage
de la contestation
au Benelux
ALAIN WOODROW
répond aux questions
des auditeurs et des lecteurs
Débat animé
par FRANÇOIS KOCH

ÉCONOMIE

33. SOCIAL : la mise en cause de la stratégie de la CGT par le PC.
34. CONJONCTURE.
35. ÉTRANGER : « Industrialisation rurale à la chinoise » (III), par Patrice de Baer.
- 35-36. AFFAIRES.

RADIO-TÉLÉVISION (27)

- INFORMATIONS
- « SERVICES » (28) :
- La fête de la Pentecôte : les services ouverts ou fermés ; Mots croisés ; Loterie nationale ; Loto ; Tacco-Tacco.
- Actualités classées (32) ; Carrel (32) ; Programmes des spectacles (26) ; Marchés financiers (37).

APRÈS LA DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

La France pourra ratifier le protocole additionnel à la convention européenne des droits de l'homme

La décision du Conseil constitutionnel ouvre la voie au gouvernement. Le feu vert souhaité par M. François Mitterrand et que, à sa demande, l'Assemblée du Palais Royal lui a accordé permet au gouvernement de déposer un projet de loi ratifiant le protocole additionnel à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Signé le 28 avril 1983, ce protocole ne peut trouver sa pleine portée que ratifié par le Parlement. C'est le président de la République qui avait obtenu l'approbation de cette ratification grâce à la majorité dont il dispose à l'Assemblée nationale. Restait la menace d'une annulation du texte qu'aurait pu décider le Conseil constitutionnel, auquel les anti-abolitionnistes s'opposaient.

Le Conseil constitutionnel a décidé, mercredi 22 mai, que le protocole n° 6 additionnel à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ne comportait pas de clause contraire à la Constitution.

Au Sénat

HUGO LA CONCORDE

A l'occasion du centième anniversaire de la mort de Victor Hugo, le 22 mai 1885, le Sénat, par la voix de son président, M. Poher, et de M. Maurice Schumann, académicien comme Victor Hugo et lui aussi voix de la France dans l'exil (1), a honoré le mémoire du grand poète, qui a séjourné au palais du Luxembourg sous la Troisième République, de 1876 à sa mort.

Désignant le siège du sénateur Hugo, marqué d'une plaque commémorative, après l'avoir été aussi — par Clemenceau, occupé aujourd'hui par M. Hélène Luc, présidente du groupe communiste, M. Poher a rappelé les nombreuses fonctions parlementaires exercées par Victor Hugo : nommé pair de France en 1845 par Louis-Philippe, élu à l'Assemblée nationale de Bordeaux en 1871 et finalement au Sénat de 1878 à sa mort. Pendant ses dernières années, Victor Hugo — inlassable, comme l'a rappelé M. Schumann — s'est battu pour l'amnistie des communards. « La guerre civile est une faute. Qui l'a commise ? Sur une vaste faute, il faut un vaste oubli », déclarait le poète-sénateur le 28 février 1879.

L'occasion était trop belle pour M. Badinter, présent sur les bancs du gouvernement, de rendre hommage à « l'adversaire tenace de la peine de mort et au champion d'une justice plus humaine ». Victor Hugo prônait « la concorde entre les citoyens » comme idéal de la patrie. L'espace d'une journée, cent ans après sa mort, il a permis que se réalise la concorde entre les sénateurs et le gouvernement. Comme devait conclure M. Schumann, avant d'être vivement applaudi, « le jeune séide prêtre de la guerre antique était immortel avant d'entrer à l'Académie ; le vieux mage s'est ici rendu digne d'une autre immortalité ».

R. D.

(1) M. Maurice Schumann a été porte-parole de la France libre à la radio de Londres pendant la dernière guerre.

mort. La convention peut cependant être dénoncée dans un délai de cinq ans après sa ratification.

Le chef de l'Etat avait annoncé son intention de se prémunir de ce danger d'inconstitutionnalité le 20 avril dernier, en sollicitant préventivement l'avis du Conseil constitutionnel. Ce dernier étant positif, il n'y a plus d'obstacle à ce que le gouvernement demande au Parlement de ratifier ces dispositions de la convention européenne.

Saisi le 24 avril dernier par M. François Mitterrand, qui en avait manifesté l'intention le 20 avril devant le soixante-cinquième congrès de la Ligue des droits de l'homme (le Monde du 23 avril), le Conseil constitutionnel a décidé, mercredi 22 mai, que le protocole n° 6 additionnel à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ne comportait pas de clause contraire à la Constitution.

Le Conseil constitutionnel considère que ce protocole qui stipule

l'abolition de la peine de mort et la possibilité de la prévoir pour des actes commis en temps de guerre ou de danger imminent de guerre peut être dénoncée dans les conditions fixées par l'article 65 de la convention européenne des droits de l'homme (1).

Il estime que « cet engagement international n'est pas incompatible avec le devoir pour l'Etat d'assurer le respect des institutions de la République, la continuité de la vie de la nation et la garantie des droits et libertés des citoyens ». Dès lors, le Conseil constitutionnel constate que ce protocole « ne porte pas atteinte aux conditions essentielles de l'exercice de la souveraineté nationale » et ne comporte pas de dispositions anticonstitutionnelles.

(1) L'article 65 de la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales prévoit que cette convention peut être dénoncée par l'un des pays signataires cinq ans après son entrée en vigueur pour ce pays et moyennant un préavis de six mois, étant entendu que cette dénonciation ne peut avoir d'effet rétroactif.

L'opposition a remporté 100 des 137 sièges au Conseil supérieur des Français de l'étranger

Les résultats officiels des récentes élections au Conseil supérieur des Français de l'étranger (le Monde du 23 mai), organe d'opinion des représentants au Sénat des expatriés, ont confirmé le recul de la majorité apparue à travers les résultats partiels.

Les candidats de l'opposition, membres pour 90 % d'entre eux, de l'Union des Français de l'étranger (UFE, créée en 1927), organisation qui s'affirme néanmoins « apolitique », et gaullistes, pour une forte proportion, ont remporté 100 sièges sur les 137 à pourvoir. Ils en ont perdu un seul, en Afrique orientale, et gagné dix, dans les pays ou zones suivantes : Allemagne de l'Ouest, Algérie, Brésil, Côte-d'Ivoire, Centrafrique, Gabon, Grande-Bretagne, Inde, Indonésie, Madagascar, Suisse. Inclus dans le décompte de l'opposition, les deux élus du Front national (Québec, Gabon) ne font pas partie de l'UFE.

Seuls trente-deux des candidats patronnés par l'Association démocratique des Français de l'étranger (ADFE, créée en 1980), qui se déclare « proche de la majorité présidentielle », ont eu la faveur des électeurs, auxquels s'ajoutent cinq élus sympathisants à des degrés divers de la majorité parlementaire. Devant les députés de l'opposition qui s'impatientaient, mercredi 22 mai, à l'Assemblée, de la « lenteur » mise, selon eux, par le gouvernement à annoncer les résultats du

scrutin du 19 mai (et du 12 mai pour le principal de Monaco), M. Dumas a reconnu le « recul » de la majorité et indiqué que sur 537582 expatriés inscrits sur les listes électorales dans les consulats de France à l'étranger, il y avait eu, en tout, 116397 votants, soit une participation de 21,45 %, qui est tout de même environ le double de celle des élections de 1982, soulignant à l'UFE.

Notons que seuls trois pays (Union soviétique, Allemagne fédérale et Suisse) refusent encore au Français résident sur leur territoire le droit de voter dans leurs consulats pour les élections au CSFE qui se déroulent au suffrage universel. Le vote y a donc lieu par correspondance et, partiellement, pour la Suisse, dans des localités frontalières.

J.-P. P.-H.

LO ET LA LCR PRÉPARENT LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

La formation trotskiste Lutte ouvrière (LO) organise, comme chaque année, une fête, du 25 au 27 mai, à Paris (Vincennes). La fête est, cette fois, organisée en collaboration avec la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), autre formation trotskiste, avec laquelle LO a des relations privilégiées.

LO et la LCR débattent, pour le moment, de la stratégie à adopter pour les élections législatives de 1986. Aux objections de LO (le Monde du 10 mai), qui estime que la coalition « alternative » proposée par la LCR ne peut être autre chose qu'un accord électoral entre petites formations, la Ligue répond, dans son mensuel Critique communiste (numéro de mai) : « Un accord électoral fondé sur le rejet des reniements de la gauche dans tous les domaines (...) ne peut se conclure que sous-tendu par la volonté explicite de définir une autre politique, alternative à celle des réformistes, c'est-à-dire reposant sur la satisfaction des besoins sociaux, et non sur la recherche du profit ».

M. Daniel Colas, qui assure que les inculpés étaient tous militants du mouvement, a décidé de démissionner du Front national.

Sur le vif Tronc commun

Ce qu'ils peuvent être cassés, les gens. Ils n'ont pas de vous parler de leurs gosses. Surtout là, maintenant, en période de conseils de classes, c'est à devenir fou. Hier soir, je reçois assez tard, j'entends le téléphone sonner dans l'escalier, j'accroche mes cinq étages au pas de course. Je décroche, essouffée, affolée. C'est un vieux copain — on se voit de loin en loin — qui me demande... Devinez quoi ! Des nouvelles de mes enfants. A 11 heures du soir. C'est le coup classique, ça : vide ton sac, vite fait, après quoi je déballe le mien. Comme l'on se quitte et que je n'ai pas envie d'y passer la nuit, j'écroule, j'embraye et je lui dis :

— Ça va, ça va. Et toi ? C'est quoi ton problème ? C'est Stéphane ou c'est Olivier ?

— C'est les deux.

— Oh, c'est pas vrai ! Qu'est-ce qu'il y a ? Ils redoublent ?

— Non, justement, ils passent. Ces messieurs se baladent, ils caracolent de classe en classe. C'est une catastrophe. J'en suis malade. Si ça continue, tu sais à quel âge ils vont passer la bac ? A dix-huit ans.

— C'est bien, non ?

— C'est beaucoup trop tôt voyons. A quel âge ? Pour aller où ? Pour faire quoi ? Non, je suis très inquiet. T'as pas vu,

tiens dans le Monde justement, les parents se battent pour que les gamins fassent du surplace et restent plantés au lycée le plus longtemps possible. Ils sont bien là, ils sont surveillés.

— Ça va faire des drôles d'embouteillages, dis donc, si personne ne dégage dans le secondaire.

— Oui, bon, ben tant pis. Ils se serront un peu.

— Remarque, avec ces nouveaux lycées, peut-être ça va déborder. Je me demande si tu ne devrais pas regarder de ce côté-là ?

— Non, mais ça va pas ! Tu voudrais pas que mes fils fassent plombier.

— Tout de suite, plombier ! Non, ingénieur en plomberie.

— Oui, alors là, peut-être, effectivement. Seulement, dans la technique, les études ça risque de ne pas être assez long.

— Penses-tu à la concurrence. Fabius a tout bien calculé. Entre le lycée et le fac, en redoublant une année sur deux, les mecs auront près de trente ans quand ils décrocheront leur diplôme.

— Et après, où tu vas ?

— Après, avec ce cycle-là, tu rejoins le tronc commun. T'as le droit de t'inscrire à l'ANPE.

CLAUDE SARRAUTE.

Dans le Drôme

UNE « PROVOCATION » DU FRONT NATIONAL

La présidente de la fédération de la Drôme du Front national, M^{me} Germaine Burgaz, a annoncé le 22 mai qu'elle portait plainte contre cinq militants ou sympathisants du mouvement, déjà inculpés de « provocation à la haine raciale » pour avoir inscrit le 21 mai à Valence, des slogans pro-arabes et anti-français dans le but « d'exciter l'opinion publique contre les Arabes ».

« Les Français dehors », « Vive les Arabes », « Jihad islamique, victoire », une douzaine de magasins de Valence avaient été ainsi harcelés, dont un fast-food exploité par M. Daniel Colas, candidat du Front national aux dernières élections cantonales. Pour faire bonne mesure, le siège du Front national avait été lui aussi gratifié d'un « FN = PD ».

Les cinq barbouilleurs ont été surpris en flagrant délit par une patrouille de police. Il s'agit d'un caennais, M. Michel Fischer, trentesept ans — dont M^{me} Burgaz a assuré avoir refusé l'adhésion au Front national — de quatre jeunes gens, Frédéric Delange, dix-huit ans, Eric Bonney, dix-neuf ans qui doivent d'ailleurs comparaître le 23 mai devant le tribunal correctionnel de Grenoble pour vol et coups et blessures volontaires — exclus du Front national, selon M^{me} Burgaz — et Thierry Bédou, vingt-six ans.

M. Daniel Colas, qui assure que les inculpés étaient tous militants du mouvement, a décidé de démissionner du Front national.

Le Monde Infos Spectacles

sur Minitel

615.91.77 + I.S.L.M.

M. MAURICE LÉVY

PRÉSIDENT DE LA CITÉ DES SCIENCES DE LA VILLETTE

M. Maurice Lévy, qui était directeur du musée de l'Établissement public du Parc de la Villette à Paris, a été nommé mardi 21 mai, président de la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette.

Dné le 7 septembre 1922 à Tlemcen (Algérie), M. Maurice Lévy, professeur à l'université Paris-VII, a été notamment directeur du Service des programmes des organismes de recherches et président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales (de 1974 à 1976). Il est l'auteur du rapport initial sur le Musée national des sciences, des techniques et des industries.

Le numéro du « Monde » daté 23 mai 1985 a été tiré à 436012 exemplaires

destination ISLANDE

ISLANDE
au gré
de votre fantaisie
avion - voiture
1 semaine - base à Paris
PARIS/PARIS
Berline : F. 4.690
4x4 : F. 5.050 F
votre agent de voyages ou
ALANT'S TOURS
5, rue Danielle-Casanova
75001 Paris
01 296.59.78
R.C. 1043

A B C D E F G H

L'efficacité par la micro-informatique

Science & Vie Economie vous explique comment la micro-informatique révolutionne les habitudes de travail. Science & Vie Economie montre comment des commerçants, des architectes, des cadres d'entreprise se sont mis à la micro et gagnent du temps et de l'argent. Comment les 100 millions de hamburgers consommés en France aggravent-ils notre déficit extérieur ? C'est aussi dans Science & Vie Economie.

SCIENCE & VIE
ECONOMIE
Comprendre pour agir.



LOTO SPORTIF

DERNIER JOUR 24 MAI

24 Mai, dernier jour
de validation des bulletins
aux lieux et heures habituels du Loto.

حسبنا من الأصل